bookys-ebooks.com

★ FRANÇOIS MITTERRAND, CE FAUX « DÉCOLONISATEUR » – page 19

LE MONDE diplomatique

Mensuel - 28 pages

N° 847 - 71e année. Octobre 2024

SI CHERS CONCERTS

PAR JEAN-CHRISTOPHE SERVANT

Page 27.

ÉLECTION CONTESTÉE ET TENSIONS DIPLOMATIQUES

Au Venezuela, une crise sans fin

Au cours de la dernière décennie, le Venezuela a connu toutes sortes de dysfonctionnements internes et subi des ingérences déstabilisatrices. Le pays de la « révolution bolivarienne » se consume. Pourquoi le scrutin présidentiel du 28 juillet 2024 n'a-t-il rien résolu ?

PAR CHRISTOPHE VENTURA

© JORGE JULIÁN ARISTIZÁBAL

JORGE JULIÁN ARISTIZÁBAL. – « Sans titre », 2016, de la série « Invisible Wounds » (Blessures invisibles)

CARACAS est un bruit. En cette soirée du 2 septembre, le chant des *coquis*, ces petites grenouilles dont les pluies orageuses favorisent l'apparition, prend possession de la ville quand le président Nicolas Máduro ouvre la « rencontre des cinq générations ». Celui dont le troisième mandat (2025-2031) débutera le 10 janvier 2025 réunit un parterre de militants, d'intellectuels, de militaires, de miliciens et de dirigeants historiques du chavisme dans le salon Boyacá du palais présidentiel de Miraflores, situé au cœur de la capitale.

Forgé à partir du nom de Hugo Chávez, président du Venezuela de 1999 à sa mort en 2013, le chavisme regroupe l'ensemble des forces sociales, politiques et militaires qui constituent le mouvement socio-politique – on parle ici d'*« alliance civilo-militaire »* – qui défend la « révolution bolivarienne ». Le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), avec ses quatre millions d'adhérents revendiqués (sur une population d'environ vingt-huit millions), constitue aujourd'hui la force centrale de ce *« bloc historique »*. Ces dernières années, toutefois, un chavisme dissident a émergé au sein de la gauche, notamment du Parti communiste vénézuélien (PCV) et des organisations sociales du pays. Ses acteurs dénoncent un virage autoritaire et répressif du gouvernement contre ses opposants, parmi lesquels figurent désormais des syndicalistes ou des grévistes. Ensemble, ils contestent les mesures libérales mises en place en réponse à la crise économique et aux sanctions imposées par les États-Unis (1), la politique de dollarisation, de fait génératrice de fortes inégalités sociales, la libéralisation de plusieurs secteurs d'activité (ressources naturelles, agriculture, exploitation des sous-sols) au travers des zones économiques spéciales (ZES) inspirées du modèle chinois, la privatisation de terres cultivables ou encore des lois favorables aux investisseurs étrangers (exonérations fiscales, facilitations pour le rapatriement des profits, etc.).

(Lire la suite page 7.)

(1) Lire Maëlle Mariette, « Le Venezuela brisé par les sanctions », *Le Monde diplomatique*, avril 2022.

IMPUTATION MENSONGÈRE D'ANTISÉMITISME

L'art de la diffamation politique

Critiquer les positions de La France insoumise, ses choix stratégiques, ses maladresses ou ses emportements a sa place dans le débat démocratique. Propager l'imputation infamante et mensongère que ce parti et son fondateur seraient « antisémites » relève en revanche d'une volonté de destruction. Ses effets politiques se font déjà sentir.

PAR SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT

LE 7 juillet dernier, le Nouveau Front populaire, composé de quatre partis, a remporté 193 sièges de député sur 577, devançant la coalition présidentielle (166 sièges) et le Rassemblement national avec son allié de droite (142). Deux mois plus tard, le président de la République désignait un premier ministre, M. Michel Barnier, issu d'une formation néolibérale et conservatrice, Les Républicains (LR), qui venait de recueillir 6,57 % des voix au premier tour et d'élire 47 députés au soir du second. Il gouverne avec l'assentiment de l'extrême droite, contre qui les grandes formations (sauf LR) s'étaient coalisées le 7 juillet, et avec le soutien parlementaire du parti présidentiel, perdant incontesté de l'élection. Cette dissonance entre le vote des Français et sa représentation politique est devenue habituelle : M. Barnier devra en effet, comme ses prédécesseurs, suivre la feuille de route européenne rejetée en 2005 par 54,7 % des électeurs.

Le coup de force de M. Emmanuel Macron a été rendu possible par la mise en scène politique et médiatique d'un mensonge : M. Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise (LFI) seraient antisémites. L'accusation – le type même de la fausse information que les autorités françaises combattent lorsqu'elle provient de Moscou ou de la Trump Tower – a permis de réaliser trois objectifs à la fois : ostraciser le premier groupe parlementaire de gauche, réhabiliter l'extrême droite (qui aurait cessé, elle, d'être antisémite), justifier ainsi la mise à l'écart de la coalition qui comptait le plus grand nombre d'élus à l'issue d'élections législatives marquées par un fort taux de participation.

La violence de la charge contre LFI, combinée à l'absence d'éléments irrécusables permettant de la justifier, donne le vertige. *« Que croit la bande de Mélenchon ?,* s'exclame Philippe Val sur Europe 1 (2 septembre 2024), *qu'on va regarder s'installer dans les ministères des antisémites et des copains d'antisémites comme les vaches regardent passer des trains !? »* Pour déjouer ce péril, l'ancien directeur de *Charlie Hebdo* et de France Inter enjoint à *« tout Français qui se respecte »* de les *« chasser des ministères de la République »*. Puis il menace : *« On peut leur promettre qu'ils vont vivre l'enfer parce qu'on ne les lâchera pas jusqu'à temps qu'ils partent ! »*

(Lire la suite page 21.)

Sur la politique française, lire aussi en page 20 :
« La France malade de ses institutions » par André Bellon

L'histoire face aux manipulateurs

PAR BENOÎT BRÉVILLE

LA capitulation de l'Allemagne était à peine signée que l'Institut français d'opinion publique, l'IFOP, interrogeait déjà les Français : *« Quelle est, selon vous, la nation qui a le plus contribué à la défaite de l'Allemagne ? »* À l'époque, en mai 1945, chacun avait à l'esprit les millions de soldats soviétiques tombés sur le front de l'Est, leur rôle décisif dans l'affaiblissement de l'armée nazie et l'engagement tardif des Américains dans le conflit. Aussi 57 % des personnes interrogées répondirent-elles « l'URSS », contre seulement 20 % pour « les États-Unis ». Mais quand, en 2024, l'IFOP pose la même question, les réponses sont inversées : 60 % des sondés désignent les Américains et 25 % les Soviétiques.

La mémoire collective est une construction qui varie au gré des époques, des rapports de forces, des intérêts du moment. Au fil du temps, Hollywood a érigé les États-Unis en sauveurs de la planète, avec ses films célébrant l'héroïsme des GI, du *Jour le plus long* (1962) à *Il faut sauver le soldat Ryan* (1998), de *Patton* (1970) à *Au-delà de la gloire* (1980), et des dizaines d'autres. L'URSS a disparu ; le Parti communiste français (PCF), qui contribuait à entretenir le souvenir du sacrifice soviétique, s'est effondré. Et, depuis quarante ans, l'État célèbre en grande pompe le débarquement de Normandie, pour en faire le tournant de la seconde guerre mondiale.

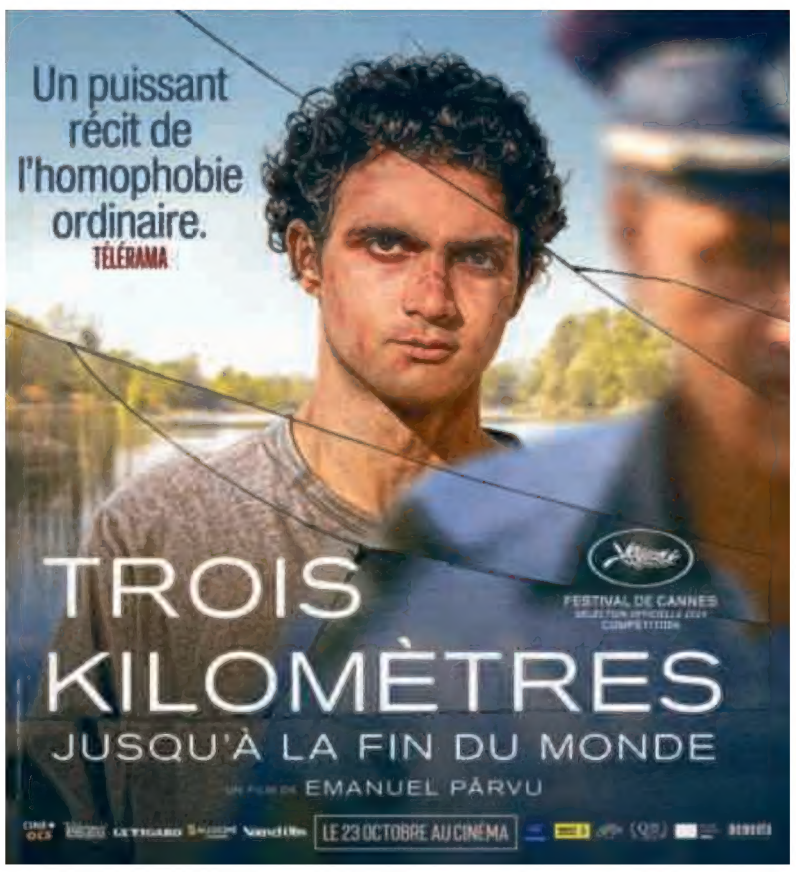
L'événement a pourtant longtemps été tenu pour relativement mineur. Le 6 juin 1949 par exemple, son cinquième anniversaire s'est résumé à une modeste cérémonie : un corps de clairons local, deux jeunes filles déposant des couronnes de fleurs sur la plage, quelques bombardiers survolant les lieux tout en larguant des bouquets et en tirant des fusées. Si les festivités ont ensuite pris plus d'ampleur, aucun président américain n'envisageait de faire le déplacement. En 1964, le général de Gaulle lui-même refusait de se rendre en Normandie : *« Vous voudriez que j'aille commémorer leur débarquement, alors qu'il était le prélude à une seconde occupation du pays ? Non, non, ne comptez pas sur moi* (1) *! »* Tout change en 1984, dans un contexte de durcissement des tensions américano-soviétiques. Désormais calées pour coïncider avec les émissions télévisées matinales aux États-Unis, les commémorations du 6 juin prennent un caractère spectaculaire et une dimension géopolitique qu'elles ne perdront plus. François Mitterrand invite alors Ronald Reagan, Élisabeth II, le premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau, Baudouin Ier de Belgique… Le « monde libre » affiche son unité et se pose en protecteur de la démocratie. *« Les troupes soviétiques qui vinrent au centre de ce continent ne sont pas parties quand la paix est revenue,* accuse Reagan dans un discours au ton offensif. *Elles sont encore là, sans être invitées, sans être désirées, sans répit, près de quarante ans après la guerre. »*

(Lire la suite pages 14 et 15.)

(1) Cité dans les Mémoires d'Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle,* tome II, Fayard, Paris, 1997.

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS
INTERDIT À LA VENTE



bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

NOUVELLE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

« L'Amérique d'abord » ?

TOUS les quatre ans, les citoyens américains se rendent aux urnes pour élire leur président et leur Congrès. Ce scrutin retient l'attention du monde entier car les États-Unis demeurent la plus grande puissance planétaire, et leurs péripéties électorales influent directement sur les grands dossiers internationaux, qu'ils soient géopolitiques, économiques ou culturels. Mais comment va l'empire au sortir de quatre années de présidence démocrate et d'une pandémie de coronavirus (Covid-19) particulièrement meurtrière (1,12 million de morts) ? Doit-il désormais composer avec l'essor de son rival chinois et l'émergence d'un « Sud global » dont les membres ne craignent plus de lui tenir tête ? En août 2021, le retrait soudain de ses troupes d'Afghanistan semait le doute quant à sa capacité d'imposer un diktat sous n'importe quelle latitude. Six mois plus tard, la Russie envahissait son voisin ukrainien et obligeait Washington à concentrer ses efforts et son aide militaire en faveur de Kiev. Ce conflit se poursuit et l'Amérique voit ses ambitions de renforcer son influence en Asie contrariées. Ailleurs, sa partialité pro-israélienne sape ses prétentions vertueuses à diriger un monde « fondé sur des règles ».

Doté d'un appareil cartographique important et de nombreux chiffres-clés, agrémenté par plusieurs œuvres iconographiques documentant, entre autres, les inégalités et les défis sociétaux de l'Amérique, le nouveau numéro de *Manière de voir* (1) ausculte un pays fracturé dont la vigueur économique cache mal les fêlures. Le premier chapitre décrit l'aggravation des divisions politiques, avec leur corollaire de discours de haine et de propagation d'un fort sentiment paranoïaque. Dans ce contexte, les idées socialistes se fraient difficilement un chemin au sein de la population, notamment au cœur de la jeunesse, mais la pesanteur des institutions, notamment celle de l'omniprésente Cour suprême, complique tout changement systémique.

Cet immobilisme a pour conséquence la persistance d'une violence multiforme qu'analyse la deuxième partie. Défense acharnée du droit à posséder une arme – revendication que l'on retrouve aussi chez nombre de démocrates –, persistance du racisme hérité de la période esclavagiste, brutalités policières rarement sanctionnées par la justice, dégâts sociaux importants provoqués par divers trafics et addictions : l'Amérique n'en finit pas de se confronter à des démons qu'elle semble avoir intériorisés.

Mais, comme le rappelle la troisième partie, la volonté de diriger les affaires du monde n'en demeure pas moins une priorité stratégique pour Washington. La tâche risque pourtant d'être ardue car les défis sont nombreux et la tentation isolationniste, notamment dans le camp républicain, est susceptible de modifier la donne si M. Donald Trump était élu en novembre. Son retour à la Maison Blanche pourrait entraîner une baisse du soutien militaire américain à l'Ukraine – à charge pour l'Europe d'y suppléer. À bien des égards, ce scrutin sera décisif pour l'avenir des États-Unis, de la démocratie en Amérique. Et pour celui de la planète.

(1) « États-Unis. L'empire fracturé », *Manière de voir*, n° 197, octobre-novembre 2024, en kiosques, en librairies, dans l'application mobile et sur la boutique en ligne.

COURRIER DES LECTEURS

Guerre

Réagissant au dossier « Proche-Orient, l'abîme » (septembre), M. Patrick Rion estime que l'un des acteurs majeurs des conflits qui ébranlent actuellement le monde (Gaza, Ukraine, Soudan, République démocratique du Congo, etc.) est trop souvent oublié :

De nombreux motifs sont avancés pour expliquer les conflits qui se déroulent sous nos yeux. On avance ainsi l'élément religieux ou ethnique, mais on occulte souvent des mobiles bien plus mercantiles. Car les premiers responsables de ces conflits sont les fabricants et marchands de canons. Cette industrie de l'armement est à neutraliser, et ses profits et bénéfices devraient être réinjectés de toute urgence dans les politiques destinées à garantir une survie de l'humanité que nous appelons de nos vœux tout en la rendant toujours plus improbable. Cette industrie-là n'est-elle pas le pilier de notre croissance et de nos profits ? Les menaces qu'elle peut faire peser dans le reste du monde ne garantissent-elles pas nos privilèges et nos emplois ? Nous savons que cette industrie donne la mort, mais nous nous disons que cette dernière est lointaine. Conviction que le conflit ukrainien oblige pourtant à relativiser.

Tadjikistan

Concernant l'article « La nation tadjike revisite le mythe aryen » de Judith Robert (septembre), M. Christian Canac regrette que l'héritage mongol n'ait pas été évoqué :

La Horde mongole a créé un empire nomade qui a laissé de nombreuses traces de son règne pendant trois siècles sur l'immense territoire de l'Eurasie s'étendant de la Mongolie à la Hongrie contemporaines. Certes, la logique d'une administration nomade n'est pas de transmettre un patrimoine mémoriel en héritage, en dépit des installations de drainage et d'irrigation pour les cités qu'elle développa le long des fleuves. En revanche, il s'agissait d'un véritable État, qui soutenait le commerce à longue distance. Vers 1300-1330, le Tadjikistan se situait entre routes du Nord et du Sud des grands échanges mongols. Durant ces trois siècles d'ascension et d'expansion, la Horde s'est transformée en plusieurs régimes qui régnèrent sur l'Asie centrale et occidentale. Alors, au carrefour de la civilisation persane et du monde arabo-musulman, on peut se demander dans quelle mesure la Horde, qui contribua à la création de la Russie moderne, n'a pas aussi laissé un héritage identitaire au Tadjikistan.

« Gauche conservatrice »

M. Gauthier Delozière conteste l'analyse présentée dans l'article « Une nouvelle "gauche conservatrice" bouscule le jeu politique allemand » (septembre) de Pierre Rimbert et Peter Wahl :

Votre ligne défend une vision fantasmée : les « pauvres petits Blancs ouvriers » qui seraient le « véritable prolétariat » oublié par la « gauche progressiste ». Si un débat se pose certes sur la manière de s'adresser à certaines franges des classes populaires, cette position me semble aller à l'encontre d'un ensemble de travaux au sein des sciences sociales. D'abord, vous faites preuve d'une « blanchité méthodologique » en portant une vision réifiée des classes populaires, en leur prêtant soit des positions réactionnaires qu'elles n'ont pas nécessairement, soit en excluant les personnes racisées. Vous occultez ainsi à la fois la prégnance des rapports de race au sein des sociétés occidentales, mais également les transformations structurelles des « classes populaires ». Au final, cette non-reconnaissance dans l'articulation de l'ensemble des rapports de domination (race, classe, genre) vous fait (une fois de plus, hélas) sombrer dans la défense de positions réactionnaires et (surtout) non radicales.

Rassemblement national

M. Axel Bublik estime que l'article « Nous y sommes » de Benoît Bréville, Serge Halimi et Pierre Rimbert (juillet) n'aborde pas les vraies raisons de l'essor électoral du Rassemblement national :

Les flux migratoires et l'apparition sur notre territoire d'un islam radical ont permis au Rassemblement national (RN) d'en faire l'instrumentalisation. Mais qu'en est-il à gauche ? Quelle a été sa position et notamment sa réponse idéologique face à la violence religieuse qui a coûté tant de vies ? L'incapacité de la gauche à penser ces questions, la facilité avec laquelle certains mouvements d'extrême gauche ont favorisé les positions les plus radicales et ont totalement évacué les questions de fond (voile islamique, revendications communautaires, laïcité, droits et devoirs en société, équilibre des droits et libertés fondamentaux, etc.) au profit d'une position purement idéaliste et dogmatique (être du côté des « opprimés » quoi qu'il en coûte) a largement contribué à décrédibiliser cette famille politique. L'abandon idéologique des sujets propres à la gauche – laïcité, universalisme, luttes sociales – et leur récupération par l'extrême droite en sont la preuve. Comment, sinon, expliquer le nombre de sympathisants RN à l'éducation nationale ou chez les ouvriers, bastions historiquement de gauche ?

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :

Courrier des lecteurs, 1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris

ou courrier@monde-diplomatique.fr

VALISE NON DIPLOMATIQUE

Le site China Media Project documente l'émergence d'un nouveau mot-valise en Chine et la façon dont il éclaire la lecture que fait Pékin de la situation internationale (10 septembre 2024).

Un mot-valise composé des termes chinois pour « États-Unis » *(měi guó)* et pour « Occident » *(xī fāng) – měi xī fāng* ou « Occident américain » – offre une nouvelle façon de parler de Washington et de ses alliés de façon péjorative. Le terme implique que les alliés de Washington manquent de libre arbitre et le suivent aveuglément – non pas par intérêt commun, mais par crainte de froisser les États-Unis. Le *Journal du peuple* présente « Occident américain » comme *« un vocable illustrant l'une des grandes évolutions du siècle, passée inaperçue »*, et comme l'un des termes préférés [du président chinois] Xi Jinping pour parler de géopolitique. *(…)* Les occurrences du terme sur les sites du Parti communiste chinois (PCC) sont passées de 457 en 2014 à plus de 37 600 au cours des neuf premiers mois de 2024.

FRISSONS

*Comment l'Indonésie est devenue le pays des films d'horreur (*The Economist, *5 septembre).*

Le nombre de films d'épouvante indonésiens produits chaque année est passé de moins de cinq dans les années 1990 à plus de quarante à partir de 2018. Après un déclin passager pendant la pandémie de Covid-19, l'industrie a repris du poil de la bête : cinquante longs-métrages ont été produits en Indonésie en 2023. *(…)* En 2022, neuf des quinze films indonésiens les plus vus étaient des films d'horreur. *(…)* La production cinématographique a failli s'éteindre dans les années 1990 en raison d'une récession, mais elle est revenue dans les années 2000. Une nouvelle génération de cinéastes est apparue, en partie inspirée par les films d'horreur japonais et thaïlandais. L'essor du streaming depuis une dizaine d'années a également contribué à l'avènement de cette nouvelle ère. Selon David Gregory, de Severin Films, une société de distribution américaine, les amateurs d'horreur trop habitués aux tropes habituels et aux thèmes chrétiens des films occidentaux apprécient les motifs alternatifs et les intrigues fondées sur l'islam de l'Indonésie.

STUPEUR ET TREMBLEMENT

Deux journalistes du New York Times *(3 septembre 2024) rapportent une découverte stupéfiante : les milieux libéraux cultivés gobent et propagent eux aussi des fausses informations.*

Pendant des années, le débat sur la désinformation en ligne s'est focalisé sur les fausses informations circulant au sein de la droite américaine. Mais, ces dernières semaines, une vague de théories complotistes et de fausses histoires a déferlé à gauche. Certains chercheurs en désinformation craignent que cette nouvelle vague conspirationniste de gauche ne polarise davantage le discours politique avant les élections de novembre. Selon un sondage réalisé en juillet par Morning Consult, plus d'un tiers des partisans du président [Joseph] Biden pensent que la tentative d'assassinat de [Donald] Trump a pu être mise en scène. *(…)* Divers critiques et observatoires du journalisme ont étrillé des articles en ligne démystifiant les *fake news* de gauche au motif que le processus traditionnel de vérification des faits n'était pas adapté à la lutte contre les mensonges progressistes. *(…)* Snopes, le site Web de vérification des faits, s'est habitué à recevoir des messages réprobateurs lorsqu'il s'attaque à la désinformation de droite. Mais, depuis le début de la guerre à Gaza – et tout au long de la campagne présidentielle de cette année –, le site s'est retrouvé sur la sellette pour avoir vérifié et contredit des mensonges de gauche, selon Doreen Marchionni, directrice de la rédaction.

Édité par la **SA Le Monde diplomatique.**
Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du *Monde diplomatique*
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01. Télécopieur : 01-53-94-96-26
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire :
Benoît BRÉVILLE, président, directeur de la publication
Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe

Autres membres :
Vincent CARON, Élodie COURATIER, Pierre RIMBERT
Conseiller éditorial auprès du directeur de la publication : Serge HALIMI
Conseiller en finance et développement auprès du directoire : Bruno LOMBARD
Secrétaire générale :
Anne CALLAIT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Benoît BRÉVILLE
Rédacteur en chef : Akram BELKAÏD
Rédacteurs en chef adjoints : Evelyne PIEILLER, Grégory RZEPSKI
Cheffes d'édition :
Angélique MOUNIER-KUHN *(Manière de voir)*,
Anne-Lise THOMASSON *(Le Monde diplomatique)*
Rédaction : Philippe DESCAMPS, Renaud LAMBERT, Hélène RICHARD, Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT, Christophe VENTURA
Cartographie : Cécile MARIN
Site Internet : Guillaume BAROU
Conception artistique :
Nina HLACER, Boris SÉMÉNIAKO (avec la collaboration de Delphine LACROIX pour l'iconographie)
Archives et données numériques :
Suzy GAIDOZ, Maria IERARDI
Mise en pages et photogravure :
Jérôme GRILLIÈRE, Patrick PUECH-WILHEM
Correction : Dominique MARTEL, Xavier MONTHÉARD

Directeur commercial et administratif : Vincent CARON
Directrice des relations sociales : Élodie COURATIER
Responsable du contrôle de gestion : Zaïa SAHALI
Administration : Sophie DURAND-NGÔ (9674), Sylvia DUNCKEL (9621), Eleonora FALETTI (9601)
Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY.
Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN, Ignacio RAMONET, Serge HALIMI

Publicité : Hélène FAVERIE (01-57-28-38-03)

Diffusion, mercatique : Saveria COLOSIMO-MORIN, Maureen DECARPIGNY, Sophie GERBAUD, Sabine GUDE, Adeline KRUG DONAT, Christiane MONTILLET
Relations marchands de journaux (numéro vert) : 0805-050-147
Service relations abonnés
• Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé) www.monde-diplomatique.fr
• Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32
Conditions générales de vente : www.monde-diplomatique.fr/cgv

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
© ADAGP, Paris, 2024, pour les œuvres de ses adhérents

Prix au numéro : 5,40 €
Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée : France métropolitaine : 59 €
Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo
Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux de nous signaler toute anomalie au 01-57-28-33-25

Informez-vous, abonnez-vous
***… et contribuez à l'indépendance du* Monde diplomatique**

1 AN - 12 NUMÉROS POUR **79 €**

INCLUS DANS VOTRE ABONNEMENT
Le *Monde diplomatique* chaque mois en **version papier**
✚ L'accès aux versions numériques et à l'application mobile
✚ **L'intégralité des archives** du *Monde diplomatique* depuis 1954
✚ Les articles en **version audio**
✚ Les Atlas du *Monde diplomatique* en **version numérique**

Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/05/2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Entreprises et étranger : nous consulter. En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Le Monde diplomatique*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services. ❑ Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales par voie postale du *Monde diplomatique*. ❑ Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales par voie postale des partenaires du *Monde diplomatique*. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : www.monde-diplomatique.fr/diplo/rgpd/ ou écrivez à notre délégué à la protection des données : 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@monde-diplomatique.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par courriel : abo@monde-diplomatique.fr ou par téléphone au 03 21 13 04 32 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : https://boutique.monde-diplomatique.fr/cgv.html

À renvoyer, accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre du Monde diplomatique SA, à l'adresse suivante :
***Le Monde diplomatique*, service abonnements, A 2300, 62066 Arras Cedex 9**

Coordonnées : RMD24BA10

M. ❑ Mme ❑
Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ❑❑❑❑❑
Ville .....
Courriel .....
J'accepte de recevoir des offres du *Monde diplomatique* : Oui ❑ Non ❑
J'accepte de recevoir des offres des partenaires du *Monde diplomatique* : Oui ❑ Non ❑

PLUS SIMPLE, PLUS RAPIDE
www.monde-diplomatique.fr/abo
ou téléphonez au 03 21 13 04 32
(du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

Développement personnel et marketing de l'âme

Où est passé l'inconscient ?

Une force étrangère à notre raison qui intervient dans nos choix, nos pensées, nos corps : l'inconscient selon Sigmund Freud portait la révolution dans notre représentation de l'humain, et le soupçon sur les normes communes. Leur perception et plus largement le « bon sens » s'en sont trouvés modifiés. Aujourd'hui, la célébration d'un ego « transparent » par les entrepreneurs en hygiène mentale signe un retour en arrière.

Par Evelyne Pieiller

© MARIE-ANITA GAUBE, WWW.MA-GAUBE.COM © ADAGP, PARIS, 2024

MARIE-ANITA GAUBE. – « Dialogue nocturne », 2013

Pour neutraliser une idée qui risque de semer le doute sur les valeurs justifiant le système en place, il n'est nul besoin, dans nos démocraties, de l'interdire – on est pour la liberté… Il suffit de la dévoyer, de la pervertir, de l'évider. C'est discret et élégant, et de surcroît bien accueilli, puisqu'il ne s'agit pas de se montrer réactionnaire en attaquant une découverte mais au contraire de s'afficher progressiste en la popularisant ; enfin, discrète merveille, c'est rentable. C'est là ce qui s'est remarquablement produit avec la notion d'inconscient.

Quand les écrits de Sigmund Freud et de ses disciples vinrent affirmer que ce mystérieux concentré de nos tréfonds était un acteur de nos vies, ce fut un bouleversement du regard porté sur les troubles psychiques, et une révolution dans la représentation du monde. Car qu'en était-il alors de notre libre arbitre ? Qu'en était-il de notre responsabilité ? Quel rôle attribuer à la reine de nos facultés, la raison, et à cette capacité si précieuse, que doit encourager une saine discipline, la volonté ? Que devenait la singularité humaine si l'individu était « agi » par des forces qu'il ignorait ?

Bien sûr, on savait depuis toujours qu'on n'était pas totalement maître en notre demeure. Rêves, lapsus, associations intempestives d'idées, pathologies physiques incompréhensibles, passions orageuses : au fil des siècles s'étaient élaborées, outre les interprétations médicales, des versions diverses de ces manifestations incontrôlables, en particulier chez les philosophes et les poètes. Le mal obscur au cœur du descendant d'Adam – désirs involontaires et irrésistibles – fut longtemps une explication – *« Mon Dieu, quelle guerre cruelle ! Je trouve deux hommes en moi »,* comme l'écrivait Jean Racine dans ses *Cantiques spirituels* (1694). Plus tard, c'est sur un autre plan que se traduira le sentiment d'exil intérieur, la perception d'une force hors de contrôle. Ce que développe avec courage, comme en écho au *« Je est un autre »* d'Arthur Rimbaud, Friedrich Nietzsche, dans *Par-delà le bien et le mal* (1881) : *« Une pensée ne vient que quand elle veut, et non pas quand moi je la veux, de sorte que c'est une altération des faits de prétendre que le sujet "moi" est la condition de l'attribut "je pense". Quelque chose pense, mais croire que ce quelque chose est l'antique et fameux moi, c'est une pure supposition. »*

Vingt ans plus tard, Freud prolonge. Et élargit. Il redéfinit l'inconscient non seulement comme ce qu'on ne sait plus et ce qu'on ne sait pas, mais aussi comme ce qui travaille le corps et « informe » le conscient sans qu'on le sache. En d'autres termes, il « décentre » l'humain, tel qu'on se le représentait communément (ce n'est plus le « moi » qui, malgré tout, gouverne, le reste relevant largement du pathologique et devant rester à la marge), et propose une lecture de nos désordres, de nos choix, de nos aptitudes même, bouleversante : un déchiffrement soupçonneux de ce qu'on croit être notre vérité, une toute nouvelle façon d'accéder à une libération des illusions.

Les effets furent considérables. Freud en parlera comme de la troisième blessure narcissique de l'humanité, après le choc de la révolution copernicienne-galiléenne (non, ce n'est pas le Soleil qui tourne autour de la Terre…) et le séisme de la théorie darwinienne de l'évolution (non, l'humain n'est pas une créature unique, à part des espèces animales). Il avait raison. Mais, quand il pensait, à l'occasion de conférences qu'il s'apprêtait à faire aux États-Unis en 1909, leur *« apporter la peste »,* il s'est trompé. L'inconscient s'est rabougri. La peste s'est transformée en soins de beauté – intérieure.

Un magnifique tour de passe-passe

Jadis, les essais des psychanalystes trouvaient place chez des éditeurs généralistes, et Françoise Dolto fut même une star sur France Inter, avec son émission « Lorsque l'enfant paraît » en 1976-1977. On était encore dans le sillage d'une certaine effervescence intellectuelle, celle des années 1960, qui avait vu fleurir les collections de sciences humaines et rendu célèbres des penseurs peu portés sur la vulgarisation comme Michel Foucault, Gilles Deleuze ou Pierre Bourdieu. C'était un temps où l'avenir était pluriel et sollicitait l'imaginaire. L'idée de révolution, y compris conceptuelle, ne semblait pas périmée. Transformer le monde, changer la vie… Cette époque suscite la nostalgie – on n'en finit pas d'en recycler les modes, les musiques, les icônes –, mais comme souvent, il s'agit d'une nostalgie inoffensive, car les enjeux animant ce qui est regretté ne sont guère ranimés…

C'est ce qui apparaît de façon éclatante avec l'usage actuel de l'« inconscient ». On l'a longtemps borné, et c'est une façon efficace de chercher à l'encadrer, à son usage psychothérapeutique, version « misère sexuelle » : comme, depuis le slogan de 1968 qui ordonnait de « jouir sans entraves », les « tabous » censés être la quintessence de l'inconscient, doublés par le refoulement, n'en finissent pas d'être surmontés, il a commencé à être vidé de son sens ravageur. Ce qui n'a pas empêché les attaques de se renouveler. À droite, à gauche, contre la psychanalyse, théorie et pratique, contre Freud, au nom de la science – découvertes des neurosciences cognitives, tandis que rayonnaient l'influence du manuel de psychiatrie américain (le célèbre *DSM, Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux*) et la combativité de l'industrie pharmaceutique. On n'a pas eu besoin d'effacer sa découverte, on lui a réglé son compte. Ratatiné. Il faut dire que la plupart de ces éléments nouveaux allaient dans le même sens : celui d'une dissolution de sa puissance de descellement des certitudes. L'action inverse de celle qu'exerce son opposé, très en forme aujourd'hui, l'ego « transparent ».

On est donc passé aux choses sérieuses. C'est-à-dire au retour du « bon sens », cette construction idéologique qui se donne pour la bonne vieille vérité. Nos remuements opaques sont traités avec bienveillance et mis aux normes – notamment par des philosophes ou apparentés, qui se chargent de traiter des complications du mental. Comme dit Christophe André, psychiatre qui a endossé le rôle de modeste maître de sagesse et vidéaste à succès sur YouTube : *« L'inconscient ? Je ne suis ni pour ni contre, bien au contraire »,* mais il faut bien reconnaître que *« les rêves, les actes manqués, etc., peuvent provenir de ratés dans le traitement et le stockage »* des informations que nous recevons de notre environnement. Il n'est d'ailleurs pas exclu qu'il y ait *« plusieurs inconscients »* (1). Là, évidemment, la notion n'est plus exactement la même… Autant donc la diluer en subconscient, et pourquoi pas en inutile empêchement à être soi : magnifique tour de passe-passe. Il ne s'agit plus de saisir ce qui nous déborde, mais d'aménager notre bien-être. Simple. Il faut donc par exemple *« considérer la dépression comme un squatteur, ce qu'elle est d'ailleurs (elle s'est installée sans votre accord), et lui désobéir : "Je ne suis pas en dépression. Ses intérêts ne sont pas les miens" (2) ».* Un peu de volonté, d'effort sur soi, et ça ira, c'est connu. D'ailleurs : *« Toutes les blessures (…) sont liées au manque d'amour ou amplifiées par lui. (…) Leurs guérisons seront liées à toutes les formes et toutes les expressions de la compassion. C'est aussi simple que ça (3). »* Simple – on ne s'en lasse pas : *« Mieux vaut accepter d'abord ce qui cause ma colère ou ma tristesse et garder mon énergie pour des actions plus importantes que la plainte ou l'agacement (4). »* Et qu'est-ce qui est plus important ? Le bonheur. La paix intérieure. L'épanouissement personnel.

Christophe André est le héraut de la *« psychologie positive »* : un ensemble de *« démarches destiné à nous aider à mieux affronter l'adversité »,* appuyé bien évidemment sur *« des données issues de la recherche »* (*La Vie,* 1er mai 2021). Il a mis à la mode une technique de *« méditation de pleine conscience »* qui permet de *« désapprendre à être dépendant des sources d'angoisse »* (France Inter, 6 mai 2023). On plie, mais ne rompt pas. On ne cherche plus à changer le monde, ne serait-ce qu'intérieur, on lui est supérieur, par la grâce d'une discipline spirituelle. On lui est supérieur, en accueillant les imperfections, avec « compassion » envers soi, et en s'adaptant à ce qu'on est – et à ce qui est. Merveilleuse conformité avec l'idéologie bourgeoise. On ne se rebelle pas, on apprend la tolérance. L'histoire particulière n'a pas d'importance, on est tous semblables, au fond du fond, puissants ou misérables, tous tributaires des mêmes petites misères – tous humains, tous égaux, puisque tous faillibles, et tous susceptibles de dépasser en douceur nos conflits.

Sans surprise excessive, le succès est au rendez-vous : la difficulté d'être n'est pas précisément en voie de disparition, les guides pour mettre entre parenthèses les symptômes en dédaignant les causes se positionnent sur un créneau porteur. Outre ses livres, vidéos et conférences, Christophe André organise ainsi des séances de méditation. Y compris pour les parlementaires. Ce qui, soit dit en passant dans *Philosophie Magazine* (10 janvier 2018), *« attire d'abord les centristes »,* mais pas seulement : *« Les députés LREM* [La République en marche] *m'ont paru très réceptifs »* – aux vertus de l'adaptation au monde tel qu'il est, peut-être ?

Le philosophe Charles Pépin est un autre représentant des professeurs d'apaisement intime, de lucidité conquise sur les obstacles multiples à l'accomplissement. Dans « La question philo », son émission hebdomadaire sur France Inter, il donne des clés. *« Pour vivre, vous devez être vous-même. Vous devez écouter, dit Bergson, la note qui est la vôtre, la mélodie intérieure de votre subjectivité. Mais comment faire pour savoir quelle est cette mélodie personnelle ? (…) Il faut se tourner vers le passé, et chercher quand on l'a entendue »* (11 septembre 2023). Vous le saurez, en toute limpidité. Instant de révélation. Votre vraie identité, là. Nue. Mieux encore : du côté du passé, rien n'est jamais joué. *« Il ne faut pas simplement accepter certaines choses du passé car elles ont eu lieu. On peut intervenir dessus. »* Une scène d'enfance qui a induit un complexe quelconque ? Il faut la rejouer – littéralement – autrement, et l'*« enfant intérieur »* s'en trouve *« réparé »* (5).

Cela postule notamment qu'on sait clairement ce qui fait souffrir, tout comme on sait repérer qui on est. Pas besoin de l'inconscient et de son trafic mettant en scène des illusions qu'on pense des vérités. Il suffit de se pencher sur soi. Et, au prix d'un effort soutenu, on se connaît soi-même, on se réalise, on se purifie de ses errements porteurs d'échec, on devient ce qu'on doit être, transparent à soi, prêt à être opérationnel. L'accomplissement ne passe pas toujours par un management à aussi haute valeur ajoutée que la spiritualité ou la philosophie, étayées par les dernières découvertes sur le cerveau. Il est parfois plus franc, et destiné à permettre la réussite : il peut alors s'appuyer sur les diverses techniques de mesure de soi (le *quantified self*) (6). Mais l'objectif est le même : l'ego heureux dans sa transparence harmonieuse, les penchants négatifs identifiés et défaits. Il suffit de vouloir. Car quand on veut, on peut. Retour à la case départ. L'inconscient ? Rien qui ne puisse se mater.

Le sujet au carrefour de deux aliénations

Baruch Spinoza autrefois soulignait, dans *L'Éthique* : *« Ce n'est pas parce qu'une chose est bonne que nous la désirons, c'est parce que nous la désirons que nous la jugeons bonne. »* Non, le jugement de valeur n'est pas toujours fondé en pure raison. On sait, à tout le moins depuis Étienne de la Boétie, que certains embrassent avec enthousiasme une servitude volontaire. « Librement ». Sur le plan individuel comme sur le plan collectif. Comme le rappellent Félix Guattari et Gilles Deleuze dans *L'Anti-Œdipe,* on peut s'étonner que *« les affamés ne volent pas toujours »* et que *« les exploités ne fassent pas toujours grève »* ; on peut s'étonner que des populations adhèrent à des doctrines meurtrières en toute conscience, et désirent les voir triompher. Qu'est-ce qui nourrit ces « choix » ? Qu'est-ce qui fait rechercher la poigne d'un leader ?

Ce fut l'objet de la réflexion de ce qu'on appela le freudo-marxisme, avec en particulier le psychanalyste et communiste Wilhelm Reich, qui liait le subjectif et le social, et affirmait ainsi que le fascisme avait rencontré le désir des masses (7). Le freudo-marxisme fut largement attaqué, à droite et à gauche ; il met néanmoins en lumière un point fondamental : l'inconscient trouve de quoi se soutenir dans l'idéologie, et vice versa – quant aux valeurs et codes propagés par l'idéologie, ils n'ont rien de transparent, même s'ils se présentent comme « naturels ». Illusion suprême. Tout comme la supposée « vérité » de ce qu'on appellera alors l'identité ou, mieux encore, l'âme. Le sujet est au carrefour de deux aliénations, intime et collective. Les entrepreneurs d'hygiène de la réussite personnelle contribuent à les occulter toutes deux, et œuvrent pour la mystification d'une *self-liberation* qui glorifie, in fine, la résignation. Ne changez pas le monde, ni celui du dehors, ni celui du dedans, changez la perception que vous en avez ! Le contraire, sous couvert de libération plus ou moins stoïcienne, de l'émancipation.

Servitude volontaire, souriante, récompensée par une estime de soi délicieusement renforcée. Ce qui, ma foi, le temps que ça dure, peut toujours servir, dans un monde mené par l'esprit de compétition, et le bon usage de la soumission éclairée.

(1) Entretien, www.psychologies.com, 14 avril 2009.

(2) Christophe André, *Mon programme contre la dépression,* L'Iconoclaste, Paris, 2018.

(3) Christophe André, *Les États d'âme. Un apprentissage de la sérénité,* Odile Jacob, Paris, 2009.

(4) Christophe André, *Imparfaits, libres et heureux. Pratique de l'estime de soi,* Odile Jacob, 2015 (1re éd. : 2006).

(5) Entretien entre Charles Pépin et Isabelle Spaak, *Madame Figaro,* Paris, 4 septembre 2023, à propos du livre de Charles Pépin *Vivre avec son passé* (Allary Éditions, Paris, 2023). Chez le même éditeur : *La Confiance en soi* (2021), *Les Vertus de l'échec* (2018), *La Joie* (2016).

(6) *Cf.* le très instructif ouvrage de Thierry Jobard *Crise de soi. Construire son identité à l'ère des réseaux sociaux et du développement personnel,* 10/18, Paris, 2024.

(7) *Cf.* Wilhelm Reich, *La Psychologie de masse du fascisme,* Payot, Paris, 1998.

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

© ADAGP, PARIS, 2024

PATRICK TOSANI. – « Masque n° 19 », 2000

LES ENQUÊTES SUR LA DESTRUCTION

Trois scénarios

Érigée depuis le 11 septembre 2001 en priorité absolue des pays occidentaux, la lutte contre le terrorisme a trouvé son point aveugle : la destruction en septembre 2022 des gazoducs Nord Stream. Manifestement embarrassées, les autorités politiques et judiciaires louvoient. Et pour cause. Deux ans après, les pistes conduisent non pas au pied du Kremlin mais à Kiev, Washington et Varsovie…

PAR FABIAN SCHEIDLER *

Le 26 septembre 2022, quatre explosions ébranlaient le plancher de la mer Baltique à proximité de l'île danoise de Bornholm. Des jours durant, d'énormes quantités de méthane se sont échappées de trois tronçons détruits des gazoducs Nord Stream 1 et 2, qui transportaient du gaz de la Russie vers l'Allemagne. Les conséquences de l'attentat allaient vite peser sur les populations du Vieux Continent, avec une augmentation brutale des prix de l'énergie, tout particulièrement en Allemagne. En outre, cette infrastructure dont la construction avait coûté plus de 10 milliards d'euros ne comptait pas que le russe Gazprom comme actionnaire, mais également deux énergéticiens allemands (E.ON et Wintershall), un néerlandais (Gasunie) et un français (Engie), tous fondés à réclamer des indemnités.

À n'en pas douter, le plus grand acte de sabotage de l'histoire européenne récente, conjugué à un drame environnemental, allait déchaîner la fureur investigatrice et la sévérité des autorités. Las, deux ans plus tard, les enquêtes officielles se distinguent par une absence d'empressement doublée d'un embarras remarquable. À l'heure où nous mettons sous presse, il n'y a eu ni arrestation, ni interrogatoire, ni inculpation des auteurs présumés.

Début juin, un mandat d'arrêt européen a été émis par le procureur général contre un citoyen ukrainien résidant en Pologne du nom de Volodymyr Jouravlov, mais Varsovie a refusé de fournir une assistance administrative comme la loi l'y oblige, et le suspect a pu s'échapper sans être inquiété (1). Avec une désinvolture inhabituelle en matière de lutte contre le terrorisme, le premier ministre Donald Tusk, idole des libéraux européens, a tancé les autorités allemandes le 17 août sur X : *« À tous les initiateurs et mécènes de Nord Stream : la seule chose que vous avez à faire est de vous excuser et de vous taire. »*

Peu après les explosions, les autorités judiciaires suédoises et danoises ont expliqué que seul un acteur étatique pouvait avoir mené une telle opération (2). Puis elles ont inopinément clos leurs enquêtes, sans publier de résultats. Sitôt l'attentat commis, les États-Unis ont annoncé le lancement d'investigations d'autant plus prometteuses que leurs services de renseignement quadrillent intégralement la mer Baltique ; ils n'ont rien communiqué. Parallèlement, les Occidentaux ont systématiquement décliné l'offre réitérée par Moscou de participer à l'enquête. Les autorités allemandes, elles, poursuivent leurs recherches, mais lors de questions parlementaires, le gouvernement répond que toute divulgation d'information menacerait le *« bien de l'État » (Staatswohl)* – en clair, que des pays ou des services secrets amis seraient compromis.

Journalistes d'investigation et députés du Bundestag l'affirment en chœur : leurs requêtes heurtent un mur de silence. Holger Stark, de l'hebdomadaire *Die Zeit,* a évoqué une *« pression brutale sur toutes les autorités pour qu'elles ne parlent à aucun journaliste* (3) *»*. Interrogé par *Le Monde diplomatique,* le député social-démocrate Ralf Stegner juge *« très étonnant »* qu'un crime aussi grave, commis dans l'une des mers les plus surveillées de la planète, ait donné lieu à si peu d'informations deux ans après les faits. Son collègue Andrej Hunko, de l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), évoque pour sa part un *« désintérêt provocateur pour l'élucidation »* de ce forfait.

Le suspect habituel

Trois hypothèses circulent sur l'identité des saboteurs. D'abord, les Russes eux-mêmes. Dans les mois qui ont suivi les attentats, certains représentants gouvernementaux et les principaux médias occidentaux ont en effet pointé du doigt la Russie. *« Elle est la seule à être en capacité et avec une bonne raison de le faire »,* a pontifié Pierre Haski, le chroniqueur géopolitique de France Inter, la station la plus écoutée de France (28 septembre 2022). Depuis, les autorités judiciaires allemandes et suédoises ont précisé à plusieurs reprises n'avoir aucune indication d'une implication russe. Le directeur de l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA), M. William Burns, peu suspect de ménager Moscou, l'a également affirmé, tout comme le *Washington Post* au terme d'une longue enquête (4). Au nombre des motifs mystérieux qui auraient poussé la Russie à détruire une coûteuse infrastructure qu'elle détient à 51 %, l'argument selon lequel Moscou aurait ainsi voulu éviter des pénalités en cas d'arrêt des livraisons ne convainc guère : au vu des sanctions et des actifs russes confisqués, il aurait probablement refusé de payer.

La deuxième théorie a été lancée le 8 février 2023, quand le journaliste Seymour Hersh, célèbre pour ses révélations sur les crimes de guerre américains au Vietnam et en Irak, publie sur son blog un article détaillé incriminant les États-Unis et la Norvège. À en croire la source unique sur laquelle s'appuie Hersh, l'administration Biden aurait commandité l'attentat (5).

Un mois plus tard, le 7 mars, le *New York Times,* dont Hersh fut un reporter-vedette, avançait une troisième hypothèse en s'appuyant sur les témoignages anonymes *« de fonctionnaires américains qui ont évalué des informations des services de renseignement »* (6) : le sabotage n'aurait pas pour auteurs les services américains mais un *« groupe pro-ukrainien »*. Peu après, un consortium de médias allemands emmenés par *Die Zeit* approfondissait, sur la base d'informations provenant notamment du procureur général fédéral : les articles identifiaient un voilier loué par les saboteurs. Depuis, les publications des grands médias occidentaux se concentrent presque exclusivement sur cette version : long de quinze mètres, l'*Andromeda* aurait appareillé du port allemand de Rostock en septembre 2022 avec cinq hommes et une femme à bord pour atteindre la zone de l'île de Bornholm. Là, les plaisanciers-plongeurs auraient miné les tubes à quatre-vingts mètres de profondeur. Les enquêteurs allemands indiquent avoir détecté en janvier 2023 des traces de l'explosif HMX sur la table du navire, que l'équipage avait omis de nettoyer ; selon les enquêteurs, ce produit a justement été retrouvé sur place.

© ADAGP, PARIS, 2024

PATRICK TOSANI. – « Masque n° 4 », 1998

Les premières publications de cette version ont rapidement soulevé des interrogations : un si petit bateau pouvait-il abriter une opération d'une telle envergure et transporter les tonnes d'explosifs nécessaires, selon les premières estimations des experts ? Des plongées aussi profondes ne nécessitent-elles pas une chambre de décompression – trop grande pour ce bateau ? Depuis, une expédition privée menée sur les lieux de l'attentat par l'ingénieur suédois Erik Andersson en collaboration avec le journaliste Jeffrey Brodsky (7) a levé certains doutes. D'abord, l'analyse des photographies sous-marines détaillées révèle que moins de cinquante kilogrammes d'explosif suffiraient à détruire un pipeline. Ensuite, des professionnels très bien formés pourraient effectuer ces plongées sans chambre de décompression – moyennant une option plus risquée et plus longue. Mais pourquoi, se demande Brodsky, des malfaiteurs sans chambre de décompression auraient-ils choisi de miner les tubes à quatre-vingts mètres de profondeur alors qu'à proximité immédiate une portion de Nord Stream se trouve à moins de quarante mètres de fond ? Et pourquoi l'un des engins explosifs a-t-il été placé à soixante-quinze kilomètres des trois autres (8) ? Malgré de nombreuses questions en suspens, l'*Andromeda* aurait théoriquement pu mener l'opération.

Signe du génie diabolique des organisateurs ou d'une volonté européenne de ne pas savoir, les traces des auteurs présumés se perdent dans le brouillard. De faux passeports utilisés pour louer le bateau mènent à un soldat ukrainien et à une société-écran polonaise financée par un entrepreneur ukrainien du nom de Rustem A. D'autres pistes conduisent au moniteur de plongée ukrainien Volodymyr Jouravlov, et à d'autres suspects. Mais aucun n'a été interrogé, et les enquêteurs allemands n'ont pas formulé de demande de coopération judiciaire à l'Ukraine. Mieux : les autorités allemandes auraient même indirectement facilité l'évasion du suspect en omettant d'inscrire son nom sur le registre Schengen, qui liste les personnes faisant l'objet d'un mandat d'arrêt européen. *« Les gardes-frontières polonais n'avaient ni les informations ni le motif pour l'arrêter puisqu'il n'était pas répertorié comme recherché »,* a déclaré la porte-parole du parquet général polonais (9). Selon un rapport de la CIA cité par le *Washington Post* (11 novembre 2023), les commanditaires de l'attentat seraient l'agent ukrainien Roman Chervinsky et l'ancien commandant en chef des forces armées ukrainiennes, M. Valeri Zaloujny, aujourd'hui ambassadeur à Londres. Ce document soulignait que le président Volodymyr Zelensky n'avait pas connaissance du projet. Mais, en août dernier, le *Wall Street Journal* a rapporté sur la foi de sources ukrainiennes anonymes que M. Zelensky avait donné son accord, avant d'essayer – sans succès – d'interrompre les opérations sous la pression américaine (10). La nonchalance occidentale face à la perspective qu'un pays allié, armé et financé par les États-Unis et l'Europe se révèle un État terroriste interroge : des forces politiques freinent-elles les enquêtes de peur qu'elles aboutissent

* Journaliste, auteur de *La Fin de la mégamachine,* Seuil, Paris, 2020.

(1) Bojan Pancevski, « Nord Stream revelations ignite dispute between US allies », *The Wall Street Journal,* New York, 20 août 2024.

(2) « Schweden sieht schuld bei staatlichem Akteur », Tagesschau, 6 avril 2023.

(3) « Eine verminte Recherche – Wer sprengte die Nord-Stream-Pipelines ? », table ronde lors de l'assemblée annuelle du Netzwerk Recherche à Hambourg, 16 juin 2023, enregistrée par Tide TV.

(4) Bojan Pancevski, Drew Hinshaw, Joe Parkinson et Warren P. Strobel, « US warned Ukraine not to attack Nord Stream », *The Wall Street Journal,* 14 juin 2023, et Shane Harris, John Hudson, Missy Ryan et Michael Birnbaum, « No conclusive evidence Russia is behind Nord Stream attack », *The Washington Post,* 21 décembre 2022.

(5) Seymour Hersh, « How America took out the Nord Stream pipelines », Substack, 8 février 2023.

(6) Adam Entous, Julian E. Barnes et Adam Goldman, « Intelligence suggests pro-Ukrainian group sabotaged pipelines, US officials say », *The New York Times,* 7 mars 2023.

(7) Erik Andersson, « A trip to the Nord Stream blast sites », Substack, 28 juin 2023.

(8) Jeffrey Brodsky, « What is and what isn't known about the Nord Stream sabotage », Substack, 30 novembre 2023.

(9) « Erster haftbefehl wegen Nord-Stream-anschlägen », Tagesschau, 14 août 2024.

(10) Bojan Pancevski, « A drunken evening, a rented yacht : The real story of the Nord Stream pipeline sabotage », *The Wall Street Journal,* 14 août 2024.

NOUVEAU
HORS-SÉRIE

Un an après les attaques du Hamas, le 7 octobre 2023, la guerre totale menée par Israël à Gaza, qui a fait plus de 40000 morts, menace de s'étendre. Et creuse un peu plus le fossé entre l'Occident et le reste du monde. Analyses et reportages de la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

DES GAZODUCS NORD STREAM

pour un attentat

© ADAGP, PARIS, 2024

PATRICK TOSANI. – « Masque n° 16 », 2000

à des conclusions géopolitiquement incorrectes et susceptibles d'ébranler le soutien à l'Ukraine ?

James Bamford, journaliste d'investigation américain de renom, spécialiste du renseignement, pousse le raisonnement un cran plus loin. Il juge pratiquement impossible qu'une opération aussi complexe ait pu s'accomplir à l'insu des services secrets américains (11). D'abord parce que ces derniers entretiennent des liens très étroits avec les services et les militaires ukrainiens. D'autre part, les États-Unis assurent en mer Baltique une surveillance tous azimuts grâce au dispositif Integrated Undersea Surveillance System (IUSS), mis en place avec l'aide de la Suède. Le système de renseignement sur les signaux de l'Agence nationale de sécurité (Sigint) surveille minutieusement les télécommunications de l'armée et du gouvernement ukrainiens. Malgré l'annonce de sa propre enquête, Washington n'a jusqu'à présent fourni aucune donnée.

D'après le quotidien *Die Welt* (14 décembre 2023), des citoyens américains – collaborateurs présumés des services secrets – auraient participé à l'inspection de l'*Andromeda* par les gardes-frontières locaux lors d'une escale du voilier à Kolberg en Pologne le 19 septembre 2022. Les autorités polonaises refusent d'en dire plus et affirment que les images issues des caméras de surveillance du port n'existent plus. La non-coopération de Varsovie, opposant farouche à Nord Stream, questionne sur la possibilité qu'il couvre activement les auteurs du crime, ou même sur son implication dans la planification des opérations.

Feu vert américain ?

Selon le *Washington Post* du 6 juin 2023, la CIA avait connaissance dès juin 2022 d'un plan ukrainien visant à faire sauter les pipelines ; l'agence en avait informé certains pays européens, dont l'Allemagne. Si l'on croit ces sources, les gouvernements occidentaux auraient sciemment dissimulé au public que leur allié ukrainien occupait la première place sur la liste des suspects du plus grand sabotage industriel de l'histoire contemporaine. Le *Wall Street Journal* (14 juin 2023) cite des fonctionnaires américains anonymes affirmant que la CIA a tenté à l'époque de dissuader l'Ukraine. Aucune source indépendante n'étaie cette affirmation. Andersson y voit une manœuvre de Washington pour établir ce que l'on appelle en diplomatie un « déni plausible ». Lui et Brodsky estiment que, si le navire a effectivement été un des éléments du crime, les États-Unis ont au minimum donné leur feu vert à l'opération, faute de quoi les saboteurs ukrainiens auraient couru un risque trop élevé d'apparaître sur les écrans de la surveillance américaine – avec des conséquences potentiellement fatales pour les relations avec les Occidentaux. L'ingénieur et le journaliste n'excluent pas une participation active des États-Unis dans la planification. L'existence de projets antérieurs visant à dynamiter les tubes, auxquels auraient participé des *« experts occidentaux »,* selon le *Wall Street Journal* (14 août 2024), semble appuyer leur appréciation.

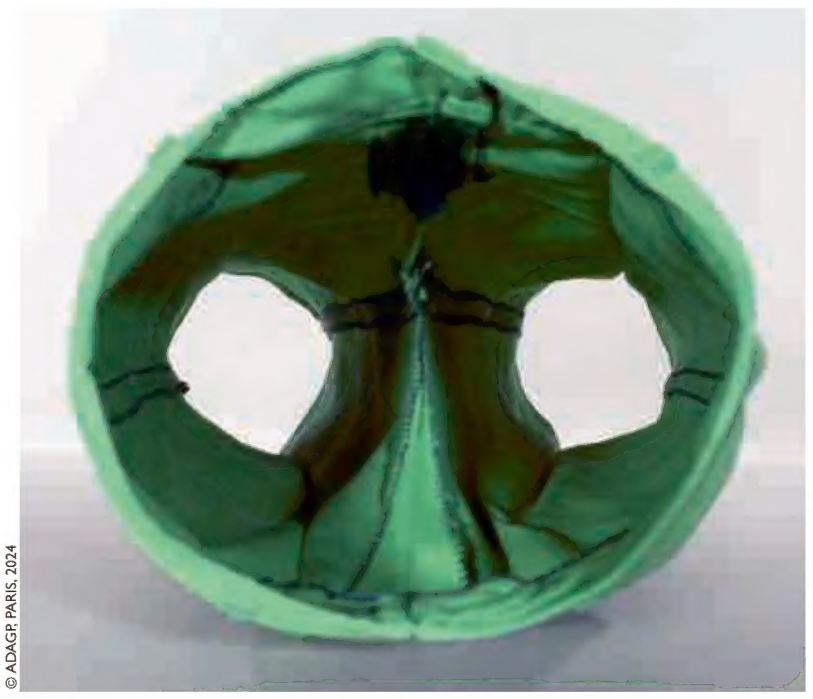
La question du rôle des États-Unis nous ramène à la deuxième hypothèse, celle de Hersh. En décembre 2021, affirme le journaliste, le président américain Joseph Biden aurait chargé la CIA d'élaborer un plan pour détruire les pipelines en cas d'invasion de l'Ukraine par les Russes. Des plongeurs spécialisés de l'US Navy l'auraient mis à exécution en juin 2022 en plaçant des explosifs activables à distance par signal acoustique. Les manœuvres annuelles de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en mer Baltique auraient servi de camouflage. En septembre, M. Biden aurait donné l'ordre de faire exploser l'engin.

Après sa publication en février 2023, l'article de Hersh a été tantôt ignoré, tantôt disqualifié comme relevant d'une théorie du complot par la presse occidentale. La principale critique formulée par les rares journalistes qui daignèrent examiner son texte tient au fait qu'il repose sur une seule source anonyme – comme d'ailleurs la plupart de ses révélations importantes. Hersh observe que les États-Unis n'ont jamais dissimulé leur intention de détruire Nord Stream : le président américain Biden avait lui-même annoncé le 7 février 2022 lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche, aux côtés du chancelier allemand Olaf Scholz, que son pays *« mettrait fin aux pipelines si la Russie envahissait l'Ukraine ». « Vous verrez : nous sommes en mesure de le faire »* (12), avait-il ajouté en souriant. Après les attentats, la sous-secrétaire d'État américaine Victoria Nuland s'était réjouie lors d'une audition au Sénat : *« Le gouvernement américain est très satisfait que Nord Stream 2 ne soit plus qu'un tas de métal au fond de l'océan* (13). » D'un point de vue géopolitique autant qu'économique, il ne fait aucun doute que Washington avait intérêt à mettre ces tubes hors service (14). Les États-Unis désapprouvaient le rapprochement entre l'Allemagne et la Russie. En outre, selon Hersh, Washington entendait priver la Russie du levier gazier qui lui aurait permis d'inciter Berlin à limiter son soutien à l'Ukraine. Mais existe-t-il des indices ou des preuves à l'appui de la version de Hersh ? C'est précisément pour répondre à cette question qu'Andersson a entrepris son expédition. Son examen des lieux du crime a révélé qu'il n'y avait pas eu deux engins explosifs par pipeline, comme Hersh l'avait initialement affirmé, mais très probablement un seul. Initialement partisan de la thèse de Hersh, l'ingénieur tient désormais celle de l'*Andromeda* pour probable, sans pour autant exclure que Hersh, malgré ses erreurs de détail, puisse avoir finalement raison. Par exemple, l'analyse détaillée par Andersson des renseignements d'origine sources ouvertes (*« open source intelligence »,* OSINT) conclut que les positions des navires de guerre et des avions américains sont compatibles avec la description de Hersh (15), contrairement à ce qu'affirmaient des analyses OSINT antérieures.

Même si les thèses de Hersh n'ont pas été réfutées, Stark, le responsable du département investigation de l'hebdomadaire *Die Zeit,* pense que son collègue s'est cette fois-ci trompé, car ses affirmations n'ont jusqu'à présent été corroborées par aucun résultat d'enquête. Le journaliste d'investigation Jeremy Scahill, cofondateur de la plate-forme d'information The Intercept, a pour sa part évoqué deux possibilités qui permettraient d'établir un lien entre la version de Hersh et celle de l'*Andromeda*. D'abord, la source de Hersh aurait eu connaissance d'un plan finalement abandonné et remplacé par une autre opération – une hypothèse qu'Andersson considère lui aussi comme plausible. Autre possibilité : le périple du yacht faisait partie d'une manœuvre de diversion complexe. Steven Aftergood, qui a dirigé le programme de recherche sur les opérations secrètes du gouvernement américain à la Federation of American Scientists de 1991 à 2021, considère la diffusion de faux récits dans le but de dissimuler une opération comme *« une pratique courante dans les opérations militaires et les activités de renseignement »,* souvent qualifiée de *« camouflage et tromperie »* (16). Scahill indique à cet égard que laisser des traces d'explosif sur la table *« est soit la preuve d'un manque total de professionnalisme, soit une "trace" délibérément laissée dans l'intention de tromper »*. Que les auteurs de l'attentat *« n'aient pas eu suffisamment de temps pour effacer leurs traces »* (17) à bord du yacht, comme l'a supposé Stark, semble peu plausible au vu des semaines de voyage du bateau. L'*Andromeda* a d'ailleurs passé quatre mois d'inactivité avant son examen par les enquêteurs, un délai largement suffisant pour effacer des traces – ou en créer. Mais à ce stade, aucune preuve tangible n'étaie cette hypothèse de la diversion, également défendue par Hersh.

L'attentat contre Nord Stream demeure ainsi une affaire non résolue. Face à cette situation, de nombreux parlementaires réclament une commission d'enquête indépendante, par exemple sous l'égide du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU). Mais une résolution en ce sens, présentée par la Russie et soutenue par la Chine et le Brésil, n'a pas obtenu l'aval des États-Unis et de leurs partenaires. L'Allemagne et la Suède ont toujours rejeté le principe d'une telle commission afin – officiellement – de ne pas perturber les enquêtes en cours. La volonté de ne pas faire savoir se comprend aisément : si les traces devaient établir une responsabilité du gouvernement ukrainien ou même américain, les conséquences géopolitiques seraient imprévisibles et potentiellement fatales. Le jeu de cache-cache autour de l'histoire criminelle la plus explosive de notre époque se poursuit donc.

FABIAN SCHEIDLER.



© ADAGP, PARIS, 2024

PATRICK TOSANI. – « Masque n° 7 », 1999

© ADAGP, PARIS, 2024

PATRICK TOSANI. – « Masque n° 12 », 1999

(11) « Intercepted : The biggest whodunnit of the century », The Intercept, 17 mai 2023, ainsi que James Bamford, « The Nord Stream explosions : New revelations about motive, means, and opportunity », *The Nation,* New York, 5 mai 2023.

(12) « President Biden on Nord Stream 2 pipeline if Russia invades Ukraine : "We will bring an end to it" », disponible sur YouTube.

(13) « Just in : Ted Cruz confronts top Biden official over Nord Stream 2 decision », disponible sur YouTube.

(14) Lire Pierre Rimbert, « Comment saboter un gazoduc », *Le Monde diplomatique,* mai 2021.

(15) Erik Andersson, « Aircraft and vessels in Seymour Hersh's Nord Stream story », Substack, 22 mai 2023.

(16) Jeremy Scahill, « Conflicting reports thicken Nord Stream bombing plot », The Intercept, 10 mars 2023.

(17) Holger Stark, « Nord-Stream-Ermittlungen : Spuren führen in die Ukraine », Zeit Online, 7 mars 2023.

BHL, trente ans de plus

Le 24 juin dernier, la scrupuleuse vigilance du *Monde diplomatique* fut presque prise en défaut. En août, concluant une longue enquête sur la chaîne Arte, nous écrivions que Bernard-Henri Lévy, président du conseil de surveillance, *« devrait bientôt quitter cette fonction qu'il occupe depuis 1993 »*. Le septième mandat de l'essayiste arrivait en effet à terme sans possibilité de reconduction : les nouveaux statuts de 2019 instauraient une limite d'âge à 70 ans. Certes l'éditorialiste du *Point* l'avait déjà franchie, mais Arte lui concéda un sursis. Le plafond, expliqua la chaîne, *« s'appliquera au prochain renouvellement de la présidence du conseil de surveillance »* (1). Lequel devait intervenir le printemps dernier. Devait… car le réalisateur du *Jour et la Nuit* (1997), un film à gros budget cofinancé par Arte que les spécialistes pour une fois unanimes inscrivirent sur la liste des pires navets jamais produits, trouve son siège confortable. Ce 24 juin dernier, donc, Arte modifia ses statuts pour offrir à BHL de présider l'instance cinq années supplémentaires (2).

Ce privilège d'Ancien régime ne perpétue pas seulement le conflit d'intérêts entre une chaîne qui subventionne et diffuse (en troisième partie de soirée) les documentaires nombrilistes de son inamovible mandarin. Il sonne en ce moment comme une déclaration politique. BHL compte en effet au nombre des plus bruyants influenceurs de l'armée israélienne. Invité à promouvoir son dernier livre sur Europe 1 - CNews (21 mars 2024), il décrit la colonisation en Cisjordanie comme *« trois caravanes en haut d'une colline »* au moment où l'Organisation des Nations unies (ONU) qualifie de *« crimes de guerre »* la confiscation des terres palestiniennes par 740 000 colons. Déjà en 2009, le propagandiste qui continuera de veiller aux destinées d'Arte était entré à Gaza perché sur un char israélien.

« La mort des civils de Gaza n'est pas un massacre », écrit-il dans *Solitude d'Israël* (Grasset, 2024). Toutes les antennes lui sont ouvertes, en particulier celles de LCI, CNews et BFM TV. Et les palais officiels. Cinq présidents de la République successifs l'ont dorloté et écouté : François Mitterrand et Jacques Chirac, d'abord, puis MM. Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron. L'actuel étant peut-être le plus assidu en même temps que le plus assoupli par ceux qui le flattent, Bernard-Henri Lévy l'a comparé, sans rire, à Thucydide, à Carl von Clausewitz et à *« tous ceux qui ont réfléchi à la guerre »* (*Le Parisien,* 16 mars 2024). Le chef de l'État venait, il est vrai, d'envisager l'envoi de soldats français en Ukraine après avoir, conseillé par BHL, lancé l'idée d'une *« coalition internationale contre le Hamas »* qui aurait conduit la France à combattre aux côtés de soldats israéliens… C'est certainement en toute indépendance qu'Arte a piétiné ses règles pour que nous puissions conserver à sa tête un personnage aussi irremplaçable. Trente ans de plus ?

SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT.

(1) *Capital,* Paris, 13 mai 2021.

(2) L'Informé, 12 septembre 2024, www.linforme.com

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

APRÈS LA PERCÉE UKRAINIENNE EN RUSSIE

Pourquoi Moscou ne négocie pas

Depuis l'incursion ukrainienne dans la région de Koursk en août dernier, les positions des dirigeants occidentaux divergent de manière sensible. Berlin a annoncé baisser le volume de son aide militaire, tandis que Londres et Washington ont autorisé Kiev à tirer des missiles de courte portée sur le territoire russe. Qu'en est-il de la perception de ces événements au Kremlin ?

PAR ARNAUD DUBIEN *

L'INCURSION de plusieurs milliers de soldats ukrainiens dans la région de Koursk, au début du mois d'août, constitue assurément un événement majeur. Pour la première fois depuis l'invasion allemande de 1941, le territoire de la Russie est attaqué et occupé par des troupes étrangères. Cette dimension symbolique – centrale dans les calculs du pouvoir à Kiev – a été reprise à l'envi par les médias occidentaux. Pour le président russe Vladimir Poutine, il s'agit d'un affront de première importance, d'autant que l'opération s'est appuyée sur le feu vert de Washington pour des tirs de missiles américains de courte portée. Peut-on pour autant parler d'un tournant dans la guerre avec l'Ukraine ? D'un point de vue militaire, cette hypothèse semble démentie par les derniers développements sur le terrain : l'armée russe a lancé une contre-offensive à la mi-septembre, tout en poursuivant son avancée dans le Donbass, où elle n'a pas dégarni son dispositif comme l'espérait l'état-major ukrainien. L'incursion de Kiev n'a pas non plus infléchi la stratégie russe. Convaincu que le temps joue en sa faveur dans la guerre d'attrition en cours, le Kremlin semble ne pas vouloir changer de tempo. Aucune négociation portant sur le règlement du conflit n'est envisagée à court terme, le calendrier électoral américain – contrairement à une idée largement répandue en Europe – étant secondaire dans les analyses de Moscou. Pour le Kremlin, le nom du locataire de la Maison Blanche ne change pas la tendance structurellement conflictuelle de ses relations avec Washington. En outre, le pouvoir russe doute – non sans raison – de la fiabilité de M. Donald Trump s'il redevenait président. Tout en se félicitant de ses prises de position isolationnistes, le Kremlin le croit capable de n'importe quel revirement dans l'exercice des responsabilités.

Le choc, la colère puis l'enlisement dans une forme de nouvelle « normalité » : les réactions en Russie aux événements de Koursk ont connu une évolution rapide et assez semblable à celle observée à l'automne 2022 lors de la contre-offensive ukrainienne dans la région de Kharkiv ou à l'occasion de la tentative de coup de force d'Evgueni Prigojine en juin 2023. C'est sur les réseaux sociaux – en particulier Telegram, un espace informationnel à part entière en Russie – que se sont exprimés les propos les plus virulents. Les « blogueurs militaires » *(voenkory)*, dont certains avaient pointé les concentrations de troupes ukrainiennes dans la région de Soumy dès la fin juillet, ont une nouvelle fois critiqué la hiérarchie militaire pour son impéritie. Alors que plus de 130 000 personnes ont dû être évacuées de la zone des combats (soit plus de 10 % de la population de la région de Koursk), un vaste mouvement de solidarité s'est mis en place, la politique d'indemnisation de l'État – versement d'une allocation d'urgence de 15 000 roubles (145 euros) – suscitant dans un premier temps incompréhension et rancœur (1). Fidèle à sa ligne, le Kremlin a, pour sa part, cherché à dédramatiser les événements. Loin de mobiliser la population pour la défense de la « patrie en danger », il a, au contraire, traité l'incursion ukrainienne comme s'il s'agissait d'une catastrophe naturelle. En dépit de ce flegme apparent du pouvoir, la population a bel et bien éprouvé de l'appréhension. Ainsi, à la fin du mois d'août, 48 % des personnes interrogées par l'institut FOM disaient percevoir ce sentiment dans leur entourage. Certes significatif, ce chiffre est toutefois très inférieur à ceux relevés en septembre 2022 après l'annonce de la mobilisation partielle (le niveau d'inquiétude était alors de 69 %). Il a en outre reculé les semaines suivantes.

Exigences territoriales

DANS les cercles de pouvoir, un certain doute semble s'être installé quant au récit officiel sur l'inéluctable victoire de la Russie. L'oligarque Oleg Deripaska, le fondateur du groupe Rusal, dans un entretien accordé à *Nikkei Asia* le 8 août dernier (2), s'est prononcé en faveur d'un cessez-le-feu. De son côté, M. Alexandre Khodakovski, un ancien officier des forces spéciales ukrainiennes ayant rallié la cause séparatiste en 2014, a partagé ses états d'âme sur le déroulement de l'« opération militaire spéciale » dans des posts publiés le 17 août sur sa chaîne Telegram (qui comptait 503 000 abonnés avant sa mise en sommeil à la suite de probables pressions politiques). L'un comme l'autre reflètent un scepticisme ambiant – rarement exprimé et donc difficilement quantifiable – au sein des élites économiques et dans certains cercles militaires à Moscou. Mais ces voix portent peu dans le pays, et – sauf évolution dramatique de la situation socio-économique ou militaire – aucune inflexion n'est à attendre au Kremlin à brève échéance.

M. Poutine l'a réitéré lors du Forum économique oriental début septembre à Vladivostok : *« Si un souhait de négocier émerge [en Ukraine], nous ne refuserons pas. »* Ces propos s'inscrivent dans la continuité d'autres déclarations de responsables russes – notamment du ministre des affaires étrangères Sergueï Lavrov – qui visent à attribuer la responsabilité du blocage à l'Ukraine et à reprendre le projet d'accord discuté à Istanbul au printemps 2022 comme base de négociations (3). Dans les faits cependant, les conditions que pose Moscou pour un retour à la table diplomatique (retrait des troupes ukrainiennes des régions de Donetsk, Lougansk, Kherson et Zaporijia ; engagement de Kiev à ne pas adhérer à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord [OTAN]) – que M. Poutine a rappelées le 14 juin devant la direction du ministère des affaires étrangères – sont suffisamment éloignées du rapport de forces militaire actuel pour considérer qu'elles signifient un refus de discuter. Les positions de départ affichées par Moscou en vue d'une négociation demeurent en outre fort exigeantes : renonciation à l'arme nucléaire de la part de Kiev, démilitarisation (sur la base des discussions du printemps 2022) et « dénazification » de l'Ukraine, ainsi que la levée de toutes les sanctions. L'incursion dans la région de Koursk constitue donc une aubaine pour la direction russe, qui dispose désormais d'un argument de poids – notamment vis-à-vis de ses partenaires des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) à la veille du sommet de Kazan, prévu fin octobre – pour ne pas ouvrir des pourparlers dans l'immédiat.

Si ce que veut réellement le Kremlin n'est pas clair, ce qu'il n'est pas prêt à accepter est plus évident. La rétrocession de territoires pris à l'Ukraine n'est envisagée par aucun observateur sérieux à Moscou : cela vaut pour la Crimée, annexée dès 2014, pour les portions des « républiques populaires » de Donetsk et de Lougansk sous contrôle séparatiste avant le 24 février 2022, ainsi que pour les zones conquises par l'armée russe depuis lors. Un simple gel du conflit, sans accord de paix, souvent qualifié de « scénario coréen », n'est pas considéré comme une option souhaitable. Il laisserait en suspens l'ensemble des préoccupations stratégiques du Kremlin (élargissement de l'OTAN, armement de l'Ukraine, etc.). Si M. Poutine a mentionné la reconnaissance formelle de l'appartenance à la Russie des quatre régions annexées, il est douteux qu'une telle demande – qui irait à l'encontre de la position des principaux partenaires de Moscou, à commencer par la Chine et l'Inde – soit effectivement mise sur la table le moment venu (4).

Vu du Kremlin, les États-Unis s'avèrent être le seul interlocuteur pertinent pour au moins trois raisons : parce qu'ils raisonnent en termes stratégiques, parce qu'ils sont en mesure d'imposer la paix à l'Ukraine et parce qu'ils sont la clé de voute du système de sécurité en Europe à travers l'OTAN. Il est cependant probable que la Russie souhaitera voir les Brics et l'Organisation des Nations unies (ONU) jouer un rôle de coparrains, avec Washington et ses alliés européens. Moscou entend en effet capitaliser sur son grand tournant vers le « Sud global » – jugé irréversible – et exclut de s'en remettre aux seuls Occidentaux pour ce qui est des garanties postconflit, une leçon que Moscou tire de l'échec des accords de Minsk signés en 2015 (parrainés par Paris et Berlin). Car si l'Ukraine, l'Union européenne et les États-Unis n'ont aucune confiance en la Russie, l'inverse est tout aussi vrai.

L'« opération spéciale » lancée par M. Poutine le 24 février 2022 pour provoquer le renversement du pouvoir à Kiev s'est rapidement soldée par un échec. Sans doute conçue comme une réédition de l'opération « Danube » d'août 1968 en Tchécoslovaquie (5) – mais avec des effectifs insuffisants compte tenu de la taille du pays envahi et sur la base d'une analyse politico-militaire erronée –, elle s'est transformée en guerre classique s'inscrivant dans la durée. En mauvaise posture à l'automne 2022, l'armée russe monte en puissance à partir du printemps suivant en procédant à une large campagne de recrutement de contractuels (environ trente mille par mois, auxquels sont versées des soldes d'un niveau inédit en Russie). Dans le même temps, le gouvernement lance un plan de commandes militaires, sans toutefois, comme on l'entend parfois, faire basculer le pays en « économie de guerre ». Si le complexe militaro-industriel tourne à plein régime, les usines civiles ne sont pas réaffectées vers la production d'armements. Les dépenses militaires – autour de 6 % du produit intérieur brut – s'établissent à un niveau encore éloigné de ceux observés en URSS pendant la guerre froide. Un réajustement rapide a permis cependant à l'armée russe de repousser la contre-offensive ukrainienne dans la région de Zaporijia à l'été 2023 puis de reprendre l'initiative dans le Donbass fin 2023.

Vers un nouveau cycle

AUJOURD'HUI, M. Poutine doit faire un choix difficile. Il peut décider de poursuivre la stratégie de « grignotage » territorial couplée à des bombardements dans la profondeur sur les infrastructures énergétiques et militaires de l'Ukraine. Ce scénario inertiel présente l'avantage de préserver l'apparente normalité régnant en Russie, base de l'acceptabilité sociale de cette guerre qui ne dit pas son nom. Il ne permet cependant pas d'envisager une modification significative du rapport de forces sur le champ de bataille. L'autre scénario est celui d'un changement d'échelle du conflit. La plupart des experts russes estiment qu'il faudrait au moins 500 000 hommes supplémentaires pour prendre le dessus sur l'armée ukrainienne et conquérir de grandes villes comme Kharkiv, Zaporijia voire Odessa. Jusqu'ici, le Kremlin a toujours repoussé une telle option. Il ne peut en effet ignorer qu'une majorité de Russes (57 % selon les derniers sondages) sont opposés à une deuxième vague de mobilisation (6). Le choix de la « guerre jusqu'au bout » n'est pas soutenu au-delà d'une mouvance ultrapatriotique minoritaire, qui représente entre un cinquième et un quart de la population.

Pour l'heure, M. Poutine se veut confiant et répète régulièrement que *« tous les objectifs seront atteints »*. Le flou de leurs contours lui confère une marge de manœuvre dont ne jouit pas la partie ukrainienne. La nature du régime et l'état d'esprit au fond peu belliqueux de la population laissent sans doute la possibilité au président russe de « vendre » une victoire médiocre à son pays. Mais il est possible qu'il craigne, dans ce scénario, d'apparaître aux yeux des élites non comme un nouveau Pierre le Grand ou une nouvelle Catherine II, mais comme l'ancien dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev après la crise de Cuba. En d'autres termes, comme un leader ayant fait prendre beaucoup de risques à la Russie pour un résultat douteux du point de vue stratégique. Tout porte à croire que Moscou souhaite que le conflit ukrainien soit terminé début 2026 afin d'ouvrir un nouveau cycle : des élections législatives importantes se profileront, et de nombreuses décisions jusqu'ici repoussées – notamment dans l'optique de la succession au Kremlin – devront être prises ou à tout le moins s'esquisser. En outre, si l'économie russe a jusqu'ici fait preuve d'une résistance remarquable (7), elle pourrait atteindre ses limites. L'heure des choix approche pour M. Poutine. De son appréciation des risques dépendra, dans une large mesure, l'évolution de la guerre.

© ANNA ANDREEVSKAYA

ANNA ANDREEVSKAYA. – « The Battlefield » (Le Champ de bataille), 2020

* Directeur de l'Observatoire franco-russe (Moscou), chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et conseiller du président de l'Institut Choiseul.

(1) Alain Barluet, « À Koursk, les autorités russes se veulent rassurantes mais les évacués redoutent que les combats s'éternisent », *Le Figaro,* Paris, 22 août 2024.

(2) *Nikkei Asia,* Tokyo, 8 août 2024.

(3) Lire Samuel Charap et Sergueï Radchenko, « La négociation qui aurait pu mettre fin au conflit en Ukraine », *Le Monde diplomatique,* juillet 2024, traduction d'un article paru dans la revue *Foreign Affairs,* le 16 avril 2024.

(4) Anatol Lieven, « How the Russian establishment really sees the war ending », *Foreign Policy,* Washington, DC, 27 août 2024.

(5) Ruslan N. Pukhov, « From "special" to "military". Lessons from two years of the operation in Ukraine », *Russia in Global Affairs,* vol. 22, n° 2, Moscou, avril-juin 2024.

(6) « Rapport des Russes à l'opération militaire spéciale en Ukraine. 15e vague (23 mai - 2 juin 2024) » (en russe), https://russianfield.com/svo15

(7) Lire David Teurtrie, « Comment la Russie surmonte les sanctions », *Le Monde diplomatique,* juin 2024.

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

Élection contestée et tensions diplomatiques

Au Venezuela, une crise sans fin

(Suite de la première page.)

L'initiative présidentielle de Miraflores poursuit plusieurs objectifs politiques quelques semaines après l'annonce des résultats électoraux les plus contestés depuis le début du cycle bolivarien. En effet, le Conseil national électoral (CNE) a bien proclamé la victoire du président sortant le 28 juillet contre le candidat de la Plate-forme unitaire démocratique (PUD) Edmundo González Urrutia (2), résultat validé le 22 août par le Tribunal supérieur de justice (TSJ), la plus haute instance judiciaire du pays. Mais de nombreuses voix, qui ne proviennent plus seulement de l'opposition de droite, nationale et régionale, de Washington et de ses alliés occidentaux, se sont élevées pour questionner ou mettre en cause la transparence du CNE dans l'organisation et la comptabilisation des votes, ainsi que pour constater leur impossibilité d'authentifier et de corroborer, de manière indépendante, les résultats annoncés. Aucune publication officielle et détaillée du matériel électoral (bureau de vote par bureau de vote), aucun audit du système informatique et de transmission des résultats n'ont en effet été réalisés par le CNE, dans les délais légaux qui lui incombaient. L'autorité invoque une attaque cybernétique massive pour justifier ses dysfonctionnements.

Aujourd'hui, parmi ceux qui s'interrogent ou dénoncent les résultats s'expriment aussi des forces de gauche vénézuéliennes, régionales et internationales, et des gouvernements progressistes latino-américains. Le Brésil et la Colombie ne reconnaissent ni la victoire de M. Maduro ni celle de son ancien adversaire, désormais exilé en Espagne après l'émission d'un mandat d'arrêt contre lui par le parquet vénézuélien. Ils exhortent Caracas à publier les résultats détaillés de l'élection. Pour sa part, le président chilien Gabriel Boric (centre gauche) a choisi la rupture et dénonce une *« dictature qui falsifie les élections »* (sur son compte X le 22 août dernier). Le Mexique, lui, s'est dans un premier temps aligné sur la position de Bogotá et de Brasília, avant, dans un second, de prendre acte de la décision du TSJ.

Enfin, le Centre Carter, spécialisé dans les missions électorales dans des dizaines de pays à travers le monde, et la mission d'experts électoraux des Nations unies, présents durant le scrutin, considèrent que ce dernier n'a pas répondu aux normes de transparence minimales permettant d'en vérifier l'intégrité et d'en certifier la véracité. Ces deux acteurs avaient toujours défendu jusque-là la sincérité des élections vénézuéliennes.

Contestée – à raison – du fait de l'impossibilité d'en authentifier les résultats, cette élection n'a donc rien réglé de la crise multifactorielle – économique, sociale, politique et géopolitique – qui épuise, depuis une décennie, le Venezuela. Elle la prolonge et la propulse dans une nouvelle phase… qui pourrait durer.

Une question demeure toutefois : était-il possible d'organiser une élection « normale » dans les conditions matérielles et politiques actuelles du pays ?

Assurément non. Les États-Unis portent une responsabilité centrale dans la dégradation constante de la situation de l'État caribéen. Ils n'ont cessé de s'ingérer dans ses affaires internes et d'y soutenir toutes les tentatives de déstabilisation depuis le coup d'État contre Chávez d'avril 2002 (3). Ils ont alimenté la polarisation extrême et la violence politique qui ont progressivement miné le cadre de la vie démocratique nationale. Pour n'évoquer que la période ouverte avec l'arrivée au pouvoir de M. Maduro en 2013, leur hostilité s'est traduite par l'application de sanctions illégales au regard du droit international. Les premières, décidées en 2015 par le président Barack Obama (2008-2016) au motif fallacieux que le pays constituait une *« menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis »*, ont été renforcées par son successeur Donald Trump (2016-2020) et maintenues par M. Joseph Biden (2020-2024) malgré quelques assouplissements permettant à plusieurs multinationales (dont Chevron) de bénéficier de licences d'exploitation pétrolière sur le territoire (4). Ces mesures coercitives unilatérales visent les dirigeants chavistes, ainsi que toute *« personne »* ou *« entité »* entretenant une relation commerciale ou financière (ou faisant usage du dollar) avec l'État vénézuélien, des entreprises publiques nationales (dont la compagnie Petróleos de Venezuela, PDVSA) ou qui ont un lien avec les institutions. Elles lui interdisent depuis 2019 l'accès au marché énergétique (sauf dérogation), ainsi qu'au système financier et bancaire américain et à ses opérateurs dans le monde. Ainsi, le Venezuela se voit empêché de financer sa dette sur les marchés internationaux, et sa compagnie pétrolière ne peut plus utiliser le dollar. Cette politique de Washington accélère, en contradiction avec ses propres intérêts, les rapprochements de Caracas avec la Russie ou la Chine…

© JORGE JULIÁN ARISTIZÁBAL

JORGE JULIÁN ARISTIZÁBAL. – « Camuflaje » (Camouflage), 1998

Pas de scrutin libre sous sanctions

L'action américaine asphyxie l'économie du pays, assèche ses entrées de devises, annihile son commerce extérieur et l'expose à un risque-pays prohibitif pour les investisseurs internationaux. Selon les autorités vénézuéliennes, 930 mesures ont ciblé le gouvernement, l'industrie pétrolière et le commerce extérieur entre 2015 et 2023. Elles ont significativement contribué, avec le manque d'investissements dans PDVSA (et la corruption en son sein), à éroder les exportations pétrolières vitales du pays. Ces dernières sont passées d'environ 3 millions de barils par jour en 2015 à 340 000 en 2020 (jusqu'en 2019, les États-Unis restaient le principal client du Venezuela), avant de refranchir la barre des 850 000 en 2024, permettant une relance sensible de l'économie. Le gouvernement évalue les pertes de l'industrie pétrolière à 232 milliards de dollars depuis 2015. Autre exemple : le blocage des ressources financières et la confiscation des actifs vénézuéliens à l'extérieur. Selon Caracas, cela représenterait entre 24 et 30 milliards de dollars (comptes bancaires, réserves d'or, compagnie Citgo, filiale de PDVSA établie aux États-Unis, etc.) (5).

La politique américaine contribue directement à l'appauvrissement de la population vénézuélienne, à ses problèmes économiques quotidiens et au départ de millions de personnes. Les *« sanctions influencent aussi les élections »*, relève le Center for Economic and Policy Research (CEPR). Le think tank progressiste installé à Washington, reconnu pour sa compétence en matière d'expertise électorale, conclut à la non-transparence des résultats, mais considère que la politique américaine constitue une forme déterminante de guerre économique qui *« peut convaincre les gens de voter comme le souhaitent les États-Unis ou de se débarrasser du gouvernement par d'autres moyens »* (6).

Il ne saurait donc y avoir d'élection libre et juste dans un pays sous sanctions, mais également dysfonctionnel sur le plan institutionnel depuis une décennie. Un pays où, plus que des adversaires, des ennemis s'affrontent pour le pouvoir et la maîtrise de la rente pétrolière. L'appareil d'État, l'armée, les tribunaux, la force publique et le noyau militant « officialiste » sont mobilisés par M. Maduro. De son côté et selon ses intérêts circonstanciés, l'opposition accepte ou pas le jeu démocratique. Depuis 2002, elle a contesté la majorité des élections, qu'elle perdait, quand bien même ces dernières étaient validées par les missions d'observation et la « communauté internationale ». Elle les a boycottées (comme en 2005 lors des législatives ou, pour ses principales forces, en 2018 lors de la présidentielle ou encore en 2020 lors des législatives), laissant ainsi les pleins pouvoirs aux chavistes, notamment au sein du TSJ, dont les magistrats sont désignés pour une durée de douze ans par l'Assemblée nationale. Elle sait également recourir à l'option insurrectionnelle et violente (comme lors des manifestations de 2014 et 2017) et mobilise le soutien politique et financier systématique des États-Unis, voire militaire, comme l'a fait en 2020 Mme María Corina Machado, dirigeante de l'aile intransigeante prosanctions et prorenversement de M. Maduro, déclarée inéligible pour le scrutin de 2024.

Une dialectique destructrice s'est ainsi mise en marche entre les deux camps tout au long de ces années. L'engrenage qui mène aux derniers développements résulte de la combinaison de plusieurs dynamiques liées à celle-ci. D'une part, les tentatives de déstabilisation, nombreuses : coup d'État en 2002, grève pétrolière en 2003, tentative d'assassinat par drones de M. Maduro en 2018, opérations d'incursion « humanitaire » depuis la Colombie en 2019 (durant la période de présidence par intérim autoproclamée de M. Juan Guaidó, soutenue par Washington) (7) et de mercenariat paramilitaire (opération « Gédéon » l'année suivante). On peut également rappeler la récompense promise depuis 2020 par le gouvernement américain : 15 millions de dollars en l'échange d'informations permettant l'arrestation et la condamnation du président vénézuélien pour narcoterrorisme.

D'autre part, l'usure d'un pouvoir aux commandes depuis un quart de siècle a favorisé les phénomènes de corruption et de clientélisme caractéristiques des pays où un lien organique existe entre pouvoir politique et captation de la rente pétrolière (8). L'affaiblissement de l'hégémonie chaviste amorcé après la mort de Chávez en 2013 a conduit M. Maduro à renforcer la composante militaire du chavisme au sein de l'État. Sa mauvaise gestion économique lors de la crise mondiale des années 2010, sur fond d'effondrement du prix du pétrole et d'essoufflement productif de PDVSA, l'a fragilisé. Dans ce contexte, l'opposition a joué l'obstruction systématique pour contrer ses tentatives de relance. Ainsi en 2015, lorsque l'Assemblée nationale nouvellement acquise à la droite promet d'évincer le président *« dans les six mois »* et lui refuse la possibilité de renégocier la dette souveraine du pays. Cette double décision provoque la rupture et la radicalisation sans retour de M. Maduro. Contraint de réduire drastiquement et brutalement les dépenses de l'État et les importations vitales du pays, le pouvoir provoque un choc austéritaire et une déflagration sociale. Alors démarre le cycle dysfonctionnel qui conduit à l'élection de 2024, durant lequel le Venezuela va même jusqu'à expérimenter, entre 2017 et 2022, un double système de pouvoir. D'un côté un gouvernement adossé à une Assemblée nationale constituante (qui ne soumettra jamais de projet de nouvelle Constitution) dont la fonction est de contourner l'Assemblée nationale et voter des lois proposées par l'exécutif. M. Maduro n'a pas hésité, lors de cette séquence, à changer les règles du jeu politique pour paralyser ses adversaires. De l'autre, une Assemblée nationale aux compétences suspendues et un président par intérim autoproclamé – M. Guaidó – issu des rangs de ce pouvoir législatif neutralisé, mais soutenu et financé par les États-Unis et une soixantaine de pays sur fond de crise économique aggravée et de manifestations violentes et réprimées en 2017 *(« guarimbas »)*. Ce qui vaut au président vénézuélien de devoir faire face, depuis 2021, à l'ouverture d'une enquête de la Cour pénale internationale (CPI) sur des allégations de crime contre l'humanité.

Éviter la diagonale du pire

Logiques d'affrontement jusqu'au-boutistes, ressentiments et ingérences systématiques constituent le triptyque de l'érosion démocratique vénézuélienne. Et expliquent comment M. Maduro, détenteur du pouvoir d'État réel, est entré par ses choix dans une dynamique autoritaire. Le chavisme d'État se perçoit désormais comme un pouvoir civilo-militaire engagé dans une lutte pour sa survie. Se voir promettre l'exil, la prison, un procès international ou l'épuration en cas de retour au pouvoir de l'opposition n'incite pas à desserrer l'étau sur ses adversaires. Tenir coûte que coûte devient un projet.

Voici donc pourquoi, lors de la « rencontre des cinq générations », M. Maduro défend ses positions bec et ongles et entend remobiliser le chavisme officiel, démontrer son indéfectible unité *« civilo-militaro-policière »* face aux violences *« terroristes »* menées, selon lui, par les courants *« fascistes »* de l'opposition dans le cadre d'une tentative de *« coup d'État »* soutenue depuis Washington. Il ne donne pas suite aux offres de médiation régionales proposées par le Brésil et la Colombie, et s'enorgueillit d'avoir procédé à l'arrestation de 2 400 personnes les jours qui ont suivi le 28 juillet (9). Frapper un grand coup, marquer les esprits et prévenir qu'aucune tentative de déstabilisation ne sera tolérée. La rencontre délivre, de ce point de vue, un message clair à ses détracteurs et à l'attention des chancelleries du monde entier : *« Quand viendra le moment de rendre mon mandat, je le confierai à un président ou à une présidente chaviste, bolivarien(ne) et révolutionnaire ! »*, assène M. Maduro. Qui promet la poursuite de la révolution pour *« les trente prochaines années »*. De son côté, l'opposition dénonce une *« fraude historique »* et définit le pouvoir chaviste comme un *« terrorisme d'État »*.

C'est l'impasse. Il ne s'agit plus de débattre du caractère socialiste d'un processus qui a perdu sa force propulsive depuis plusieurs années, qui applique des politiques économiques orthodoxes après des années de sanctions et recourt à des actions répressives pour maintenir au pouvoir son groupe dirigeant. Mais, plus se poursuivra la politique de la « pression maximale » et des sanctions, plus le Venezuela empruntera une trajectoire de type nicaraguayenne (fermeture de l'espace politique, militarisation du pouvoir et de la société), avec le soutien de la Chine, de la Russie et de l'Iran.

Une telle perspective pourrait-elle conduire à une guerre civile dans un pays où circulent des millions d'armes ? Les conséquences – bombe migratoire (10), instabilité frontalière, bourbier militaire – seraient cataclysmiques pour la région, notamment pour le Brésil et la Colombie voisins, ainsi que pour les États-Unis. Redoutée par beaucoup, l'escalade vers un tel scénario de radicalisation explique la prudence de plusieurs capitales ou de l'Union européenne, qui, instruites de l'échec de la « tentative Guaidó », ne reconnaissent aucun vainqueur dans l'élection du 28 juillet et en appellent à une solution politique négociée. Ou même de Washington, qui, tout en reconnaissant la victoire de l'opposition, a soutenu la proposition d'une nouvelle élection – rejetée par tous les protagonistes à Caracas – formulée par le Brésil et la Colombie. Et ce tandis qu'une soixantaine d'autres pays dans le monde ont reconnu la victoire du président sortant.

Éviter la diagonale du pire impose moins l'organisation d'une élection formelle dans des conditions impossibles que des négociations libérées du poids des sanctions.

Christophe Ventura.

(2) Avec 51,95 % des voix contre 43,18 %, selon le second bulletin officiel du Conseil national électoral publié le 2 août.

(3) Lire Maurice Lemoine, « Dans les laboratoires du mensonge au Venezuela », *Le Monde diplomatique*, août 2002.

(4) La multinationale espagnole Repsol ou l'entreprise française Maurel & Prom en bénéficient également.

(5) Données fournies par l'Observatoire vénézuélien anti-blocus, https://observatorio.gob.ve

(6) « Venezuela's disputed election and the pathforward », CEPR, 12 août 2024, https://cepr.net

(7) Lire Julia Buxton, « Où va l'opposition à Nicolás Maduro ? », *Le Monde diplomatique*, mars 2019.

(8) Lire Gregory Wilpert, « Le Venezuela se noie dans son pétrole », *Le Monde diplomatique*, novembre 2013.

(9) Auxquelles s'ajoutent 25 morts et 192 blessés (manifestants, fonctionnaires, militants chavistes) selon les autorités.

(10) Lire Guillaume Beaulande, « Sur la route des migrants vénézuéliens », *Le Monde diplomatique*, août 2019.

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

QUELLE POLITIQUE LES DÉMOCRATES MÈNERAIENT-ILS EN CAS

Kamala Harris ou l'illusion

Qui est Mme Kamala Harris et que propose-t-elle ? Candidate du Parti démocrate sans avoir fait campagne, la vice-présidente a revigoré son camp. Cependant, l'adulation qui l'entoure ne renvoie ni à son action passée ni à son programme, mais à l'espoir qu'elle empêchera une nouvelle élection de M. Donald Trump. Elle l'a largement emporté lors d'un débat télévisé. Va-t-elle à présent préciser ses intentions ?

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
THOMAS FRANK *

S'EXPRIMANT il y a quelques semaines devant la convention démocrate, Mme Michelle Obama a décrit *« l'impatience, l'enthousiasme, l'euphorie de voir renaître la perspective d'un avenir plus radieux »*. Dans l'ensemble, le public a apprécié. Mais certains ont jugé ces mots terriblement maladroits, voire insultants. Un partisan démocrate ne devrait-il pas estimer que le présent est déjà radieux ? L'actuel locataire de la Maison Blanche, M. Joseph Biden, venu la veille prononcer sur cette même scène un discours un peu moins fignolé, est un fidèle du parti depuis toujours. Sa présidence n'est-elle pas censée incarner une apothéose politique ?

D'une certaine manière, Mme Obama ne faisait pourtant que constater l'évidence. Il était indéniable que la salle omnisports de Chicago qui accueillait l'événement débordait d'énergie et d'excitation. On était bien loin du rassemblement futile et soporifique longtemps annoncé ; se retrouver au milieu de ces démocrates subitement optimistes avait quelque chose d'enivrant. Chaque soir à l'heure du prime time, le bâtiment était plein à craquer, une cohue de militants surexcités glapissaient et applaudissaient à tout rompre entre deux standing ovations. Manifestement, remplacer M. Biden par sa vice-présidente, Mme Kamala Harris, avait été le coup du siècle.

Un mois plus tôt seulement, ces mêmes démocrates traînaient le boulet du passé et s'énervaient devant leur télévision en voyant leur candidat, bouche béante et bras ballants, se laisser distancer par son adversaire. Et quel adversaire ! Cet effroyable républicain de Donald Trump, la pire des canailles, hybride de bouffon, de criminel, de ploutocrate, d'imbécile et de tyran, était en train de laminer le pauvre vieux Joe devant les caméras et dans les sondages.

Et puis tout s'était inversé. Désormais, c'était M. Trump qui faisait du surplace, interdit et désemparé devant ce nouveau défi. Et Mme Harris qui avançait ses pions pour occuper le vaste terrain du centre et prendre l'avantage dans les enquêtes d'opinion. Elle qui organisait des meetings géants dans tout le Midwest. Le Parti démocrate qui incarnait le glamour, le dynamisme, l'exubérance, l'entrain et même la jeunesse.

Ce revirement tenait-il au simple fait d'avoir enfin trouvé quelqu'un qui pouvait battre M. Trump ? L'explosion de ferveur de la convention semblait suggérer qu'il y avait autre chose. En voyant défiler sur scène les vétérans du parti venus enchaîner les platitudes, on pouvait imaginer que, cette fois, c'en était bel et bien fini de cette triste brochette de leaders mous qui tenaient les rênes de l'appareil démocrate et du pays depuis tant d'années. C'en était fini des obscures obsessions des années 1960. De cette ancienne garde tétanisée par la peur des contre-attaques de droite et réticente à s'opposer frontalement aux républicains sur quelque sujet que ce soit, de la guerre à la réforme du système social. C'en était fini de son art brillant du compromis qui avait finalement ravagé son propre camp. De sa vénération pour les banques et l'« innovation financière ». De sa cruelle indifférence au sort des travailleurs. De ses tendres déclarations d'amour à la « classe créative ». Toute cette génération qui nous malmenait depuis les années 1980 laissait derrière elle un héritage calamiteux, et aujourd'hui enfin on la poussait vers la sortie.

Le Parti démocrate est-il vraiment à l'aube d'un renouveau ? Trois éléments peuvent le laisser penser. Premièrement, Mme Harris a choisi pour colistier M. Timothy Walz, gouverneur du Minnesota, un populiste du Midwest à l'ancienne, sorte de M. Tout-le-Monde personnifiant une orientation ouvriériste qui manquait aux démocrates depuis trop longtemps. (On pourra certes objecter que la vice-présidence est une fonction presque exclusivement symbolique.) Deuxièmement, plusieurs responsables syndicaux ont eu les honneurs d'une intervention en prime time durant la convention, parmi lesquels le redoutable Shawn Fain, président de l'United Auto Workers (UAW, le syndicat des travailleurs de l'automobile). Le public a même été gratifié d'une petite explication bienvenue sur le sens originel, positif, du mot « populisme (1) ». Troisièmement, l'optimisme a fait son grand retour. Si Mme Harris séduit autant, c'est aussi grâce à son irrépressible bonne humeur. Les gens sérieux ont beau minimiser ce facteur, son effet tonifiant après des années de pandémie, d'inflation et de guerres culturelles par réseaux sociaux interposés ne doit pas être négligé.

Réflexion faite, cette liste n'a rien de très impressionnant. Il s'agit de changements plus cosmétiques qu'autre chose, qui dénotent surtout un perfectionnement de la stratégie marketing. La vérité est que, comme toujours, la continuité est presque assurée de l'emporter, et les défenseurs du business ont toutes les chances de garder la haute main sur le parti. Après tout, ce n'est pas la première fois que l'on présente aux Américains une nouvelle génération de démocrates dont on vante la jeunesse, l'idéalisme, l'originalité – et qui se révèle au bout du compte encore pire que la précédente.

C'est d'ailleurs dans la même enceinte de Chicago que M. William Clinton avait accepté la nomination démocrate en 1996. Dans une ambiance tout aussi électrique, l'« homme de Hope » (sa ville de naissance dans l'Arkansas, dont le nom signifie « espoir ») s'était engagé à construire *« un pont vers le XXIe siècle »*, une vision magnifique, porteuse de mille promesses futuristes. Jeune, intelligent, optimiste, il avait réussi à décrocher un second mandat. Et il l'avait construit, ce pont : des accords de libre-échange qui avaient désindustrialisé des régions entières du pays, et un programme de déréglementation financière conduisant tout droit à la crise de 2008. Merci, les idéalistes.

Contrairement aux apparences, assister aux quatre journées de la convention démocrate était donc moins une partie de plaisir qu'une épreuve de résistance. En plus de payer cher pour manger mal, il fallait chercher longtemps pour trouver un siège, de surcroît inconfortable. À la déroutante hiérarchie officielle établie entre les participants s'en superposait une officieuse encore plus impénétrable (*« un système de castes fondé sur les ressources »*, pour reprendre la formule du journaliste David Sirota). Visiblement, les démocrates avaient voulu transposer leur philosophie de gouvernement dans leur plan de salle.

© ROBIN KID, GALERIE TEMPLON

ROBIN KID. – « We Too Have a Job to Do ! » (Nous aussi, nous avons un travail à faire !), de la série « Searching for America » (À la recherche de l'Amérique), 2023-2024

En tant que spectateur, c'était comme se retrouver dans une pub télé sans fin. Les jours passaient, et rien de spontané ne se produisait jamais. Tout était écrit, scénarisé, minuté. Aucune question du public. Pas l'ombre d'un désaccord. La foule applaudissait sur commande et hurlait les mêmes slogans *ad nauseam* (« On ne reviendra pas en arrière », « Quand on se bat, on gagne »). La mécanique était parfaitement huilée.

Dans la mesure où les médias évoquaient depuis des mois le risque de féroces empoignades autour de Gaza et des questions environnementales, et où tous les discours avaient dû être récrits en catastrophe pour tenir compte du changement de candidat, on pourrait trouver assez remarquable que la machine ne se soit pas grippée. Reste que, vu des gradins bombardés sans trêve par les stroboscopes, ce long cortège de politiciens de second rang lisant leur texte sur un prompteur avait tendance à abrutir, à l'instar d'un concours de beauté dans lequel tous les prétendants commenceraient à se confondre. Dès le deuxième jour, il paraissait dommage d'user sa mine de crayon à noter ce qu'ils racontaient.

Surnage dans cet océan de lieux communs le souvenir de quelques juxtapositions incongrues, à l'image des politiques démocrates elles-mêmes. Ainsi lorsque la chanteuse Pink est venue entonner *What About Us ?* (« Et nous ? »), un hymne poignant sur la trahison de nos dirigeants. Que vont devenir nos *« milliards de belles âmes »* maintenant que nous avons été trompés ?, demandait-elle. *« Et toutes ces promesses de beaux lendemains brisées ?* (…) *Et tous ces projets qui ont tourné au désastre ? »*

Célébrer la démocratie, ailleurs que chez soi

LE fil rouge de la convention était la démocratie : que l'on parvienne à la sauver, et tous nos problèmes seraient résolus. Car, rappelait-on, le mode de vie américain était sous la menace de l'horrible Trump, ce dictateur en puissance, complice des autocrates et des racistes, qui entendait traîner ses rivaux devant la justice, interrompre le processus électoral, censurer la presse et encourager ses supporteurs à la violence quand il n'obtenait pas ce qu'il voulait (cette dernière accusation au moins se fondait sur des preuves assez convaincantes). Comme le disait un orateur, *« ce n'est pas pour une démocrate que vous allez voter ; c'est pour la démocratie »*.

Mais, justement, une convention politique ne devrait-elle pas être la démocratie en acte, un lieu où les Américains, non contents d'écouter des discours sur la défense de la démocratie, pourraient débattre, décider des mesures que leur parti doit porter, choisir leurs dirigeants ? La démocratie, d'une certaine manière, commence chez soi. Du moins, c'était le cas avant.

Or, si diminué qu'il ait pu être, M. Biden n'a pas eu de rival sérieux dans la primaire démocrate. Aucun débat n'a été organisé, et dans certains États le scrutin a été annulé faute d'autres concurrents. Quand son déclin physique est devenu impossible à ignorer, le président s'est retiré de la course au profit de Mme Harris, jusqu'alors assez peu connue du grand public. (Durant la primaire de 2020, elle avait jeté l'éponge avant même le début du vote.) Cela n'a pas empêché les cadres du parti de se ranger derrière elle comme un seul homme en l'espace de quelques jours, l'intronisant bien avant la tenue de la convention et s'assurant ainsi que l'hypothèse cauchemardesque de voir quelques dissensions s'exprimer à Chicago est écartée.

Plusieurs intervenants ont rappelé l'héroïsme de la militante pour les droits civiques Fannie Lou Hamer, qui, lors de la convention démocrate de 1964, avait dénoncé les manœuvres du parti pour écarter les électeurs noirs de la procédure de nomination. Inutile de préciser qu'aucun acte de bravoure de cet ordre n'est venu perturber la grand-messe soigneusement chorégraphiée à quoi s'est résumée l'édition de 2024. La désignation de la candidate, censée être l'objet même de l'événement, s'est déroulée dans une ambiance légère, pour ne pas dire burlesque – les organisateurs l'avaient conçue comme un moment *« festif »*. Tandis que les délégués de chaque État annonçaient leur vote, connu d'avance, un disc-jockey affublé de lunettes de soleil et d'un large chapeau enchaînait les morceaux consensuels tout en chauffant la salle *(« Mon nom est DJ Cassidy. Vous êtes ici à l'appel nominal des États pour la convention démocrate !! »)*. Les flashs crépitaient de toutes parts au milieu de la foule en délire. Unanimité parfaite, aucune fausse note. Il avait fallu des années pour en arriver là, mais on y était : cette convention singeait la démocratie au lieu d'en faire partie intégrante. Elle ne visait pas à choisir les dirigeants d'une formation politique, mais à leur permettre de se présenter au monde. C'était une conversation à sens unique : *nous* les écoutions exposer ce qui *leur* tenait à cœur.

En termes de performance scénique, la palme est revenue à Oprah Winfrey, superstar de la télévision dont on disait à sa grande époque qu'elle donnait le pouls de l'Amérique ordinaire. L'élection de novembre, a expliqué l'animatrice, est une arme pour résister au retour en arrière (une référence au droit à l'avortement autant qu'à la ségrégation raciale dans les États du Sud), et ceux qui œuvrent pour empêcher cette régression doivent être regardés comme des *« combattants de la liberté »*. « Oprah » est allée jusqu'à chanter ses dernières phrases – un souvenir mémorable, car on entend rarement les orateurs politiques pousser la chansonnette dans ce pays. Mais elle a surtout marqué les esprits en reprenant à son compte des valeurs fondamentales dont les républicains avaient fini par croire qu'ils détenaient le monopole : la force morale, l'optimisme, la *« décence »*, le *« respect »*, la fidélité à la Constitution, et même le vote, pour lequel M. Trump cache mal son aversion. Je vote, a déclaré Winfrey, *« parce que je suis américaine, et c'est ce que nous faisons, nous, les Américains »*.

* Journaliste. Auteur de l'ouvrage *Le Populisme, voilà l'ennemi ! Brève histoire de la haine du peuple et de la peur de la démocratie des années 1890 à nos jours*, Agone, Marseille, 2021.

(1) *Cf.* Thomas Frank, *Le Populisme, voilà l'ennemi !…*, Agone, Marseille, 2021.

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

DE VICTOIRE À LA PRÉSIDENTIELLE ?

du changement

Depuis une cinquantaine d'années, les démocrates préféraient se tenir à distance des manifestations de patriotisme, qu'ils assimilaient au sectarisme et au bellicisme (2). Mais la donne a changé. Par son ignorance de l'histoire et son attitude critique envers l'armée, M. Trump a remisé ces symboles, gage d'irréprochabilité, et ses adversaires entendent bien s'en ressaisir. Résultat : jamais convention démocrate n'avait vu agiter autant de petits drapeaux ni entendu autant de voix scander « U-S-A » à tue-tête.

De son côté, Mme Harris a démarré sa campagne entourée de mystère. Qui était-elle ? Que défendait-elle ? Le programme de M. Biden ou le sien ? Une bonne part de la convention a consisté à décrire sa personnalité, sans craindre d'en faire trop dans l'apologie de sa droiture morale. Kamala prie pour vous quand vous êtes dans une mauvaise passe ; elle vous appelle pour vous souhaiter joyeux anniversaire, et parfois même vous le chante ; elle ne fait pas de compliments en l'air, mais les formule exactement comme il faut. De plus, quand Kamala vous regarde, elle *« vous voit vraiment »* ; *« se battre pour les autres et pour ce qu'elle croit juste »* est *« plus fort qu'elle »* ; et puis, bien sûr, elle vient d'un sympathique milieu de classe moyenne (3).

Dans l'allocution qu'elle a prononcée le dernier soir – plus de deux fois plus courte que celle de son adversaire républicain lors de sa propre convention (4) –, Mme Harris est apparue sérieuse et concentrée, remisant provisoirement son rire caractéristique. Devant un public survolté, elle a parlé d'une voix calme, telle une secouriste qui s'efforce d'apaiser un patient en pleine crise. Mais cette quarantaine de minutes lui a suffi pour aborder une incroyable variété de sujets. Après avoir accusé M. Trump de contrevenir à la fois aux principes démocratiques et à l'intérêt national, puis l'avoir débordé sur sa droite en appelant à une armée plus forte, à des frontières mieux protégées et à une plus grande fermeté face à la Chine, elle s'est mise à tout promettre à tout le monde. Les consommateurs verraient les prix baisser. Les start-up auraient un accès facilité aux capitaux. Travail et capital marcheraient main dans la main. Se loger ne serait plus hors de prix. Et ce n'était pas tout : elle serait aussi intraitable dans la lutte contre les violences par arme à feu, garantirait un air plus pur, mettrait fin à la guerre à Gaza, montrerait le poing face à l'Iran et braverait la *« tyrannie »* partout dans le monde. Voter pour elle vous vaudrait *« le plus grand privilège sur cette terre : la fierté d'être américain »*.

ROBIN KID. – « Thank You Lord for the Bounty We Are About to Receive » (Merci Seigneur pour le don que nous sommes sur le point de recevoir), de la série « Searching for America » (À la recherche de l'Amérique), 2024. Exposition de Robin Kid à la galerie Templon de New York jusqu'au 26 octobre.

© ROBIN KID, GALERIE TEMPLON

M. Trump vitupère, Mme Harris rit

S'il est un sujet sur lequel les démocrates se sont montrés intarissables, c'est celui de l'étendue de leurs qualités morales. L'un après l'autre, ils sont venus dérouler le catalogue de leurs bonnes actions pour montrer à quel point, comme Mme Harris, ils étaient des gens bien. Leurs parents avaient travaillé dur et leur avaient inculqué des valeurs justes ; eux-mêmes agissaient à bon escient ; ils ne perdaient jamais de vue leur objectif ; ils s'étaient vu décerner telle distinction, et puis telle autre aussi.

Il suffisait pourtant de sortir quelques minutes à l'air libre pour que toute cette guimauve perde brutalement son goût. Au troisième jour de la convention, une femme arborant un keffieh s'était assise au milieu de la rue, juste derrière le cordon de police. Munie d'un énorme mégaphone, elle égrenait une liste de noms – ceux, affirmait-elle, des enfants tués dans des attaques israéliennes à Gaza – et s'interrompait à intervalles réguliers pour pointer les responsables : les États-Unis, plus particulièrement le Parti démocrate. Vous tous, délégués, avez du sang sur les mains, criait-elle.

En observant la scène, on ne pouvait s'empêcher de se demander quel effet cela fait d'être exposé pendant des heures à une unanimité sans faille, à un festival d'autocongratulation – une sorte de prêche qui vous somme de vous extasier sur votre propre grandeur d'âme – puis, en franchissant la porte, d'entendre le prêche se retourner contre vous, d'apprendre que vous êtes un agent du mal, et non du bien. Les progressistes qui passaient près de cette femme étaient-ils tentés de remettre en cause ce qu'on venait de leur seriner ? L'image qu'ils avaient eue jusqu'alors de leur vertu s'en trouvait-elle brouillée ?

Railler les promesses des démocrates est aisé ; leur rhétorique est une parodie d'elle-même. Mais il faut rappeler cette réalité : durant son mandat, le falot Biden a plus œuvré pour les syndicats qu'aucun autre président depuis les années 1960. Il a aussi investi des sommes colossales dans les infrastructures et l'industrie. Ces faits incontestables furent évoqués à plusieurs reprises au cours de la convention. En revanche, l'une de ses réalisations les plus ambitieuses et les plus visionnaires – faire enfin appliquer une législation antitrust en dormance depuis quarante ans – a été presque totalement passée sous silence. La récente victoire du ministère de la justice face au plus monumental des monopoles, Google, ne fut même pas mentionnée. À croire que briser le pouvoir des multinationales est un projet trop difficile à expliquer. Ou que cela risque de déplaire aux donateurs du parti.

Deux semaines et demie plus tard, M. Trump et Mme Harris se sont affrontés lors d'un débat télévisé. Inlassablement, la candidate démocrate a tendu des pièges à l'ombrageux homme d'affaires, titillant son orgueil pour l'obliger à se défendre et lui faire perdre du temps. Chaque fois, le républicain s'est laissé prendre. Comment ne pas répondre quand votre adversaire prétend que vous tenez l'essentiel de votre fortune de votre père ou que vos fans quittent vos meetings avant la fin tellement ils s'ennuient ? C'est que M. Trump est fier de ses milliards et de ses meetings – ce sont les preuves de son succès ! Pendant qu'il vitupérait en pure perte sur tel ou tel sujet, Mme Harris riait ouvertement et offrait des grimaces éloquentes aux téléspectateurs.

Pour la classe des commentateurs, ces simagrées sont la seule chose qui compte en politique, et tous sans exception ont salué l'habileté avec laquelle Mme Harris a réussi à déstabiliser son fulminant contradicteur. Pourtant, les ruses qu'elle a déployées n'étaient justement que cela – des techniques que l'on apprend en cours de rhétorique au lycée. Elles sont certes utiles pour épuiser le temps de parole de l'adversaire, mais ce n'est pas là l'objectif ultime d'un débat. Un débat doit permettre d'examiner sous tous les angles possibles de grandes questions d'intérêt public.

Or quelle est la position de Mme Harris sur les principaux problèmes qu'affronte le pays ? Chez les sympathisants de gauche, on déplore qu'elle s'exprime peu, voire pas du tout, sur les sujets importants. Côté républicain, on affirme qu'elle change d'avis comme de chemise, se posant aujourd'hui en modérée après avoir fait campagne à gauche en 2019. Dernièrement, elle s'est félicitée du ralliement de l'ancien vice-président républicain Richard (« Dick ») Cheney, un homme que les démocrates considéraient autrefois comme une sorte de génie du mal. Quant au nom qu'elle a choisi pour son programme économique – l'« économie des chances » *(« opportunity economy »)* –, il rappelle étrangement celui que les républicains Reagan et Newt Gingrich avaient donné à leurs propositions-phares il y a plusieurs dizaines d'années – la « société des chances ». La confusion idéologique est frappante, et toute la campagne de Mme Harris est marquée du sceau de la précipitation. L'impression qui s'en dégage est celle d'un travail bâclé, d'un projet conçu à la va-vite, sans réflexion ni conviction.

Durant le débat télévisé, la candidate démocrate n'est parvenue à s'animer et à faire mouche que sur deux thématiques. La première était évidemment la menace Trump, obsession numéro un des cénacles d'experts américains depuis maintenant neuf ans. Mme Harris a réglé la question avec une implacable concision.

La seconde était l'avortement, un sujet sur lequel elle a fait preuve d'autant de passion que de compassion, et aussi d'un certain brio rhétorique. Il y a deux ans, des juges de la Cour suprême dont trois ont été choisis par le président Trump ont invalidé l'arrêt « Roe vs Wade », qui avait libéralisé l'avortement à l'échelon fédéral. Conséquence : la procédure est devenue illégale dans de nombreux États. *« Il faut bien comprendre ce que cela signifie,* a martelé Mme Harris. *La rescapée d'un crime – une violation de son corps – n'a pas le droit de décider de ce qui va advenir de son corps. C'est immoral. Et il n'est pas besoin de renoncer à sa foi ni à ses croyances profondes pour admettre que le gouvernement, et a fortiori Donald Trump, n'a pas à dire à une femme ce qu'elle doit faire de son corps. »*

La vice-présidente est en revanche apparue mal à l'aise dès que le débat se déplaçait sur l'accession à la propriété, la distribution, le commerce… – en un mot, l'économie. Alors que la toute première question portait sur l'inflation, elle s'est empressée de l'éluder en assurant qu'elle aimait vraiment beaucoup les petites entreprises. Pourquoi cela ? Parce que, quand elle était enfant, sa mère avait une très bonne amie qui en dirigeait une ! L'hypothèse la plus probable pour expliquer cet art de l'esquive est que ces sujets-là ne l'intéressent pas vraiment. Tel qu'exposé sur son site Internet, son programme économique est un ramassis de promesses tous azimuts et de grandes généralités sur les réussites de l'administration Biden. Elle est pour tout ce qui est bon et contre tout ce qui est mauvais. Pas d'idées compliquées. Tout va bien se passer.

« Innovation », le mot magique

Il existe une mesure objective du degré d'insipidité auquel consent un politicien démocrate : la fréquence à laquelle le terme « innovation » revient dans ses propos. M. Barack Obama adorait ce mot, tout comme le couple Clinton. Et pour cause : parler d'innovation permet de camoufler des politiques économiques complaisantes pour les banques derrière un concept aux allures progressistes, voire radicales. D'ailleurs, la classe des commentateurs dans son entier révère l'innovation ; plus il y en a, mieux c'est, quoi qu'il en coûte. Sous couvert de ce mot magique, nos dirigeants ont donc pu baisser les impôts, puis les réduire davantage, déréglementer les marchés financiers, faire d'énormes cadeaux aux entreprises de la Silicon Valley et conclure des accords de libre-échange qui ont protégé l'industrie pharmaceutique tout en exposant les secteurs plus vulnérables à une concurrence dévastatrice.

La candidate Harris n'a pas encore eu le temps de prouver tout son attachement à l'innovation – elle n'a prononcé le mot qu'une fois pendant le débat. Mais Mme Gina Raimondo, secrétaire au commerce, tient à nous rassurer (5) : le sujet l'*« obsède »*, et elle n'aura de cesse de soutenir start-up et petites entreprises tout en imposant plus lourdement *« les milliardaires et les grands groupes industriels »*. Ce serait bien la première fois que la référence à l'innovation servirait à justifier une hausse de la fiscalité plutôt qu'une baisse, mais parfois la magie d'un mot est sans limite.

Une tribune parue en août dernier dans le *New York Times* lève un coin du voile sur ce que pourrait signifier cette obsession de l'innovation (6). Son auteur, le capital-risqueur Reid Hoffman, nous certifie que Mme Harris, grâce à sa connaissance de la Silicon Valley, est le vrai choix *« pro-business »*. Alors que le *« populiste »* président Trump avait menacé d'intenter un procès antitrust à Amazon, critiqué certaines entreprises *« emblématiques »* et entravé la bonne marche des affaires en déclenchant des guerres commerciales, le mandat de M. Biden a vu les marchés boursiers battre des records et les investisseurs retrouver le sourire. Certes, des initiatives comme son application zélée de la législation antimonopole ont pu nuire aux *« innovateurs »*, mais M. Hoffman ne doute pas qu'une administration Harris *« tournée vers l'innovation »* y mettra le holà.

Lorsqu'il s'agit d'imaginer à quoi pourrait ressembler une présidence Harris, on en est réduit aux conjectures. Pour ma part, je fais le pari d'un effacement progressif des éléments les plus visionnaires et les plus revigorants de l'administration Biden. Une fois le danger Trump définitivement écarté – puisqu'il est peu probable qu'il se représente en 2028 –, l'incitation à appuyer les aspects populistes de la tradition démocrate disparaîtra. Les mesures néo-rooseveltiennes de renforcement des syndicats et de lutte contre les monopoles passeront aux oubliettes, tandis que l'innovation deviendra le principal mot d'ordre. On assistera sans doute à une envolée des dépenses militaires, au développement d'un cadre législatif favorable à la Silicon Valley et à un recentrage accru du Parti démocrate sur les intérêts, les opinions et la moralité des classes très instruites.

Les décennies passées nous ont appris à ne pas attendre grand-chose des démocrates. Leur victoire en novembre prochain marquerait au moins la fin de l'ère Trump. Et peut-être est-ce tout ce qu'il faut espérer pour le moment.

THOMAS FRANK.

(Traduit de l'américain par Élise Roy.)

(2) Robert S. McElvaine, « "Liberals go back to the flag" 40 years later », Musings & Amusings of a B-List Writer, 22 août 2024, https://robertsmcelvaine.substack.com

(3) Classe moyenne supérieure s'entend : son père est professeur émérite d'économie à l'université Stanford et sa mère, docteure en biologie, travaillait pour un célèbre laboratoire de recherche fédéral. Mme Harris a grandi dans des villes universitaires, principalement à Berkeley, siège de l'université de Californie et connue dans le monde entier pour son progressisme.

(4) Lire Serge Halimi, « Donald Trump prendra-t-il sa revanche ? », *Le Monde diplomatique*, septembre 2024.

(5) « Harris campaign : "I don't think the American public are interested in the minutiae of the mechanism of how she'll increase taxes on billionaires" », RealClear Politics, 9 septembre 2024.

(6) Reid Hoffman, « Why Silicon Valley should get behind Kamala Harris », *The New York Times*, 3 août 2024.

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

D'UNE MOBILISATION CATÉGORIELLE À

Bangladesh, aux racines

À la fin du mois de juin 2024, des étudiants manifestent à Dacca contre un dispositif de recrutement des fonctionnaires. En quelques semaines, le mouvement devient massif et contraint l'indéboulonnable première ministre Sheikh Hasina à la fuite. Des protestations initiales au soulèvement populaire, que s'est-il passé ? Et quels espoirs les Bangladais peuvent-ils désormais caresser ?

PAR NAFIS HASAN *

Un calme étrange règne sur Dacca, la capitale du Bangladesh, en cette matinée du 5 août 2024. Des véhicules militaires et de police stationnent aux grands carrefours de la mégapole, dont des camions bloquent les principaux points d'entrée : il s'agit d'empêcher l'afflux des participants à la « longue marche vers Dacca » lancée par le mouvement populaire qui secoue le pays depuis trois semaines.

La coupure d'Internet décrétée par le pouvoir ayant été levée une semaine auparavant, les réseaux sociaux bruissent de spéculations quant à la suite des événements depuis que le chef d'état-major de l'armée, le général Waker-uz-Zaman, a annoncé qu'il s'adresserait à la nation pour répondre à la demande de démission de Mme Sheikh Hasina, première ministre depuis 2009.

Quand le général prend enfin la parole à 16 heures, la rumeur selon laquelle Mme Hasina a quitté le pays s'est déjà répandue comme une traînée de poudre. Barré de lunettes noires, le visage du haut gradé trahit sa fébrilité face aux caméras et, derrière leurs objectifs, à une nation qui retient son souffle. L'homme confirme la fuite de la cheffe du gouvernement. Deux heures auparavant, celle-ci s'est engouffrée dans un hélicoptère militaire à destination de l'Inde.

Dans les rues la population exulte, alors qu'une foule en liesse fait irruption dans le Ganabhaban, la résidence officielle de Mme Hasina. Les uns s'emparent de ses saris, les autres des cygnes qui peuplent le lac du palais, cependant que les plus facétieux se photographient allongés sur le lit somptueux de la fuyarde. À la télévision, le général poursuit son allocution en appelant au calme et à la retenue. Il promet une réunion avec les principaux dirigeants des partis d'opposition dès le lendemain. Une unique question à l'ordre du jour – celle-là même que personne n'avait osé poser depuis quinze ans : qui, désormais, pour diriger le pays ?

Ainsi prit fin le « juillet sanglant » bangladais. Un mois marqué par une répression brutale, de multiples disparitions forcées menées par les services de sécurité de l'État et un mouvement de masse que rien ne parvint à faire flancher. Un mouvement qui entraîna la chute du régime de Mme Hasina ainsi que du parti au pouvoir, la Ligue Awami. Longtemps dirigée par le père de Mme Hasina, Sheikh Mujibur, cette organisation avait présidé, en 1971, à la libération du Bangladesh (qui ne constituait alors que la partie orientale du Pakistan), avant de devenir l'instrument de l'oppression de la population qu'elle avait prétendu émanciper à la suite de son retour au pouvoir en 2009.

Rien ne laisse pourtant anticiper l'éviction de Mme Hasina quand débutent les manifestations, en juillet dernier, lors de la renaissance du mouvement de réforme des quotas. Apparu pour la première fois en 2013, celui-ci dénonce un dispositif d'allocation privilégiée des emplois de la fonction publique. Conçu en 1972 dans l'optique de faciliter la réinsertion des civils ayant participé à la guerre de libération nationale, le mécanisme réserve alors 30 % des postes de fonctionnaire à ces « combattants de la liberté » et à leurs enfants ; 10 % aux *birangonas* (femmes agressées sexuellement par l'armée pakistanaise et les collaborateurs de l'ethnie bengalie) ; 40 % aux personnes résidant dans des districts habituellement sous-représentés dans le secteur public ; et 20 % pour les nominations fondées sur le seul mérite. Le système évolue au fil des années – les attributions en fonction des compétences passant notamment de 20 % à 40 % en 1976 – jusqu'à ce que le gouvernement décide, en 2010, d'inclure les petits-enfants des « libérateurs » dans les 30 % réservés aux anciens combattants. Combinée à l'accroissement du chômage des jeunes, la décision déclenche en 2013 les premières manifestations.

En dépit de la répression exercée par la police ainsi que par l'aile estudiantine de la Ligue Awami, la Bangladesh Chhatra League (BCL), une structure de type paramilitaire, la mobilisation ne faiblit pas au fil des années. En 2018, Mme Hasina se doit de réagir. Elle tente une provocation dont elle fait le pari qu'elle discréditera le mouvement contestataire : abolir l'ensemble du système de quotas. Erreur… la population applaudit. Trois ans plus tard, toutefois, une plainte est déposée devant la Cour suprême, notamment par des enfants de « combattants de la liberté » qui estiment que l'abolition des quotas est anticonstitutionnelle. Ils obtiennent gain de cause en juillet 2024 : la Cour réinstaure le dispositif.

Des protestations éclatent dans quelques universités publiques, mais les rangs des manifestants sont clairsemés. Jusqu'à ce que deux événements rallient vers eux le flot des mécontents : la publication d'une enquête journalistique démontrant que les examens d'entrée dans la fonction publique (dont dépendent à ce stade 44 % des postes) font l'objet de fuites auprès de proches du pouvoir ; et, plus encore, une apparition télévisée de Mme Hasina au cours de laquelle elle qualifie les manifestants de *« rajakar »,* un terme lourd de sens dont la compréhension requiert un retour en arrière.

En 1971, alors que le Bangladesh fait encore partie du Pakistan, Islamabad y perpètre un génocide dont les estimations, bien que variables, font état de centaines de milliers de morts. Les massacres durent neuf mois et profitent de l'aide de collaborateurs bengalis, collectivement appelés *rajakar*. Pour une armée qui ne sait pas à quoi ressemblent les *mukti bahini* (« combattants de la liberté ») et qui connaît mal le terrain, ces *rajakar* constituent une ressource déterminante pour identifier l'« ennemi » : ils indiquent aux soldats pakistanais quelles maisons brûler, quelles familles punir (pour la participation d'un fils aux *mukti bahini*), quelles femmes violer. Quand ils ne participent pas directement à de tels actes par zèle religieux, cupidité ou vengeance personnelle. Mme Hasina ne pouvait ignorer l'effet qu'elle produirait.

Aveuglement des forces de gauche

Son choix de vocabulaire ainsi que le tollé suscité par l'enquête journalistique sur la fraude aux examens contraignent la Cour suprême à modifier le système de quotas, le 21 juillet. Depuis ce jour, 93 % des postes sont attribués au mérite, 5 % aux « combattants de la liberté », 1 % aux *adibashi* (groupes ethniques considérés comme autochtones) et 1 % aux handicapés et personnes du « troisième genre » (des individus ne se reconnaissant ni femmes ni hommes). Mais la décision de la Cour suprême intervient trop tard. L'incendie a déjà pris. Et d'autant plus vite que, n'attendant que l'étincelle qui l'enflammerait, la prairie bangladaise était depuis longtemps sèche…

Le long règne de Mme Hasina s'est caractérisé par l'essor d'une forme de capitalisme de connivence dépourvu de toute retenue. Le secteur bancaire était à la merci d'une poignée de magnats de l'industrie, suffisamment proches du pouvoir pour estimer ne pas avoir à rembourser leurs emprunts. En cas de difficulté, les autorités n'hésitaient pas, par exemple, à modifier le règlement de la banque centrale pour faciliter l'extorsion et les détournements de fonds.

Loin des bacchanales du profit réservées aux étages supérieurs de la société, la Ligue Awami avait transformé le pays en usine débitant, dans un même élan, textiles bon marché et travailleurs pauvres. Dès 2010, le gouvernement fait adopter une loi visant à développer une centaine de « zones économiques privées » pour épauler les zones économiques spéciales (publiques) dans leur tâche : priver les travailleurs de pans entiers de la réglementation encadrant le travail. En 2021, plus de 500 000 travailleurs de l'industrie du prêt-à-porter employés dans ces zones n'avaient pas le droit d'adhérer à un syndicat. Il leur était par ailleurs interdit de participer à des négociations collectives. À la suite de l'incendie tragique du Rana Plaza, en 2013 (1), le pays a connu plusieurs grèves dans le secteur du textile, auxquelles le gouvernement a répondu par la violence : tirs de balles en caoutchouc pour la foule ; disparitions et assassinats pour les dirigeants syndicaux. En 2022, la Confédération syndicale internationale (CSI) a classé le Bangladesh parmi les dix pays où la situation est la plus critique pour les travailleurs (2). Alors que 30 % de la richesse produite est accaparée par les 5 % de ménages les plus aisés (3), des milliers de travailleurs du thé – la main-d'œuvre la moins bien rémunérée – entament en août 2022 une grève sauvage de trois semaines pour réclamer des salaires décents. Le gouvernement les contraint à accepter une augmentation dérisoire : de l'équivalent de 1,20 dollar américain à 1,70 – soit toujours moins que le seuil de pauvreté, fixé à 2,15 dollars.

Le mépris de Mme Hasina à l'égard de la classe ouvrière s'étendait au-delà de l'arène nationale. Les travailleuses migrantes, glorifiées en tant que *« guerrières des transferts de fonds »,* constituaient un produit d'exportation essentiel pour le Bangladesh. Pourtant, le gouvernement restait au mieux silencieux sur les abus auxquels elles étaient confrontées. Lorsque 119 cadavres sont rapatriés d'Arabie saoudite en 2019, le ministre des affaires étrangères A. K. Abdul Momen (2019-2024) souligne que le nombre de ces décès s'avère insignifiant par rapport à celui des Bangladaises travaillant en Arabie saoudite. En 2019, 3 838 sont revenues mortes de l'étranger (4).

Un tel contexte s'est avéré un terreau fertile pour les mouvements islamistes. Nourris par le retour des Bangladais qui avaient combattu avec les moudjahidins afghans

* Auteur et chercheur bangladais, éditeur pour la revue *Jamhoor*.

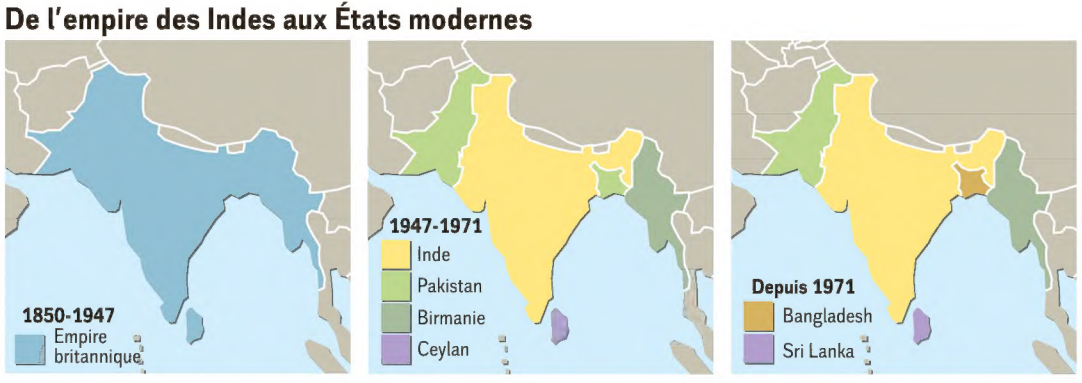
(1) Lire Olivier Cyran, « Au Bangladesh, les meurtriers du prêt-à-porter », *Le Monde diplomatique,* juin 2013.

(2) « ITUC global rights index 2022 », International Trade Union Confederation, 30 juin 2022, www.ituc-csi.org

(3) « Household income and expenditure survey. HIES 2022 », Bangladesh Bureau of Statistics, Dacca, 12 avril 2023.

(4) « Migrant workers from Bangladesh : Too many die on foreign shores », *Dhaka Tribune,* 30 décembre 2019.

De l'empire des Indes aux États modernes



Immenses bassins versants du Gange et du Brahmapoutre

Des hommes et des eaux

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

L'effondrement d'un système politique

du soulèvement

dans les années 1980 ainsi que par l'opportunisme des partis islamiques traditionnels, divers groupes extrémistes ont séduit les travailleurs issus des zones rurales. L'afflux de fonds en provenance des pays du Proche-Orient et du Golfe, en particulier de l'Arabie saoudite, a permis à ces organisations de combler les lacunes de l'État en matière d'éducation et d'emploi, ainsi que de recruter massivement dans les madrasa.

Affichant son soutien à une forme d'islam « modéré » dans un contexte de « guerre contre le terrorisme », l'État bangladais ne pouvait rêver meilleur adversaire. Lorsqu'en 2013 la Ligue Awami interdit toute activité politique au parti Jamaat-e-Islami Bangladesh (JIB), elle souffle dans les voiles de toute une kyrielle d'organisations bien plus radicales… dont elle peut librement orchestrer la répression. Comme lorsque le groupe Hefazat-e-Islam organise, toujours en 2013, une manifestation pour réclamer une loi sur le blasphème dans le quartier financier de Dacca. Mme Hasina lance police et forces paramilitaires contre les manifestants. Dans une forme d'aveuglement dont ils n'anticipaient pas les effets, la gauche et les progressistes du pays saluent alors le *« courage »* du pouvoir… avant d'en faire les frais quelques années plus tard lorsqu'une répression similaire est exercée à l'encontre de toute personne s'exprimant publiquement contre le gouvernement.

© RANA BEGUM - COURTESY OF THE ARTIST AND THE THIRD LINE GALLERY, DUBAI

RANA BEGUM. – « N° 1191 », 2022

Ces dernières années, les disparitions forcées et les exécutions extrajudiciaires se sont multipliées. En 2022, le site Netra News révèle l'existence du centre de détention secret Aynaghor (« la chambre du miroir »), géré par les services de renseignement militaire et qui faisait l'objet de rumeurs depuis longtemps (5). Lors des manifestations de 2018 sur la sécurité routière, alors que les étudiants descendent dans la rue pour réclamer des routes plus sûres et de meilleures réglementations en matière de transport, le gouvernement lâche les forces de sécurité et les cadres de la BCL. Lorsque le photojournaliste Shahidul Alam relate ces événements, il est emprisonné pendant cent sept jours en vertu de la loi sur la sécurité numérique, au prétexte qu'il aurait fomenté des complots *« antinationaux »* (6).

Cette politique, Mme Hasina la menait au nom de la « libération nationale », celle-là même pour laquelle son père s'était battu et dont elle se présentait comme la garante. S'opposer à la Ligue Awami, c'était donc œuvrer contre l'émancipation du pays, y compris lorsque le pouvoir soumettait le Bangladesh aux desiderata du voisin indien.

Un Nobel jalousé

Alors que le Bharatiya Janata Party (BJP) de M. Modi et la Ligue Awami ont œuvré la main dans la main, le fossé entre les deux populations s'est creusé. Les Indiens sont invités à considérer les Bangladais comme autant d'immigrants illégaux potentiels, des gens qui demandent constamment l'aumône malgré la bienveillance revendiquée de l'Inde et le rôle déterminant qu'elle a joué dans la libération de leur pays. De leur côté, les Bangladais dénoncent les violences contre les musulmans en Inde ainsi que les accords commerciaux injustes signés entre les deux pays. Il n'est pas rare, à Dacca, d'entendre des rumeurs sur la présence d'agents des services secrets indiens au sein de l'armée et de la police, ou sur le fait que des Indiens ont été nommés à des postes élevés au sein du gouvernement. Aucune preuve ne l'atteste, mais peu de Bangladais seraient surpris de découvrir que tout cela est vrai. Le sentiment anti-indien a atteint son paroxysme en juin 2024 lorsque le gouvernement de Mme Hasina a accordé à l'Inde le droit d'utiliser, gratuitement, le système ferroviaire du Bangladesh afin que ses trains puissent circuler du Bengale-Occidental à l'Assam (8). Un mouvement de boycott de l'Inde a vu le jour au Bangladesh.

En dépit d'un tel contexte, Mme Hasina fait l'hypothèse que les manifestants pourront être réduits au silence. À la mi-juillet, après cinq jours de manifestations, elle impose une coupure d'Internet et un couvre-feu. Des escadrons de la mort composés de cadres de la Ligue Awami, de policiers et d'autres forces, paramilitaires, patrouillent les rues. Des manifestants, des passants et des enfants sont tués, parfois dans leurs propres maisons. On dénombrerait, au minimum, un millier de morts sur la base des seuls corps arrivés dans les hôpitaux (9).

À ce stade, Mme Hasina aurait pu choisir de répondre aux neuf demandes formulées par les étudiants à la tête du mouvement, qui comprenaient une exigence de justice et l'obligation pour les autorités de rendre des comptes au sujet des blessés et des tués. Elle décide au contraire de doubler la mise. Alors que les manifestations se poursuivent dans tout le pays, les dirigeants de la Ligue Awami envahissent les médias pour clamer qu'elles sont fomentées par des éléments *« antilibération »*. De sorte que les requêtes des manifestants fusionnent en une seule exigence : le départ de Mme Hasina, un étendard qui rallie à lui des foules, toujours plus nombreuses, disposées à braver couvre-feu et répression. Quelques heures avant sa fuite, Mme Hasina demande à plusieurs reprises aux militaires de tirer sur les manifestants, ce que le chef d'état-major, le général Zaman, refuse de faire (10).

L'Inde ceinture totalement le territoire du Bangladesh, à l'exception de son ouverture sur l'océan Indien. New Delhi constitue donc un interlocuteur incontournable pour Dacca. Alors que l'Inde a toujours bénéficié d'avantages commerciaux auprès de son voisin après sa libération, ces derniers se sont mués, au cours des quinze dernières années, en privilèges illustrant un rapport de soumission. Un exemple : la centrale électrique au charbon de Rampal, près des Sundarbans – l'une des plus grandes forêts de mangroves du monde, qui chevauche la frontière –, a été construite en 2016 grâce à des investissements indiens et est alimentée par du charbon indien importé, tandis que le Bangladesh, un des pays les plus exposés au dérèglement climatique, absorbera seul l'impact environnemental. En 2017, le gouvernement de Mme Hasina a par ailleurs signé un accord avec la société indienne Adani Power, détenue par M. Gautam Adani, qui entretient des liens étroits avec le premier ministre indien Narendra Modi, en vertu duquel le Bangladesh devra payer pour une électricité qu'il n'utilisera pas (7).

Dans les heures et les jours qui suivent la « seconde indépendance du Bangladesh » – comme les Bangladais appellent désormais la fuite de Mme Hasina –, la foule prend le pouvoir. La joie et le soulagement mutent bientôt en rage et en colère. Différents documents font état de violences communautaires et de vols (11). Mais la population s'auto-organise pour protéger biens, temples, églises… Alors qu'une campagne de désinformation menée par l'organisation suprémaciste hindoue Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), de concert avec la Ligue Awami, exagère les violences communautaires contre les hindous, des fuites d'échanges sur la messagerie WhatsApp ainsi que des conversations téléphoniques révèlent que des militants de la Ligue ont planifié des attaques contre des temples hindous afin de créer le chaos (12).

Le gouvernement intérimaire, dirigé par le Dr Muhammad Yunus, lauréat du prix Nobel de la paix en 2006 et célébré par les médias comme le *« banquier des pauvres »* (13), a prêté serment le 8 août. M. Yunus, dont l'idéologie néolibérale enchante l'Occident, jouit d'un certain crédit auprès de la population, du fait de son renom international d'une part et, surtout, de la détestation que lui vouait Mme Hasina d'autre part. Cette dernière estimait en effet qu'elle aurait dû recevoir le prix à sa place, pour avoir signé les accords de paix qui, en 1997, mirent un terme à la guerre civile de plusieurs décennies entre les *adibashi* et le gouvernement du Bangladesh dans les Chittagong Hill Tracts (sud-est du pays). Une grande partie des Bangladais a donc salué le choix d'une personnalité perçue comme n'appartenant ni à la Ligue ni à la principale formation d'opposition, le Parti nationaliste (BNP, conservateur).

Les choix de M. Yunus pour composer son gouvernement ne laissent aucun doute sur l'orientation néolibérale de ses projets : d'anciens généraux, d'anciens ministres ou ambassadeurs, tous fervents partisans d'une plus grande privatisation des ressources et des industries nationales. Mais l'équipe inclut également M. Adilur Rahman, militant des droits humains, et Mme Rizwana Hasan, une avocate spécialisée dans la justice environnementale. Pour la première fois dans l'histoire du Bangladesh, deux étudiants, issus du mouvement antidiscrimination, accèdent à des responsabilités ministérielles. Un troisième, M. Mahfuz Abdullah, souvent décrit comme le théoricien du mouvement, a été nommé assistant spécial du conseiller en chef de M. Yunus. Pour la bonne mesure, MM. Bidhan Ranjan Roy et Supradip Chakma, représentant respectivement les minorités hindoue et *adibashi,* ont été également nommés conseillers.

Le gouvernement Yunus n'a pour l'heure annoncé aucune mesure politique majeure, ni aucun calendrier à part une demande d'extradition de Mme Hasina à l'Inde. Mais le paysage politique est en constante évolution : le Parti nationaliste profite du vide laissé par la chute de cette dernière pour occuper le terrain, notamment en reprenant les trafics gérés par la Ligue (même s'il fait grand cas de certaines purges internes censées nettoyer ses rangs) ; l'interdiction de la formation islamiste JIB a été levée, et son aile étudiante, Chhatra Shibir, renforce sa présence dans les universités. Des controverses ont par ailleurs éclaté parmi les étudiants, certains demandant le retrait des partis politiques des campus (où ils font en général la loi), d'autres promouvant une forme d'action politique « sans partis », dont nul ne sait où elle puisera son efficacité. Le Parti nationaliste et le gouvernement intérimaire ont formulé plusieurs propositions de réécriture ou de modification de la Constitution, dans le but affiché de prévenir tout retour de l'autoritarisme.

Si le « grand soir » ne semble donc pas pour demain, c'est qu'il serait erroné de lire le soulèvement bangladais comme puisant ses espoirs « à gauche ». Les leaders étudiants viennent d'horizons divers, avec un penchant pour la démocratie libérale, même lorsqu'elle accompagne le néolibéralisme. Plus important encore, les partis progressistes traditionnels – le Parti communiste du Bangladesh (PCB), le Jatiya Samajtantrik Dal (Parti socialiste national) et le Parti des travailleurs – ont été notoirement absents des manifestations, notamment parce qu'ils faisaient partie de la coalition au pouvoir, aux côtés de la Ligue. Ces formations et leurs dirigeants n'ont pas brillé par leur dénonciation de la corruption et de l'autoritarisme de la première ministre. Dans certains cas, ils ont même renforcé les phénomènes. Lorsque l'aile étudiante du PCB, la Bangladesh Youth Union, et d'autres organisations étudiantes de gauche telles que la Student Federation of Bangladesh ont participé aux manifestations et ont été confrontées à la violence de l'État, les dirigeants progressistes n'ont pas condamné publiquement les atrocités. Une telle attitude surprend peu tant leurs formations se trouvaient déjà affaiblies : leurs bases traditionnelles – les syndicats – étaient soit corrompues, soit réprimées, et leurs ailes étudiantes, souffrant de l'ombre de la BCL sur les campus, se consacraient au combat contre les islamistes au nom de la laïcité. Un combat que Mme Hasina dirigeait elle-même, en vertu des racines progressistes de sa formation.

La contre-révolution guette

En dehors des partis, ce que le Bangladesh compte de forces à gauche se rassemble principalement autour du Comité national pour la protection du pétrole, du gaz, des ressources minérales, de l'énergie et des ports. Mais cette organisation manque de cadres sur le terrain capables de construire une force politique. La situation actuelle lui offre peut-être un espace pour développer sa base en s'alliant avec les ouvriers de l'habillement et les travailleurs du thé, en participant à la transformation des syndicats (ou du moins de ceux qui n'ont pas été entièrement cooptés par les principaux partis politiques). Tout cela impliquera, pour l'heure au moins, de se passer du terme « socialisme », associé à Mujibur et, par extension, à Mme Hasina.

Le Bangladesh est actuellement le théâtre de manifestations organisées par divers groupes d'intérêts, et pour diverses raisons : les tireurs de pousse-pousse privés de leurs droits, les médecins dont les lieux de travail ont été saccagés lors des manifestations récentes, la force paramilitaire Ansar, dont les membres sont fidèles à la Ligue Awami, les policiers qui ont refusé de reprendre le travail, etc. Si ces manifestations ont fait craindre une contre-révolution ou l'intervention de forces réactionnaires, elles sont aussi le signe d'une nouvelle liberté au Bangladesh : celle de s'exprimer. À l'exception d'un bref moment, en 1990 (lors de la chute du dictateur Hussain Mohammed Ershad), le Bangladesh n'a jamais connu cela. Le prix de cette liberté a été élevé, mais la renaissance sanglante du Bangladesh a dégagé un horizon longtemps bouché. Il revient aux Bangladais de déterminer la voie qu'ils emprunteront dorénavant.

Nafis Hasan.

(Traduit de l'anglais par Renaud Lambert.)

Une histoire tourmentée

15 août 1947 : Indépendance de l'Inde et du Pakistan (qui inclut alors le Bangladesh).

23 juin 1949 : Création de la Ligue Awami, parti pro-indépendance bangladais.

26 mars 1971 : Déclaration d'indépendance du Bangladesh vis-à-vis du Pakistan.

12 janvier 1972 : Sheikh Mujibur, dirigeant de la Ligue Awami, devient premier ministre du Bangladesh.

4 novembre 1972 : Adoption de la Constitution. La même année, établissement du système de quotas pour l'accès aux emplois publics.

15 août 1975 : Coup d'État contre Sheikh Mujibur, assassiné avec sa famille à l'exception de ses deux filles, dont Mme Sheikh Hasina.

16 février 1981 : Mme Hasina prend la tête de la Ligue Awami.

23 juin 1996 : Mme Hasina devient première ministre (jusqu'en 2001).

6 janvier 2009 : Mme Hasina redevient première ministre.

5 août 2024 : Mme Hasina et sa sœur fuient le pays pour l'Inde.

8 août 2024 : Arrivée au pouvoir du gouvernement intérimaire dirigé par M. Muhammad Yunus.

(Chronologie réalisée par Lili Frèrebeau.)

(5) « Secret prisoners of Dhaka », Netra News, 14 août 2022.

(6) Md. Sanaul Islam Tipu, « Case against Shahidul Alam : CID again asked to submit probe report », *Dhaka Tribune,* 9 février 2023.

(7) « How questionable Adani deal makes electricity costlier », *The Business Standard,* Dacca, 20 août 2024.

(8) Ali Asif Shawon, « Goods, passengers allowed under Bangladesh-India railway deal », *Dhaka Tribune,* 28 juin 2024.

(9) « More than 1,000 killed in Bangladesh violence since July, health ministry chief says », Reuters, 29 août 2024.

(10) « Exclusive – Bangladesh army refused to suppress protest, sealing Hasina's fate », Reuters, 7 août 2024.

(11) Ruma Paul et Krishna N. Das, « Hindu homes, temples targeted in Bangladesh after Hasina ouster, minority group says », Reuters, 6 août 2024 ; Jacqui Wakefield, « The far-right videos distorting the truth of Bangladesh minority attacks », 18 août 2024, www.bbc.com

(12) Farhana Sultana, « Bangladesh's new democracy under threat from flood of misinformation », The Diplomat, 14 août 2024, https://thediplomat.com

(13) Lire Cédric Gouverneur, « Microcrédit, le commerce de la misère », *Le Monde diplomatique,* avril 2012.

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

« UNE DISCIPLINE INDIENNE DÉCOUVERTE

Là où le cricket

C'est un sport dont on ignore à peu près tout en France. Pourtant, le cricket figurera en 2028 au nombre des disciplines olympiques, et l'engouement qu'il suscite déplace des foules considérables. C'est notamment le cas en Inde, où il a contribué, depuis l'indépendance, à cimenter l'identité d'une nation hétéroclite et participe désormais de l'arsenal politique du nationalisme suprémaciste hindou.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL DAVID GARCIA *

En ce début de novembre 2023, l'Inde vit au rythme de la Coupe du monde de cricket. « Sa » coupe, qu'elle organise dans une dizaine de villes hôtes. Du nord au sud de ce vaste pays de plus de trois millions de kilomètres carrés, d'est en ouest et jusqu'aux contrées les plus reculées, des centaines de millions d'Indiens célèbrent leur sport favori, numéro un loin devant le football.

Au stade, pour une minorité, ou sur les chaînes de télévision spécialisées, ils suivent les exploits de l'équipe nationale, guidée par son capitaine. Adulé comme une vedette du cinéma « bollywoodien », Virat Kohli sature affiches publicitaires et programmes télévisés. Ses admirateurs ne manquent pas une occasion de se pâmer devant l'idole. À l'instar de ce 5 novembre, jour de son anniversaire, où l'Inde défait l'Afrique du Sud à Calcutta. Dans les tribunes du stade Eden Gardens, des supporteurs extatiques brandissent une banderole à sa gloire : « Virat, longue vie à la mère qui t'a donné naissance ». *« Joyeux anniversaire, roi Kohli »,* hurlent des fans en transe devant des caméras gourmandes. Gros plans sur le monarque d'un jour, multipliant autographes pour ses sujets et marques d'affection en direction des enfants, tel un politicien en campagne. Les bains de foule de Kohli passent en boucle sur les chaînes du groupe Disney Star Sports 1 et Star Sports 2, qui diffusent le Mondial.

Les parties pouvaient durer jusqu'à cinq jours

La veille à Bangalore, capitale de l'État du Karnataka, dans le sud de l'Union indienne, des files monstres se forment autour du stade Chinnaswamy, où vont bientôt s'affronter la Nouvelle-Zélande et le Pakistan. Un marchand de tuniques propose ses articles à la cantonade. Notamment des maillots néo-zélandais. *« Et des maillots du Pakistan ? »,* lui demande-t-on. *« Je ne suis pas autorisé »,* murmure le vendeur au visage adolescent, tête baissée. Une personne qui entend notre échange souhaite apporter son éclairage : *« Je ne suis ni pour la Nouvelle-Zélande ni pour le Pakistan. Mais je n'achèterais pas un maillot du Pakistan. La Nouvelle-Zélande est très aimée ici. »* Sous-entendu : le Pakistan, beaucoup moins.

© TRENT PARKE / MAGNUM PHOTOS

TRENT PARKE. – Usine de fabrication de battes et de balles de cricket, Meerut, Inde, 2020

Né en Angleterre au XVIe siècle, le cricket est un sport aristocratique par excellence. *« Il n'est pas exagéré de dire que le cricket en Angleterre a pu, mieux que d'autres formes d'interactions publiques, incarner les valeurs des classes victoriennes aisées et contribuer à les instiller aux gentlemen anglais dans leur pratique de classe »,* explique l'anthropologue Arjun Appadurai (1). Il met ainsi en scène des gentlemen vêtus d'un traditionnel pull blanc en laine en maille torsadée, assorti d'un col en V avec bordure rayée. Exporté dans tout l'Empire britannique, le cricket fut accaparé en Inde par les élites princières locales, désireuses de complaire aux autorités coloniales. C'est ce qu'Appadurai nomme le processus d'*« indigénisation du cricket »,* devenu un sport indien à part entière.

On le tient pour un jeu aux règles ésotériques hors de sa zone de rayonnement, qui correspond au périmètre historique du Commonwealth : hormis les Pays-Bas, les dix équipes qualifiées pour la Coupe du monde 2023 étaient toutes issues de l'ex-Empire britannique. Mais ce sport connaît une évolution contrastée. Consensuel et éminemment populaire en Inde, au Pakistan, au Sri Lanka et au Bangladesh, le cricket perd en revanche du terrain dans sa maison mère et dans les anciens dominions sud-africain et océaniens (Australie, Nouvelle-Zélande). *« Il est menacé, notamment en Angleterre. Moins soutenue par les pouvoirs publics, sa pratique y est de plus en plus élitiste, cantonnée aux établissements scolaires d'enseignement privé »,* note Stephen Wagg, chercheur au Centre international d'histoire et de culture du sport de Leicester.

Avec 2,5 milliards de spectateurs, la Coupe du monde de cricket est la troisième compétition sportive la plus regardée, derrière les Jeux olympiques (plus de 3 milliards) et le Mondial de football (près de 5 milliards). Inscrite aux Jeux de Los Angeles de 2028, cent vingt-huit ans après sa dernière participation, la fédération internationale de cricket (Indian Cricket Council, ICC) ambitionne d'élargir son audience. Aux États-Unis, elle aura fort à faire. Dans cette ex-colonie britannique, le base-ball, plus rapide et plus tonique, a largement supplanté son cousin et ancêtre anglais. Ailleurs, en Amérique latine, en Europe ou dans le monde postsoviétique, le cricket reste ignoré – hormis dans certaines ex-colonies antillaises comme la Jamaïque ou Trinité-et-Tobago. La France ne compte que quelque 200 licenciés…

À l'origine, les matchs de cricket pouvaient durer jusqu'à cinq jours. La tendance est à la diminution du temps de jeu afin de satisfaire les chaînes de télévision et leurs annonceurs. Désormais, les rencontres de Coupe du monde se jouent selon deux modalités : sur une seule journée (« One Day International », sept heures de jeu effectif), comme l'édition de novembre 2023 ; ou en trois heures, comme celle qui a eu lieu en juin dernier remportée par l'Inde. Ce dernier format vise à faire du cricket un sport plus spectaculaire et à rompre avec son image de discipline lente, voire ennuyeuse.

La première manche de la rencontre à laquelle nous assistons, entre la Nouvelle-Zélande et le Pakistan, durera quatre heures. Quand un lanceur pakistanais fait chuter un guichet *(lire l'encadré ci-contre),* la chanson *Dil Dil Pakistan* (« Mon cœur est le Pakistan ») retentit, sans qu'elle soit couverte par des sifflets. Un peu plus tard, un autre défenseur pakistanais intercepte une balle d'un plongeon spectaculaire. L'explosion de joie des partisans pakistanais est prolongée par l'interprétation du refrain *Pa Pakistan* (« Papa Pakistan »), qui résonne dans tout le stade. Crachés par des haut-parleurs, tubes du sous-continent indien et de pop occidentale ponctuent séquences de jeu et points décisifs. À l'applaudimètre, la Nouvelle-Zélande l'emporte haut la main et a droit à de nombreuses ovations debout. Par exemple lorsqu'un de ses lanceurs attrape au vol une balle frappée puissamment et en hauteur par un batteur pakistanais. Paré du maillot de Mark Richardson, ex-batteur vedette des Black Caps, notre voisin de tribune, un homme affable né en Inde mais résidant aux États-Unis, salue la performance en frappant dans ses mains : *« Très bonne équipe ! »*

Dominé par les tours octogonales de la Haute Cour et par la tour de l'horloge de Rajabai, réplique de Big Ben, l'Oval Maidan de Mumbai est bordé d'élégants monuments Art déco et néogothiques bâtis au temps de la colonisation britannique. En fin d'après-midi et de semaine, des joueurs de cricket amateurs accaparent ce parc qui fait face à l'université. Ici et là, des filets fixés par quatre piquets en bois forment des cages d'entraînement où s'exercent apprentis batteurs et lanceurs. Ici, un adolescent équipé de jambières de protection renvoie une balle envoyée par un défenseur aux tempes grisonnantes. À quelques mètres de là, un jeune homme rafraîchit la piste à l'intérieur d'une cage vide. Habillés en blanc, mais sans gilet « victorien », des enfants s'entraînent par groupes de six, sous l'œil de leurs éducateurs. Au centre de l'Oval Maidan, des adultes remettent coupes et médailles à d'euphoriques jeunes gens, devant un chapiteau. Sur toute sa largeur, un rouleau compresseur aplanit le sol, mélange de terre ocre et de gazon clairsemé, arrosé par des tuyaux raccordés à un camion-citerne garé à même le parc. Se disputant énergiquement un ballon rond fatigué, un quatuor de garçonnets est l'exception qui confirme l'hégémonie du cricket.

C'est ici, au sud de Mumbai, sur des *maidans* (espaces publics utilisés pour la pratique du cricket) comparables, que s'est forgée la domination de ce sport. Les premiers indigènes à le pratiquer de leur propre initiative furent les parsis (2) de Bombay – le nom de Mumbai à l'ère coloniale –, à partir du milieu du XIXe siècle. Si la première mention du cricket en Inde remonte à 1721, les Britanniques n'avaient *« aucune intention de l'enseigner aux autochtones »,* souligne l'historien Ramachandra Guha (3). Ces derniers se sont donc familiarisés avec ce sport en autodidactes. Pour résumer l'esprit de cette appropriation par la population colonisée du sous-continent, le politiste et sociologue Ashis Nandy a inventé une formule désormais célèbre chez les aficionados : *« Le cricket est un sport indien découvert accidentellement par les Britanniques. »*

« Contrairement à son grand rival, le football, le cricket jouissait [dans la première moitié du XXe siècle] *d'une audience qui puisait dans toutes les couches de la société. Les hommes qui jouaient au football de compétition appartenaient presque sans exception à la classe ouvrière. Leurs fans aussi. À l'autre extrémité du spectre, le rugby et le tennis étaient des sports ouvertement élitistes. Seul le cricket est parvenu à réunir nobles et bas-nés »,* éclaire Guha. Jusqu'à un certain point, toutefois. Longtemps, les brahmanes furent surreprésentés. De leur côté, les dalit – un cinquième de la population – peinent toujours à se faire une place. *« Quatre seulement ont joué en équipe nationale à ce jour »,* soupire le journaliste Pradeep Magazine. Encore récemment, en juin 2023, des joueurs issus de hautes castes ont tranché le doigt d'un « intouchable » au motif que son neveu avait touché leur balle de cricket (4)…

Les autorités coloniales fracturèrent à dessein la société indienne en répartissant *« les joueurs en groupes ethniques et religieux dont certains étaient antagonistes dans la vie publique en général. Ainsi le cricket devint-il un vaste champ de bataille où les joueurs et le public apprirent à se penser comme hindous, parsis et musulmans, par opposition aux Européens »,* analyse Appadurai. Diviser pour mieux régner : les Britanniques useront et abuseront de cette méthode séculaire, et pas seulement dans le champ sportif. Symbole de ces clivages, le tournoi quadrangulaire de Bombay voyait s'affronter chaque année des équipes parsies, hindoues, musulmanes et européennes. Sous le regard désapprobateur de Mohandas Karamchand Gandhi. Promoteur d'une Inde émancipée de la tutelle britannique, dans l'unité et le respect du pluralisme religieux, il s'opposa au sécessionnisme en germe à la fin de la période coloniale. Le chef de file indépendantiste condamna le tournoi en raison *« de la caution tacite apportée au séparatisme musulman, qui se concrétiserait par la création du Pakistan »,* écrit Wagg, qui cite Gandhi : *« Je n'ai jamais compris la raison d'être d'une compétition mettant aux prises hindous, parsis, musulmans et autres équipes communautaires. Antisportives, de telles divisions devraient être considérées comme taboues* (5). »

Pas de match sans soutien de l'appareil d'État

Soixante-seize ans après l'assassinat du « père de l'indépendance », le cricket jouit non seulement d'une popularité sans égale dans le pays le plus peuplé du monde (1,4 milliard d'habitants), mais il contribue aussi à unifier une nation caractérisée par sa fragmentation ethnique, culturelle et linguistique. *« Dans un pays aussi divers et multiforme, où rien n'est ou ne peut être généralisé quant à la société, la culture et les habitants, le cricket offre une forme de cohérence et d'unité rare qui galvanise et lie les habitants »,* souligne Mohit Anand (6).

« Si le cricket n'a pas toujours été lié au parti au pouvoir, cette tendance s'est renforcée à partir des années 1990, et plus encore après la création de l'Indian Premier League (IPL) en 2008 », nous explique M. Shashi Tharoor, ancien secrétaire d'État aux affaires étrangères de l'Union indienne. Conséquence de la libéralisation progressive de l'économie depuis les années 1990, la fédération perçoit des droits télévisuels en constante augmentation. Avec la naissance de l'IPL, la ligue de cricket la plus lucrative du monde, les montants explosent, proportionnellement à la montée en flèche des audiences. À tel point que cette discipline représente à elle seule 85 % des revenus générés par le sport indien. *« L'IPL est désormais la deuxième ligue sportive en matière de valorisation par match, après la National Football League* [qui réunit les équipes professionnelles de football américain]. *Avec une valeur combinée de 15,1 millions de dollars par match, elle dépasse la Premier League anglaise (11,23 millions de dollars entre 2022 et 2025) ainsi que, aux États-Unis, la Major League Baseball et la National Basketball Association (9,57 millions de dollars et 2,12 millions, respectivement, selon une estimation de 2020) »,* énumère Anand.

Depuis son accession au poste de premier ministre, le leader du Parti du peuple indien (BJP), M. Narendra Modi, conduit une politique de discriminations tous azimuts au détriment des 175 millions de musulmans de son pays (7). Lesquels représentent

* Journaliste.

(1) Arjun Appadurai, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation,* Payot, coll. « Petite Bibliothèque », Paris, 2015. Toutes les citations d'Appadurai sont tirées de cet ouvrage.

(2) Adeptes de la religion Zoroastrienne, les parsis ont émigré de Perse vers l'Inde entre le VIIIe et le Xe siècle.

(3) Ramachandra Guha, *A Corner of a Foreign Field : The Indian History of a British Sport,* Picador, Londres, 2003. Toutes les citations de Guha sont tirées de cet ouvrage.

(4) « Dalit man's finger chopped off in Gujarat after his nephew touches cricket ball », 6 juin 2023, https://scroll.in

(5) Stephen Wagg, *Cricket : A Political History of the Global Game, 1945-2017,* Routledge, Abingdon, 2018. Toutes les citations de Wagg sont tirées de cet ouvrage.

(6) Mohit Anand, « Geopolitics of cricket in India », dans Simon Chadwick, Paul Widdop et Michael M. Goldman (sous la dir. de), *The Geopolitical Economy of Sport : Power, Politics, Money, and the State,* Routledge, 2023. Toutes les citations d'Anand sont tirées de ce chapitre.

(7) Lire Christophe Jaffrelot, « Narendra Modi, une autre idée de la démocratie », *Le Monde diplomatique,* avril 2024.

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

ACCIDENTELLEMENT PAR LES BRITANNIQUES »

est plus qu'un sport

© TRENT PARKE / MAGNUM PHOTOS

TRENT PARKE. – Des jeunes s'entraînent au cricket dans le jardin public du palais de Laxmi Vilas, Vadodara, Inde, 2020

15 % de la population indienne. Le chef du gouvernement veut hindouiser le pays à marche forcée, jusqu'à envisager de substituer le safran, couleur de l'hindouisme, au bleu du maillot de l'équipe nationale.

Dans ce contexte, les faits et gestes des supporteurs de cricket musulmans sont scrutés par les autorités. Déjà en 2017, dix-neuf d'entre eux avaient été accusés de propager une « discorde communautaire ». Un délit considéré comme une forme de sédition et passible de prison à vie. Leur crime ? S'être réjouis d'une victoire du Pakistan sur l'Inde lors du Trophée des champions, une compétition organisée par la fédération internationale de cricket (8). *« Aucune loi n'interdit de soutenir le Pakistan. Mais la police n'en a cure »,* constate l'ancien président de la section indienne d'Amnesty International Aakar Patel. Aucune loi ne proscrit non plus la vente de maillots du Pakistan. Et pourtant…

Installée à Bangalore, la journaliste Sharda Ugra documente la mainmise du BJP sur le Conseil de contrôle du cricket en Inde (BCCI), par l'intermédiaire de son jeune secrétaire général, un dénommé Jay Shah, fils du ministre de l'intérieur, M. Amit Shah (9). Numéro deux du régime, proche du premier ministre, ce dernier a présidé le BJP de 2014 à 2020. Les deux hommes dirigèrent la fédération de cricket du Gujarat à l'époque où M. Modi était ministre en chef de cet État de l'Ouest, limitrophe du Pakistan. Comme s'il fallait renforcer encore un peu plus cette tutelle, le trésorier du BCCI, M. Ashish Shelar, élu en 2022, assume également la présidence du BJP de Mumbai. Siège de la fédération nationale, la ville est la capitale historique du cricket indien. En toute transparence, l'homme remercia le premier ministre et le ministre de l'intérieur après son élection à son poste prestigieux au sein du BCCI (10). *« Le soutien de l'appareil d'État est indispensable. Sans lui, l'obstacle de la bureaucratie rendrait quasi impossible l'organisation des matchs »,* concède devant nous Saba Karim, ancien joueur de haut niveau et ex-directeur général du BCCI.

Mais le cricket peut aussi constituer un canal de discussions privilégié entre frères ennemis. Dans les années 1960 et 1970, Islamabad et New Delhi rompent leurs relations diplomatiques et entrent en guerre par deux fois. En 1978, après deux décennies de conflit quasi ininterrompu, une série de rencontres sportives facilite la reprise du dialogue. La « diplomatie du cricket » vient de naître. *« À chaque fois que l'Inde et le Pakistan ont traversé une période de tensions dans leurs relations bilatérales, le cricket est venu à la rescousse »,* analyse l'historien et journaliste Boria Majumdar (11). En 1987, alors que les deux pays se préparent à une nouvelle guerre sur la ligne de front cachemirie, Muhammad Zia ul-Haq, président de la République du Pakistan, désamorce la crise en s'invitant à une rencontre à Jaipur, dans l'État indien du Rajasthan (12).

Un espace de mise en scène de la politique de puissance

Loin de susciter un large consensus, cette diplomatie hystérise la fraction la plus xénophobe de l'opinion indienne. Au début de 1999, la sélection pakistanaise entreprend sa première tournée en Inde depuis douze ans, à l'invitation du BCCI. *« Soumise à l'approbation du gouvernement, cette initiative relevait de la diplomatie du cricket »,* souligne le politiste Avipsu Halder (13). C'est bien ce qui provoque la fureur du Shiv Sena, parti ultranationaliste de l'État du Maharashtra – dont la capitale est Mumbai –, opposé par principe à tout dialogue et échange, fût-il sportif, avec le Pakistan, qu'il accuse de soutenir les séparatistes cachemiris. Décidés à entraver le déroulement de la tournée, des militants de cette formation retournent la piste du stade Feroz Shah Kotla à New Delhi et caillassent des locaux diplomatiques pakistanais ! Le match prévu dans la capitale fédérale est transféré à Chennai (Madras) et la série de rencontres initialement programmées, réduite de trois à deux. À la rescousse de la paix, le cricket a donc déjà précipité la violence… Mais pas toujours.

Le 1er octobre 2001, une attaque meurtrière cible l'Assemblée régionale du Jammu-et-Cachemire à Srinagar, imputée à des islamistes cachemiris par les autorités indiennes. L'Inde et le Pakistan frôlent la déflagration nucléaire, évitée grâce aux efforts diplomatiques des deux bords. Dans ce climat de tension extrême, la proposition du BCCI, favorable à une tournée de la sélection indienne au Pakistan en 2004, tombe à pic (14). En l'acceptant, le premier ministre indien, Atal Bihari Vajpayee, joue la carte du cricket pour consolider l'apaisement. Signe de bonne volonté, le gouvernement pakistanais accorde des visas à des milliers de supporteurs indiens.

Réciproquement, l'année suivante, les deux têtes des exécutifs indien et pakistanais assistent à un match à New Delhi. La visite se mue en rencontre bilatérale et les dirigeants évoquent des discussions *« chaleureuses ».* Las, le 26 novembre 2008, Mumbai est la cible d'attentats sanglants. Les commandos islamistes ne choisissent pas cette date au hasard. Soir de match entre l'Inde et l'Angleterre, le pays tout entier a les yeux rivés sur les écrans de télévision, forces de police incluses… Comme après chaque attentat, c'est l'éternel retour des tensions entre les deux nations : l'Inde rejette la responsabilité des tueries sur le Pakistan, qui nie en bloc. Avant qu'une fois de plus le cricket ne matérialise une ébauche de coexistence pacifique.

Mais le triomphe du BJP a *« tué la diplomatie du cricket »,* assène Sharda Ugra. Désormais, le sport roi du sous-continent indien *« est devenu un "projet" de nationalisme agressif et un espace de mise en scène de la politique de puissance »,* complète Avipsu Halder. Propriété de la fédération internationale, la Coupe du monde de cricket et son déroulé s'imposent aux États. Le régime de M. Modi ne peut donc empêcher la tenue de ces classiques-là. Mais il met son veto aux matchs amicaux indo-pakistanais, dont l'organisation relève de sa souveraineté, par le biais du BCCI. La dernière Coupe d'Asie devait avoir lieu au Pakistan, mais, devant le refus de l'Inde, le Sri Lanka a pris le relais. Organisatrice de la compétition, la fédération asiatique de cricket (Asian Cricket Council, ACC) est présidée par… M. Jay Shah, le patron du BCCI. Croyant pouvoir faire fi de cette atmosphère inflammable, le président de la fédération pakistanaise invita un ami indien à assister en sa compagnie à un Inde-Pakistan de la Coupe d'Asie à Colombo, la capitale sri-lankaise, en septembre 2023. L'ami en question n'était autre que M. Arun Singh Dhumal. Président de l'Indian Premier League, ex-trésorier du BCCI, il s'agissait du frère du ministre des sports indien : *« Quinze minutes après le début de la rencontre, ordre lui fut donné par New Delhi de partir »,* confie Sharda Ugra.

M. Dhumal est bien placé pour connaître la force de frappe politico-diplomatique de l'IPL et du BCCI, assis sur un trésor de guerre substantiel. Environ 715 millions de téléspectateurs ont visionné des programmes de cricket à la télévision en 2018, soit 93 % des 766 millions de téléspectateurs d'événements sportifs du pays. *« Cette audience télévisée – plus que la population combinée de tous les autres membres à part entière du Conseil international du cricket (ICC) et deux fois la population des États-Unis – est la force motrice de la solidité financière du BCCI »,* remarque Sharda Ugra. Ce qui en fait la fédération nationale la plus prospère et la plus influente du monde, *« plus riche que l'ICC. Les estimations suggèrent que 70 % des revenus mondiaux du cricket proviennent du marché indien »,* pointe Mohit Anand. À compter du 1er décembre prochain, M. Jay Shah prendra la présidence de l'ICC. De quoi renforcer encore davantage l'hégémonie indienne sur le cricket mondial ?

Fort de ces moyens colossaux, le BCCI entend imposer sa loi. Quand son homologue pakistanais projette en 2021 de créer une ligue professionnelle dans l'Azad Cachemire, il demande à la fédération internationale de ne pas en reconnaître l'existence. Sa requête ayant été rejetée, le BCCI menace certains joueurs tentés par l'aventure cachemirie de leur interdire toute participation ultérieure à l'IPL. Journaliste influent, Vijay Lokapally justifie la démarche avec la force de l'évidence. *« Ce championnat se déroule dans une zone de conflit. L'Inde dit : "Le Pakistan occupe ce territoire, c'est notre terre." L'Indian Premier League doit protéger son image, c'est pourquoi elle interdit à ses joueurs d'évoluer dans une autre ligue, cachemirie ou autre. C'est la contrepartie d'avantages uniques au monde, comme le droit à une retraite »,* argumente ce biographe de Virat Kohli, en référence à un dispositif rare pour les sportifs.

Une note d'espérance entre deux séquences géopolitiques

À Islamabad, l'avertissement est pris au sérieux. Auditionné devant le Sénat de son pays, le président de la fédération pakistanaise, M. Ramiz Raja, pointe alors la dépendance financière mondiale du cricket et celle de son pays par rapport à l'Inde : *« La moitié de nos subsides proviennent de l'ICC. Si demain le premier ministre indien décide de ne permettre aucun financement du Pakistan, la fédération pakistanaise peut s'effondrer* (15). »

Bras armé géopolitique de l'État indien, le BCCI cible également la Chine, solide allié d'Islamabad, dans un autre conflit frontalier, vieux de plus de soixante ans. Pékin occupe l'Aksai Chin, dans la région occidentale du Ladakh (détachée du Jammu-et-Cachemire en 2019), où un incident entre les armées des deux pays provoqua la mort de vingt soldats indiens en 2020. Porte-parole zélé de son gouvernement, le BCCI appela à suspendre le contrat avec le fabricant chinois de téléphones portables Vivo, principal parrain de l'IPL. Celle-ci s'exécuta et le remplaça par le conglomérat 100 % indien Tata. Une décision sans effet diplomatique. Preuve que l'abandon de la diplomatie du cricket au profit de la politique du gros bâton ne produit aucun résultat tangible. Malgré l'hyperpuissance financière des instances sportives indiennes, le Pakistan refuse toujours de céder un pouce de l'Azad Cachemire. Tandis que la Chine continue de grignoter le territoire de son voisin.

Entre deux séquences géopolitiques plus ou moins déprimantes, un match de cricket peut offrir une note d'espérance. Comme le 7 novembre dernier à Mumbai, où l'Australie et l'Afghanistan s'affrontent au stade Wankhede. Chaque fois qu'un batteur envoie la balle au-delà des limites, des jets de vapeur d'eau surgissent aux quatre coins du terrain. Sous un soleil de fête, les supporteurs des deux équipes mêlent alors leurs applaudissements chaleureux. La présence de l'Afghanistan à ce niveau sportif est en soi un miracle. Ressortissants d'un pays ruiné par le messianisme américain et l'obscurantisme taliban, les Afghans ont appris le cricket dans les camps de réfugiés au Pakistan. Grâce à ces joueurs, les médias parlent enfin positivement de cette nation martyre. *« Ils sont courageux et jouent très bien »,* salue Sharda Ugra avec un sourire radieux.

DAVID GARCIA.

Mode d'emploi

Le cricket se joue à deux équipes de onze joueurs, qui passent à tour de rôle en attaque (les batteurs), puis en défense (les lanceurs). À chaque série de lancers, un défenseur tente de faire tomber l'un des guichets plantés dans le sol et placés aux deux extrémités de la piste, une zone rectangulaire au centre du terrain recouverte d'herbe rase. Ces ensembles de trois piquets en bois reliés par deux taquets sont gardés par un batteur, coiffé d'un casque de protection. Après avoir frappé la balle envoyée par le lanceur, en l'expédiant si possible en dehors des limites du terrain, le gardien du guichet et son partenaire courent sur la piste pour échanger leurs positions en effectuant un maximum d'allers et retours entre les guichets. Chaque aller et retour rapporte un point (« run »), tandis que les balles expédiées directement hors des limites en valent six, ou quatre si elles ont roulé avant de sortir. Un batteur est éliminé lorsque le guichet est renversé ou qu'un défenseur attrape la balle à la volée. Quand l'équipe en défense élimine dix batteurs, ou que les séries de lancers (« overs ») sont terminées (cinquante séries de six balles en Coupe du monde), elle passe en attaque, et inversement. L'équipe ayant marqué le plus de « runs » remporte la partie.

D. G.

(8) « Amnesty International : Fans arrested in India for cheering Pakistan win "must be freed" », *The Guardian,* Londres, 21 juin 2017.

(9) Sharda Ugra, « Shah's playground : BJP's control of cricket in India », The Caravan, 31 août 2023. Les citations d'Ugra sont tirées de cet article ou d'un entretien de l'auteur avec elle.

(10) « Ashish Shelar thanks Modi, Shah after being elected as BCCI treasurer », *The Times of India,* Mumbai, 18 octobre 2022.

(11) « La diplomatie du cricket œuvre à nouveau entre l'Inde et le Pakistan », *Le Monde,* 28 mars 2011.

(12) Jean-François Fournel, « Inde et Pakistan réunis autour d'un terrain de cricket », *La Croix,* Montrouge, 24 juillet 2015.

(13) Avipsu Halder, « Capitalism and the ethics of sport governance : A history of the Board of control for cricket in India », *Sport in Society,* vol. 24, n° 8, Taylor & Francis, Abingdon, 2021. Toutes les citations de Halder sont tirées de cet article.

(14) Pradeep Magazine, *Not Just Cricket : A Reporter's Journey Through Modern India,* HarperCollins Publishers India, Noida, 2021.

(15) Cité dans Mohit Anand, « Geopolitics of cricket in India », *op. cit.*

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

L'histoire face

WWW.NOUSTRAVAILLONSENSEMBLE.FR

NOUS TRAVAILLONS ENSEMBLE. – « Nord Sud », 1991

(Suite de la première page.)

Depuis, chaque célébration est devenue l'occasion de passer un message, à travers la liste des invités, l'ordre et la teneur des discours, le déroulé des parades militaires… Le 6 juin dernier, pour le quatre-vingtième anniversaire, pas moins de vingt-cinq chefs d'État ou de gouvernement et têtes couronnées foulaient les plages de Normandie. Le camp atlantiste est alors au grand complet. Pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, aucun représentant russe n'est convié, pas même un conseiller d'ambassade. *« La Russie n'est pas invitée car les conditions ne sont pas réunies, compte tenu de la guerre d'agression qu'elle mène contre l'Ukraine »,* justifie l'Élysée. Le président ukrainien, lui, est bien présent, longuement ovationné par les quatre mille spectateurs triés sur le volet. Tandis que M. Joseph Biden se prévaut du sacrifice des soldats américains – *« la liberté en vaut la peine, la démocratie en vaut la peine, l'Amérique en vaut la peine, le monde en vaut la peine »* –, M. Volodymyr Zelensky se lance dans une de ces comparaisons historiques dont il a le secret (2), en expliquant *« combien le débarquement résonne avec la juste lutte que la nation ukrainienne mène aujourd'hui ».* Ainsi la Russie, qui brisa la machine hitlérienne à Stalingrad, est-elle subrepticement rangée aux côtés du régime nazi.

Que des commémorations offrent un miroir déformé du passé, seul un naïf pourrait s'en étonner. Celles-ci servent avant tout à mettre en scène un récit qui correspond aux intérêts de ceux qui les organisent. Mais la réécriture de l'histoire de la seconde guerre mondiale est bien plus vaste. Elle touche aussi les médias, les manuels scolaires, les musées et, dans certains pays, les politiques publiques.

La Russie a, depuis longtemps, pris l'habitude de voir son rôle minimisé au profit de la contribution américaine. Elle est désormais jugée coresponsable du désastre, sur un pied d'égalité avec l'Allemagne. Ce discours a d'abord émergé en Europe centrale et orientale, et dans les États baltes, à la faveur du renouveau des mouvements nationalistes de la fin des années 2000. Dans ces pays occupés par les nazis, dont ils furent débarrassés par les Soviétiques et qui restèrent après-guerre dans le giron de Moscou, l'idée s'est imposée d'une « double occupation », d'abord par l'Allemagne, puis par l'URSS : les « deux totalitarismes ». Pour ancrer ce récit, il a fallu effacer bien des traces du passé, et notamment celles qui signalaient la victoire de l'Armée rouge ou la collaboration avec l'occupant allemand.

Dès 2007, l'Estonie décidait ainsi de détruire une statue érigée au centre de Tallinn en 1947 en l'honneur des soldats soviétiques morts au combat : on avait fait d'elle le symbole de l'« occupation soviétique ». La minorité russe protesta, la controverse dégénéra en émeutes et le gouvernement décida de se contenter de la déplacer. Ce type d'opérations est devenu monnaie courante. Depuis quinze ans, on en effectue des centaines, en Bulgarie, en Hongrie, en Lettonie, en Pologne, en Roumanie ou en Ukraine. En 2017, le gouvernement polonais donnait ainsi douze mois aux autorités locales pour retirer tous les monuments publics *« rendant hommage à des personnes, des organisations, des événements ou des dates symbolisant le communisme ou d'autres régimes totalitaires ».* L'année suivante, il faisait passer une loi pour sanctionner *« l'imputation mensongère de crimes contre l'humanité à la nation ou à l'État polonais ».* Interdiction de parler de la collaboration avec le nazisme : l'« Institut de la mémoire nationale » veille. En Ukraine, c'est un livre de l'historien Antony Beevor sur la bataille de Stalingrad qui fut interdit en 2018. Sa faute ? Quelques paragraphes évoquant des nationalistes ukrainiens qui, enrôlés dans l'armée nazie, avaient exécuté quatre-vingt-dix enfants juifs en 1941.

L'idée d'une coresponsabilité de Moscou et de Berlin a progressivement gagné l'ouest du continent, où elle était jusqu'alors surtout cantonnée aux cercles néoconservateurs. Elle est même devenue une doxa officielle du Parlement européen quand, le 19 septembre 2019, sur initiative des pays de l'Est, les députés ont voté une résolution sur « l'importance de la préservation de la mémoire historique pour l'avenir de l'Europe ». Ce texte établit que la guerre fut *« la conséquence immédiate du tristement célèbre pacte germano-soviétique de non-agression ».* Il recommande de déclarer le 25 mai (date de l'exécution de Witold Pilecki, un héros d'Auschwitz) « Journée mondiale des héros de la lutte contre le totalitarisme », ce qui associe implicitement l'URSS avec le génocide des Juifs.

Imaginons que le Mexique signe un accord militaire avec la Chine…

Il est en soi contestable que des élus écrivent et figent l'histoire. En 1990, des historiens de renom, comme Madeleine Rebérioux et Pierre Vidal-Naquet, s'opposaient déjà à la loi Gayssot, adoptée dans l'émotion deux mois après la profanation d'un cimetière juif à Carpentras, qui interdit la négation de la Shoah. *« Expliquer le crime, lui donner sa dimension historique, comparer le génocide nazi à d'autres crimes contre l'humanité. C'est ainsi – et non par la répression – que l'on forme des esprits libres* (3) *»,* estimait alors la première. Au moins, le sujet faisait consensus parmi les chercheurs. Tout comme les lois mémorielles suivantes sur le génocide arménien de 1915 et sur l'esclavage : aucun historien sérieux ne niait le caractère génocidaire du premier, ni que le second correspondait à un crime contre l'humanité. À présent, les législateurs interviennent sur des sujets toujours débattus par les historiens, dont ils ne connaissent rien, dans un but uniquement politique. C'est ainsi que, sur demande de Kiev, le 28 mars 2023, quelques semaines après leurs homologues européens, les députés hexagonaux ont reconnu, à une écrasante majorité, le caractère génocidaire de la « grande famine » ukrainienne de 1933. Un qualificatif qui fait l'objet d'âpres discussions parmi les spécialistes. Mais, comme l'a déclaré un parlementaire partisan du texte (4), *« même si je comprends qu'il puisse y avoir débat sur le caractère génocidaire de l'Holodomor, au bout d'un moment, il faut faire de la politique ! ».*

Avec leur résolution de 2019, les élus européens ne se contentent pas de prendre parti dans une controverse. Ils révisent l'histoire, en supprimant tous les éléments susceptibles d'entraver leur nouveau récit. Car il faut une mauvaise foi évidente pour rendre Moscou coupable de la seconde guerre mondiale, tout en occultant les responsabilités françaises ou britanniques. Lorsque l'Union soviétique signa son pacte avec l'Allemagne, le 23 août 1939, le Royaume-Uni et la Pologne s'étaient employés à torpiller toute possibilité d'un accord de sécurité collective incluant l'URSS. Les élites britanniques soutenaient alors une politique d'« apaisement », pour ne pas dire de compromission, avec les nazis, qu'elles jugeaient bien plus respectables que les communistes. Cette complaisance de la classe politique, des financiers de la City, de l'aristocratie et de la presse est un élément déterminant pour comprendre la marche vers la guerre. Elle est pourtant ignorée des discours publics, absente des manuels scolaires et des programmes télévisés.

Face à cette offensive idéologique, M. Vladimir Poutine a beau jeu de dénoncer le *« révisionnisme »* antirusse. *« Le révisionnisme historique, dont on observe les manifestations en Occident, surtout concernant la seconde guerre mondiale et ses conséquences, est dangereux parce qu'il déforme de manière grossière la compréhension des principes de développement pacifique définis lors des conférences de Yalta et de San Francisco en 1945 »,* accuse-t-il en juin 2020, dans un long article sur « Les vraies leçons du soixante-quinzième anniversaire de la seconde guerre mondiale », publié par la revue conservatrice américaine *The National Interest.* Pour démonter les manipulations occidentales, le président s'est mué en professeur d'histoire. Lors de discours-fleuve, il pointe la responsabilité occidentale dans le déclenchement du conflit, il pourfend la *« trahison de Munich »,* il dénonce la collusion de la Pologne avec l'Allemagne nazie, il célèbre l'héroïsme des soldats soviétiques. Et, comme ses adversaires, il déforme le passé pour servir ses intérêts, en interdisant d'évoquer les liens entre l'URSS et l'Allemagne, en récrivant les programmes et les manuels scolaires, notamment pour justifier la « dénazification » de l'Ukraine, et nier sa légitimité historique.

C'est en effet l'une des obsessions du président russe. Archives à la main, M. Poutine s'emploie depuis des années à contester tout passé propre à sa voisine. En mai 2023, il apparaissait sur les écrans en train de scruter une carte du XVIIe siècle avant d'en conclure : *« Le gouvernement soviétique a créé l'Ukraine soviétique. C'est bien connu de tous. Jusqu'alors, il n'y a jamais eu d'Ukraine dans l'histoire de l'humanité. »* Deux ans plus tôt, en juillet 2021, il publiait un texte de quinze pages pour démontrer « L'unité historique entre la Russie et l'Ukraine », en remon-

© HERMAN BRAUN-VEGA - ADAGP, PARIS 2024

HERMAN BRAUN-VEGA. – « Bonjour Monsieur de La Tour (Les tricheurs) », 1981

(2) Lire « L'histoire comme arme de guerre », *Le Monde diplomatique,* avril 2024.

(3) Madeleine Rebérioux, « Le génocide, le juge et l'historien », *L'Histoire,* Paris, novembre 1990.

(4) M. Aurélien Taché, alors député Europe Écologie - Les Verts, après avoir porté l'étiquette En marche. Il est désormais élu de La France insoumise. Cité par Mediapart, 31 mars 2023.

WWW.SIGNSOFCONFLICT.COM

Affiche conjointe du Front populaire de libération de la Palestine et du Front démocratique pour la libération de la Palestine, « Deuxième anniversaire de Sabra et Chatila. Les massacres n'arrêteront pas la lutte des Palestiniens », 1984

Rencontres autour du « Manuel d'autodéfense intellectuelle »

STRASBOURG. Le 3 octobre, à 18 h 30, salle Léon XIII du Foyer de l'étudiant catholique (FEC), avec Pierre Rimbert. *(gabriel.aussibal@hotmail.fr)*

POITIERS. Le 9 octobre, à 20 heures, au Toit du monde, avec Pierre Rimbert. *(dominique.leblanc@wanadoo.fr)*

ROME. Le 11 octobre, à 19 heures, à la librairie Stendhal, avec Dominique Pinsolle. *(contact@amisdiplo11.org)*

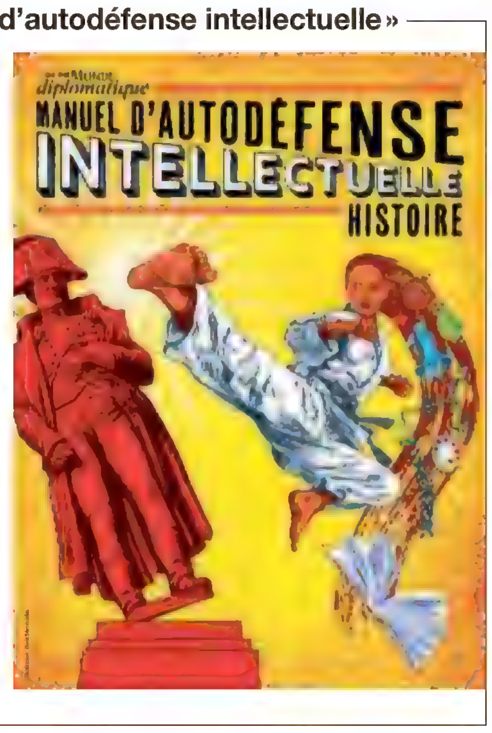
BLOIS. Du 11 au 13 octobre, « Rendez-vous de l'histoire de Blois » : un stand sera animé par Philippe Arnaud.

PARIS. Le 15 octobre, à 19 heures, au Lieu-Dit, avec Benoît Bréville. *(amis.diplo.75@gmail.com)*

NANTES. Le 17 octobre, à 19 heures, salle Jules-Vallès, avec Pierre Rimbert. *(claudie.desfosses@orange.fr)*

CONQUES-SUR-ORBIEL. Le 23 octobre, à 18 heures, à la médiathèque, avec Dominique Pinsolle. *(contact@amisdiplo11.org)*

En vente chez votre marchand de journaux, en librairies ou sur notre site
www.monde-diplomatique.fr/histoire



bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

AUX CONFLITS DU PROCHE-ORIENT

aux manipulateurs

tant jusqu'au royaume de la Rous, fondé à Kiev au IXe siècle. « *Dans la plaine de Koulikovo, le grand-prince Dimitri de Moscou a combattu aux côtés du voïvode Bobrok de Volynie et des fils du grand-duc de Lituanie Olgierd, André de Polotsk et Dmitri de Briansk. En même temps, le grand-duc de Lituanie Jagellon, fils d'une princesse Tver, menait ses troupes en aide au Mamaï. Ce sont là les pages de notre histoire commune* », écrit-il par exemple. Ce à quoi M. Zelensky lui avait répondu, lors d'un long discours le 23 août 2021 : « *Notre hryvnia* [la monnaie ukrainienne] *a plus de mille ans. Elle existait à l'époque de Volodymyr le Grand. Notre trident* [sur le blason du pays] *a été approuvé par la Constitution ukrainienne il y a vingt-cinq ans. Ce même trident était déjà représenté sur les briques de l'église de la Dîme il y a mille vingt-cinq ans.* »

Ces élucubrations croisées prêteraient à sourire si la guerre des mémoires n'avait pas dégénéré en un conflit sanglant. Et si d'autres pays ne faisaient pas ce même usage, aussi farfelu que meurtrier, du passé. À l'image d'Israël, dont les dirigeants n'hésitent pas à se référer au royaume de Juda, établi par des Israélites à l'âge du fer, ou à brandir des découvertes archéologiques supposées démontrer une continuité de la présence juive dans la région. Des pièces de monnaie, des tombeaux, des stèles vieilles de plusieurs millénaires, mais qui servent aujourd'hui à justifier une colonisation et une oppression là encore bien réelles.

Manipulée pour alimenter ces conflits, l'histoire devrait servir à les comprendre, à en saisir les racines, les enjeux. Mais l'instantanéité convient mieux au récit que les commentateurs souhaitent délivrer au public. Pour eux, l'affaire est donc entendue : la guerre en Ukraine a commencé le 24 février 2022 et celle de Gaza le 7 octobre 2023 ; dans un cas, la Russie a agressé l'Ukraine et dans l'autre, le Hamas a attaqué Israël. Or les victimes ont bien le droit de se défendre, et l'Occident de les y aider. CQFD.

Cela n'est pas faux. Mais un pas de recul offre un tout autre paysage. La guerre en Ukraine ne peut être comprise sans rappeler qu'au moment de la chute de l'URSS, tandis que la Russie était à genoux et ne constituait plus une menace, les États-Unis ont choisi de conserver l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Puis d'y intégrer un nombre croissant de pays jadis membres du pacte de Varsovie, ainsi que d'anciennes républiques soviétiques, avec pour projet d'intégrer la Géorgie et l'Ukraine. Une alliance antirusse, un déploiement militaire et stratégique considérable aux portes de la Russie. Imaginons, ironisait Noam Chomsky (5), que le Mexique signe une alliance militaire avec la Chine, puis l'autorise à y stationner des troupes et des armes, juste derrière la frontière américaine, malgré les avertissements de Washington… Et, si les États-Unis réagissaient en envahissant le territoire mexicain, qui imagine que l'Union européenne, soucieuse de faire respecter le droit international, livrerait des dizaines de milliards de dollars au pays agressé ?

Une méthode pour briser la gangue des idées reçues

Le massacre perpétré par le Hamas s'inscrit lui aussi dans une histoire. Celle des six opérations punitives israéliennes organisées contre Gaza en dix-huit ans ; celle d'un blocus terrestre et maritime parmi les plus sévères de la planète ; celle d'une occupation illégale des territoires palestiniens, maintes fois dénoncée par les Nations unies depuis 1967. Plutôt que cette mise en perspective, les médias privilégient une chronologie immédiate qui leur permet d'omettre les vexations ordinaires infligées aux Palestiniens, les contrôles permanents, l'occupation militaire, le mur de séparation, le dynamitage de leurs maisons, la colonisation de leurs terres. L'attaque du 7 octobre devient ainsi dépourvue de raison, si ce n'est ethnique ou religieuse. Une tuerie de Juifs, un « pogrom », et même « le plus grand pogrom depuis la Shoah », comme auront tôt fait de le dire journalistes et

© GUY LE QUERREC/MAGNUM PHOTOS

GUY LE QUERREC. – Mur de Berlin, 30 décembre 1989

dirigeants politiques, plaçant ainsi l'événement dans la longue histoire de la persécution des Juifs – ce qui autorisera à taxer d'antisémitisme toute personne qui chercherait à expliquer l'assaut du Hamas *(lire l'article de Serge Halimi et de Pierre Rimbert pages 1 et 21)* (6).

Ainsi l'histoire est-elle manipulée à foison. Elle justifie des guerres, disqualifie des adversaires, soude des identités collectives. Chacun peut l'occulter, la récrire, la distordre, y piocher une analogie, une référence dès lors qu'elles confortent une démonstration. Dans cette bataille pour façonner le débat public autour d'un récit ajusté à leurs intérêts, ceux qui détiennent les grands moyens de communication disposent d'une arme redoutable. Parce que leur principal pouvoir consiste à cadrer l'espace et à définir le périmètre du débat, les médias s'emploient à maintenir « hors cadre » les pages susceptibles de ternir l'image des démocraties libérales. Qui se souvient, en Occident, de la réticence des États-Unis à engager la bataille contre le nazisme ? De la responsabilité de Winston Churchill dans la famine de 1943 au Bengale (trois millions de morts) ? Du massacre de centaines de milliers de communistes en Indonésie, avec l'aval de Paris et Washington ? Du soutien appuyé des milieux libéraux à la dictature d'Augusto Pinochet ?

Face au rouleau compresseur des médias et de l'édition, la clepsydre de Clio, muse de l'Histoire, et les mots doux de Mnémosyne, déesse de la Mémoire, ne suffisent pas. Contrer la pensée dominante requiert toujours un double travail. Car, avant même d'exposer une vision méconnue du passé, il faut extirper les idées reçues qui obstruent notre clairvoyance. Les contestataires nagent ainsi à contre-courant contre « *les notions implicites, jamais examinées mais communément admises, qui sont acceptées par autoconfirmation, en raison de leur conformité à ce qui est déjà accepté comme vrai. Cette familiarité établie, cette unanimité des préjugés sont souvent considérées comme l'"objectivité",* observait l'historien américain Michael Parenti. *C'est pour cela que les dissidents doivent constamment se défendre et étayer minutieusement toutes leurs démonstrations* (7) ». Fournir une méthode et des outils permettant à chacun de briser la gangue des idées reçues et de s'orienter dans le maquis des récits, telle est l'ambition du *Manuel d'autodéfense intellectuelle* publié en septembre par *Le Monde diplomatique*. Clio elle-même en aurait commandé plusieurs dizaines d'exemplaires pour approvisionner les kiosques de l'Olympe.

BENOÎT BRÉVILLE.

(5) Entretien entre Noam Chomsky et Jeremy Scahill, The Intercept, 14 avril 2022.

(6) *Cf.* Enzo Traverso, *Gaza devant l'histoire,* Lux, Montréal, 2024.

(7) Michael Parenti, *History as Mystery,* City Lights Books, San Francisco, 1999.

© MOHAMED LEKLETI - ADAGP, PARIS 2024

MOHAMED LEKLETI. – « Lignes de démarcation », 2018

Le Monde diplomatique
MANUEL D'AUTODÉFENSE INTELLECTUELLE
HISTOIRE

Quelques exemples d'idées reçues passées au crible

- « L'Occident défend les droits humains »
- « Antisionisme = antisémitisme »
- « Faire l'Europe, c'est faire la paix »
- « L'extrême droite, rempart contre le terrorisme »
- « Les sanctions, ça marche »

Et des démontages de textes, d'images, de cartes…

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

UNE STRATÉGIE ISRAÉLIENNE DE DÉPOSSESSION CULTURELLE

Pillage du patrimoine palestinien

Plats traditionnels, broderie, archéologie… La bataille culturelle occupe une place de choix dans le sionisme politique. Outil essentiel d'Israël pour démontrer son droit exclusif sur la terre, elle participe à la création d'un récit national, qu'importe sa véracité historique. Au-delà de la dimension territoriale, c'est pour la survie de leur identité que se battent les Palestiniens.

PAR OLIVIER PIRONET *

© JACK PERSEKIAN, COURTESY ZAWYEH GALLERY, DUBAÏ

JACK PERSEKIAN. – « Surrender » (Capitulation), 2019

Lors d'un vol de la compagnie britannique Virgin Atlantic, fin 2017, le nom d'une entrée inscrite au menu de la nouvelle carte des repas servis à bord suscita la polémique. La « salade de couscous palestinien », en référence au *maftoul,* un couscous traditionnel du Proche-Orient très populaire dans la région, selon un bref résumé, se voulait *« inspirée des saveurs de Palestine »*. Mais un passager mécontent publia sur les réseaux sociaux un cliché de la page des hors-d'œuvre en accusant la compagnie aérienne et son personnel d'être des *« sympathisants de terroristes »*. L'image, relayée par des organisations pro-israéliennes, se répandit sur la Toile, provoquant la colère de nombreux internautes. Certains affirmèrent même qu'il s'agissait en fait d'une salade « juive » ou « israélienne ». Face aux pressions, la compagnie s'excusa officiellement pour l'*« offense faite à [ses] clients »,* puis supprima les mots « palestinien » et « Palestine » du nom et du descriptif de l'entrée sur ses cartes (1).

La compagnie émiratie Flydubai, qui a ouvert une ligne aérienne entre les Émirats arabes unis et Israël après l'accord de normalisation signé par les deux pays en 2020, a pris soin, pour sa part, de ne pas commettre la même « offense » : son petit « Guide du tourisme en Israël », disponible sur son site Internet (2), vante notamment *« les délices et le goût authentique »* du houmous (une purée de pois chiches), du falafel (boulette de pois chiches et de fèves) ou de la *msabaha* (une variante du houmous), caractéristiques selon lui de la gastronomie israélienne alors que ce sont des mets typiques du terroir palestinien et du Levant (3). Mais, contrairement à Virgin Atlantic, Flydubai n'a fait aucun cas des critiques que lui ont adressées des Palestiniens et d'autres citoyens de pays arabes.

Tout sauf anecdotiques, ces deux exemples illustrent la bataille culturelle et idéologique que mènent les Israéliens contre les Palestiniens depuis des décennies pour consolider leur domination sur le terrain symbolique. Elle constitue l'un des aspects majeurs du conflit israélo-palestinien, parallèlement à sa dimension territoriale et coloniale.

Cette bataille hégémonique pour la légitimité historique en Terre sainte fut promue par le mouvement sioniste aux dépens des « autochtones » de Palestine dès la fin du XIXe siècle, puis poursuivie par Israël après sa création en mai 1948. L'une des idées-forces du sionisme politique, théorisé notamment par Nathan Birnbaum (1864-1937) et Theodor Herzl (1860-1904) en vue de bâtir un État juif, s'appuie sur le postulat que tous les Juifs modernes descendraient des Hébreux. À ce titre, ils posséderaient un droit d'antériorité sur le sol de la Palestine (renommée « terre d'Israël »), après que les Juifs de l'Antiquité en eurent été chassés en masse par les Romains au début de notre ère. Selon ce récit, la contrée se retrouva vidée de ses habitants emblématiques, présents depuis près de deux millénaires, qui se dispersèrent aux quatre coins du monde. Elle fut plus tard envahie par les Arabes mais négligée pendant des siècles par ces « étrangers », qui la laissèrent pour l'essentiel en friche.

Le mythe de l'exil forcé d'un peuple doté d'une religion, d'une culture et d'un berceau communs, composant une nation unique malgré son éparpillement, sert à l'époque à justifier le projet colonial sioniste en invoquant le « retour » des Juifs dans leur « foyer natal ». Leur État doit être créé en Palestine, soutiendront les dirigeants du mouvement sioniste comme David Ben Gourion (1886-1973), au nom de l'exclusivité, ancrée dans la Bible, dont les Juifs bénéficieraient sur la « Terre promise ». Quant à la population arabe palestinienne (4), ils estiment, comme le raconte l'historien Shlomo Sand, qu'elle ne représente qu'*« un ensemble de sous-locataires, ou bien de résidents temporaires sur un sol qui ne leur appartient pas* (5) » – par conséquent une population qu'ils sont en droit de remplacer et d'expulser. Bien que les fictions fondatrices bâties par le sionisme aient été déconstruites par des historiens et des archéologues, notamment israéliens (6), elles font partie du socle idéologique de l'État d'Israël et du récit national.

Cette guerre culturelle contre les Palestiniens recouvre une diversité de domaines : l'histoire, les traditions, l'art, mais aussi l'héritage matériel et immatériel, l'habitat, l'environnement, etc. Autrement dit, tout ce qui constitue la mémoire collective et l'identité d'un peuple.

Projet sioniste de « désarabisation »

La dimension politique de l'archéologie dans la région permet de mieux comprendre pourquoi le patrimoine de Palestine demeure dans le viseur de Tel-Aviv. En juin 1967, par exemple, lors de la conquête de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de Gaza par ses troupes durant la guerre israélo-arabe, Israël, qui avait pourtant ratifié en 1957 la convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954), s'empare du musée archéologique national, installé dans la Ville sainte. L'établissement palestinien, où sont conservés les célèbres manuscrits de la mer Morte mais également de nombreux artefacts et des livres anciens, est renommé dans la foulée Musée Rockefeller, puis placé sous la tutelle d'un organisme rattaché au gouvernement. Selon les estimations, les Israéliens ont, de 1967 à 1992, saisi environ trois millions d'objets archéologiques dans les territoires palestiniens et près de cent vingt mille chaque année à partir de 1995 (7). En Cisjordanie, où sont répertoriés plus de six mille sites et vestiges archéologiques, deux cents d'entre eux sont répartis dans des colonies juives, et un millier ont été endommagés ou détruits lors de la construction du mur de séparation encerclant les Cisjordaniens. L'armée israélienne interdit aux Palestiniens l'accès à la plupart des secteurs et monuments antiques, réservés aux visiteurs juifs ou étrangers. En outre, les guides touristiques palestiniens, dont la profession fut prohibée par Israël entre 1967 et 1994, se voient accorder au compte-gouttes des autorisations de circulation, restreintes principalement aux lieux et édifices chrétiens (8).

Le patrimoine de la bande de Gaza, où ont été inventoriés plus de trois cent cinquante sites, établissements et monuments historiques, a, quant à lui, subi d'immenses dégâts depuis le déclenchement de la guerre entre Israël et le Hamas le 7 octobre 2023 : deux cents d'entre eux, dont la mosquée Al-Omari (VIIe siècle) et l'église Saint-Porphyre (XIIe siècle), mais aussi des vestiges cananéens, philistins, égyptiens, romains, ottomans, etc., ont été lourdement endommagés ou réduits en cendres par les bombes israéliennes (9). Les troupes de Tel-Aviv se sont également livrées à des pillages : le 12 janvier 2024, le directeur de l'Autorité des antiquités d'Israël a publié sur son compte X une photographie montrant une panoplie d'objets archéologiques dérobés par les soldats puis exposés comme des trophées dans une salle du Parlement israélien (10).

La volonté de mettre la main sur les terres ancestrales et les biens des Palestiniens puise ses racines dans le projet conçu par les penseurs sionistes de « désarabisation » du terroir et du paysage. C'est la mission que le Fonds national juif (FNJ), créé en Suisse en 1901, assigne aux « pionniers » arrivés d'Europe en Palestine pour y établir des colonies de peuplement. Chargé de l'acquisition de terrains palestiniens, le FNJ favorise dans le même temps l'introduction d'arbres importés du Vieux Continent – en particulier des conifères – pour soutenir l'expansion des colonies agricoles, où se développe alors la sylviculture. Ce programme de boisement contribue également à recréer un environnement familier aux immigrants occidentaux, en lieu et place d'une nature aux aspects jugés trop « orientaux » *(lire l'article ci-contre).*

La stratégie de dépossession culturelle concerne également les coutumes vestimentaires. Les robes et tenues traditionnelles palestiniennes cousues à la main constituent un exemple éclairant. Apparu dans la région du Levant à l'époque cananéenne, il y a plusieurs milliers d'années, l'art de la broderie *(tatreez)* se transmet principalement au sein des familles de villageois. Chaque bourg de Palestine possède ses propres couleurs, figures géométriques et motifs, inspirés de la flore et de la faune environnantes. Pourtant, cet héritage artisanal est contesté par les Israéliens au nom du « droit d'ancienneté » des Juifs sur la « Terre promise » : ils revendiquent la paternité de ce savoir-faire vestimentaire car il aurait déjà été en usage, selon eux, aux temps bibliques. Des ouvrages consacrés à l'histoire de la broderie et de l'habillement en Terre sainte ont servi à étayer ce récit en passant totalement sous silence les traditions populaires palestiniennes. Ces dernières années, le *tatreez* a même fait son entrée sur le marché du vêtement « branché » en Israël ainsi que sur la scène internationale du prêt-à-porter, et il n'est pas rare de voir ce type de broderie sur les habits des jeunes hipsters de Tel-Aviv.

L'accaparement de la broderie est loin d'être un fait isolé : le keffieh, foulard traditionnel palestinien devenu un symbole de la résistance en Palestine depuis la grande révolte arabe de 1936-1939, a lui aussi été récupéré par le secteur de la mode et détourné de sa signification politique. En 2016, la styliste israélienne Dorit Baror (Dodo Bar) a ainsi réalisé des tenues féminines parées des motifs qui le composent, déclinées à des prix faramineux dans ses boutiques. La France n'est pas en reste : en 2021, le groupe LVMH, propriété du milliardaire Bernard Arnault, a suscité la controverse en proposant à la vente, pour un coût de 582 euros, des keffiehs aux couleurs du drapeau israélien signés Louis Vuitton…

Comme le montrent les « affaires » de Virgin Atlantic et de Flydubai, la question culinaire cristallise les tensions engendrées par l'appropriation de mets palestiniens, rangés désormais en Israël parmi les plats nationaux. De nos jours, de New York à Paris en passant par Londres, le houmous, le taboulé ou le *tahineh* (crème de sésame) sont souvent pris à tort par les néophytes pour des spécialités israéliennes et dépouillés de leurs origines levantines, à la faveur notamment des campagnes de propagande culturelle menées à l'étranger par Tel-Aviv.

Les cas du *zaatar* (un mélange d'épices composé principalement de thym) et de l'*akkoub* (un type de cardon) illustrent également les menaces pesant sur l'identité palestinienne. Très prisées par les Palestiniens, ces plantes poussant à l'état sauvage et cueillies au printemps sont réputées à la fois pour leurs vertus gastronomiques et leurs bienfaits médicinaux. Mais depuis 1977 et 2005, leur collecte dans la nature est prohibée en Israël par les autorités mais aussi dans les territoires occupés, au prétexte que ces espèces seraient « en danger », bien que des études scientifiques contredisent cette décision (11). Elles sont désormais cultivées par des entreprises agricoles israéliennes dont la clientèle arabe constitue le cœur de cible. Les contrevenants à l'interdiction de la récolte « sauvage » du thym et de l'*akkoub* s'exposent à de lourdes amendes, voire à de la prison à défaut de paiement.

Un esprit d'endurance au quotidien

Pourtant, malgré les risques encourus, de nombreux glaneurs et glaneuses continuent aujourd'hui encore de récolter ces plantes comme le faisaient avant eux leurs parents et leurs aïeux. *Foragers* (« Cueilleurs », sorti en 2022), un film de l'artiste palestinienne Jumana Manna situé à la croisée du documentaire et de la fiction, expose dans le détail l'absurdité de cette réglementation et ses conséquences pour les Palestiniens. Il montre également la résistance opposée par les glaneurs et les glaneuses arabes à cette loi arbitraire malgré les risques judiciaires encourus. L'une des scènes du film s'intéresse en particulier au cas de Samir, un cueilleur « clandestin » interpellé par des agents de la direction israélienne de la nature et des parcs (INPA) dans le Golan occupé avec un sac rempli d'*akkoub.* Avant son passage au tribunal, il est présenté à une magistrate, qui lui rappelle ses nombreux « antécédents » concernant la cueillette illicite du cardon et du thym. Mais Samir, passible d'une peine d'emprisonnement en raison de son refus de régler la moindre amende, déclare avec fermeté : *« Je me ferai prendre aussi en 2050 avec mes enfants et mes petits-enfants* (…). *Je suivrai le chemin de mes grands-parents. »* Ces mots résument à leur façon l'esprit d'endurance *(soumoud)* dont les Palestiniens font preuve au quotidien face à la guerre culturelle qui leur est faite depuis plus d'un siècle.

* Journaliste.

(1) *Cf.* Michael Bachner, « Virgin Atlantic removes 'Palestinian' from couscous description », The Times of Israel, 13 février 2018, www.timesofisrael.com

(2) « Israel travel guide », www.flydubai.com

(3) Lire Akram Belkaïd, « La "guerre du houmous" », *Manière de voir,* n° 142, « Ce que manger veut dire », août-septembre 2015.

(4) Au début du XXe siècle, la Palestine compte près de 750 000 habitants, dont environ 80 % de musulmans, 12 % de chrétiens et 8 % de juifs.

(5) Shlomo Sand, *Comment la terre d'Israël fut inventée. De la Terre sainte à la mère patrie,* Flammarion, coll. « Champs histoire », Paris, 2014 (1re éd. : 2012).

(6) Ben Gourion lui-même était convaincu que la majorité des Palestiniens descendaient des juifs de l'Antiquité, qui adoptèrent le christianisme puis l'islam au fil des siècles, tandis qu'une minorité conserva le judaïsme. *Cf.* Tom Segev, *A State at Any Cost. The Life of David Ben-Gurion,* Head of Zeus, Londres, 2019.

(7) *Cf.* Luma Zayad, « Systematic cultural appropriation and the Israeli-Palestinian conflict », *DePaul Journal of Art, Technology & Intellectual Property Law,* vol. 28, DePaul University, Chicago, 2019.

(8) *Cf.* « Palestine's cultural property and the Israeli occupation » et « Palestine's tourism and archeology under Israel's colonial occupation », département des affaires de négociations (NAD) de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), respectivement 16 décembre 2020 et 20 juin 2022.

(9) Clothilde Mraffko et Samuel Forey, « Dans la bande de Gaza, les bombes israéliennes détruisent le patrimoine et effacent la mémoire », *Le Monde,* 14 février 2024.

(10) « Israel : Army displays artefacts stolen from Gaza in the Knesset », Middle East Monitor, 22 janvier 2024.

(11) *Cf.* Rabea Eghbariah, « The struggle for za'atar and akkoub. Israeli, nature protection laws and the criminalization of Palestinian herb-picking culture », Oxford Food Symposium, juin 2020.

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

Des conifères pour remplacer l'olivier

En Israël, l'arbre est aussi un outil colonial

Comment effacer les ruines de villages arabes vidés de leur population lors de la Nakba de 1948? Comment encore obliger les Bédouins du Néguev à déguerpir? En plantant des arbres. Mission du Fonds national juif, le boisement volontariste dessine une nouvelle géographie en Israël et masque la présence de vestiges témoignant de la présence palestinienne. Au prix de risques environnementaux importants.

Par Aïda Delpuech *

En ce matin de janvier 2022, le vent du désert du Néguev, dans le sud d'Israël, s'est levé, accompagnant la petite centaine de Bédouins rassemblés pour clamer leur colère. Depuis des décennies, cette minorité parmi les plus marginalisées du pays dénonce l'accaparement violent de ses terres ancestrales par l'État israélien. Aux racines de ce soulèvement, un projet – aujourd'hui avorté – de plantation d'arbres, mené par le Fonds national juif (FNJ), organisme privé qui gère la majeure partie des forêts en Israël. *« Ils sont arrivés un matin au village de Sa'wa, et ont commencé à planter des arbres au milieu des habitations, pour y établir une forêt. C'était insensé »,* se souvient M. Khalil Al-Amour, avocat et militant pour les droits des villages bédouins du Néguev. M. Itamar Ben Gvir, aujourd'hui ministre de la sécurité nationale d'extrême droite, s'était rendu sur place en personne pour soutenir l'initiative et planter des arbres aux abords du village.

« Ce projet de boisement est un cancer qu'ils veulent injecter dans nos corps », s'était écrié M. Attia Al-Asam, président du Conseil régional des villages non reconnus du Néguev (RCUV). Violemment réprimées par la police israélienne, ces manifestations s'inscrivent dans la lignée d'une longue lutte contre la politique d'éviction des populations bédouines palestiniennes et d'accaparement de leurs terres, que l'État israélien justifie au nom de la lutte contre la désertification. *« À chaque fois qu'une famille bédouine est expulsée de ses terres, ils viennent planter des arbres dès le lendemain »,* précise M. Al-Amour.

À quelques kilomètres de Sa'wa, le village bédouin « non reconnu » par Israël Umm Al-Hiran est lui aussi menacé de démantèlement depuis 2003, date à laquelle le Conseil national de la planification et de la construction israélien a approuvé la création d'une colonie juive à ce même endroit. Aux abords de cette localité d'à peine sept cents habitants s'étendent les coteaux de Yatir (1), la plus grande forêt plantée d'Israël, nommée d'après *« une ville lévitique dont les ruines sont encore présentes »,* explique une notice du FNJ. Avec ses premiers arbres dressés en 1964, la forêt s'est étendue grâce à des dons venus de France, de Belgique, d'Allemagne, d'Italie, d'Amérique du Sud… Des conifères à perte de vue, des familles venues pique-niquer sur des installations prévues à cet effet, des sentiers pour les amateurs de randonnée… Un air d'Europe aux portes des étendues semi-désertiques du Néguev. L'expansion de la pinède présage le sort réservé aux villages bédouins qui l'entourent. Depuis plusieurs années, la forêt de Yatir héberge une communauté de juifs orthodoxes, qui attend impatiemment l'éviction de la population bédouine voisine pour y implanter la colonie de Hiran, afin de poursuivre la « judaïsation du Néguev ». Ces familles vivent actuellement dans des caravanes sponsorisées par la branche américaine du FNJ. *« On dit que le FNJ ne fait que planter des arbres et ne travaille qu'à faire "fleurir le désert". C'est faux. Ils sont un pilier de la politique de peuplement et de la colonisation en Israël »,* affirme M. Al-Amour.

La question des arbres est rarement associée au conflit israélo-palestinien. *« Pourtant, le Fonds national juif est probablement l'organisation sioniste la plus importante de tous les temps »,* souligne Irus Braverman, ethnologue et professeure de droit et de géographie à l'université de Buffalo (New York) (2). *« Les premiers pionniers juifs qui sont arrivés sur la terre d'Israël vers la fin du XIXe siècle ont trouvé un paysage de désolation, qui n'offrait aucune ombre »,* avance le FNJ sur son site Internet. Créé en 1901, cet organisme à but non lucratif se targue d'avoir planté près de 250 millions d'arbres depuis ses débuts. C'est aujourd'hui la principale structure d'aménagement du territoire en Israël, et le premier gestionnaire des forêts du pays. Dès ses premiers jours, son objectif était d'acquérir des parcelles de terre *« dans le but d'installer les juifs »,* en invoquant une citation du Lévitique *[troisième livre de la Torah, 25:23]* : *« Les terres ne se vendront pas à perpétuité. Car la terre est à moi… »*

Soutien de la diaspora

À la création d'Israël en 1948, et à la suite de l'éviction des populations palestiniennes durant la Nakba *[« catastrophe » en arabe],* le FNJ détient déjà 100 000 hectares de terre. Le jeune État se saisit des terres « abandonnées » et en confie la gestion au FNJ, en collaboration avec l'Autorité foncière israélienne (ILA). *« L'un des premiers chantiers nationaux, dès 1948, c'est le boisement. Il a fallu planter massivement et le plus vite possible »,* confie M. Nadav Joffe, paysagiste, activiste et coauteur d'une étude intitulée « Le boisement en Palestine/Israël comme arme du projet sioniste ».

Le mandat du FNJ n'a pas évolué depuis sa création, et ses statuts ne le destinent qu'à louer et aménager le territoire pour les juifs. *« Le FNJ se considère comme une entité chargée de servir les intérêts du seul peuple juif. En conséquence, il adopte une position selon laquelle ses terres ne devraient être commercialisées qu'auprès des juifs »,* bien que près de 25 % de la population israélienne actuelle ne soit pas de confession juive.

Véritable *« outil sioniste au service de la colonisation »,* tel que le décrit l'historien Ilan Pappé (3), le FNJ fut dirigé de 1932 à 1966 par Yossef Weitz, surnommé « le père des forêts » mais aussi l'un des cerveaux du Comité de transfert, organe qui a orchestré l'expulsion des populations palestiniennes lors de la Nakba. *« Nous avons commencé l'opération de nettoyage, enlevant les débris et préparant les villages pour la culture et la colonisation. Certains d'entre eux deviendront des parcs »,* a-t-il écrit dans son journal le 30 mai 1948, quinze jours après la création de l'État d'Israël. *« C'est à travers la personne de Yossef Weitz que l'on perçoit clairement le lien entre l'aménagement de la nature et la colonisation »,* analyse M. Joffe.

Fort d'un budget déclaré de près de 500 millions de dollars en 2022, le FNJ bénéficie du soutien fidèle de la diaspora juive, notamment par le biais des *blue boxes,* des boîtes bleues distribuées dès 1904 auprès de millions de foyers juifs de par le monde, servant à collecter de l'argent au bénéfice du fonds. L'organisme a également renforcé la prégnance de la fête de Tou Bichvat, « le Nouvel An des arbres », conviant chaque année les familles israéliennes à en planter à cette occasion. *« Des navettes emmènent les gens sur des parcelles déjà préparées. Après avoir mis en terre un plant, ils repartent avec un drapeau disant : "J'ai planté un arbre en Israël" »,* poursuit M. Joffe.

Sur la route numéro 1, qui relie Tel-Aviv à Jérusalem, le parc Ayalon-Canada s'étale sur plus de 1 200 hectares. Avec ses piscines naturelles et ses nombreux circuits de randonnée et de VTT, il est un lieu de villégiature privilégié pour ses 300 000 visiteurs annuels. Des panneaux d'information disséminés dans tout le parc accompagnent les promeneurs dans leur découverte de ce lieu traversé par les âges : des vestiges datant de la période du Second Temple (516 av. J.-C. - 70 ap. J.-C.) ainsi que des bains et aqueducs romains y ont été retrouvés. L'aménagement de ce parc est réalisé selon un modèle employé par le FNJ dans tout le pays : *« La plantation d'arbres rappelant l'ancienne présence et* [l'attribution] *de noms issus de la Bible à ces espaces afin de réinscrire les bribes du récit fondateur dans l'environnement »,* analyse l'anthropologue Sylvie Friedman (4).

Effacement par le boisement d'anciens villages palestiniens

Ces indications omettent cependant de mentionner la présence des villages palestiniens d'Imwas, de Yalu et de Beit Nouba, dont près de six mille habitants furent expulsés en 1967 à la suite de la conquête par Israël de la zone pendant la guerre des six jours, hors délimitation du partage de la Palestine décrété par l'Organisation des Nations unies (ONU) en 1948. Cette année-là, la quasi-totalité des habitations est rasée, et cinq ans plus tard, à l'ouverture officielle du parc en 1972, le jeune couvert végétal efface toute trace de présence palestinienne. *« Tout est présenté comme si les Palestiniens n'avaient jamais existé »,* commente Ghada Sasa, auteure d'une thèse sur le colonialisme vert en Palestine à l'université McMaster (Canada).

L'histoire du parc Ayalon-Canada n'est pas un cas isolé. Les parcs, forêts et réserves naturelles israéliens renferment près de deux cents villages palestiniens démolis, d'après une enquête menée par la chercheuse israélienne Noga Kadman, auteure d'un livre sur la destruction des villages arabes en 1948 (5).

En plus de dissimuler cette histoire moderne, le boisement empêche également le retour des populations palestiniennes expulsées. Élaborées à la manière de remparts végétalisés permettant de maintenir la présence israélienne, les forêts servent à délimiter les frontières de l'État jusqu'en territoire colonisé. *« Planter un arbre, c'est planter sa présence dans le paysage. Cela permet aussi de s'installer sans que cela soit directement associé à une forme violente de dépossession »,* explique Irus Braverman. *« En d'autres termes, le déracinement de l'un permet l'enracinement de l'autre dans cette région. »* Dans certains cas, les arbres ont aussi servi d'outils d'occupation temporaire, en attendant d'être remplacés par des habitations ou d'autres infrastructures.

Pour lutter contre cette amnésie délibérée, l'organisation non gouvernementale (ONG) israélienne Zochrot *[« se souvenir », en hébreu]* s'est donné pour mission depuis plus de vingt ans de sensibiliser la population israélienne à l'histoire et aux conséquences de la Nakba. Ses bénévoles animent des visites guidées dans les parcs du pays, en présence de témoins ou de descendants de victimes de la Nakba, pour y conter une contre-histoire de ces territoires. *« Le sionisme insiste beaucoup sur la connaissance de la terre, de son histoire. Mais celle-ci est incomplète, tant que l'on ne raconte pas l'histoire palestinienne de cette terre »,* précise M. Eitan Bronstein, fondateur de Zochrot. En 2005, l'association avait remporté un procès qu'elle avait intenté contre le FNJ auprès de la Cour suprême israélienne, dénonçant ses pratiques de signalétique dans le parc Ayalon-Canada. Le FNJ avait alors dû modifier ses panneaux, dont certains ont mystérieusement disparu peu de temps après avoir été modifiés…

Comme la plupart des *« colonies vertes »* plantées par le FNJ – telles que les définit Ghada Sasa –, le parc Ayalon-Canada est constitué en majeure partie de conifères, notamment de pins d'Alep *[« pins de Jérusalem » en hébreu],* essence privilégiée par le FNJ dans tous ses projets de plantation. Ce choix n'est pas le fruit du hasard. *« Il s'agit de l'arbre idéal pour répondre aux ambitions territoriales sionistes »,* explique M. Joffe : résistance à la sécheresse, croissance rapide, couverture végétale à l'année, ce conifère est très tôt devenu l'allié de l'expansion israélienne. En plus de participer à une entreprise sécuritaire et expansionniste, ces arbres entraînent aussi une transformation du paysage : *« Ils sont le marqueur du contrôle juif-israélien du territoire, tandis que les arbres fruitiers, notamment les oliviers, renvoient à une présence locale et agraire (palestinienne) »,* explique Irus Braverman. Depuis 1967, ce sont plus de huit cent mille oliviers palestiniens qui ont été déracinés par les autorités et les colons israéliens. Depuis peu, la tendance a doucement évolué vers l'appropriation. L'olivier, bien que symbole ultime de l'attachement des Palestiniens à leur terre, a été élu « arbre de l'année » en 2022 par le FNJ, arguant que *« l'olivier est l'un des arbres les plus symboliques d'Israël, représentant la bénédiction, la santé et l'enracinement ».*

Bien que servant un projet présenté comme *« écologique »,* les monocultures de conifères ne font cependant pas l'unanimité parmi les protecteurs de l'environnement. *« Certains les qualifient même de "déserts de pins", tant ils ont appauvri les écosystèmes »,* indique Sasa. Les aiguilles de pin qui tapissent les sols de ces forêts acidifient la terre et empêchent toute faune ou flore endémique de s'y développer. Cette politique est par ailleurs vivement critiquée par la Société pour la protection de la nature (SPNI), principale ONG de conservation d'Israël, selon laquelle *« le boisement implanté de façon aléatoire dans les zones naturelles (…) ne contribue pas à la conservation des sols, à l'atténuation du changement climatique, et augmente le risque d'incendie ».*

En août 2021, un incendie dans les alentours de Jérusalem avait détruit plus de deux mille hectares de pinède. Une fois les flammes éteintes, les cendres avaient laissé apparaître les vestiges des villages et terrasses agricoles palestiniens, engloutis par les récentes forêts. Aujourd'hui, les champs d'oliviers et les familles palestiniennes qui les entretiennent sont en première ligne des attaques et actions de vandalisme menées par des colons et les autorités israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem, qui ont redoublé de violence depuis le 7 octobre 2023. Plus de trois mille oliviers ont été déracinés lors de la récolte de 2023, selon l'Autorité palestinienne. La guerre des arbres se poursuit.

* Journaliste.

(1) Ariel Bloomy, « The 'new Zionism' is turning Negev Bedouin into a myth », + 972 Magazine, 26 juin 2015.

(2) Auteure de *Planted Flags : Trees, Land, and Law In Israel/Palestine,* Cambridge University Press, 2009.

(3) Ilan Pappé, *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*, La Fabrique, Paris, 2024 (1re éd. : 2008).

(4) Sylvie Friedman, « Planter un arbre en Israël : une forêt rédemptrice et mémorielle », *Diasporas et jardins,* n° 21, Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 2013.

(5) Noga Kadman, *Erased From Space and Consciousness. Israel and the Depopulated Palestinian Villages of 1948,* Indiana University Press, Bloomington, 2015.

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

UNE ESCALADE VOULUE PAR TEL-AVIV

Le Liban au cœur de la tempête

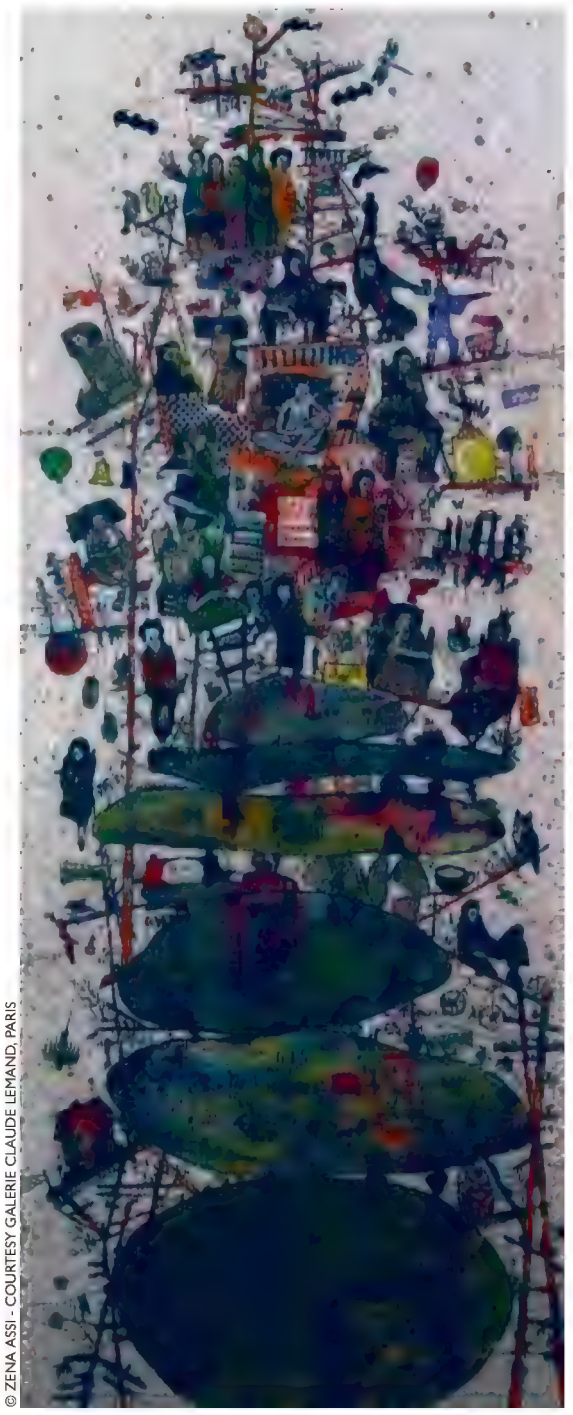
Cela pourrait être le scénario d'un film d'espionnage. Des services secrets piègent des appareils de transmission qui explosent de manière simultanée. Sauf que la réalité a égalé la fiction au Liban, où des membres du Hezbollah ont perdu la vie dans ces attaques vraisemblablement conçues par Israël. Un événement qui menace d'entraîner le pays du Cèdre dans une nouvelle guerre contre son puissant voisin.

PAR AKRAM BELKAÏD

Il y a un an, le 7 octobre 2023, l'attaque sanglante contre Israël menée depuis Gaza par le Hamas et ses alliés a fait entrer le Proche-Orient dans un cycle de violences de grande ampleur, du fait de la vengeance dévastatrice de Tel-Aviv. Loin de s'atténuer, ce conflit, à peine suspendu par un cessez-le-feu de quelques jours en décembre, ouvre la voie à une guerre régionale impliquant la Syrie, l'Iran, mais aussi et surtout le Liban. Alors que les combats se poursuivent dans l'enclave palestinienne, où le bilan dépasse les quarante mille morts, le premier ministre Benyamin Netanyahou, son gouvernement ainsi que l'état-major militaire semblent décidés à ouvrir un front important au nord afin de défaire le Hezbollah. Visé depuis plusieurs mois en réponse à ses tirs de roquettes en Galilée (1), le parti-milice vient de subir deux revers en l'espace de quelques jours. D'abord, les 17 et 18 septembre quand un peu partout dans Beyrouth et sa banlieue sud des appareils de transmission (bipeurs, talkies-walkies) ont explosé de manière quasi simultanée. Cette attaque d'un genre nouveau attribuée aux services secrets israéliens a coûté la vie à près de quarante personnes et fait trois mille blessés. Nombre des victimes sont des membres du Hezbollah, mais on compte aussi des civils parmi elles, dont des enfants et du personnel hospitalier (2).

Ensuite, un bombardement de l'aviation israélienne a coûté la vie à plusieurs responsables de la formation libanaise, dont Ibrahim Aqil, commandant des opérations et figure emblématique de la lutte armée menée par ce parti contre Israël. Là non plus, la population civile n'a pas été épargnée. Dénonçant le franchissement de *« toutes les lignes rouges »* par Tel-Aviv, le cheikh Hassan Nasrallah, secrétaire général et guide religieux du Hezbollah, a promis *« un terrible châtiment »* à Israël (3). Va-t-on donc vers une nouvelle guerre comparable à celle des « trente-trois jours » de 2006 (4) ? À cette question, deux réponses antagonistes étaient possibles à l'heure de la remise de cet article. La première table sur un statu quo, considérant la volonté opiniâtre du « Hezb'» de s'en tenir à sa stratégie de harcèlement d'Israël. Les attaques quotidiennes menées contre des objectifs militaires n'ont ainsi pour but que de faire pression pour qu'un cessez-le-feu soit enfin conclu à Gaza. En constituant une menace permanente, le parti libanais oblige Tel-Aviv à mobiliser des troupes au nord, ce qui desserre quelque peu l'étau qui étreint le Hamas. Plus important encore, en obligeant des milliers de civils israéliens à évacuer leurs foyers, le Hezbollah crée un problème politique majeur pour M. Netanyahou, lequel doit composer avec la colère de ces déplacés qui exigent de pouvoir revenir chez eux. *« Vous ne pouvez pas ramener les habitants du nord* [d'Israël] *chez eux. Le front du Liban avec Israël restera ouvert jusqu'à la fin de l'agression à Gaza »*, a ainsi averti M. Nasrallah.

La seconde possibilité, inéluctable pour nombre de commentateurs dans le monde arabe, serait une escalade débouchant sur l'embrasement et une nouvelle invasion du Liban par l'armée israélienne – ce serait la quatrième depuis 1978. Il est en effet possible que la retenue du Hezbollah s'atténue au fil du temps, surtout si Israël lui inflige de nouveaux coups, qu'ils soient spectaculaires ou non. Avec l'affaire des appareils de transmission piégés, c'est la réputation d'organisation rigoureuse – et incorruptible – de ce parti qui a été entachée. Comment expliquer que ces bipeurs n'aient pas été inspectés avant leur distribution ? En février 2024, dans une courte intervention télévisée, M. Nasrallah avait réitéré ses recommandations de se méfier des téléphones portables en raison de la capacité des services israéliens à les pirater grâce à des logiciels espions. La doctrine « low-tech » – autrement dit, le recours à des technologies anciennes ou moins avancées – adoptée comme ligne de conduite par le Hezbollah s'est donc avérée inefficace, puisqu'il n'a pu sécuriser sa chaîne d'approvisionnement. Dans les jours qui ont suivi ces attaques, des informations invérifiables ont circulé à Beyrouth et sur les réseaux sociaux quant au sort des responsables directs de ce revers. Ayant accepté des pots-de-vin de la part d'une société-écran européenne, des membres de la formation libanaise n'auraient guère été vigilants quant à la qualité de la marchandise acquise. Une légèreté coupable qui leur aurait valu d'être exécutés.



© ZENA ASSI - COURTESY GALERIE CLAUDE LEMAND, PARIS

ZENA ASSI. – « Ricochets 4 », 2019

Quoi qu'il en soit, seule une action d'éclat du parti-milice contre Israël pourrait restaurer le prestige qu'il a perdu dans cette affaire. Sans attendre ce prétexte, Israël a décidé de durcir ses opérations en menant d'intenses bombardements le lundi 23 septembre, date à laquelle le bilan provisoire atteignait 492 morts, dont 35 enfants et 58 femmes, sans oublier 1 645 blessés, selon le Centre des opérations d'urgence du ministère de la santé libanais. Comme à son habitude, Tel-Aviv s'est justifié en arguant que le Hezbollah utilisait la population civile comme bouclier humain, tout en précisant avoir visé 1 300 cibles militaires. Il restait à savoir si cela préfigurait une campagne aérienne intense qui viserait tout le pays, y compris Beyrouth, et qui déboucherait sur une invasion terrestre. *« Nous sommes en train d'inverser le rapport de forces »* [à la frontière], a déclaré M. Netanyahou, confirmant ainsi la possibilité d'une nouvelle guerre israélo-libanaise. Dans un contexte d'appels à la désescalade mais aussi de silence de la majorité des capitales arabes, le premier ministre sait qu'il peut compter sur la complaisance des Occidentaux quoi qu'il entreprenne. À Washington, Paris ou Londres, on ne s'indigne guère de la manière dont est menée l'intervention à Gaza, alors que la Cour internationale de justice (CIJ) évoquait dès janvier le risque d'un génocide (5). De quoi ouvrir de nouvelles perspectives au premier ministre avec la possibilité d'appliquer un même schéma dans le sud du Liban comme dans l'enclave palestinienne. Cela se traduirait par la création de zones désarmées où l'armée israélienne pourrait intervenir à sa guise de façon à garantir la sécurité de sa propre population frontalière. Outre qu'elle permet de retarder *ad vitam æternam* les procédures judiciaires à son encontre, le chef du gouvernement israélien est d'autant plus enclin à s'engager dans cette voie que ses alliés nationalistes-religieux sont persuadés que leur pays mène enfin la « grande guerre » qui le libérera de tous ses ennemis. Enfin, M. Netanyahou voit plus large. S'attaquer au Hezbollah, c'est obliger l'Iran – et accessoirement son allié syrien – à s'engager dans le conflit. Or l'obsession du premier ministre israélien est d'en finir, par la force, avec le programme nucléaire de Téhéran (6).

Dans ce contexte, et comme cela a été le cas à plusieurs reprises dans l'histoire contemporaine, les Libanais savent que le sort de leur pays leur échappe et qu'il dépend du degré de fermeté que les grandes puissances manifesteront face à Israël. Dans un discours censé exprimer la solidarité de la France avec le pays du Cèdre, le président Emmanuel Macron s'est bien gardé de condamner les attaques terroristes aux bipeurs piégés et s'est contenté d'enjoindre aux Libanais d'éviter le pire en dénouant la crise politique qui empêche depuis octobre 2022 – date de la fin de mandat de M. Michel Aoun – la désignation d'un nouveau président. Qui peut croire que cela puisse faire obstacle aux visées belliqueuses israéliennes ? En réalité, Paris comme Washington verraient d'un bon œil un affaiblissement durable du Hezbollah, fût-ce au prix d'un chaos généralisé. Ce que n'ignore pas M. Netanyahou.

(1) Lire Emmanuel Haddad, « Au Liban, puissance et prudence du Hezbollah », *Le Monde diplomatique*, août 2024.

(2) *Cf.* Jean-Luc Mounier, « Attaques au Liban : qui sont les victimes des explosions de bipeurs et de talkies-walkies ? », France 24, 20 septembre 2024.

(3) *Cf.* Pierre Barbancey et Vadim Kamenka, « Liban : Hassan Nasrallah promet que "le châtiment viendra" », *L'Humanité*, Saint-Denis, 19 septembre 2024.

(4) Lire Tania-Farah Saab, « Un conflit de trente-trois jours », dans « Liban. 1920-2020, un siècle de tumulte », *Manière de voir*, n° 174, décembre 2020 - janvier 2021.

(5) Lire Anne-Cécile Robert, « La Cour internationale de justice évoque un risque plausible de génocide à Gaza », *Le Monde diplomatique*, février 2024.

(6) Lire « Israël-Iran, la guerre qui vient », *Le Monde diplomatique*, mai 2024.

LES AMIS DU MONDE DIPLOMATIQUE

VISIOCONFÉRENCE : Le 1er octobre, à 18 heures : « Crise de la démocratie : Assemblée constituante ou lepénisme ? », avec André Bellon pour son article « La France malade de ses institutions » (octobre) et Anne-Cécile Robert. *(lien de connexion sur le site de l'association)*

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

GRENOBLE. Le 15 octobre, à 18 h 30, à l'auditorium de la Maison du tourisme : « Quelle Amérique, à la veille des élections ? », avec Julien Brygo, à l'occasion de la parution du *Manière de voir,* n° 197, « États-Unis. L'empire fracturé » (octobre-novembre). *(amd38gre@gmail.com)*

VALENCE. Le 28 octobre, à 20 h 30, au cinéma Le Navire, projection en avant-première d'*Au boulot !*, de Gilles Perret et François Ruffin, suivie d'un débat avec Gilles Perret. *(suzanne.dejours@orange.fr)*

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

BELFORT. Le 18 octobre, à 20 h 30, à la Maison du peuple : « Engrenage de la guerre au Proche-Orient ? », avec Akram Belkaïd. *(odile-mangeot@wanadoo.fr)*

BRETAGNE

BREST. Le 8 octobre, à 19 heures, au Grabuge, « café-Diplo » autour des articles « Une nouvelle "gauche conservatrice" bouscule le jeu politique allemand » de Pierre Rimbert et Peter Wahl et « Cauchemars en cuisine » d'Alexia Eychenne (septembre). *(amd.brest@proton.me)*

QUIMPER. Le 8 octobre, à 19 heures, à la Médiathèque d'Ergué-Armel, « café-Diplo » autour des articles « L'Europe conservatrice qui vient » de Frédéric Lebaron (juillet) et « Uber fera-t-il sa loi à Bruxelles ? » d'Anne Dufresne (février). *(amd29quimper@gmail.com)*

RENNES. Le 8 octobre, à 18 h 45, au bar Le Désordre : « café-Diplo » autour du dossier « Proche-Orient, l'abîme » (septembre). Le jeudi 10 octobre, à 18 heures, à Sciences Po Rennes : rencontre avec Anne-Cécile Robert pour son article « La justice internationale dans le chaudron de Gaza » (septembre). En partenariat avec l'association Ysegoria (Sciences Po Rennes). *(amd.rennes@gmail.com)*

CENTRE-VAL DE LOIRE

TOURS. Le 25 octobre, à 20 h 30, à l'association Jeunesse et Habitat à Tours, réunion des Amis et lecteurs de la région : « Les enjeux des élections américaines du mois de novembre », avec la présentation du *Manière de voir,* n° 197, « États-Unis. L'empire fracturé » (octobre-novembre). *(pjc.arnaud@orange.fr)*

GRAND-EST

METZ. Le 10 octobre, à 18 h 30, « café-Diplo » à propos de l'article « Cauchemars en cuisine » d'Alexia Eychenne (septembre), petite salle des Coquelicots, suivi d'un dîner. Lundi 14 octobre, à 20 heures, projection de *Les Docteurs de Nietzsche,* documentaire argentin de Jorge Leandro Colás, suivie d'un débat à propos de l'article « Buenos Aires, capitale de la psychanalyse » d'Anne-Dominique Correa (août), cinéma Klub. *(christopher.pollmann@univ-lorraine.fr)*

STRASBOURG. Le 17 octobre, à 18 heures, au Snack Michel, « café-Diplo » autour de l'article d'Anne-Cécile Robert, « La justice internationale accable Tel-Aviv » (septembre). *(gabriel.aussibal@hotmail.fr)*

HAUTS-DE-FRANCE

VILLENEUVE-D'ASCQ. Le 10 octobre, à 20 heures, au cinéma Le Méliès : projection du film d'Alon Schwarz *Tantura,* suivie d'un échange avec Jean-Jacques Grunspan. *(amdnord@yahoo.fr)*

ÎLE-DE-FRANCE

PARIS. Le 3 octobre, à 19 h 30, aux Amarres : projection-débat du documentaire *White Power, au cœur de l'extrême droite,* de Christophe Cotteret. Le 17 octobre, à 20 heures, à l'Espace Saint-Michel : projection du film de Pierre Carles *Guérilla des FARC, l'avenir a une histoire,* suivie d'un débat avec le réalisateur et Christophe Ventura. *(amis.diplo.75@gmail.com)*

HAUTS-DE-SEINE. Le 17 octobre à 18 h 30, à la médiathèque Pablo-Neruda de Malakoff : « Crise et avenir du système de santé français », avec Frédéric Pierru et Grégory Rzepski. *(amdiplo92@protonmail.com)*

YVELINES. Le 12 octobre à 14 heures, hôtel de ville de Versailles (salle Montgolfier) : rencontre avec Maurice Lemoine pour son article « À Mayotte, la question coloniale à front renversé » (juin). *(eveleveque@wanadoo.fr)*

NORMANDIE

BERNAY. Le 4 octobre, à 19 heures, à la librairie Le Rouge et le Noir, « café-Diplo » autour de trois articles du numéro de septembre : « Le sabotage est-il efficace ? » de Dominique Pinsolle, « La guerre la plus longue » d'Alain Gresh et « Au nom du prolétariat… » de Tarik Bouafia. *(lesamd27@gmail.com)*

NOUVELLE-AQUITAINE

GIRONDE. Le 3 octobre à 18 h 30, à la médiathèque de Cestas : « Les élections américaines : quels enjeux ? », avec Anne Deysine, à l'occasion de la sortie du *Manière de voir,* n° 197, « États-Unis. L'empire fracturé » (octobre-novembre). Le 11 octobre à 19 heures, à la médiathèque du Haillan : « Les pédagogies alternatives sauveront-elles l'école ? », avec Laurence De Cock (septembre 2023). Le 17 octobre à 19 heures, au Théâtre Le Levain à Bègles : « La société numérique », avec André Vitalis, et « L'intelligence artificielle : réalité, menaces et enjeux », avec Édouard Kleinpeter. *(amis.diplo33@gmail.com)*

POITIERS. Le 1er octobre, à 20 heures, au supermarché coopératif Le Baudet : réunion des Amis et lecteurs de la région. *(dominique.leblanc@wanadoo.fr)*

SAINT-JUNIEN. Dans le cadre de la 5e édition du festival Foutez-nous la paix ! du 12 au 27 octobre, avec pour pays invité le Portugal et pour thème les nomades, débat avec Sandra Monteiro (directrice de l'édition portugaise du *Monde diplomatique*). Pour plus d'informations : *fouteznouslapaix@mailo.com* et *danimaginaire@yahoo.fr*

OCCITANIE

AUDE. Le 9 octobre à 18 heures, à l'Espace Charles-Aznavour à Villemoustaussou : rencontre avec Renaud Lambert et Angélique Mounier-Kuhn pour le *Manière de voir,* n° 195, « Des non-alignés aux Brics, le Sud existe-t-il ? » (juin-juillet). Le 11 octobre à 18 heures, espace culturel des Corbières à Ferrals-les-Corbières : « Les enjeux de l'élection présidentielle aux États-Unis pour l'Amérique latine », avec Christophe Ventura, à l'occasion de la parution du *Manière de voir,* n° 197, « États-Unis. L'empire fracturé » (octobre-novembre). Le 24 octobre à 18 heures, à la librairie Mots & Cie à Carcassonne, rencontre avec Dominique Pinsolle pour son livre *Quand les travailleurs sabotaient. France, États-Unis (1897-1918)* (Agone). *(contact@amisdiplo11.org)*

PERPIGNAN. Les AMD 66 se réunissent chaque troisième jeudi du mois, à 19 h 15, au Casal de Perpinyà, pour discuter du dernier numéro du *Monde diplomatique*. *(amisdiplo66@gmail.com)*

TOULOUSE. Le 8 octobre, à 18 heures, salle du Sénéchal, rencontre avec Renaud Lambert et Angélique Mounier-Kuhn autour du *Manière de voir,* n° 195, « Des non-alignés aux Brics, le Sud existe-t-il ? » (juin-juillet). Le 12 octobre, à 14 h 30, en partenariat avec l'Action des chrétiens contre la torture (ACAT), salle Albert Le Grand du couvent des dominicains, conférence-débat avec Éric Mirguet : « Menaces sur les droits de l'homme ». *(jpcremoux@orange.fr)*

PAYS DE LA LOIRE

ANGERS. Le 17 octobre, à 19 heures, au café Oh Puces, « café-Diplo » sur le thème « La France est-elle encore en démocratie ? » à partir de l'article de Bruno Amable « La grande désillusion politique » (août). *(mfranssen@orange.fr)*

LA ROCHE-SUR-YON. Le 5 octobre, à 10 heures, au Champ libre, « café-Diplo » autour de trois articles du numéro de septembre : « Le sabotage est-il efficace ? » de Dominique Pinsolle, « À Londres, le retour de l'extrême centre » d'Oliver Eagleton et « Le camping imaginaire » de Grégory Rzepski. *(michelmerel54@laposte.net)*

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

AIX-EN-PROVENCE. Le 24 octobre, à 20 h 30 : projection du film de Jean-Pierre Bloc *Par la fenêtre ou par la porte,* suivie d'un débat, à la Maison des jeunes et de la culture Jacques-Prévert. Le 29 octobre, à 18 heures, à la médiathèque Nelson-Mandela à Gardanne : projection du film de Gérard Mordillat *Mélancolie ouvrière*, suivie d'un débat avec Fabrice Aubert, économiste. *(d.bruet@orange.fr)*

AVIGNON. Le 21 octobre, à 18 h 30, salle de l'antichambre de l'hôtel de ville : « Javier Milei, un an après : quelles perspectives pour l'Argentine ? », avec David Copello. *(ballaylavallee@gmail.com)*

HORS DE FRANCE

GENÈVE. Le 8 octobre, à 18 h 30, au café Gavroche, « café-Diplo » autour de deux articles du numéro de septembre : « Cauchemars en cuisine » d'Alexia Eychenne et « La guerre d'Ukraine déstabilise l'Arctique » de Didier Ortolland. *(gardondenis@gmail.com)*

Les dates concernant la présentation du *Manuel d'autodéfense intellectuelle* sont indiquées en pages 14 et 15.

3, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris. Tél. : 01-53-94-96-66 www.amis.monde-diplomatique.fr

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

Une réputation usurpée de « décolonisateur »

Mystifications mitterrandiennes

« Garder l'Afrique » coûte que coûte, même au prix de réformes plus ou moins libérales mais aussi de mesures répressives contre les indépendantistes. Tel fut le credo de François Mitterrand dès le début de sa carrière ministérielle dans les années 1950. Une philosophie néocoloniale qui sera la sienne jusqu'au bout, mais que nombre d'historiens et de biographes s'évertuent à ignorer.

Par Thomas Deltombe *

On reste stupéfait, en consultant les archives, de l'habileté avec laquelle François Mitterrand a toute sa vie su maquiller son passé. Il a fallu des années, voire des décennies, pour faire la lumière sur ce qu'il a tenté de dissimuler, depuis sa jeunesse nationaliste dans les années 1930 jusqu'à sa responsabilité dans le génocide des Tutsis du Rwanda dans les années 1990, en passant par sa double vie familiale, sa fille cachée ou son cancer.

Il reste néanmoins dans le parcours de l'ancien président de la République une étape étrangement occultée qu'une foule de documents encore inexplorés permettent aujourd'hui de mieux cerner : sa carrière politique sous la IVe République.

Certes, les grandes lignes de cette carrière sont connues. Les biographes ont souligné l'ambition dévorante du jeune député de la Nièvre, membre de pas moins de onze gouvernements entre 1947 et 1957. Et les historiens ont étudié son attitude pendant la guerre d'Algérie (1954-1962), comme ministre de l'intérieur de Pierre Mendès France (1954-1955), puis garde des sceaux de Guy Mollet (1956-1957). Nul n'ignore sans doute sa fameuse réplique : *« L'Algérie, c'est la France ! »*

Cette carrière demeure cependant mal connue car Mitterrand est parvenu, avec un incroyable succès, à camoufler la nature profonde de sa politique au cours de cette période cruciale, marquée par la poussée des revendications politiques et sociales des peuples colonisés. Cherchant dans les décennies suivantes à se donner une image d'authentique homme de gauche, l'ancien ministre, devenu opposant antigaulliste, s'est fabriqué une légende rétrospective : celle d'un opiniâtre « décolonisateur ».

Le cœur de cette mystification repose sur le récit trompeur que l'ancien président a donné de son passage au ministère de la France d'outre-mer en 1950-1951. Ainsi va la légende : dès son arrivée rue Oudinot, épicentre de la politique africaine de la France, le jeune ministre aurait réussi un remarquable coup politique en convainquant Félix Houphouët-Boigny, alors député de Côte d'Ivoire au Palais-Bourbon et président de la principale formation politique d'Afrique subsaharienne, le Rassemblement démocratique africain (RDA), de renoncer à son alliance avec le Parti communiste français (PCF). Les deux hommes, éteignant d'un commun accord la subversion qui couvait sur le continent africain, auraient ainsi jeté les bases d'une décolonisation négociée, prémices de l'accession sans violence de l'ex-Afrique française à une totale indépendance.

Mitterrand resservira cette légende, esquissée dès la chute de la IVe République, à tous ses interlocuteurs dans les années suivantes. Il en fait même un argument de campagne lors de l'élection présidentielle qui l'oppose au général de Gaulle en 1965. Il affirme devant des millions de téléspectateurs avoir à l'époque fait libérer les leaders politiques africains, dont *« la plupart étaient dans des prisons ou dans des bagnes »*, et avoir subi pour cela la vindicte de ceux qui refusaient sa courageuse politique de dialogue. Le candidat de la gauche décrit alors son action au ministère de la France d'outre-mer comme *« un événement capital – pour moi certainement et, je l'espère, pour la France »* (1).

Ce récit truffé de mensonges éhontés est répété dans son livre *Ma part de vérité* (Fayard, rééd. : 1986), concocté avec l'aide bienveillante du journaliste Alain Duhamel en 1969. *« De ceux auxquels j'ai rendu la liberté, sept sont devenus présidents de la République »*, écrit-il par exemple… alors qu'il n'a en réalité jamais fait libérer le moindre leader africain et qu'aucun futur chef d'État n'était incarcéré quand il était aux responsabilités !

Les inventions mitterrandiennes, étiquetées « vérité », se propagent par la suite dans tous les écrits qui lui sont consacrés. On en trouve toutes sortes de variations sous la plume de ses biographes attitrés. Celle de Franz-Olivier Giesbert par exemple, qui juge *« exemplaire »* sa politique au ministère de la France d'outre-mer (*François Mitterrand ou la Tentation de l'histoire,* Seuil, 1977). Ou celle de Jean Lacouture, qui décrit plein d'admiration l'ardeur avec laquelle le jeune ministre travailla à l'*« émancipation de l'homme noir »* (*Mitterrand, une histoire de Français,* Seuil, 1998, rééd. : Points, 2006).

La légende est curieusement validée dans le livre de François Malye et Benjamin Stora, qui apportent pourtant des éléments accablants sur la politique algérienne du futur président (*François Mitterrand et la guerre d'Algérie,* Calmann-Lévy, 2010). S'appuyant sur les dires de l'intéressé et sur les témoignages des biographes qui les ont précédés, les deux auteurs le décrivent comme un *« décolonisateur »* emporté malgré lui dans l'*« engrenage »* algérien.

Cette thèse est désormais répétée à peu près partout, y compris par ses plus récents biographes, comme Michel Winock (*François Mitterrand,* Gallimard, 2015) ou Philip Short (*François Mitterrand. Portrait d'un ambigu,* Nouveau Monde, 2015), qui tous deux expédient en quelques paragraphes l'épisode de la rue Oudinot sans s'embarrasser d'autres sources que celles fournies par Mitterrand lui-même. La « vérité » est ainsi devenue officielle : le futur président était déjà un *« partisan résolu de la décolonisation »* à l'époque où il pilotait la politique coloniale du gouvernement, indique la page qui lui est consacrée sur le site Internet de l'Élysée (2). Audacieux paradoxe.

Rationaliser le système impérial

En réalité, l'homme n'a jamais été un « décolonisateur ». S'il s'est effectivement rapproché d'Houphouët-Boigny au cours de l'année 1951, c'est parce qu'il savait que la réputation du leader ivoirien, dépeint par les milieux conservateurs comme un militant stalinien et antifrançais, était infondée. Le richissime député de Côte d'Ivoire, propriétaire d'immenses plantations de cacao et de café, ne nourrissait aucune velléité indépendantiste : il militait au contraire pour la consolidation de ce qu'il appellera quatre ans plus tard la « Françafrique ». C'est d'ailleurs de son propre chef, et non sous une quelconque pression mitterrandienne, qu'Houphouët-Boigny a rompu avec le PCF en 1950. Et c'est par défaut, ayant échoué à coaliser derrière lui l'ensemble des parlementaires africains, qu'il s'est résolu à pactiser avec le député de la Nièvre en 1952. Un pacte qui, sous couvert d'émancipation africaine, propulsera ces deux adeptes de Machiavel vers d'éminentes fonctions ministérielles.

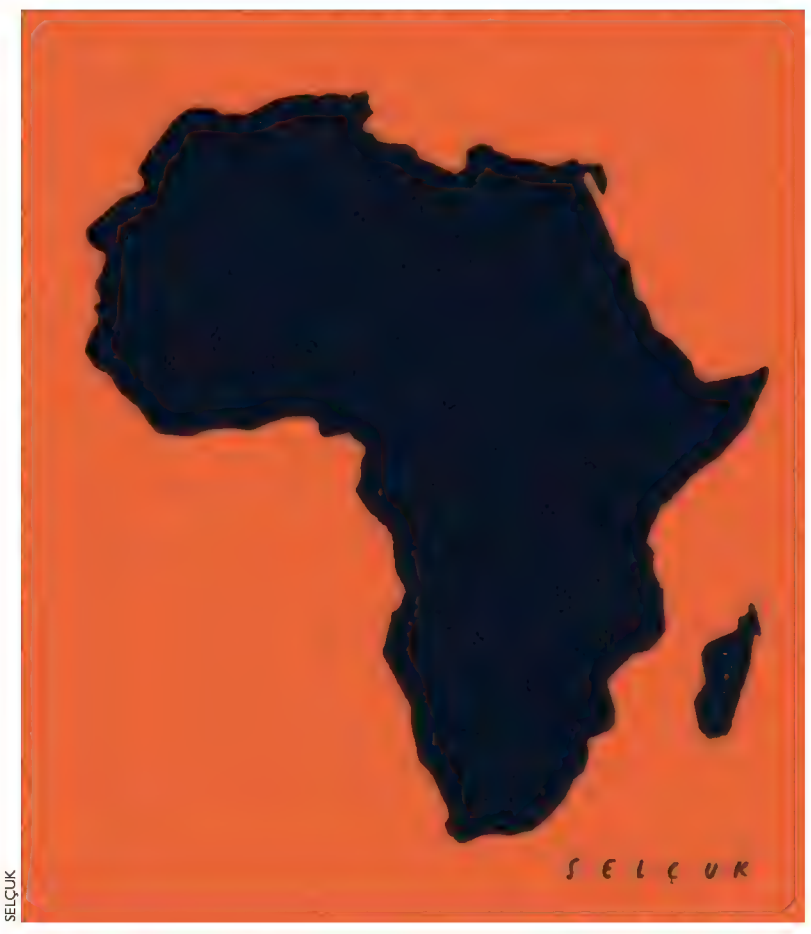
Le Mitterrand des années 1950, ardent défenseur de la *« présence française »* outre-mer, n'était pas pour autant favorable au statu quo colonial. Il avait conscience, comme d'autres, que l'immobilisme en la matière ne pouvait qu'exciter le *« séparatisme »* dans les sociétés colonisées. D'où l'intérêt de s'appuyer sur des leaders autochtones désireux, comme Houphouët-Boigny, d'étouffer dans leurs rangs les velléités contestatrices. D'où également la nécessité d'entreprendre à temps des *« réformes audacieuses »* capables de couper l'herbe sous le pied des indépendantistes (ainsi qu'il le préconise dans une « Étude sur les rapports franco-tunisiens » en 1952) (3). D'où, enfin, l'urgence de mettre fin à la ruineuse guerre d'Indochine, qui par contrecoup *« nuit à notre perspective africaine, la seule valable »* (comme il l'écrit dans son livre *Aux frontières de l'Union française,* publié chez Julliard en 1953). Puisque l'Indochine est perdue, exhortait le jeune ministre, il faut se concentrer sur l'essentiel : *« L'Afrique d'abord. »*

C'est cette volonté de rationaliser le système impérial, par l'octroi calculé de réformes « libérales » et l'abandon assumé des charges intenables, qui lui vaut aujourd'hui des brevets rétrospectifs de « décolonisateur ». Mais ce que ses biographes semblent ignorer, c'est que cette politique de modernisation coloniale, d'apparence progressiste, était dès cette époque scrutée avec inquiétude par les mouvements indépendantistes, notamment algériens, qui la désignèrent au tournant de l'année 1954 par un mot alors tout à fait nouveau : le *« néocolonialisme »*. Mitterrand, précisaient-ils, en est l'un des *« grands théoriciens »* (4).

Là se situe l'illusionnisme mitterrandien, qui est aussi un pied de nez historiographique. Les nationalistes algériens d'alors avaient compris ce que nombre d'historiens français d'aujourd'hui peinent encore à percevoir : que la réforme du système colonial était conçue par ses promoteurs non comme une manière de démanteler l'empire, mais au contraire comme un moyen de le restaurer.

« C'est par l'Afrique qu'on peut restituer à la France le sentiment d'être un grand pays », s'exaltait le député de la Nièvre en mai 1954, un mois avant sa nomination Place Beauvau par Mendès France. Il rêvait alors d'envoyer en masse la jeunesse hexagonale de l'autre côté de la Méditerranée afin d'y *« constituer une société conquérante de créateurs, de futurs patriarches »*, à l'image des *« Américains d'il y a cinquante ans, quand ils marchaient vers le Far West, qu'ils créaient ces États fabuleux que sont la Californie et le Texas »* (5).

La réforme coloniale n'exclut pas la répression, répétait Mitterrand dans les années 1950. Rien de tel, pour mener les peuples colonisés à la bonne destination, que l'indémodable technique de la carotte et du bâton. Telle fut en tout cas sa politique après l'insurrection nationaliste algérienne du 1er novembre 1954, comme ministre de l'intérieur jusqu'en février 1955, puis comme garde des sceaux, entre février 1956 et juin 1957.



SELÇUK

On le sait aujourd'hui : Mitterrand fut un acteur-clé de la « pacification » engagée par le gouvernement Mollet. Il signa en mars 1956 les décrets instaurant les « pouvoirs spéciaux » qui enfoncèrent l'Algérie dans un climat de terreur. Il approuva l'exécution des militants algériens condamnés à mort et s'opposa aux recours en grâce déposés par des dizaines d'entre eux. Il cautionna l'envoi de centaines de milliers de jeunes Français au combat, soutint l'opération militaire franco-israélo-britannique à Suez à l'automne 1956 et minimisa les faits de torture rapportés par la presse en pleine bataille d'Alger au début de l'année 1957.

Là encore, Mitterrand essaya par la suite d'enjoliver sa biographie. Il en expurgea les épisodes les moins reluisants et affirma avec aplomb avoir résisté aux élans répressifs de ses collègues du gouvernement. *« Les historiens honnêtes verront quand même bien que quelques ministres avaient des positions libérales sur l'Algérie »*, plaidera-t-il vingt ans plus tard devant Giesbert. Lequel, comme bien d'autres à sa suite, affirmera sans trembler que le brillant ministre de la justice est toujours resté *« du bon côté »* en ces années de sang. Mitterrand a souffert de cette politique, qu'il appliquait *« à contrecœur »*, ajoutent les commentateurs, auscultant avec mansuétude le *« malaise »* et les *« doutes »* qui, paraît-il, assaillaient le ministre. *« Discret, souvent malheureux, il va vivre quelques-uns des pires mois de sa vie politique »*, compatit Winock.

Le projet néocolonial, mis en échec par les nationalistes d'Afrique du Nord, s'est en revanche concrétisé dans les territoires d'Afrique subsaharienne, auxquels le gouvernement Mollet octroya un début d'autonomie interne grâce au vote en juin 1956 d'une loi-cadre portée par Gaston Defferre, alors ministre de la France d'outre-mer. Les élites émergentes africaines accédèrent ainsi, dans chacun de ces territoires, à des postes à responsabilité. Cette loi-cadre, cosignée par Mitterrand et Houphouët-Boigny, titulaire d'un maroquin ministériel à partir de février 1956, est la preuve irréfutable qu'il y avait bien d'authentiques progressistes au sein du gouvernement Mollet, affirment les admirateurs de l'ancien chef de l'État.

C'est aller bien vite en besogne. Car la loi-cadre Defferre, loin de préparer l'indépendance des colonies africaines, comme beaucoup d'historiens l'ont écrit a posteriori, visait justement à l'éviter. *« Garder l'Afrique et y rester,* commentait Mitterrand quelques semaines après l'entrée en vigueur du nouveau dispositif, *n'était-ce pas d'abord en confier le soin aux Africains qui sauraient fermer les yeux devant les mirages d'un nationalisme illusoire* (6) *? »*

Trois ans plus tard, les colonies d'Afrique subsaharienne obtiendront bien leur indépendance. Mais une indépendance en trompe-l'œil que les gaullistes, revenus au pouvoir en 1958, videront de sa substance par le mécanisme de la coopération et qu'ils confieront aux plus fidèles « amis africains » de la France – Houphouët-Boigny en tête. Ainsi s'institutionnalisera le néocolonialisme françafricain, dont Mitterrand fut successivement un subtil précurseur dans les années 1950, un habile contempteur dans les années 1960-1970 et un redoutable praticien après son accession à l'Élysée en 1981.

* Journaliste, éditeur et chercheur indépendant. Auteur de *L'Afrique d'abord ! Quand François Mitterrand voulait sauver l'empire français,* La Découverte, Paris, 2024.

(1) Entretien avec Roger Louis, Office de radiodiffusion-télévision française (ORTF), 22 novembre 1965.

(2) www.elysee.fr/francois-mitterrand

(3) Archives nationales, fonds Vincent Auriol, 552 AP/113. Cité dans « Comment François Mitterrand réinventa la colonisation », Orient XXI, 3 septembre 2024, https://orientxxi.info

(4) Abd-el-Ghani, « Face au néocolonialisme », *La Nation algérienne,* Alger, 1er octobre 1954.

(5) *Combat,* Paris, 19 mai 1954.

(6) François Mitterrand, *Présence française et abandon,* Plon, Paris, 1957.

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

L'IMPOSSIBILITÉ D'ÉCHAPPER À L'UNION EUROPÉENNE

La France malade de ses institutions

Les constitutionnalistes envahissent les plateaux télévisés et les pages « Débats » des journaux pour décrypter la crise de régime qui s'installe en France depuis les législatives. Les propositions fusent – proportionnelle, retour au septennat, etc. La plupart d'entre elles oublient l'enjeu fondamental : les institutions sont d'abord un bien public et un contrat social à reconstruire.

PAR ANDRÉ BELLON *

© JONAS LUND

JONAS LUND. – « The Masters of the Leash » (Les maîtres de la laisse), 2023

La science physique connaît un état curieux de la nature qu'on appelle la surfusion. C'est le cas d'un lac dont l'eau est à une température inférieure à zéro degré, mais n'est pas gelée. Pourtant, si on y lance un minuscule cristal de glace, le lac gèle totalement. Peut-on imaginer qu'une situation semblable existe en matière de politique, par exemple qu'une organisation institutionnelle soit métastable et attende son glaçon ?

Voilà bien longtemps que notre système politique est gelé. Les commentateurs se contentent souvent de mettre en cause le personnel politique, notamment le comportement du président de la République. Ils évitent ainsi d'accepter un fait, fondamental, que rappelait l'historien Marc Bloch : *« Les institutions politiques en général ne sauraient prendre leur sens véritable qu'une fois leurs liaisons rétablies avec les profonds courants d'idées – de sentiments aussi – qui leur furent sous-jacents »* (1). C'est-à-dire ce qui constitue les fondements d'une « communauté politique ».

L'article 3 de la Constitution française du 4 octobre 1958 dispose que cette communauté politique est le peuple, auquel appartient la souveraineté nationale et qui l'exerce par les élections. Or la pratique institutionnelle anesthésie ou détourne le suffrage universel : phénomène inédit, il a fallu cinquante et un jours pour la nomination d'un nouveau premier ministre. Alors même que la participation aux législatives était exceptionnelle, l'arbitraire dont bénéficie le président de la République lui a permis de nommer un personnage battu dès le premier tour de la dernière primaire d'un parti aujourd'hui marginal.

Les appels répétés à respecter les « usages républicains » ou l'« esprit de la Constitution », aussi vagues que pressants, confirment que ces dérives révèlent une crise profonde. Les institutions ont pour objet de refléter un contrat social exprimant la volonté d'une communauté politique. Sont-elles légitimes si elles rompent ce contrat qui donne son sens politique au peuple ?

La question était déjà présente sous la IVe République (1946-1958), dont la chute est trop souvent résumée à des faiblesses structurelles du parlementarisme. On oublie ainsi comment ses institutions ont surtout été minées par des pratiques qui ont fini par jeter le doute sur le contrat social issu de la Libération (indépendance nationale, rétablissement de la République, reconstruction du pays, lois sociales). Les institutions de la IVe République permettaient, en particulier, d'ostraciser au moins deux mouvements politiques puissants, les communistes et les gaullistes, créant ainsi un décalage entre la représentation et la réalité du corps social, qui plus est sur fond de guerres coloniales. Pour ce faire, des procédés plus que discutables, mais légaux, furent employés. En 1951 et 1956, le système des apparentements, sorte d'alliance dans le cadre du scrutin proportionnel, permit aux partis qui se partageaient le pouvoir d'éliminer les « indésirables ». De telles méthodes ont détruit la confiance des citoyens dans des institutions qu'ils soutenaient jusqu'alors. Et cette disparition de la confiance participa à l'effondrement de la IVe République et à l'avènement de la Ve.

Il existe un parallèle avec l'abus presque maladif aujourd'hui d'un 49.3 utilisé pour étouffer une crise politique de plus en plus profonde. L'article a été conçu comme un outil exceptionnel, et non comme un mode de gouvernement. De ce fait, la Ve République, qui prétendait « rationaliser » le pouvoir parlementaire, aboutit ces derniers temps à l'effacement presque total du Parlement. Bien sûr, on peut, comme certains le pensent, résoudre la crise en modifiant marginalement le pouvoir du président de la République et le mode de scrutin, notamment en introduisant la proportionnelle. Une telle vision technique fait l'impasse sur la rupture qui s'est produite entre les citoyens et leurs représentants théoriques, la quasi-disparition du corps politique souverain.

Les citoyens, un lobby comme un autre

Les signes avant-coureurs de cette rupture ont été systématiquement balayés par l'ensemble de la classe dirigeante. En premier lieu, la montée d'une abstention structurelle : les Assemblées nationales de 2017 et 2022 avaient été élues par une minorité d'électeurs, et la présidentielle a, elle aussi, marqué un recul de participation au premier tour. Le regain de vote en 2024 s'est accompagné d'une poussée sans précédent du Rassemblement national (RN) et d'une politique de barrage qui complique la lecture du résultat final. Comment tirer des conséquences politiques claires d'un scrutin qui voit la gauche voler au secours de Mme Élisabeth Borne, mère d'une réforme des retraites imposée avec toute la violence institutionnelle possible contre la volonté majoritaire, et de M. Gérald Darmanin, père de la loi immigration ? Ainsi, les abus de pouvoir du président de la République, qui s'accumulent – non-respect des procédures de consultation de l'article 12 (dissolution), refus de nommer un gouvernement dans un délai raisonnable, gouvernement démissionnaire qui outrepasse les « affaires courantes », etc. –, sont restés sans conséquences autres que de la gesticulation. Dans une Assemblée fracturée et éclatée entre onze groupes (un record !), élue dans le cadre déformant d'un barrage contre un parti qui a rassemblé près de onze millions de voix, continuer à prétendre que la droite ou la gauche ont gagné ou perdu n'a strictement aucun sens. Fonctionnant ainsi, les institutions ne sont plus capables d'exprimer la moindre volonté populaire. La classe politique dans son ensemble, toute à ses intérêts partisans, semble incapable d'analyser la situation pour ce qu'elle est : une crise de régime et un effondrement moral.

« La souveraineté nationale appartient au peuple. » On peut ne voir là qu'une affirmation sans grande conséquence. Mais il y avait, dans l'esprit du général de Gaulle, un équilibre entre un pouvoir central fort et une capacité d'affirmation de la volonté populaire. Cette volonté, symbolisée par l'existence du référendum, s'est finalement révélée artificielle. En 2005, un vote des citoyens, avec près de 70 % de participation, a rejeté le traité constitutionnel européen (TCE) à une majorité de 54,7 %. Le président Nicolas Sarkozy a alors bafoué ce vote, avec l'aide du premier secrétaire du Parti socialiste, M. François Hollande, en faisant adopter le traité de Lisbonne. En revanche, le 24 septembre 2000, les électeurs approuvent par référendum le remplacement du septennat présidentiel par un quinquennat : le « oui » remporte 73 % des voix. Le vote est jugé légitime alors qu'il y a eu 70 % d'abstentions et 16 % de votes blancs ou nuls. Les citoyens voient clairement que les institutions permettent de balayer leur volonté et qu'eux-mêmes sont méprisés dans les discours publics.

Nombre de débats tournent autour de la stabilité du pouvoir, et nous entendons depuis des décennies, de la part des thuriféraires de pouvoirs aux abois et contestés, des affirmations telles que : « Si nous étions sous la IVe République, le gouvernement aurait sauté ». Certes, mais est-ce, en soi, un problème ? Et à quel prix payons-nous cette « stabilité » ? Lorsque les conflits sociaux se développent, lorsque la stabilité du pouvoir se fait au détriment de l'expression normale des aspirations populaires, la légitimité des institutions n'est-elle pas en cause ? Bien au contraire, c'est le concept même de peuple qui est contesté, présenté de façon péjorative, incapable et porteur de dispute, oubliant d'ailleurs que celle-ci est un fondement de la démocratie.

Peut-on juger que la loi retraites est légitime quand le gouvernement a tout fait pour l'imposer face à des millions de manifestants, pour empêcher même un vote du Parlement qui l'aurait refusée ? Le parcours de la loi immigration est encore plus révélateur : le texte proposé par le gouvernement fait l'objet d'une motion de rejet à l'Assemblée nationale en décembre 2023 ; il passe ensuite au Sénat, qui l'amende ; l'Assemblée valide les amendements « à la hussarde » ; le Conseil constitutionnel censure ensuite la quasi-totalité des amendements pour revenir au texte initial, et c'est donc le projet de loi initialement rejeté par les députés qui entre en vigueur ! Il y a là une inversion de la légitimité, les citoyens n'étant plus qu'un lobby comme un autre.

La crise des institutions est une crise du pouvoir politique. En créant la Ve République, le général de Gaulle prétendait appuyer un pouvoir fort sur la préservation d'une souveraineté nationale. On se souvient, à ce sujet, de la politique de la chaise vide menée du 30 juin 1965 au 30 janvier 1966 pour imposer le respect des intérêts français dans la Communauté européenne.

Paradoxalement, les institutions peuvent aujourd'hui être utilisées pour détruire ce qui reste de la souveraineté nationale et populaire.

Si l'Union européenne ne s'est jamais présentée comme un adversaire de la démocratie, on ne peut nier que c'est essentiellement parce qu'elle n'évoquait pas la question. On se souvient, en revanche, des avertissements de Pierre Mendès France lorsqu'il vota contre le traité de Rome le 18 janvier 1957. Il dénonçait déjà le caractère technocratique de la construction européenne en affirmant que *« l'abdication d'une démocratie peut prendre deux formes, soit le recours à une dictature interne par la remise de tous les pouvoirs à un homme providentiel, soit la délégation de ces pouvoirs à une autorité extérieure, laquelle, au nom de la technique, exercera en réalité la puissance politique »*. Bien sûr, des références à la démocratie ont fini par apparaître dans les discours européens à partir des années 1970, mais ce fut purement formel et curieusement sous un vocable comptable, à savoir le *« déficit démocratique »*. Un tournant officialisa alors cette dilution de la démocratie : le vote du traité de Lisbonne.

En fait, le processus antidémocratique est, comme le prévoyait Pierre Mendès France, en progression depuis l'origine. Au nom de l'efficacité décisionnelle, la souveraineté des peuples est systématiquement confisquée au profit des institutions supranationales. Ainsi, non seulement la concurrence économique représente l'alpha et l'oméga des relations sociales dans l'Union européenne mais, comme le remarque Dieter Grimm, ancien membre de la Cour de Karlsruhe, *« l'intervention des États n'est plus nécessaire pour établir le Marché commun. La Commission (comme organe responsable de la mise en œuvre des traités) et la Cour de justice de l'Union européenne (comme organe responsable de l'interprétation des traités en cas de conflit) peuvent prendre en main l'intégration économique. Lorsqu'elles estiment que le droit national entrave le Marché commun, elles le déclarent inapproprié, sans que les gouvernements puissent réellement s'y opposer* (2) *»*.

Il n'y a plus, dans un tel contexte, de vie politique au sens d'Aristote. Il y a la domination d'une idéologie, celle d'une économie libérale dans laquelle l'individu n'est qu'un consommateur isolé. Le suffrage universel devient un théâtre d'ombres.

La situation politique demande clarification, mais pas seulement sur les jeux politiciens. Il est nécessaire de refonder le contrat social et, à cette fin, de revoir la règle du jeu politique. Les mouvements sociaux, plus ou moins souterrains, l'indiquent depuis longtemps, que ce soit les « gilets jaunes », les manifestations agricoles, les appels au référendum d'initiative citoyenne (RIC), les critiques de la construction européenne… Dans ce cadre, les institutions ne sont que le nom donné à la reconstitution du souverain et l'expression de sa volonté.

Certes, des constitutionnalistes font feu de tout bois pour expliquer les réformes nécessaires des institutions. Mais c'est souvent pour imposer leurs solutions et, surtout, pour priver le peuple de tout contrôle réel sur leur définition. Ils évitent par là même de poser la question de l'élaboration du pouvoir politique face à l'économie libérale et à l'idéologie managériale de l'Europe. Ainsi Dominique Rousseau (3), constitutionnaliste médiatique, demande-t-il une petite assemblée de citoyens tirés au sort pour repenser les institutions sous son égide et celles d'experts triés sur le volet. Cette mise à l'écart sophistiquée du peuple rappelle que nous sommes face à un enjeu majeur de pouvoir et que la vraie question n'est pas seulement de redéfinir les institutions, mais qui est légitime pour les construire. Rappelons Jean Jaurès, qui proclamait : *« Qu'est-ce donc que la République ? C'est un grand acte de confiance. Instituer la République, c'est proclamer que des millions d'hommes sauront trancher eux-mêmes la règle commune de leur action ; qu'ils sauront concilier la liberté et la loi, le mouvement et l'ordre.* (…) *Instituer la République, c'est proclamer que les citoyens des grandes nations modernes, obligés de suffire par un travail constant aux nécessités de la vie privée et domestique, auront cependant assez de temps et de liberté d'esprit pour s'occuper de la chose commune* (4). *»* Et c'est justement aujourd'hui, alors que la question principale est la « communauté politique », la reconstitution du peuple, ce souverain naturel, que tout est fait pour éviter que les citoyens s'en saisissent, pour que la réalité du corps social permettant des débats libres et raisonnés ne soit pas représentée. L'alternative entre une direction autoritaire du pays et la reconstitution de la démocratie (5) émerge de la crise de régime.

Il faut aujourd'hui admettre que la question est posée, qu'un monde est en surfusion et qu'un autre attend son glaçon.

L'Imprimerie
79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
ACPM

Origine du papier : Allemagne
Taux de fibres recyclées : 100 %.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées, porteur de l'Ecolabel européen sous le n° FI/37/001.
Eutrophisation : Ptot – 0,007 kg/t de papier

Commission paritaire des publications et agences de presse : n° 0524 D 86051
ISSN : 0026-9395
Printed in France

À la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, nos numéros de téléphone verts : 0 805 050 147.

* Président de l'Association pour une Constituante, ancien président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

(1) Marc Bloch, *Les Rois thaumaturges. Étude sur le caractère surnaturel attribué à la puissance royale, particulièrement en France et en Angleterre*, Gallimard, Paris, 1983 (1re éd. : 1924).

(2) Dieter Grimm, « Quand le juge dissout l'électeur », *Le Monde diplomatique*, juillet 2017.

(3) « Il faut arrêter le bricolage. Le moment est venu de changer de Constitution », *Le Monde*, 14 mars 2023.

(4) Jean Jaurès, « Discours à la jeunesse », juillet 1903.

(5) Lire « Bonapartisme ou Constituante », *Le Monde diplomatique*, avril 2014.

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

Imputation mensongère d'antisémitisme

L'art de la diffamation politique

(Suite de la première page.)

Dans *Le Figaro* (5 juillet 2024), une brochette d'intellectuels parmi lesquels Pascal Perrineau, professeur à Sciences Po, dont il a dirigé pendant plus de vingt ans le Centre de recherches politiques (Cevipof), docteur d'État, agrégé, appelle *« à faire barrage au Nouveau Front populaire, coalition dont nous jugeons qu'elle constitue aujourd'hui la première menace pour les Français juifs et, plus largement, pour la France »*. Les signataires ciblent plus particulièrement *« La France insoumise, ce parti qui a fait de la haine antijuive une stratégie électorale »*.

Le même quotidien conservateur publie le 20 juin 2024 les réflexions d'Alain Finkielkraut, de l'Académie française, qui qualifie M. Mélenchon de *« chef de file de la judéophobie contemporaine »*. *« Aymeric Caron, David Guiraud, Danièle Obono, Sébastien Delogu, Mathilde Panot, Rachel Keke, Thomas Portes, Louis Boyard, ces candidats investis par le Nouveau Front populaire brandissent les spectres de Pétain, de Maurras, voire d'Adolf Hitler »*, ajoute avec un sens admirable de la mesure celui qui est également producteur d'une émission sur France Culture. Et devinez quelle est la première question qui traverse l'esprit d'Apolline de Malherbe lorsqu'elle reçoit la députée de gauche Clémentine Autain sur BFM-RMC le 14 novembre 2023 : *« Est-ce que Jean-Luc Mélenchon est antisémite ? »* La formulation du journaliste Benjamin Sportouch est à peine différente sur Arte (« 28 minutes », 24 juin 2024) : *« Raphaël Enthoven, une question toute simple : est-ce que LFI est un parti antisémite ? » « LFI est le premier parti antisémite de France »*, répond alors sans hésiter l'éditorialiste de *Franc-Tireur*.

« La France insoumise est un parti antisémite. Ce parti antisémite est en position dominante dans le Nouveau Front populaire », prétend également Bernard-Henri Lévy dans *Le Point* (27 juin 2024). L'hebdomadaire a multiplié les couvertures sur les méfaits supposés de LFI (« Islamisme et antisémitisme. Comment les digues ont lâché », sur fond de portrait de M. Mélenchon, 2 novembre 2023), sans doute inspiré par son éditorialiste-vedette Franz-Olivier Giesbert, accueilli comme un oracle sur les chaînes d'information : *« Il y a aujourd'hui,* écrit-il, *une "gauche iranienne" incarnée par Jean-Luc Mélenchon et ses épigones.* (…) *Aujourd'hui, comme au temps du Führer, l'Internationale antisémite, désormais à la botte de Téhéran, entend faire disparaître les Juifs de la surface de la terre. Le plan devrait crever les yeux de tous : il s'agit de favoriser la multiplication des actes antisémites afin de pousser les Juifs à quitter le pays, pour se réfugier en Israël, où il est prévu de les égorger, le jour venu »* (*Le Point,* 29 août 2024). Dorénavant, le viol d'une enfant juive ou l'incendie d'une synagogue conduisent donc nombre de médias à imputer aussitôt l'inspiration de ces crimes aux Insoumis. Au point qu'une députée macroniste, M^me^ Caroline Yadan, a suggéré *« la dissolution de LFI pour lutter contre l'antisémitisme »* (X, 8 août 2024). Dissoudre un grand parti d'opposition, pourquoi diable n'y a-t-on pas pensé plus tôt ?

Une semblable démesure – le terme « outrance » paraît réservé à M. Mélenchon – serait sans doute moins acceptée sans le feu vert implicite donné au reste de la meute par les médias dits de référence, ceux qui inspirent les élites politiques et éditoriales : France Inter, première radio de France, et *Le Monde,* principal quotidien national. Depuis le 7 octobre 2023, dix éditoriaux de ce journal ont explicitement associé M. Mélenchon et LFI à l'antisémitisme, dénoncé leurs *« outrances »* et leur *« complaisance envers la violence la plus barbare »* – tout en se réservant le « courage de la nuance ».

Une contrevérité manifeste

La saturation de l'espace public par le thème de l'antisémitisme de LFI s'accompagne d'un silence médiatique sur une autre « complaisance envers la violence la plus barbare » : celle des principales formations politiques françaises concernant les crimes de guerre commis avec des armes occidentales et le « soutien inconditionnel » de personnalités politiques de premier plan, la présidente de l'Assemblée nationale en tête. Car, depuis un an, alors que les médias exagéraient et déformaient le moindre écart de langage des Insoumis, que leur manie de tweeter leur indignation à tout-va n'a pas manqué de provoquer, ils ont minoré l'ampleur des massacres israéliens à Gaza. Au point que M. Dominique de Villepin protesta, le 12 septembre 2024 sur France Inter, en réponse à une question de Léa Salamé : *« On a Gaza, qui est sans doute le plus grand scandale historique et dont plus personne ne parle dans ce pays. C'est le silence, la chape de plomb. Je suis obligé de googler pour trouver une brève. »* Peut-on imaginer qu'un jour France Inter, TF1 ou BFM TV interrogeront un responsable politique sur la mansuétude de la France envers Israël, qu'ils se récrieront contre le tweet antipalestinien d'un député, et taxeront tout son parti de racisme antiarabe s'il n'est pas sanctionné séance tenante ?

« Mélenchon antisémite » : le fiel médiatique circule depuis 2018 (avec, paradoxalement, l'expulsion du dirigeant de LFI d'une manifestation *contre* l'antisémitisme). Après les assassinats commis par le Hamas en Israël le 7 octobre 2023, la campagne contre LFI, et dans une moindre mesure contre le Parti communiste, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) et Les Écologistes, change d'échelle mais aussi de nature. L'objectif national – rendre infréquentable le premier parti d'opposition de gauche – s'inscrit à merveille dans une stratégie internationale qui vise à proscrire du débat public la critique d'Israël et de ses politiques.

Dès 2016, le lobby pro-israélien s'emploie en effet à ce qu'un nombre croissant d'États entérine la définition de l'antisémitisme établie par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) et promue par le Parlement européen (1). Floue au possible *(« L'antisémitisme est une certaine perception des Juifs, qui peut être exprimée comme une haine envers les Juifs »)*, elle s'accompagne de onze exemples dont sept confondent critique d'Israël et antisémitisme. L'objectif ? Non seulement discipliner les débats sur la question palestinienne, mais aussi discréditer ou interdire les mobilisations de type Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS).

Car refuser la définition de l'IHRA revient à encourir ipso facto le soupçon d'antisémitisme. Après une campagne contre le dirigeant du Parti travailliste britannique Jeremy Corbyn, un partisan de la cause palestinienne injustement accusé de judéophobie (2), le Labour a lui-même dû adopter cette définition. Y souscrivent désormais quarante-trois États (3), dont la France, depuis 2019, à l'instigation de M. Macron. La Commission nationale consultative des droits de l'homme a pourtant fait savoir qu'elle *« n'est pas favorable à cette transposition »*, qu'il *« est contraire au droit constitutionnel français d'opérer pareille distinction entre les racismes »*. Et a conclu : *« Il est également nécessaire d'éviter toute instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme, et ne pas amalgamer à du racisme la critique légitime d'un État et de sa politique, droit fondamental en démocratie »* (4). Peine perdue. Sur des bases souvent farfelues ou au prétexte d'une maladresse, des personnes aussi différentes que les dessinateurs Siné et Plantu, les humoristes Charline Vanhoenacker et Guillaume Meurice, M. François Ruffin et Daniel Mermet, les intellectuel(le)s Pierre Bourdieu, Judith Butler, Noam Chomsky, Edgar Morin, Pascal Boniface, les représentantes démocrates américaines Ilhan Omar et Rashida Tlaib, Hugo Chávez et Dominique de Villepin, sans oublier Charles de Gaulle, ont été amalgamés à la lie de l'humanité.

Comment un projet aussi grossier visant à disqualifier des opposants politiques ou géopolitiques à partir d'une contrevérité manifeste a-t-il pu triompher ? À ce jour, aucun des procureurs de M. Mélenchon n'a jamais étayé son réquisitoire de déclarations, de faits ou d'actes antisémites dont se serait rendu coupable le fondateur de LFI. Lequel n'a d'ailleurs jamais été condamné pour un tel crime. L'imputation frauduleuse dont il est la victime a ceci d'original qu'elle s'appuie sur un mensonge à la fois conscient et intentionnel : à l'exception de quelques idéologues sincèrement convaincus du caractère judéophobe d'un soutien à la Palestine, la plupart des colporteurs de la rumeur savent que M. Mélenchon n'est pas antisémite, et d'ailleurs ils l'admettent parfois eux-mêmes.

© LEVALET - ADAGP, PARIS, 2024

LEVALET. – « The Trap » (Le piège), 2019

On tient là le cas exceptionnel d'une *fake news* d'État reprise mécaniquement par des journalistes qui non seulement n'en croient pas un mot, mais comprennent – et partagent – l'objectif politique qui en motive la dissémination.

Faute de tout élément antisémite irrécusable, les procureurs de LFI en sont réduits à interpréter des intentions cachées ou à extrapoler la judéophobie souterraine d'un lexique de termes proscrits dont ils sont les auteurs et qu'ils allongent chaque jour. Ainsi, à côté de « sionisme », « apartheid », « élite », « cigare », « système », « banque », « 500 familles », « populisme », « Hollywood », « dollar », etc., a surgi le verbe « camper ». Nul ne l'associait aux camps d'extermination jusqu'au dimanche 22 octobre 2023, quand le dirigeant de LFI reprocha par tweet à la présidente de l'Assemblée nationale de *« camper à Tel-Aviv pour encourager le massacre »* à Gaza. M^me^ Yaël Braun-Pivet avait déclaré quelques jours plus tôt le *« soutien inconditionnel »* de la représentation nationale à Israël, puis elle s'était rendue dans la capitale de cet État. Aussitôt les adversaires de M. Mélenchon associèrent le verbe « camper » qu'il venait d'employer non plus aux excursions estivales à la belle étoile ou aux sièges militaires mais… aux camps nazis. Ce choix inattendu n'eut pas seulement pour auteurs des trolls pro-israéliens, mais des médias respectés qui, non contents d'endosser cette interprétation extravagante, prétendaient l'imposer à chacun. À la manière d'une vérité alternative.

« L'étrange verbe "camper" renvoie au "camp", expliqua ainsi le 23 octobre le directeur du service politique de France Inter, Yaël Goosz. *Insupportable quand on connaît l'histoire familiale de Yaël Braun-Pivet, dont le grand-père juif polonais est venu en France pour fuir l'antisémitisme… »* Dix jours plus tard, *Le Monde* sollicite l'historien Pierre Birnbaum, qui, selon le quotidien, *« rappelle que le terme "camper" – utilisé par le chef de file de La France insoumise* – (…) *s'inscrit dans une longue tradition antisémite française »*. Birnbaum détaille la chose : en 1890, l'antisémite Édouard Drumont avait associé Juifs et campements de nomades ; en 1937, un autre antisémite, beaucoup moins connu, Maurice Bedel, en avait fait autant à propos de Léon Blum. Enfin, rebelote en 1954 dans une publication royaliste à propos de Pierre Mendès France. Ainsi, trois références éparses, dont la dernière remonte à soixante-dix ans, suffisaient pour établir qu'en utilisant le mot « camper » M. Mélenchon aurait adressé un clin d'œil judéophobe aux antisémites contemporains. Les musulmans des banlieues notamment, dont chacun sait à quel point ils raffolent de Drumont, Bedel et des collections d'*Aspects de la France*…

Technique malveillante de l'insinuation

C'est ainsi : il suffit dorénavant d'aligner soupçons, médisances et malveillances pour forger une preuve. *« Prises séparément,* concède *L'Express* du 28 août dernier, *les déclarations du leader insoumis sur les Juifs peuvent l'innocenter. Mais leur accumulation ne peut laisser croire à un simple hasard. »* Et le sociologue Gérald Bronner expose sa lumineuse démonstration : *« On ne peut répondre à la question de savoir quelle est la probabilité exacte que cette allégation-ci ou cette autre soit réellement antisémite. En revanche, parce qu'elles sont émises par la même personne, il est nécessaire de voir ces probabilités comme liées les unes aux autres. »* Résumons : dès lors que dix métaphores ou mots, aussi polysémiques que le verbe « camper » par exemple, sont qualifiés d'antisémites par voie d'oukase médiatique, celui qui y recourt devient antisémite. Il y a vingt ans, *Le Monde* s'était déjà illustré dans ce registre admirable en soupçonnant Pierre Bourdieu (et quelques autres) d'antisémitisme au seul motif qu'ils s'en étaient pris au journalisme, un métier dont l'auteur de l'article rappelait insidieusement que des antisémites le considéraient au siècle dernier *« comme la profession par excellence des Juifs* (5) *»*. On le voit, prétendre combattre l'antisémitisme n'interdit pas d'user d'une technique pour le coup très antisémite : celle de l'insinuation.

Plutôt que de l'accabler, les adversaires de M. Mélenchon devraient s'incliner devant sa performance. Car voilà probablement le seul chef de parti « antisémite » qui n'a jamais tenu de propos antisémite, dont la formation propose avec ses alliées cinq séries de mesures destinées à combattre ce fléau (6), et qui s'est rendu sur une radio juive, Radio J, pour y proclamer : *« Chaque Juif doit savoir, jusque dans le plus petit village de France, qu'il trouvera en nous aide et protection. »* M. Mélenchon a également obtenu que le tribunal correctionnel de Paris condamne en 2015 trois personnalités de droite qui l'avaient accusé d'antisémitisme. Huit ans plus tard, le tribunal judiciaire de Paris obligea également la chaîne d'extrême droite CNews à publier un droit de réponse de LFI et à payer une amende à la formation insoumise pour l'avoir qualifiée de *« parti antisémite »*.

« Le rayon paralysant abusif de l'accusation d'antisémitisme est désormais sans effet », a estimé le 2 juin dernier le fondateur de LFI sur son blog. Il s'illusionne. Un an après son lancement, l'assaut politico-médiatique a percuté sa cible. Fin août, M. Mélenchon acceptait lui-même l'idée que LFI, rendue radioactive, notamment par la campagne de diffamation dont elle a été l'objet, ne participe pas à un éventuel gouvernement de gauche. Le ressassement du mensonge a donc fait mouche. Et, chemin faisant, l'autre objectif a été également atteint. Tandis que les massacres se poursuivent en Palestine, *L'Opinion* (16 septembre) relève, presque étonné : *« Malgré la guerre à Gaza, la relation stratégique entre la France et Israël n'a jamais été aussi bonne. »*

Serge Halimi et Pierre Rimbert.

(1) Dominique Vidal et Bertrand Heilbronn, « Comment Israël manipule la lutte contre l'antisémitisme », Orient XXI, 12 février 2019.

(2) Lire Daniel Finn, « Antisémitisme, l'arme fatale », *Le Monde diplomatique,* juin 2019.

(3) https://holocaustremembrance.com/resources/working-definition-antisemitism

(4) Commission nationale consultative des droits de l'homme, « La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2018 », La Documentation française, Paris, juillet 2019.

(5) *Cf.* Henri Maler, « *Le Monde* contre "les critiques antimédias", antidémocrates et antisémites », Acrimed, 26 avril 2004. Lire aussi « Un "scoop" », *Le Monde diplomatique,* mai 2004.

(6) « Avec le Nouveau Front populaire, combattons l'antisémitisme et toutes les formes de racisme ! », 23 juin 2024.

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

UNE EXCEPTION CULTURELLE

Le livre-marchandise,

Une offre pléthorique inonde le marché du livre. En 2022, les principaux éditeurs français ont publié plus de 111 000 titres et imprimé 536 millions d'exemplaires. Les lecteurs ne suivent pas : 448 millions de livres ont été vendus et 25 000 tonnes sont parties au pilon. Au-delà du gâchis, l'opacité de la filière interroge, comme ses pratiques environnementales, trop souvent négligées au nom du soutien à la création.

UNE ENQUÊTE DE CLAIRE LECOEUVRE *

BRIAN DETTMER. – « Household Physicians » (Médecins à domicile), 2021

© BRIAN DETTMER

DURANT les six premiers mois de 2024, des libraires belges et français ont mené une grève singulière. L'association Pour l'écologie du livre proposait une *« trêve des nouveautés »* en refusant certains titres sur des critères volontairement nébuleux ou surprenants : les parutions d'un mois sur deux, le catalogue d'une seule maison d'édition, un seul titre par structure, ou encore en refusant les couvertures bleues, les auteurs d'un certain renom, etc. *« À système absurde, réponse absurde »,* explique en souriant Mme Anaïs Massola, présidente de l'association. *« Notre proposition a fait sens, non pas parce qu'elle était radicale, mais parce qu'elle était moins absurde que le quotidien des libraires depuis des années. »*

Nombre de personnes travaillant dans la filière ressentent ce malaise, tant d'un point de vue social qu'environnemental. Car les deux sont liés. *« À la naissance de l'association, en juin 2019, il y avait une sidération générale. Mon métier de libraire, qu'on dit être passeur de textes, a-t-il encore du sens quand 90 % de mon travail consiste à déballer et à remballer des cartons ? Être auteur, éditeur, à quoi cela sert-il quand la plupart des nouveautés ne restent qu'environ trois semaines en librairie ? »,* note Mme Massola, qui dirige la librairie Le Rideau rouge, à Paris. *« Une critique de la chaîne du livre, d'un point de vue écologique, conduit à se rendre compte qu'il s'agit d'un problème systémique, qu'il y a des logiques capitalistes, financières et industrielles derrière. Nous réfléchissons à partir de trois piliers : l'écologie sociale, symbolique et matérielle. La manière dont on décide de fabriquer un livre a des implications sociales, par exemple avec la délocalisation des imprimeries. »*

« Ensuite, le livre est un véhicule d'idées, poursuit Mme Massola. *Or il y a un paradoxe entre le nombre de choses produites et la réelle diversité des idées produites. On assiste à une logique d'auteurs à succès qui fabrique de la monoculture et nuit à la "bibliodiversité". Enfin se pose la question des ressources, du papier, des encres, de la colle, du lieu d'impression, du transport, etc. »* L'association propose de *« penser le monde du livre comme un écosystème, pour créer des interdépendances qui soient soutenables ».* L'écologie du livre fait de plus en plus parler d'elle. En 2024, le Syndicat de la librairie française (SLF) a fait de l'*« écologie du métier de libraire »* le thème de ses rencontres nationales à Strasbourg.

Plusieurs acteurs alertent sur la surproduction globale. Le problème est ancien mais s'accentue. En 2021, le secteur du dépôt légal de la Bibliothèque nationale de France (BNF) a reçu 88 000 nouveaux livres imprimés, soit un quart de plus qu'il y a dix ans. En comptant les rééditions et les réimpressions, les 500 principales structures de l'édition ont publié 111 000 titres en 2022. Entre 1999 et 2019, le nombre de nouveautés a augmenté de 76 % (1). L'inflation est devenue structurelle avec la concentration des éditeurs. Ce problème apparu dès les années 1980 et bien identifié depuis les années 2000 s'accélère au fil des rachats successifs par des groupes de plus en plus gros et des milliardaires en quête d'influence (2). *« Sur la question de la concentration, les douze premières maisons d'édition en France représentent 87 % du marché et les quatre premières 55 %. Avec ces deux chiffres, on a presque tout dit »,* résumait Mme Régine Hatchondo, présidente du Centre national du livre (CNL), devant la commission de la culture du Sénat le 29 mai dernier. Une part congrue du marché revient aux autres éditeurs, qui seraient 2 750 selon le ministère de la culture et plus de 4 000 si on compte les plus petites structures parfois gérées bénévolement (3).

Pour conserver sa place, chaque grand groupe cherche à couvrir toute la gamme des publications : essais, littérature adulte, jeunesse, bande dessinée, guide pratique… Il s'agit pour eux d'être présents toute l'année sur les tables des librairies et des grandes surfaces. Un bon moyen d'écraser la concurrence en s'appuyant sur leur point fort, la distribution. Car il faut souligner que les quatre premiers groupes (Hachette, Editis, Madrigall et Média-Participations) possèdent leur propre distributeur, l'acteur-clé qui stocke et transporte les livres jusqu'aux librairies. Ils concentrent ainsi 80 % du chiffre d'affaires lié à la distribution. Or cette organisation s'avère problématique.

Pour M. Jean-Philippe Fleury, attaché commercial aux Belles Lettres Diffusion Distribution (BLDD), *« le problème est avant tout structurel. Les acteurs de la "chaîne du livre" sont tous plus ou moins des artisans, et le seul échelon à caractère industriel, celui de la distribution, occupe une position centrale avec un modèle de croissance et des logiques d'accumulation. La distribution impose son tempo et dicte in fine le rythme des parutions. Le flux prime ainsi sur le fonds. Les temps d'exposition des livres sont de plus en plus courts, une nouveauté chassant l'autre. Tout le monde est sommé d'alimenter la machine : éditeurs, libraires, diffuseurs, au risque de se retrouver hors course ».*

En jouant sur des économies d'échelle, les grands groupes négocient ainsi plus facilement les prix d'impression et peuvent se permettre d'imprimer bien davantage que les petites maisons d'édition. Pour capter la moindre part de marché, les premiers inondent ainsi les libraires de titres, quitte à générer beaucoup d'invendus. Les retours effectués par les libraires sont, pour une petite part, réintégrés dans les dépôts des distributeurs, qui en renvoient eux-mêmes certains aux éditeurs (en fonction de l'accord contracté), et ceux restants sont « mis au pilon », selon le jargon de la profession. Ils sont alors récupérés par des entreprises de recyclage, et finissent brûlés ou transformés en pâte à papier pour devenir en grande partie du papier hygiénique ou des cartons d'emballage de pizzas. Cela ne coûte quasiment rien aux maisons d'édition, contrairement à la conservation des livres, qui demande tri, manutention, conditionnement, entreposage et frais de stockage.

Les retours auraient ainsi concerné en moyenne 19,3 % des livres produits en 2021 et 2022, et le pilon 13,9 % – soit 25 000 tonnes de déchets –, selon le Syndicat national de l'édition (SNE), qui fait cette estimation à partir d'un échantillon de six distributeurs qu'il juge représentatifs (4). S'y ajoutent les livres conservés en catalogue un temps avant d'être eux aussi détruits. En comptant le nombre moyen d'invendus entre 2014 et 2022, environ 17,5 % des livres neufs seraient détruits chaque année, la part des recyclés restant faible.

Difficile d'en savoir davantage sur le détail des quantités fabriquées et vendues. Toute question se heurte à des réponses aux contours flous et aux informations évanescentes. Le petit nombre des « grands acteurs » de la filière cultive le mystère au prétexte de la concurrence… ou de la solidarité. Selon l'observatoire (5) monté par le SLF, le taux de livres renvoyés est plus faible chez les plus petits libraires (14,2 %, contre 20,9 % chez les plus gros). Selon ce même observatoire, cela concerne surtout les nouveautés et plus encore la littérature (30 % des retours pour un peu plus de 25 % du marché). Selon *Livres Hebdo,* le taux moyen de retours atteignait 24 à 26 % en 2022 dans les grandes surfaces culturelles et 27 à 28 % dans les hypermarchés.

Les cinq plus grands acteurs de la distribution (Hachette, Interforum pour Editis, Sodis et Union Distribution pour Madrigall, MDS pour Média-Participations) n'ont pas souhaité répondre à ces questions. Si les données montrent des retours moins importants dans les petites librairies, contrairement aux grandes surfaces culturelles, du côté des distributeurs l'analyse est en réalité plus complexe. Les structures de taille moyenne ont souvent plus de livres renvoyés par les librairies que les gros, mais, finalement, ils pilonnent moins – entre 3 et 14 % des livres produits, contre 13 à 16,5 % pour les cinq grands selon nos calculs. Et ce alors que les best-sellers assurent de très faibles retours à ces derniers. Les petites maisons d'édition vivent souvent dans une économie précaire et préfèrent récupérer leurs défraîchis pour leur donner une seconde vie. Les plus grandes ne se posent même pas la question.

Le bal du pilon

PARMI les plus petits diffuseurs-distributeurs, M. Benoît Vaillant, cocréateur de Pollen, confirme de grands écarts dans les pratiques vis-à-vis des invendus : *« Parce qu'on travaille surtout avec des éditeurs indépendants qui ne peuvent pas réimprimer facilement, seulement 10 à 15 % de nos retours partent au pilon, alors que cela peut concerner les trois quarts pour les plus gros distributeurs. Trier, nettoyer, remettre en stock dans la bonne étagère, tous ces gestes mis bout à bout, ce n'est pas rentable, surtout les formats poche qui sont des gros volumes. »*

Réduire le pilon ou ne pas le pratiquer du tout, certaines maisons d'édition y parviennent. Cela nécessite de porter une grande attention aux quantités imprimées et à la gestion des stocks, mais aussi de conserver dans son catalogue les titres le plus longtemps possible, en réalisant un suivi et des offres commerciales régulières. Pour continuer de faire vivre un titre, les éditeurs le reproposent parfois après quelques années, pour des événements, des catalogues thématiques, lors de la sortie d'un nouveau livre dans une même collection, dans des packs promotionnels. Mais les libraires prennent de moins en moins de livres qui leur semblent risqués.

Au beau milieu de la Touraine, bien loin des centres de distribution de la région parisienne, d'immenses bâtiments abritent la Société genilloise d'entrepôt (SGE). Entre des étagères de plus de cinq mètres de haut, remplies de livres et d'objets divers et variés, un petit local est réservé au rafraîchissement des ouvrages. Six personnes s'activent. Sous la houlette de Pascal, Sylvie, Quentin, Marie-Noël, Laurence et Katia trient des cartons, nettoient les couvertures, décollent les étiquettes, poncent les tranches et gomment les imperfections. À la sortie, les livres semblent comme neufs.

« Avec cette rénovation, on sauve 60 % des retours, 80 % même si l'éditeur accepte les défraîchis, note le directeur Charles Henry d'Ocagne. *Pour 50 centimes par livre, cela vaut le coup. C'est dans l'air du temps. On a de plus en plus de maisons intéressées. On devrait passer de deux à quatre millions de livres traités en 2025. »*

Quelques éditeurs pionniers, qui publiaient des contenus sur l'écologie, se sont questionnés sur la manière de faire des livres. Terre vivante, par exemple, a fait réaliser une analyse de cycle de vie dès 2011. Une dizaine de maisons, dont Rue de l'échiquier ou Plume de carotte, ont créé le collectif des éditeurs « écolo-compatibles » puis participé à la création de la commission environnement et fabrication du SNE, avant d'en partir : *« Assez vite, on s'en est désintéressé, car ça devenait très "technico-technique". Bien sûr c'est intéressant, mais c'est loin de suffire »,* estime M. Frédéric Lisak, éditeur de Plume de carotte, qui poursuit la réflexion avec l'Association des éditeurs de la région Occitanie (ERO) et les librairies indépendantes de cette région.

Plus récemment, les grands groupes ont commencé à réaliser des bilans carbone. Hachette avait ouvert le bal en 2015. Bayard, Editis, L'École des loisirs, ont suivi, tandis que Madrigall devrait terminer le sien fin 2024. *« Il y a toujours une part du marché qui s'en moque et une autre qui se pose des questions. Depuis trois ans, énormément de maisons d'édition s'intéressent à la question du climat. La fameuse directive européenne de décembre 2022 sur la publication en matière de durabilité par les entreprises a énormément fait bouger les choses »,* s'enthousiasme M. Benoît Moreau, créateur d'Ecograf, une entreprise de conseil qui accompagne éditeurs et imprimeurs dans la mise en place d'une stratégie environnementale. Cette directive impose aux

* Journaliste.

(1) « Chiffres-clés, statistiques de la culture et de la communication 2023 », ministère de la culture, édition 2023, 16 mars 2024.

(2) Lire Jean-Yves Mollier, « Édition, le tournis des concentrations », *Le Monde diplomatique*, octobre 2022, et Thierry Discepolo, *La Trahison des éditeurs,* Agone, Marseille, 3e édition, 2023.

(3) « Étude sur la situation des maisons d'édition de petite et moyenne dimensions », ministère de la culture, 12 mars 2023.

(4) « Étude sur les tonnages de livres transportés dans l'édition : retours, pilon et recyclage (2021-2022), SNE, 22 décembre 2023.

(5) Observatoire de la libraire française, « Étude sur les retours », octobre 2023.

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

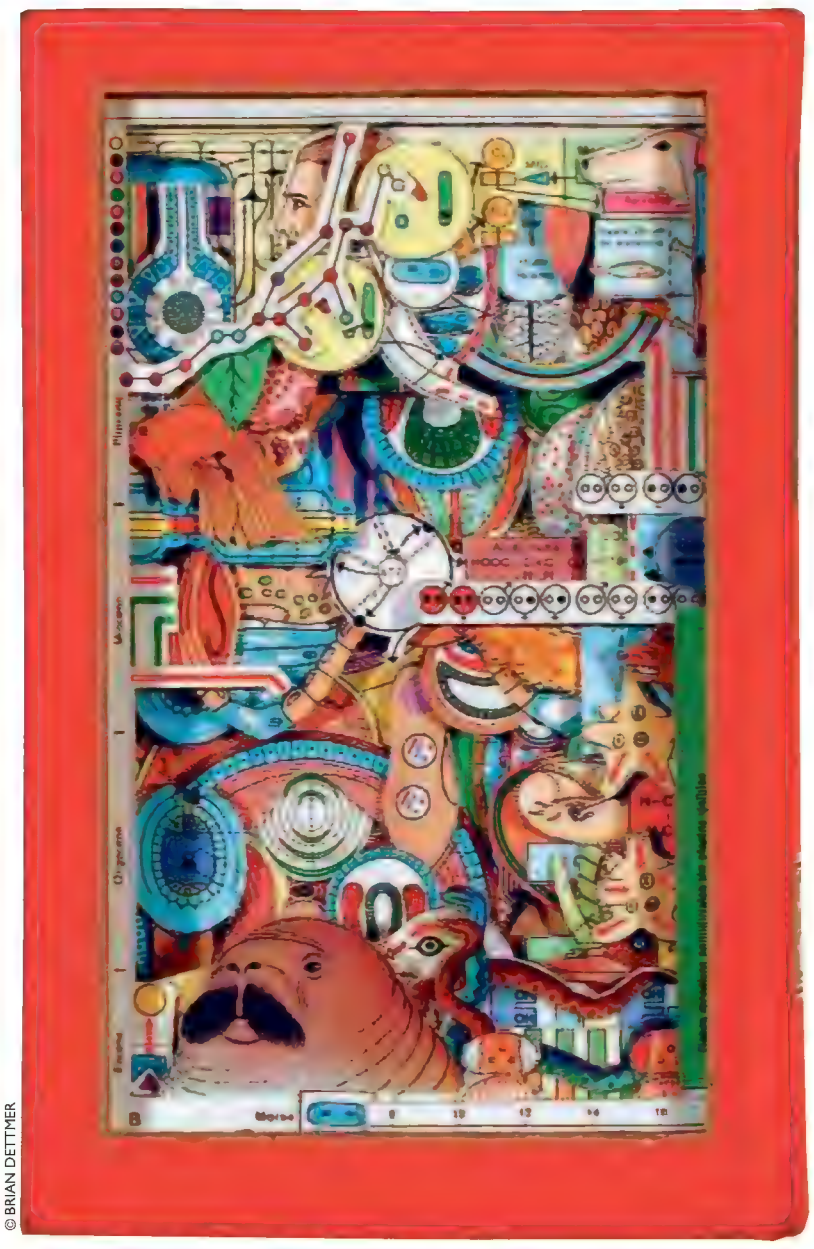
QUI A BON DOS

un danger écologique

entreprises de plus de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires de réaliser des études plus conséquentes et de présenter des stratégies de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre.

L'analyse de cycle de vie s'avère bien plus intéressante puisqu'elle prend en compte l'ensemble des effets sur l'environnement. Les outils montrent cependant la même chose : le poste le plus délicat revient à la fabrication de papier, qui consomme une grande quantité d'énergie et d'eau et entraîne une dégradation de milieux naturels (6).

Tout comme les céréales, la pâte à papier s'échange sur un marché mondial que se partagent une vingtaine de multinationales, bien plus puissantes que les éditeurs français. Problème : ce système invisibilise l'origine de la fibre de papier et donc des forêts dont elle est issue. Une papeterie établie en France ou en Norvège, lorsqu'elle ne transforme pas elle-même la cellulose en pâte à papier, reçoit sa matière première d'un peu partout, explique M. Daniel Vallauri, coauteur de trois rapports sur l'édition au Fonds mondial pour la nature (WWF) : *« Faire du papier, c'est une grosse cocotte-minute dans laquelle on met plein de choses et, selon les approvisionnements, vous pouvez avoir de la pâte à papier qui vient du Brésil mélangée avec celle qui vient de chez nous. En Italie et en Espagne par exemple, il y a beaucoup d'importations du Brésil. »* Selon lui, le mode de gestion des forêts est déterminant : *« Au Brésil ou en Indonésie, on trouve des plantations industrielles d'eucalyptus ou d'acacias. Quand ces cultures sont coupées au bout de dix ans seulement, la biodiversité n'a pu s'y développer. Il faudrait améliorer la part laissée à la nature. »*



© BRIAN DETTMER

BRIAN DETTMER. – « Atlas de Biologia », 2005

Fabriquer sans nuire

Dans l'ignorance de l'origine du papier, nombreux sont ceux qui s'en remettent aux labels. Celui du Conseil de gestion des forêts (CGF, ou FSC selon le sigle anglais) garantit l'existence d'un plan de gestion forestière, un niveau de qualité et une traçabilité. Celui du programme de reconnaissance des certifications forestières (PECF, ou PEFC) ne valide qu'un engagement d'amélioration continue. Selon le SNE, 98 % des papiers achetés par les éditeurs français étaient labellisés en 2022, mais le syndicat ne recense pas le type de label utilisé. Or il y a de grandes différences entre les deux. *« Le PEFC est le label monté par l'ensemble de l'industrie,* résume M. Vallauri. *C'est l'équivalent de l'agriculture raisonnée face au bio. D'un point de vue forestier, l'exigence du PEFC est d'une façon générale bien en dessous du FSC, y compris en France. Et c'est d'autant plus critiquable qu'on est dans un contexte de plantations très intensives, industrielles, et dans des régions où il y a de l'exploitation illégale. Le FSC n'est pas parfait, mais il impose un certain nombre de cadrages, plus exigeants. »*

Des enquêtes journalistiques, comme celle diffusée sur France 2 en 2017 (7), ont montré que les organismes attribuaient la certification PEFC à tout à fait autre chose que des forêts… En 2023, les organisations non gouvernementales Greenpeace Canada et Auriga Nusantara ont protesté auprès du FSC contre l'entreprise canadienne Paper Excellence, dirigée par M. Jackson Widjaja. En cause, ses liens avec l'entreprise indonésienne Asia Pulp & Paper, dirigée par son père. Cette dernière a perdu sa certification à la suite de divers scandales, en 2013 comme en 2023, pour sa pratique de déforestation forcenée et d'implantation de monocultures d'acacias (8). Paper Excellence est aussi la maison mère de Fibre Excellence, qui détient deux usines de pâte à papier en France, à Saint-Gaudens et à Tarascon. Le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) a signalé qu'un fournisseur de ces usines avait été condamné pour vol de bois dans les Pyrénées, alors qu'elles affichent les certifications forestières FSC et PEFC (9). Le SNE n'a pas de réponse à ces interrogations. *« Notre cheval de bataille, c'est que tout le monde demande un papier certifié à son imprimeur »,* se contente de rétorquer Mme Karen Politis Boublil, la chargée de mission de la commission environnement et fabrication au SNE.

Le papier destiné à l'impression de journaux, de livres ou de brochures est appelé « papier graphique » et défini par un poids de moins de 224 grammes au mètre carré. La France et l'Europe en fabriquent de moins en moins. *« L'Europe en produisait cinquante millions de tonnes en 2005 et seulement vingt millions en 2022 »,* confirme M. Jan Le Moux, directeur économie circulaire et politiques produits de Copacel, la fédération française des papetiers.

Certes, les livres ne consomment que 9 % du papier graphique utilisé en France, soit 215 200 tonnes en 2022. Mais 125 400 tonnes venaient de l'étranger (10). En outre, la pâte à papier produite dans l'Hexagone contient en moyenne 6,5 % de bois importé. Alors qu'on parle de réindustrialisation depuis la crise du Covid, l'édition poursuit le chemin inverse vers davantage de délocalisations. Dans l'impression déjà, des savoir-faire ont été perdus ou coûtent trop cher pour certains ouvrages complexes : livres pour enfants avec fenêtres-surprises, rabats ou leporellos (livres-accordéons) sont souvent fabriqués à la main en Asie.

Depuis les années 2000, les papeteries françaises qui produisaient du papier graphique ont fermé les unes après les autres ou se sont converties à la production d'emballage et de carton pour répondre à la demande croissante de la vente en ligne. Produire du carton pour Amazon s'avère plus rentable que de fabriquer du papier pour l'édition. En septembre 2023, Lecta a fermé sa ligne de papier graphique sur le site de Condat en Dordogne, entraînant le licenciement de 187 salariés, sans compter les 26 d'une entreprise de sous-traitance. *« Notre machine numéro 4 était la dernière qui fabriquait du papier couché deux faces en France »,* précise M. Philippe Delord, délégué Confédération générale du travail (CGT) à Condat. En dépit de ces fermetures, Lecta a bénéficié de 14 millions d'euros de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) pour améliorer son rendement en construisant une chaudière à biomasse qui brûlera des déchets apportés par le groupe de recyclage Paprec.

La région Nouvelle-Aquitaine a, elle, prêté à taux zéro 19 millions d'euros en 2020 pour transformer la dernière machine de l'entreprise : *« La machine numéro 8 sur laquelle je travaille maintenant produit de la glassine, le papier ciré et translucide utilisé comme support pour les étiquettes autocollantes. Avant, elle faisait du papier couché de très faible grammage. Ils ont eu une aide de 33 millions et, en contrepartie, ils se sont pourtant permis de licencier. »* Une demande de remboursement de la part de la région est en cours. Les papetiers ont par ailleurs tous installé des chaudières à biomasse et bénéficié d'aides de l'État en soutien à la transition énergétique.

Si la composition des papiers fut à l'origine de nombreuses dérives dès la fin du XIXe siècle, elle s'est nettement améliorée : *« Dès 1860, l'usage du bois devient massif,* raconte M. Olivier Piffault, directeur de la conservation de la BNF. *On broie les fibres, mais surtout on les sature de colle et d'adjuvants (du kaolin, de l'amiante…). Les papiers produits entre 1870 et 1970 environ donnent ce qu'on appelle les papiers acides. En vieillissant, ces papiers changent de couleur et deviennent cassants. Ils se déchirent, se fragmentent. Certains comme ceux des Folio ne tenaient même pas dix ans. Après 1980, des normes sont apparues pour exclure les éléments agressifs. Depuis trente ans, on utilise de plus en plus des azurants optiques pour blanchir le papier. Pour l'instant, on n'observe pas d'effets sur la structure. »*

Plusieurs outils permettent aux acheteurs de savoir comment a été fabriqué le papier, avec quelles émissions de gaz à effet de serre et pour quelle quantité d'énergie. L'association Environmental Paper Network permet par exemple de calculer l'impact environnemental de n'importe quel papier. Chaque papetier peut aussi faire une déclaration sur la composition de son produit, l'énergie nécessaire à sa fabrication… Mais, au sein des maisons d'édition, nombreux sont les responsables de fabrication qui ne se renseignent pas à ce sujet. En outre, de très nombreuses structures n'achètent pas directement leur papier. Elles laissent ce travail aux imprimeurs, pour des raisons de temps, de négociation et donc de coûts.

Le règlement européen contre la déforestation et la dégradation des forêts, voté par l'Union européenne en mai 2023, vise à interdire tout produit ayant contribué à la dégradation des forêts après le 30 décembre 2020 (11). Il faudrait pour cela identifier précisément la parcelle dont est issu tout arbre transformé, et donc aussi toute fibre de papier. Si cela permettrait de mieux tracer les produits issus des forêts, certains acteurs le perçoivent comme un cauchemar. Et la plupart des papetiers s'y opposent… *« Avec ce règlement, les gros éditeurs demandent à leurs fournisseurs l'origine de leurs produits et ça va profiter aux petits, comme nous, parce que les imprimeurs vont être obligés de mettre en place des outils. Ils ne pourront plus répondre qu'ils ne savent pas »,* se réjouit M. Mathias Echenay, éditeur de La Volte, membre de la commission environnement du SNE.

Au vu des difficultés à « produire sans nuisance », on pense recyclage. Mais le papier recyclé n'est pas très aimé dans l'édition. Seulement 1 % des livres en contenaient en 2022, contre 3 % en 2012 ! Il fait l'objet de réticences surprenantes. La première est que les lecteurs et les lectrices le trouveraient moins beau. On prétexte aussi une difficulté pour obtenir certaines couleurs pour les livres illustrés – cela nécessiterait un travail plus important. Un troisième argument affirme qu'il durerait moins longtemps : le procédé casserait les fibres qui le composent. On estime toutefois qu'il est possible de le recycler sept fois et qu'il durerait au minimum cinquante ans – tandis que ceux fabriqués après-guerre seraient décomposés en moins de vingt ans… Selon des analyses de cycle de vie menées par l'Ademe (12), le recyclage permet en réalité une économie de 4 521 kilowattheures d'énergie par tonne de papier et carton, et une réduction non négligeable de l'usage des sols ou de l'eutrophisation de l'eau douce et marine. Si le circuit de recyclage utilise des quantités importantes d'énergie et émet des gaz à effet de serre, il évite tout de même 84 kilogrammes équivalents CO_2 par tonne de papier-carton produite par rapport à la fibre vierge.

Les éditeurs disent qu'il y a pénurie, et que le papier recyclé est de ce fait plus cher. Les producteurs rétorquent qu'il n'y a pas de demande. Des usines ont fermé, à l'image de l'immense site de Chapelle Darblay, qui produisait du papier journal 100 % recyclé jusqu'en 2020. Pourtant il y a de la matière. Le gisement de papiers et cartons récupérés était de 6 584 kilotonnes (kt) en 2022, mais à peine 512 kt ont été convertis en papier graphique, le reste servant pour les emballages et le papier hygiénique (13).

Cela peut surprendre, mais les diverses lois passées en 2015, 2020 et 2023 pour la transition énergétique et pour l'économie circulaire ne s'appliquent pas au livre. Cela signifie que les éditeurs ne paient pas d'écocontribution et que les livres ne sont pas triés par les collectivités. Le volume jeté n'est pas non plus mesuré. Ce qui rend impossible une quantification réelle. *« Le livre s'achète, se transmet, on le revend d'occasion. Il ne se jette pas. Et si, d'aventure, il est trop usé pour être encore lu et qu'il doit être jeté, il y a la poubelle pour cela. »* Voilà comment M. Pascal Lenoir, président de la commission environnement et fabrication du SNE, traitait la question en 2017 (14).

Surprenantes réticences

Pourtant, on jette aussi les livres. En dehors du pilon, les gens vident leurs étagères, les bibliothèques ayant une place limitée. Des acteurs comme Emmaüs ou Recyclivre indiquent par exemple devoir jeter respectivement 85 % et 50 % des livres qu'ils récupèrent. Le WWF estime que jusqu'à 63 000 tonnes de livres sont jetées dans les poubelles en France et que, en intégrant le pilon, jusqu'à 170 000 tonnes pourraient être recyclées (15).

Enfin, certains imaginaient que le numérique apporterait des solutions. C'est tout le contraire. De manière générale, les coûts cachés et les nuisances des écrans sont toujours plus importants (16). Il en va ainsi lorsque l'on compare le livre papier avec une liseuse, pourtant bien moins énergivore qu'une tablette ou un micro-ordinateur. Des équipes de recherche ont réalisé des analyses de cycle de vie. Leurs résultats diffèrent, mais plusieurs concluent qu'une liseuse ne devient plus vertueuse qu'à partir de quarante ouvrages par an, ce qui concerne peu de lecteurs (17).

Les grands acteurs de la filière n'hésitent pas à brandir l'exception culturelle pour défendre leur marché contre toute obligation de transparence. Mais, quand on les titille sur leurs pratiques, ils préfèrent ne pas répondre. Que penser d'une industrie qui refuse de communiquer sur ses pratiques, tout en jouant de ses relations pour échapper à des réglementations plus sévères ?

CLAIRE LECOEUVRE.

Calendrier des fêtes nationales

1er - 31 octobre 2024

1er	CHINE	Fête nationale
	CHYPRE	Fête nationale
	HONGRIE	Fête nationale
	NIGERIA	Fête nationale
	TUVALU	Fête de l'indépend.
	GUINÉE	Fête nationale
3	ALLEMAGNE	Fête nationale
	CORÉE DU SUD	Fête nationale
4	LESOTHO	Fête nationale
9	OUGANDA	Fête nationale
10	FIDJI	Fête nationale
	TAÏWAN	Fête nationale
12	ESPAGNE	Fête nationale
	GUINÉE-ÉQUAT.	Fête nationale
24	ZAMBIE	Fête nationale
26	AUTRICHE	Fête nationale
27	SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	Fête de l'indépend.
	TURKMÉNISTAN	Fête de l'indépend.
28	GRÈCE	Fête nationale
	TCHÉQUIE	Fête nationale
29	TURQUIE	Fête nationale

(6) « Fabriquer des livres, quels impacts sur l'environnement ? », livret de Terre vivante.

(7) « Razzia sur le bois », émission « Cash Investigation », 24 janvier 2017.

(8) « APP Sinarmas : Forest promises pulped », Greenpeace, 25 octobre 2023.

(9) Vincent Nouvet et Adrien Sénécat, « Le tour de passe-passe de deux groupes pour dévorer le marché mondial du papier », *Le Monde,* 1er mars 2023.

(10) « Flux de papiers graphiques en France », Ademe, septembre 2023, https://librairie.ademe.fr

(11) « Règlement du Parlement et du Conseil relatif à la mise à disposition sur le marché de l'Union et à l'exportation à partir de l'Union de certains produits de base et produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts », 31 mai 2023.

(12) « Bilan national du recyclage 2012-2021 », Ademe, mars 2024.

(13) « Rapport statistique 2022 de l'industrie papetière française », Copacel, juillet 2023.

(14) Antoine Houry, « L'édition et l'environnement : "70 % des romans sont imprimés en France" », Actualitté, 18 décembre 2017.

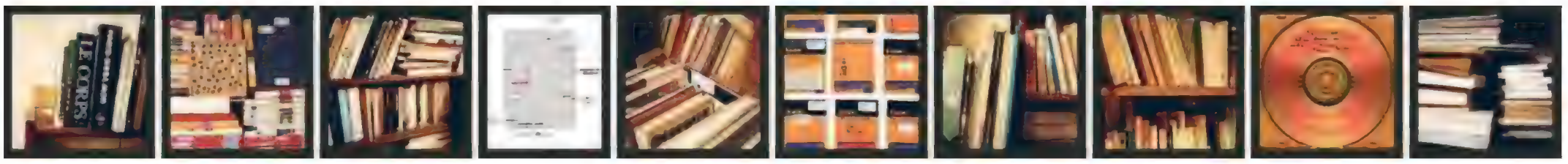
(15) Julien Tavernier, Lisa King, Juliette Kacprzak et Daniel Vallauri, « Vers une économie plus circulaire dans le livre ? », rapport du WWF, 2019.

(16) *Cf.* Guillaume Pitron, *L'Enfer numérique. Voyage au bout d'un like,* Les Liens qui libèrent, Paris, 2021.

(17) Harish K Jeswani (sous la dir. de), « Is e-reading environmentally more sustainable than conventional reading ? », *Clean Technologies and Environmental Policy,* n° 17, 2015.

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com



EUROPE

BLOODY PANICO! Or, Whatever Happened to the Tory Party ? – Geoffrey Wheatcroft

Verso, Londres, 2024, 176 pages, 14,99 livres sterling.

En 2005, dans *The Strange Death of Tory England*, le journaliste Geoffrey Wheatcroft confrontait le Parti conservateur britannique à ses failles. Il revenait sur les divergences ayant conduit à ses défaites successives face au New Labour de M. Anthony Blair, de 1997 à 2005. Et puis le parti a semblé renaître de ses cendres. La victoire de M. David Cameron en 2010 a permis aux tories d'exercer le pouvoir pendant quatorze ans. Mais, alors que sa récente déroute aux élections générales questionne sa pérennité, Wheatcroft analyse, ou plutôt conte, les choix politiques ayant mené à cette crise. De la coalition formée avec les libéraux-démocrates de M. Nicholas Clegg à l'ère des scandales – sexuels, politiques, de santé publique – sous le mandat de M. Boris Johnson, les tories n'ont cessé de renier les principes fondateurs de leur propre parti. Wheatcroft examine à cet égard la notion de « leadership », au nom de laquelle les conservateurs ont tourné le dos à leurs valeurs, quitte à ébranler leur unité.

IVANIE LEGRAIN

PROCHE-ORIENT

JOURS TRANQUILLES EN PALESTINE. – Gilles Kraemer, Karim Lebhour et Mohamed Kacimi

Riveneuve, Paris, 2024, 456 pages, 19,50 euros.

Trois auteurs – un diplomate, un journaliste et un dramaturge – nous racontent une Palestine occupée qui, se dira peut-être le lecteur, n'existe plus ou, du moins, est en voie de total bouleversement en raison de la guerre en cours à Gaza depuis un an. De Ramallah, « capitale » où siège l'Autorité palestinienne, à Jérusalem, sans oublier l'enclave, l'ensemble livre des chroniques à hauteur d'homme où la description de chaque situation dessine un quotidien qui n'est fait que d'obstacles et de difficultés : ce que pourrait symboliser l'histoire de cet importateur de textile gazaoui qui met trois ans à recevoir sa marchandise achetée en Chine restée bloquée par Israël. Avec Mohamed Kacimi, le lecteur suit la conception d'une pièce de théâtre à Jérusalem avec son lot d'autocensure et de difficultés financières – l'établissement qui l'accueille ne peut demander l'aide de l'Autorité palestinienne sous peine d'être accusé d'intelligence avec l'ennemi. Pour les Palestiniens, où qu'ils soient, la vie a toujours été une peine perpétuelle : c'est là ce que dit ce recueil, que préface Dominique Vidal.

AKRAM BELKAÏD

GÉOPOLITIQUE

CRIMES ET TREMBLEMENTS. D'une guerre froide à l'autre au service de la paix et de la justice. – Jean-Daniel Ruch

Favre, Lausanne, 2024, 176 pages, 24 euros.

Ce témoignage d'un acteur de premier plan, le diplomate Jean-Daniel Ruch, est aussi un vibrant plaidoyer pour la « neutralité active » de la Suisse, une singularité qui a permis à ce « petit » pays d'être influent sur la scène internationale. L'auteur a travaillé dans la Russie de Boris Eltsine, en Serbie, auprès du Tribunal pénal international, et fut ambassadeur spécial (Serbie, Monténégro, Israël, Turquie). Ce triangle – Balkans, Proche-Orient, Russie et Ukraine – délimite les enjeux et les échecs qui ont mené le monde *« d'une guerre froide à l'autre »*, enterrant les rêves d'une *« gouvernance internationale équitable, même si pas vraiment démocratique »*. Depuis son enfance marquée par les déchirements identitaires de la « question jurassienne », Ruch sait qu'aucune cause n'est plus importante que celle de la paix, qui suppose la justice, et il considère son métier comme un véritable *« artisanat de la paix »*, malgré les menées contraires de ceux qui ont toujours soutenu l'intransigeance israélienne ou saboté les timides avancées de la négociation entre Kiev et Moscou.

JEAN-ARNAULT DÉRENS

ÉCOLOGIE

LA RUÉE MINIÈRE AU XXIe SIÈCLE. Enquête sur les métaux à l'ère de la transition. – Célia Izoard

Seuil, Paris, 2024, 352 pages, 23 euros.

La journaliste et essayiste Célia Izoard rend compte avec clarté des enjeux écologiques et géopolitiques de la course actuelle aux minerais : lithium, nickel, cobalt, cuivre, graphite ou terres rares… Trente-quatre sont classés comme stratégiques par l'Union européenne, et cinquante par les États-Unis. Alors qu'*« en seulement vingt ans, les volumes de métaux extraits dans le monde ont doublé »*, les besoins vont exploser d'ici 2040, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). L'extraction – cuivre, lithium, cobalt, manganèse, etc. – est notamment destinée à fournir les *« matières premières des technologies bas carbone »*, et, ce qui est moins connu, sert à l'industrie du numérique, de l'armement… Avec 12 % de l'énergie consommée dans le monde, elle utilise d'énormes ressources d'eau et menace autant la biodiversité que les conditions de subsistance de la population. La relative rareté et la concentration de ces métaux dans certains pays inaugurent un nouveau cycle de la compétition entre puissances.

EUGÈNE BERG

AMÉRIQUES

HARLEM. Une histoire de la gentrification. – Charlotte Recoquillon

Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2023, 284 pages, 24 euros.

La capitale de l'Amérique noire, qui fut autant un centre artistique et culturel qu'un lieu d'engagements politiques, est en train de disparaître. La faute à un long processus d'éviction de sa population où se combinent appétits des promoteurs, augmentation des loyers qui chassent les plus pauvres, et installation de classes aisées blanches – sans oublier l'arrivée de communautés issues d'Amérique du Sud. Géographe et spécialiste des États-Unis, l'auteure livre les clés de cet embourgeoisement, qui s'est accéléré depuis le début des années 1980 et que de multiples mobilisations populaires n'ont pu enrayer. On lira avec attention le chapitre consacré à l'expansionnisme quelque peu brutal de la célèbre université Columbia, l'un des plus grands propriétaires immobiliers de New York. Dans ses conflits avec les habitants d'East Harlem, le mépris de classe et le jeu trouble de la municipalité ont favorisé la logique implacable de la gentrification.

A. B.

AUTOCHTONIES EN TERRAIN MINÉ. Formation et fragmentation des Diaguita dans le Chili néolibéralisé. – Anahy Gajardo

MētisPresses, Genève, 2024, 320 pages, 26 euros.

L'histoire du Chili est liée à celle de l'exploitation de ses sols par des compagnies étrangères. Jadis brutale, cette pratique se voudrait aujourd'hui plus « durable » et favorable aux populations locales. Dans la vallée du Huasco Alto (région d'Atacama, nord du pays), l'anthropologue Anahy Gajardo étudie comment la multinationale canadienne Barrick Gold Corporation cherche à entraîner l'adhésion à l'un de ses projets miniers par des initiatives censées mettre en œuvre ses préoccupations écologiques et valoriser les communautés indiennes. Cette politique fragmente la résistance. Face au risque de destruction qui menace le groupe, la demande d'obtention du statut juridique de « peuple autochtone », jamais réclamé jusqu'alors, relance les perspectives de lutte. Sous l'appellation Diaguita, les populations retrouvent leur cohésion ; surtout, ce statut leur permet l'accès à de nouveaux droits domaniaux, décisifs dans la victoire contre Barrick. Ce livre montre, dans une perspective non pas culturaliste mais à partir de la question sociale et politique, comment peut se « construire » l'autochtonie.

HÉLOÏSE CHENIN

WHEN THE CLOCK BROKE. Con Men, Conspiracists, and How America Cracked Up in the Early 1990s. – John Ganz

Farrar, Straus and Giroux, New York, 2024, 432 pages, 30 dollars.

Contribution utile au débat sur les origines du trumpisme, l'essai de John Ganz revisite les marges du mouvement conservateur, à son apogée après la présidence de Ronald Reagan (1981-1989). Pourtant, à la droite de la droite, l'inquiétude est vive en ce début des années 1990. Ses penseurs, sûrs que se répand le relativisme culturel, revendiquent les origines blanches des États-Unis. Face à la désindustrialisation, ils sont partisans d'un nationalisme économique, à rebours du laisser-faire dominant. Briguant l'investiture du Parti républicain pour l'élection présidentielle de 1992 (qui verra la victoire de M. William Clinton), M. David Duke, ancien chef du Ku Klux Klan, combat le prétendu racisme anti-Blancs. Le paléo-conservateur Patrick Buchanan, qui finit par se ranger derrière le candidat sortant George H. W. Bush, réclame une *« guerre »* pour l'*« âme de l'Amérique »* et un mur à la frontière mexicaine. Un milliardaire fascisant, Ross Perot, mène une campagne indépendante qui bouscule le système bipartisan. Pour Ganz, les vaincus d'hier sont les vainqueurs d'aujourd'hui – au moins à droite.

HARRISON STETLER

AFRIQUE

NOIRES ORIGINES. L'Afrique et la création du monde moderne, 1471-1945. – Howard W. French

Calmann-Lévy, Paris, 2024, 550 pages, 25,90 euros.

Le journaliste américain Howard W. French se consacre depuis plusieurs années à désoccidentaliser l'histoire des relations internationales, notamment à partir de l'étude de l'Afrique. Il montre ici comment ce continent a joué un rôle moteur dans le développement de la modernité européenne en stimulant la concurrence entre grandes puissances pour la captation de ses richesses. Mais il souligne aussi le rôle joué par les potentats africains eux-mêmes, tels les empereurs du Mali Abou Bakr II et Mansa Moussa au XIVe siècle, dont l'or et les esclaves alimentèrent les fantasmes et les convoitises des rois européens. Dépassant l'analyse purement verticale des rapports de domination, l'ouvrage restaure une vision dialectique de l'histoire en insistant sur les incessantes interactions entre les peuples et les pays, s'attardant sur les révoltes, les résistances et les conflits. Il se termine avec l'exigence imposée au général Charles de Gaulle par le chef des forces alliées, le général américain Dwight Eisenhower, de « blanchir » les troupes françaises libérant Paris en 1944 en reléguant les soldats africains au second plan.

ANNE-CÉCILE ROBERT

KATANGA ! La guerre oubliée de la Françafrique contre l'ONU. – Maurin Picard

Perrin, Paris, 2024, 396 pages, 24 euros.

En 1961, l'Organisation des Nations unies (ONU) cherche à contraindre la province sécessionniste du Katanga à revenir dans le giron du Congo indépendant. Officiellement, Paris soutient l'intégrité territoriale de l'ancienne colonie belge. Mais, en sous-main, les réseaux de la « Françafrique », qui lorgnent les richesses minières de la province, appuient ces séparatistes farouchement anticommunistes, avec l'aide des régimes racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud. Des centaines de mercenaires français – souvent proches de l'Organisation armée secrète (OAS) – se mettent au service du redoutable ministre de l'intérieur katangais, Godefroid Munongo. Le journaliste Maurin Picard a rencontré de nombreux témoins afin de retracer cette page particulièrement sombre. Non seulement ces mercenaires ont livré de féroces combats aux casques bleus (pour la plupart indiens, éthiopiens, suédois et irlandais), mais leur action clandestine a probablement coûté la vie au secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, mort dans un mystérieux crash d'avion au-dessus de la Rhodésie du Nord (actuelle Zambie) en septembre 1961.

CÉDRIC GOUVERNEUR

LA MORT EST NOTRE BUSINESS. La véritable histoire du groupe Wagner et de son fondateur Evgueni Prigojine. – Ilia Barabanov et Denis Korotkov

Flammarion, Paris, 2024, 384 pages, 22 euros.

C'est de la rencontre du milicien néonazi Dimitri Outkine et du repris de justice Evgueni Prigojine que naquit le groupe Wagner, qui fit ses premières armes en Syrie. Prigojine, qui avait fait la connaissance de M. Vladimir Poutine avant son accession au pouvoir, y investit ses bénéfices, liés à des casinos clandestins, à Saint-Pétersbourg (restauration de luxe) et en Afrique (exploitation illégale de métaux précieux). Peu à peu, Wagner essaime, de la République centrafricaine vers le Soudan et le Sahel. Le groupe ne s'est jamais réduit à un simple appendice des services secrets russes (le FSB) et est resté proche de ses origines criminelles en s'africanisant, mais uniquement dans les zones les plus troublées du continent. Polar vrai d'une légitimation artificielle, ce livre, très documenté (les auteurs ont été forcés à l'exil), montre le fonctionnement de cette milice, qui exploite de réels enjeux en Afrique (sécurité, souverainisme) avec un cynisme parfois vu comme une sorte de prolongement du totalitarisme communiste, mais qui relève plutôt d'un opportunisme crapuleux.

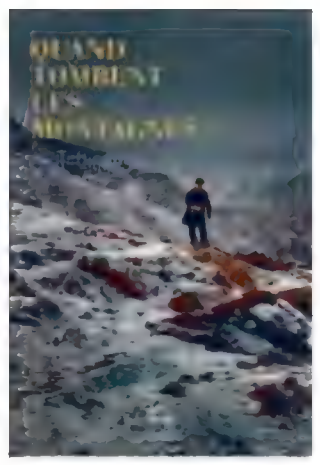
GÉRARD PRUNIER

LITTÉRATURES

Sous des cieux déchirés

Quand tombent les montagnes de Tchinguiz Aïtmatov

Traduit du russe par Raphaëlle Pache, Paulsen, Paris, 2024, 256 pages, 21 euros.



Au Kirghizstan, Jaabars, léopard des neiges, jadis seigneur des hautes montagnes du Tian Shan, aujourd'hui rejeté par son clan, attend la mort, seule issue à la vieillesse qui le diminue inexorablement. C'est sur cette peine-là que s'ouvre le magnifique *Quand tombent les montagnes*, de Tchinguiz Aïtmatov, dont Louis Aragon célébra autrefois le bref *Djamilia, « la plus belle histoire d'amour du monde »*. Ce dernier roman (2006), paru en 2008 en France sous le titre *Le Léopard des neiges* (Le Temps des cerises), est aujourd'hui publié dans la traduction inspirée de Raphaëlle Pache. Jaabars introduit son alter ego humain Arsène Samantchine – présences croisées –, un journaliste marqué par un mariage raté et déçu par la société des années 1990 – anciennement socialiste et collectiviste –, qu'il voit sombrer dans la marchandisation à outrance et l'individualisme. De surcroît, il ne se remet pas de la trahison d'Aïdana, une jeune chanteuse rencontrée à Heidelberg, pour laquelle il voulait écrire un livret d'opéra fondé sur la légende kirghize de l'« éternelle fiancée », disparue le jour de son mariage pour ne pas renoncer à son amour. La belle lui a préféré un producteur arriviste qui lui ouvrait les portes du show-business.

Pour oublier, Samantchine retourne dans son village natal et se met à la disposition de son oncle, organisateur de chasses internationales. Il s'est lancé dans l'accueil de princes émiratis qui viennent en grand apparat capturer le léopard des neiges. Samantchine sera l'interprète érudit et le serviteur zélé de ces puissants que l'on n'avait encore jamais vus dans la contrée. Un projet d'envergure que celui de l'oncle, et qui promet d'enrichir tout le village. Jusqu'à ce qu'un grain de sable vienne gripper les rouages de ce scénario, trop hollywoodien pour ne pas être un traquenard. En attendant l'épilogue, qu'on ne dévoilera pas davantage, Samantchine a le temps de penser à sa vie, même si le destin ne lui laissera pas le loisir de la renouveler. On l'accompagnera tout de même dans son nouveau coup de foudre pour une jeune aventurière, et dans sa relation avec un ami d'enfance devenu trafiquant et chef de guerre. Si le roman, qui sait trouver l'étrange vérité des contes, ne nous mène pas vers un dénouement heureux, s'il s'emploie même à creuser les lignes de faille du monde et celles des vivants, il conduit à une réflexion politique et métaphysique dont on sort nourri et transformé.

Aïtmatov (1928-2008), né au Kirghizstan, État indépendant depuis 1991, était le fils d'un haut fonctionnaire exécuté lors des purges staliniennes. Si son œuvre, qu'il a choisi d'écrire d'abord en khirghize puis en russe, est imprégnée de la désillusion face au remplacement de la révolution par le totalitarisme, elle n'en exprime pas moins une certaine nostalgie de l'Union soviétique et des kolkhozes, et plus encore une franche déconvenue vis-à-vis de l'économie de marché qui leur a succédé. Aïtmatov était une figure politique. Il fut l'un des conseillers de Mikhaïl Gorbatchev, et ambassadeur de l'Union soviétique comme de la Russie puis du Kirghizstan. Mais, si un deuil national fut décrété quand il mourut, c'est parce qu'il raconta splendidement les beautés et les tensions de son pays.

MARINA DA SILVA.

IDÉES

Intelligences sous surveillance

Les publications critiques sur l'informatisation de la société se multiplient. L'une des plus importantes vient peut-être de Byung-chul Han. Né en Corée du Sud et installé en Allemagne à 22 ans sans en maîtriser la langue, il est devenu le philosophe allemand vivant le plus lu de par le monde. Ses essais courts, incisifs et denses (*La Société de transparence* et *La Société de la fatigue*, Presses universitaires de France, 2017 et 2024) mettent des mots sur les maux contemporains. Dans son fulgurant et synthétique *Infocratie* (1), Han dépeint une nouvelle forme de pouvoir, le régime de l'information et des données dont *« les gens sont prisonniers »* tout en se croyant libres : non pas *« opprimés, mais rendus addicts »*. Avec le « dataïsme », *« liberté et surveillance reviennent au même »*, tout comme *« la distinction entre vérité et mensonge elle-même est désactivée »*. Quant au smartphone, sur lequel arrivent des informations choisies par algorithmes, il est un *« appareil de soumission »* qui *« accélère la désagrégation de l'espace public »*, puisque chacun y reçoit ce qui lui est destiné… Si Han qualifie ce nouveau régime de *« totalitaire »*, c'est selon lui un *« totalitarisme sans idéologie »*, porteur de nihilisme.

Selon le philosophe et mathématicien Daniel Andler, on est, en effet, piégé par les bénéfices et l'attrait des technologies en réseau (2). Car *« plus la technologie donne des leviers d'action aux utilisateurs, moins ils peuvent la contrôler dès lors qu'ils sont nombreux »*. C'est l'intelligence artificielle (IA) qui est au cœur de son consistant ouvrage tout en nuances. S'il conserve cette dénomination, c'est parce qu'*« elle est consacrée »*, mais rappelons que, pour le médecin et philosophe Georges Canguilhem, de telles *« expressions non pertinentes »* visent à *« dissimuler la présence de décideurs derrière l'anonymat de la machine »* et à *« désarmer l'opposition à l'envahissement d'un moyen de régulation automatisée des rapports sociaux »* (3).

Andler examine le but de l'IA – égaler l'intelligence humaine –, qui *« ne semble jamais se rapprocher, alors même que l'IA progresse constamment »*. Or ce dessein est une chimère, car contrairement à une illusion persistante, l'intelligence de l'homme – qui n'est pas objectivable sans pour autant être purement subjective – n'est pas réductible à l'ensemble de ses capacités. Si celles-ci sont peu à peu prises en charge par les systèmes artificiels intelligents, deux aptitudes manquent à ces derniers : celles d'être *« affectés par la réussite et l'échec, et d'être capables de faire provisoirement abstraction de toute considération rationnelle »*.

C'est sur le plan géopolitique que la politiste Asma Mhalla aborde la question du rôle des IA – réseaux sociaux, satellites, implants neuronaux, etc. – dans un ouvrage qui a suscité intérêt et vives critiques (4). Elle estime *« urgent qu'Européens et Américains pensent une forme nouvelle de souveraineté élargie »*, notamment pour *« fixer les très complexes chaînes de responsabilité algorithmique en cas d'erreurs graves, d'accidents ou de crimes »*. Constatant que face à la Big Tech des Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) se développe le « Big State », cet État fort qui combine le pouvoir et la puissance, elle suggère d'*« introduire le tiers qui manque, le Big Citizen »*, regroupement de chercheurs et de membres de la société civile européens et américains.

CHRISTOPHER POLLMANN.

(1) Byung-chul Han, *Infocratie. Numérique et crise de la démocratie*, Presses universitaires de France, Paris, 2023, 112 pages, 12 euros.

(2) Daniel Andler, *Intelligence artificielle, intelligence humaine : la double énigme*, Gallimard, Paris, 2023, 432 pages, 25 euros.

(3) Georges Canguilhem, « Le cerveau et la pensée » (1980), dans *Georges Canguilhem, philosophe, historien des sciences*, Albin Michel, Paris, 1993, 330 pages, 23,30 euros.

(4) Asma Mhalla, *Technopolitique. Comment la technologie fait de nous des soldats*, Seuil, Paris, 2024, 288 pages, 19,90 euros.

bookys-ebooks.com

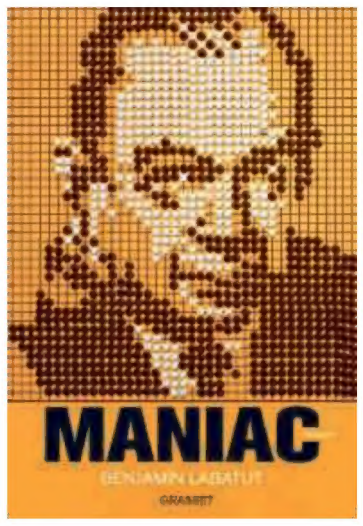
bookys-ebooks.com

DU MONDE

Inventer – jusqu'où ?

MANIAC
de Benjamín Labatut

Traduit de l'anglais par David Fauquemberg, Grasset, Paris, 2024, 448 pages, 25 euros.



Le titre du dernier livre du Chilien Benjamín Labatut, qu'il a choisi d'écrire en anglais – contrairement à *Lumières aveugles* (Seuil, 2020) –, nous convoque au point de rencontre entre le génie scientifique et la folie. *Mathematical Analyzer, Numerical Integrator, and Computer* : MANIAC, tel est le nom du premier calculateur universel, *« capable – en théorie – de résoudre n'importe quel problème mathématique qui lui est présenté sous forme symbolique »*. L'ancêtre de nos ordinateurs, conçu par le mathématicien et physicien John von Neumann (1903-1957). Le savant hongrois, naturalisé américain, occupe la place centrale de cette œuvre de fiction qui s'appuie sur des faits réels : près de trois cents pages pour lui redonner vie, à travers des témoignages certes imaginés, mais construits à partir d'une riche érudition historique et scientifique. Neumann participa au projet Manhattan et inventa son calculateur pour faciliter le travail mathématique nécessaire à la conception de la bombe qui devait être capable de détruire l'humanité, tout en poursuivant le but d'une recréation de la vie par la… création d'*« automates autoréplicatifs »*. Deux récits plus brefs, centrés sur le physicien autrichien Paul Ehrenfest (1880-1933) et le Sud-Coréen Lee Sedol (né en 1983), le légendaire champion de go battu 4-1 par le programme AlphaGo de Google DeepMind en 2016, complètent ce triptyque consacré à ce qui apparaît ici comme la lutte que l'intelligence humaine mène contre elle-même depuis plus d'un siècle.

Ehrenfest *« se sentait incapable de protéger Wassik »*, son fils, *« et ne voyait aucun moyen de l'abriter de l'étrange rationalité qui commençait à se profiler autour d'eux, cette forme d'intelligence profondément inhumaine, tout à fait indifférente aux besoins les plus fondamentaux de l'humanité »*. Il tue son fils, handicapé mental, puis se suicide. Ehrenfest est miné par la *« montée de l'irrationnel dans les chants décérébrés des Jeunesses hitlériennes »* (la loi permettra de castrer chimiquement les « déficients »), il l'est aussi par l'irruption d'*« une forme d'intelligence profondément inhumaine »* à l'œuvre dans les travaux de ses amis physiciens. Cette marche qui semble inexorable vers l'achèvement de notre humanité trouve ici une intensité tragique. Enquête historique et réflexion philosophique s'unissent pour présenter aussi bien l'intimité de ces génies que leurs découvertes. Ludwig Boltzmann, Albert Einstein, Kurt Gödel, Alan Türing, Robert Oppenheimer… Labatut excelle à faire percevoir l'homme et ses petitesses dans les plus grands génies, sans leur faire perdre leur grandeur. Il excelle aussi à nous faire comprendre toutes les passions qui accompagnent la science. *« Pour Ehrenfest, la compréhension véritable était une expérience corporelle totale. »* La folie, l'effroi et les pleurs ponctuent ces quêtes pour résoudre les plus hauts mystères que recèlent les plus froides abstractions. Jusqu'à la naissance d'une machine capable de battre n'importe quelle intelligence humaine… Les mathématiques s'immiscent partout, abolissant puis reproduisant l'intuition et la création dans la physique, la vie et le jeu. Progressivement, elles intègrent l'irrationnel et l'erreur dans des machines qui imitent la créativité humaine, sans en avoir la moindre conscience. Faut-il penser qu'*« il n'y a pas de remède au progrès »* ?

Baptiste Dericquebourg.

HISTOIRE

LA SURVIE DES CIVILISATIONS. Après 1177 av. J.-C. – Eric H. Cline

La Découverte, Paris, 2024, 368 pages, 24 euros.

Archéologue et historien, Eric H. Cline est l'auteur de *1177 avant J.-C. Le jour où la civilisation s'est effondrée* (La Découverte, 2016), qui rendait compte de la fin de l'âge du bronze. Avec ce nouvel essai, érudit et vif, il analyse, en poursuivant l'examen des civilisations antiques en Méditerranée orientale, comment les sociétés y ont fait face. Des Assyriens aux Phéniciens, en passant par les Cananéens et les Hittites, il convoque les sources les plus récentes de l'archéologie pour éclairer les siècles suivant cet « effondrement », hâtivement qualifiés d'« obscurs ». De la fin du XIIe siècle au début du VIIIe siècle avant notre ère, parallèlement à l'introduction d'outils et d'armes en fer, les recherches ont permis de constater une vague d'alphabétisation, l'apparition de la monnaie et l'émergence de cités-États. Pour comprendre cette résurgence, sur fond de réchauffement climatique, de famines, d'épidémies, Cline mobilise le concept de cycle adaptatif, inspiré du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) relatif à la gestion des catastrophes.

DOMINIQUE DESBOIS

HISTOIRE DE L'UNEF. Du « renouveau » à la « réunification », 1971-2001. – Frédérick Genevée et Guillaume Hoibian

Syllepse - Arcane 17, Paris, 2023, 352 pages, 23 euros.

Le syndicalisme étudiant a connu plusieurs visages mais il a principalement été porté par un nom : l'UNEF, qui, au gré des scissions comme des fusions, s'est vu ajouter de multiples suffixes. Cet ouvrage est l'histoire de la branche qui fut désignée comme UNEF-Renouveau puis UNEF-Solidarité étudiante (SE), pour la différencier de ses rivales de l'UNEF-US puis l'UNEF-ID. Les auteurs, anciens de l'organisation, ont cherché à reconstituer trente ans d'action, alors que personne ne s'était soucié de récupérer les archives. Il a donc fallu retrouver textes et témoignages sur cette structure essentiellement animée par des proches de la « nébuleuse communiste » et plus marginalement des mouvances trotskistes et libertaires. Mais son activité témoignait avant tout des évolutions démographiques et institutionnelles de l'enseignement supérieur, ainsi que des enjeux de la politique universitaire. Alors que le mouvement syndical étudiant n'est pas moins nébuleux hier qu'aujourd'hui, cet essai vise à en faire connaître et comprendre un moment, hors de toute mythification.

FABRICE SZABO

IDÉES

LA DICTATURE, UNE ANTITHÈSE DE LA DÉMOCRATIE ? 20 idées reçues sur les régimes autoritaires (seconde édition). – Eugénie Mérieau

Le Cavalier Bleu, Paris, 2024, 240 pages, 13 euros.

« Une dictature, c'est un régime où on ne change pas les dirigeants… », a expliqué le président Emmanuel Macron sur Radio J, en 2020. C'était quatre ans avant de faire languir les Français à la suite de sa dissolution de l'Assemblée nationale. La France aurait-elle donc basculé dans la dictature au cours de l'été 2024 ? La juriste et politiste Eugénie Mérieau montre que la dichotomie dictature/démocratie, omniprésente dans les médias, brouille plus qu'elle n'éclaire. D'une part, s'arroger le titre de « démocraties » permet aux régimes occidentaux de maquiller l'ampleur de leurs virages autoritaires et « illibéraux ». De l'autre, affubler leurs adversaires de l'étiquette de « dictatures » les berce *« d'une illusion quant à leur propre supériorité »*. Construit autour d'une série d'idées reçues (*« La dictature est l'expression d'une masculinité toxique »* ; *« Dans une dictature, la Constitution n'a aucune valeur »* ; *« Plus un État est riche, moins il a de risques de sombrer dans la dictature »*, etc.), l'ouvrage est servi par une plume alerte et fourmille de données stimulantes.

RENAUD LAMBERT

BEAUTÉS DE L'ÉPHÉMÈRE. Apologie des bulles de savon. – Pierre Zaoui

Seuil, Paris, 2024, 176 pages, 19 euros.

Professeur à l'université Paris-VII, collaborateur des revues *Esprit, Mouvements* et *Vacarme*, Pierre Zaoui est un philosophe à l'érudition dansante. De ce « gai savoir » témoigne le bref essai *Beautés de l'éphémère*, où il affirme la sagesse de la légèreté – celle du jeu d'enfant étant littérale autant que symbolique : *« Savoir que les choses sont vaines, les désirs éphémères et les plaisirs toujours en partie frustrants, et pourtant être encore capable de s'en contenter, continuer à désirer et à prendre du plaisir aux choses d'ici-bas : (…) voilà le véritable esprit de la bulle de savon »*, écrit-il, au terme d'une relecture de L'Ecclésiaste. Qu'il convoque Stendhal, Édouard Manet, Rembrandt – dans quelques-unes des plus belles pages – ou qu'il réfute les austères condamnations de la vanité, la conclusion est la même : nous sommes vains et ne jouissons que de vanités. Et après ? N'est-ce pas dans ces bornes que se joue notre humanité ? Qu'il médite sur le désir ou la mort, son propos demeure allègre et sans gravité. Il conclut par une *« métaphysique de la pauvreté »* qui rejoint aussi bien l'*arte povera* que le principe décroissant : « moins, mais mieux ».

MIKAËL FAUJOUR

FAIRE JUSTICE. Moralisme progressiste et pratiques punitives dans la lutte contre les violences sexistes. – Elsa Deck Marsault

La Fabrique, Paris, 2023, 168 pages, 13 euros.

Déployée au sein des communautés progressistes nord-américaines dans les années 1990, la « justice transformatrice » se veut une alternative au système pénal. *« Militante "gouine" »* queer et féministe, Elsa Deck Marsault relate son expérience en tant que cofondatrice d'un collectif d'entraide à la prise en charge des conflits en milieu intracommunautaire. Constatant une *« parcellisation* [des luttes progressistes] *où chacun défend son pré carré »*, elle analyse les dérives d'un militantisme qui a délaissé la lutte politique et révolutionnaire pour celle de la morale et de l'identité, signant une dépolitisation des enjeux et l'*« invisibilisation des mécanismes structurels responsables des rapports d'oppression »*. Nécessaire pour réinvestir la gestion du conflit et de la violence en restant à l'écart des tribunaux, la justice transformatrice permettrait de sortir des processus d'individualisation de la faute, moralisateurs et empreints de philosophie punitive. Car, comme le rappelle Deck Marsault, *« abattre une personne est plus simple que d'abattre le système qui la soutient »*.

ALEXANDRE LEGUEN

ARTS

FRANK ZAPPA. – John Raby

Le Mot et le Reste, Marseille, 2023, 804 pages, 38 euros.

John Raby, docteur en philosophie, spécialiste de Gilles Deleuze, éclaire, commente, analyse pour le grand plaisir du lecteur l'univers du compositeur et musicien Frank Zappa – dont la caractéristique serait de tout percevoir à partir d'une double place : celle de la mouette (perception analytique) et celle de la souris (l'humain dans son quotidien), les deux étant en inlassable interaction. Une présentation essentielle, puis un album par chapitre (uniquement ceux de la discographie officielle), le tout à lire dans l'ordre qu'on souhaite. La carrière prolifique de l'auteur de *Joe's Garage* – de 1966 à 1993 – a révélé au monde un authentique libre penseur… Libre en tout, qui joue avec les mots, les idées, les objets, les sons. Enfant, à l'enterrement de sa grand-mère, il est saisi par le sens profond de la musique en voyant la flamme d'une bougie que le son fait bouger. Cette vision l'habitera et l'animera tout au long de sa vie. Tout comme son intérêt, découvert à 12 ans, pour Edgard Varèse. Il s'appropriera des styles divergents pour les transformer en des beautés d'humour sonore – *« Je puise et je transforme »* –, et construira au long de sa vie une pensée parfois énigmatique (la « continuité conceptuelle », la « grande note »).

ETHEL SWICZKA

POÉSIE

Camarade Pablo Neruda, présent !

Embrasser les mille cinq cents pages des « œuvres choisies » de Pablo Neruda regroupées sous le titre *Résider sur la terre* (1) permet au lecteur d'inscrire la production foisonnante du poète dans un parcours biographique exceptionnel, au cœur des tragédies politiques et des mouvements culturels du XXe siècle. Né en 1904 d'un père cheminot et d'une mère institutrice, il grandit à Temuco, dans l'Araucanie, frontière historique de l'empire espagnol avec le territoire mapuche. En ce début de siècle, cette province constamment balayée par les pluies australes est en cours de « pacification ». Sang, vent et pluie *(« piano de l'enfance »)*, tout comme la nature des lieux (forêts, montagnes et océan), seront les sources des premiers écrits de Neruda, empreints de modernisme et de surréalisme. Son deuxième recueil, *Vingt Poèmes d'amour et une chanson désespérée*, qualifié par Julio Cortázar de *« livre de chevet pour amoureux »*, connaît un succès immense.

À l'instar de son aînée Gabriela Mistral, le poète mènera une carrière diplomatique. Nommé consul en Birmanie à 23 ans, puis à Ceylan, Singapour et Batavia, il est de nouveau confronté aux horreurs du colonialisme, à une solitude extrême mais aussi à ses propres turpitudes, comme le montre *La Solitude lumineuse*, qui n'est pas incluse dans *Résider sur la terre* (2). Le pire apparaît dans les extraits de ses Mémoires, *J'avoue que j'ai vécu*, qui concernent son séjour en Asie, et où il dénonce les ravages du colonialisme, quand Neruda avoue, en passant, avoir violé une femme de ménage. Naissent en Asie les poèmes de *Résidence sur la terre*, dont la version définitive sera publiée à Madrid en 1935. En poste dans la capitale espagnole à la veille de la guerre civile, Neruda fréquente la « génération de 27 » : Rafael Alberti, Jorge Guillén, Miguel Hernández… Et Federico García Lorca, pour qui Neruda était un poète *« plus proche de la mort que de la philosophie, plus proche de la douleur que de l'intelligence »*. Après le putsch franquiste en juillet et l'exécution de Lorca en août 1936, Neruda prend position pour la République, et sera immédiatement relevé de ses fonctions. Sa poésie prend dès lors une tournure résolument politique. *L'Espagne au cœur* envoie le général Francisco Franco aux enfers. Et son *Chant à Stalingrad* rendra hommage à la résistance soviétique en 1942.

Nommé consul général en 1940 à Mexico, Neruda fréquente les peintres muralistes (David Siqueiros, Diego Rivera…), dont son *Chant général* (*Canto general*, publié au Mexique en 1950), qui fut interdit au Chili, épouse l'esthétique. *« Poète des peuples »* revendiqué (3), il prône une identité sud-américaine. Élu sénateur en 1945, il adhère au Parti communiste, mais sera contraint à l'exil – le parti est hors la loi de 1948 à 1958. Il gagne clandestinement Paris puis visite l'URSS, la Pologne, la Hongrie. En 1958, il soutiendra la première candidature à la présidence du socialiste Salvador Allende. Désigné par son parti à la présidentielle en 1969, il se désistera en faveur de son ami Allende, enfin élu après trois tentatives. En 1971, il est ambassadeur à Paris lorsque le prix Nobel de littérature lui est décerné. Un hommage populaire lui est rendu l'année suivante au stade national de Santiago, là où, après le coup d'État du général Augusto Pinochet, seront emprisonnés et torturés des milliers de Chiliens.

Le 11 septembre 1973, le palais de la Moneda est bombardé, et Allende poussé au suicide. La junte saccage la résidence du poète à Valparaíso et brûle ses livres. Souffrant d'un cancer depuis quelques années, il s'éteint douze jours plus tard dans une clinique de la capitale. Ses obsèques constitueront la première grande manifestation d'opposition aux putschistes. L'an dernier, la thèse d'un assassinat par empoisonnement refaisait surface, et la justice chilienne décidait la réouverture de l'enquête sur la mort du poète.

Carlos Pardo.

(1) Pablo Neruda, *Résider sur la terre. Œuvres choisies*, édition de Stéphanie Decante, traductions de Claude Couffon, Stéphanie Decante, Jean-François Reille, Waldo Rojas, Bernard Sesé et Sylvie Sesé Léger, Gallimard, coll. « Quarto », Paris, 2023, 1 600 pages, 37 euros.

(2) Pablo Neruda, *La Solitude lumineuse*, traduction de Claude Couffon, Gallimard, coll. « Folio bilingue », 2024, 144 pages, 9,40 euros.

(3) *Né pour naître*, Gallimard, recueil posthume publié en 1978.

PEINTURE

« Krazy Kat » et Ku Klux Klan

Dès l'âge de 12 ans, Philip Guston (1913-1980) dessine de manière obsessionnelle. Deux ans plus tôt, il avait découvert son père pendu – il avait fui les pogroms en Ukraine et ne supportait plus l'exil. *« La vie et l'art ont un contenu et une nécessité mutuelle l'un envers l'autre. »* Alors, *« que peindre sinon l'énigme ? »*. Cette phrase empruntée au peintre italien Giorgio De Chirico, Guston l'a faite sienne tout au long des questionnements qui traversent ses œuvres et dont témoignent ses multiples écrits et dialogues avec des historiens de l'art (David Sylvester), le compositeur Morton Feldman (1)… Autodidacte surdoué, lecteur insatiable (Franz Kafka, Søren Kierkegaard…), influencé aussi bien par Piero della Francesca que par les *comic books*, Guston déroute jusqu'à ses amis les plus avant-gardistes, comme John Cage. En une cinquantaine d'années, il passe d'une peinture réaliste et sociale sous l'influence des muralistes mexicains (Diego Rivera, David Siqueiros…) à l'expressionnisme abstrait de l'école de New York, pour en venir à une figuration comme enfantine, inspirée par le strip *Krazy Kat*, de George Herriman, et donner à ses célèbres « Cagoules », caricatures burlesques du Ku Klux Klan, les traits innocents – et d'autant plus maléfiques – de la banalité du mal. *« Peignez ce qui vous dégoûte. (…) Peignez la vérité. »*

Philippe Pataud Célérier.

(1) Philip Guston, *Que peindre sinon l'énigme. Écrits, conférences et entretiens, 1944-1980*, L'Atelier contemporain, Strasbourg, 2023, 632 pages, 30 euros.

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

SOCIÉTÉ

PARIS N'EST PLUS UNE FÊTE. – Hacène Belmessous

Les Voix urbaines, Paris, 2024, 164 pages, 18 euros.

Si pour Ernest Hemingway Paris était une fête, le chercheur et journaliste Hacène Belmessous rappelle que ce n'est plus le cas, sinon pour les promoteurs et les personnes très aisées – rares sont les quartiers dans lesquels les classes moyennes et populaires peuvent encore résider. Le modèle dominant et peu interrogé des villes-monde a conduit Paris à un urbanisme dont la gestion est peu, voire pas du tout, démocratique. La capitale est peu à peu privatisée et livrée à la finance, représentée entre autres par les groupes LVMH ou Nexity Property Management, ou par des particuliers comme M. Xavier Niel. Cette mainmise sur l'immobilier a été instaurée grâce à de puissants lobbies, avec l'aide plus ou moins active des équipes municipales successives ou, au mieux, leur passivité. L'exemple détaillé de la tour Triangle, dans le XV^e^ arrondissement, montre comment soumettre à la servilité *« et les règles du droit et les élus »*… Et cette année olympique n'a fait qu'accroître la volonté des investisseurs et de leurs relais de faire de Paris une ville qui fait rêver le monde. Cet ouvrage inaugure la maison d'édition lancée par la librairie parisienne Le Genre urbain, et offre de nombreuses informations et données chiffrées.

BERNARD DAUPHINÉ

GLISSEMENT DE TERRAIN. – Ève Charrin

Bayard, Montrouge, 2024, 240 pages, 19 euros.

Quelle valeur vénale attribuer au chant d'un oiseau, à l'éclosion d'une pousse de légume ? La journaliste Ève Charin découvre les jardins ouvriers d'Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, les personnes qui cultivent ces parcelles, la microsociété qui s'y est tissée. Elle va mener des entretiens tout en nuances avec les acteurs des projets d'artificialisation des quatre mille mètres carrés de ces jardins, et ceux qui les combattent, comme dans un dialogue social a posteriori. Plusieurs plans se succèdent au fil des oppositions et des bagarres d'experts : la gare du Grand Paris, la piscine olympique, un écoquartier, une piscine d'entraînement des athlètes, mais avec un solarium et un spa pour rentabiliser l'équipement, qui empiètent sur les parcelles. Pour les uns, il s'agit d'un mode de vie, de la résistance à la bétonisation intégrale. Les autres mettent en avant l'intérêt d'un équipement collectif pour une municipalité peu fortunée… La justice a fini par se prononcer en faveur du maintien des jardins alors que les engins de chantier en ont rasé une partie. Les bulldozers ne se sont pas arrêtés pour autant.

HÉLÈNE-YVONNE MEYNAUD

BIOGRAPHIE

LÉNINE. – Nina Gourfinkel

Agone, Marseille, 2024, 208 pages, 12 euros.

Portrait d'un géant à hauteur de bonhomme, cette biographie de Lénine est d'une précieuse étrangeté. Le fils, le frère, l'étudiant, le révolutionnaire, l'homme politique allergique aux célébrations y sont décrits avec une précision chirurgicale et pourtant douce. On en apprend autant sur son veston, ses deuils successifs, sa manière d'être que sur le deuxième Congrès panrusse des soviets en octobre 1917 ou sur ses options idéologiques et stratégiques.

L'écrivaine Nina Gourfinkel (1900-1984), jonglant entre les sources et les liant avec sobriété, offre une traversée presque cinématographique du premier quart du XX^e^ siècle avec Lénine, l'un éclairant l'autre. *« On cherche un homme, on trouve l'histoire. »* Le style est limpide, ondoyant entre une rigueur de philologue, de discrètes figures de style apportant une touche de romanesque et de riches sources et témoignages. Cette édition d'un texte initialement paru en 1959 est enrichie d'une postface d'Éric Aunoble qui précise le positionnement particulier de Gourfinkel, et éclaire sur la vie, en Russie puis en exil, de cette grande passeuse, qui a consacré d'importantes monographies à Anton Tchekhov, Maxime Gorki ou encore Nicolas Gogol.

ALEXANDRE DUCLOS

POÉSIE

NOUVEAU DÉPART. – May Ayim

Ypsilon, Paris, 2023, 164 pages, 17 euros.

Publié en 1997, un an après son suicide, *Nouveau Départ* laissera un goût amer aux lecteurs de May Ayim. Son premier recueil de poèmes, *Blues en noir et blanc,* initialement paru en 1995, évoquait les morsures de son expérience d'enfant noire (son père était d'origine ghanéenne), adoptée par une famille blanche en Allemagne de l'Ouest dans les années 1960. Si la chute du Mur (1989) réunifie le pays, elle n'en finit pas avec la violence du racisme, à l'Ouest comme à l'Est. Ayim dresse un état des lieux, historique et politique, qui va considérablement influencer les études postcoloniales allemandes et la placer en première ligne des luttes féministes et antiracistes berlinoises. Son écriture comme sa prise de parole se nourrissent de ses convictions et de son expérience intime, qu'elle inscrit dans une expérience collective, et donnent à ses essais, articles et discours comme à sa poésie une force de frappe subversive et combative. Il était temps que cette poétesse hors cadre soit traduite en français, ce dont se sont chargés depuis quelques années Lucie Lamy et Jean-Philippe Rossignol. Amandine Gay clôt l'ensemble avec *Ceci n'est pas une postface.*

MARINA DA SILVA

LITTÉRATURE

Histoires tordues, Amérique déglinguée

Ce n'est pas si fréquent, pour un auteur de polars : James Crumley (1939-2008) voit ses romans progressivement réédités dans de nouvelles traductions. Un hommage mérité pour ce remarquable styliste, un très grand du roman noir. C'est connu, s'entretenir avec lui relevait de l'épreuve de force. Vissé au bar en début d'après-midi, la voix un peu rauque, le ventre insolent, l'œil injecté de sang, il ingurgitait vodka-glaçons après vodka-glaçons. Ne pas le suivre vous condamnait à l'indignité, et le faire vous amenait rapidement à perdre toute conscience du lieu. Un entre-deux (prendre un verre, et y tremper les lèvres de temps en temps…) réussissait-il à le tromper ? Pas sûr. Lui tenait la conversation jusqu'au bout, fixant le mur devant lui, le teint de plus en plus cuivré, la main revenant inlassablement au verre. Mais ce n'est là qu'anecdote et cliché vendeurs, comme on aime les associer à certains écrivains nord-américains. Ses excès ont sans doute aidé à sculpter sa légende, mais on ne peut réduire à leur seule existence l'éclatante réussite d'une œuvre aussi déchirée que son auteur. À travers neuf romans et deux héros particulièrement déjantés, Milo Milodragovitch et Chauncey Wayne Sughrue, qui finiront par se rejoindre dans *Les Serpents de la frontière* (1996, rééd. : Gallmeister, 2021), Crumley a dépeint comme peu d'autres la violence de la société américaine, violence à laquelle il oppose, en don Quichotte goguenard, la défonce et l'humour. Avec son ami Jim Harrison, il est le plus illustre citoyen de la ville de Missoula, ce bourg du Montana devenu capitale du *nature writing* : James Welch, Robert Leonard Reid, Neil McMahon, Rick Bass y sont passés. Venu à l'écriture vers 30 ans, Crumley peaufinera chacun de ses romans. Le premier, *Un pour marquer la cadence* (1992, rééd. : 1997), lui prendra trois ans, *Le Canard siffleur mexicain* (1994, rééd. : 2019) dix ans, et il récrira dix-huit fois le premier chapitre du dernier, *Folie douce* (2005) (1). Proche du poète Richard Hugo, aussi bien professeur de composition littéraire que militaire d'active, Crumley est l'un de ceux, comme James Lee Burke en Louisiane ou James Ellroy à Los Angeles, qui ont revitalisé le roman de genre par une écriture et une vision exigeantes. Oscillant entre les genres et les registres (western moderne et roman noir, crudité et poésie), il est capable de passer dans le même paragraphe de *« Cette espèce de vieux con est là debout au bord de la falaise »* à *« Aujourd'hui la mer est calme sous le couchant avec de fascinantes éruptions de feu qui scintillent comme du sang en fusion sur les courbes douces et mornes d'une houle très légère puis disparaissent en un fondu au noir au passage de chaque crête ».* Et c'est ainsi que s'ouvre la deuxième partie des *Serpents de la frontière.*

Les héros de Crumley sont tous des exclus du rêve américain. Ils croquent la drogue comme d'autres le chocolat les après-midis de blues, dorment peu, sont attirés seulement par les femmes explosives et ne trouvent que dans la violence le mode d'expression adapté à leur époque. Tournant en rond dans une société sans repères, courant à la fois après les grands espaces du western et l'utopie communautaire des années 1960, évoluant dans les années Reagan, années du fric facile pour ceux qui le gagnent et inaccessible pour ceux qui en rêvent, ils marchent à côté d'une époque qui les rejette et qui les malmène. Le roman de Crumley *Un pour marquer la cadence* était consacré à la guerre du Vietnam et racontait l'amitié dévastatrice entre deux frères ennemis. Ce n'est pas un hasard si c'est à l'ombre de ce conflit où périrent tant d'illusions que démarre cette œuvre. Pendant les quarante ans qui ont suivi, tout en ménageant des plages de rires, il a dépeint une Amérique de cauchemar, une Amérique dont on ne peut qu'espérer qu'il ne se révélera pas avoir été le prophète.

HUBERT PROLONGEAU.

(1) James Crumley, *Folie douce,* traduit de l'américain par Jacques Mailhos, illustré par Hugues Micol, Gallmeister, Paris, 416 pages, 24,80 euros. La plupart de ses romans noirs ont été publiés chez Gallimard (coll. « Série noire » et « Folio policier »), puis chez Gallmeister, dans d'autres traductions. Ce mois d'octobre, *La Contrée finale,* 448 pages, 11,90 euros, ressort chez Gallmeister (coll. « Totem »), dans la traduction de Jacques Mailhos.

AMÉRIQUE CENTRALE

Enquêtes sur un cauchemar

« Rien *de ce qui est écrit dans ces pages n'est de la fiction »,* assure Sergio Gonzáles Rodríguez (1950-2017), journaliste et écrivain mexicain, en prologue de son récit *Les 43 d'Iguala* (1), publié en 2015, où il a *« dû aller à l'encontre du ton mesuré qui domine le langage de la politique, de la vie publique, et même de la littérature et du journalisme ».* Son enquête sur la disparition de quarante-trois étudiants dans l'État du Guerrero (dans le sud du Mexique, bordé par l'océan Pacifique) n'a effectivement pas grand-chose à voir avec la narration d'un fait divers : elle aborde avec minutie et grandeur, autant par le biais des témoignages recueillis que par l'analyse systémique, la violence qui règne dans les États mexicains et plus particulièrement dans les territoires les plus pauvres. Souvent livrés aux pratiques des narcotrafiquants, à la duplicité des autorités locales et nationales, à la complaisance de la police et aux agissements du grand voisin, ce sont des *twilight zones* (« zones crépusculaires ») propices à tous les abus, économiques, sociaux et politiques.

Le Guerrero en est un exemple : dans la nuit du 26 septembre 2014, quarante-trois étudiants qui se rendaient à une manifestation sont abattus par des hommes dont on ne sait s'il s'agit de soldats, de policiers ou de tueurs liés aux « narcos ». Ils sont effacés. Les autorités, notamment fédérales, trouveront quelques boucs émissaires, une façon commode d'invisibiliser les véritables assassins, mais également leurs victimes, ces « quarante-trois » qui venaient d'une école classée « rouge » par les pouvoirs publics – voire une pépinière de marxistes-léninistes, sympathisant avec diverses guérillas (celles du Guerrero et du Chiapas) ainsi qu'avec les paysans. Sont niés les responsabilités multiples, les enquêtes bâclées, les innocents transformés en coupables après des aveux « extorqués », le véritable « juvénicide » que cette affaire révèle. Et il n'est pas le premier. Répression contre les étudiants, assassinat ou emprisonnement de leurs leaders, surveillance des jeunes ouvriers et paysans, les autorités se méfient de tous les jeunes, surtout les plus pauvres, assimilés à de nouvelles « classes dangereuses ». Les femmes ne sont pas épargnées. *Des os dans le désert* (2002) rend compte de la vague de féminicides ayant eu lieu, entre 1995 et 2003, à Ciudad Juarez, dans l'État de Chihuahua (2). Plus de six cents victimes, dont la plupart ont disparu : de jeunes femmes issues des classes populaires, ouvrières dans les *maquiladoras* (des usines de multinationales situées à la frontière, bénéficiant d'exonérations fiscales), écolières ou étudiantes, que leurs familles recherchent en vain – journaux et représentants des autorités osent parler de « crimes passionnels ». Une fois encore, on rend invisible le fait que de tels actes sont le résultat d'un système culturellement patriarcal, politiquement autoritaire, économiquement corrompu. D'autant plus que dans cette ville-frontière se mêlent narco-satanisme, influences américaines (l'Agence centrale de renseignement [CIA] entre autres), rivalités entre le pouvoir fédéral et les autorités locales. *« C'est un livre qui ne se situe pas dans la tradition des récits d'aventures, mais dans celle des récits apocalyptiques, qui sont les deux seules traditions à rester vivantes dans notre continent, peut-être parce qu'elles sont les seules à nous rapprocher de l'abîme qui nous entoure »,* écrivait à propos de ce livre le poète et romancier Roberto Bolaño, qui fera de l'auteur un personnage de *2066* (3). Ce que prolonge *L'Homme sans tête* (4), reportage et essai de Rodríguez, qui évoque l'histoire, le rôle, le sens de la pratique de la décapitation, de plus en plus exhibée par les cartels, tout en revenant sur le passé de son pays ou celui de sa famille. C'est savant, halluciné, dérangeant.

ARNAUD DE MONTJOYE.

(1) Sergio González Rodríguez, *Les 43 d'Iguala,* préface de Marie Cosnay, traduit de l'espagnol (Mexique) par Guillaume Contré, Éditions de l'Ogre, Paris, 2023, 192 pages, 20 euros.

(2) Sergio González Rodríguez, *Des os dans le désert,* traduit de l'espagnol (Mexique) par Isabelle Gugnon, Éditions de l'Ogre, 2023, 448 pages, 13 euros.

(3) Ce roman inachevé a été publié à titre posthume en 2004. Il a paru en 2008 chez Christian Bourgois, traduit de l'espagnol (Chili) par Robert Amutio.

(4) Sergio González Rodríguez, *L'Homme sans tête,* traduit de l'espagnol (Mexique) par Isabelle Gugnon, Éditions de l'Ogre, 2024, 190 pages, 12 euros.

DANS LES REVUES

❑ **FOREIGN AFFAIRS.** Dans un dossier titré « L'Amérique à la dérive », la revue des élites diplomatiques américaines publie une contribution de M^me^ Condoleezza Rice qui met en garde contre l'isolationnisme. Avoir conseillé le président George W. Bush au moment des guerres d'Afghanistan puis d'Irak ne semble pas l'avoir vaccinée contre les illusions d'empire. (Vol. 103, n° 5, bimestriel, septembre-octobre, 80,95 dollars par an. — New York, États-Unis.)

❑ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** Des trumpistes dans la Silicon Valley, fief de la Californienne Kamala Harris ; colonisation de la Cisjordanie et résistances palestiniennes : *« Combien de fois un homme peut-il détourner le regard et prétendre qu'il ne voit rien »,* chantait Bob Dylan. (Vol. LXXI, n° 14, bimensuel, 9,95 dollars. — New York, États-Unis.)

❑ **HARPER'S.** Explosion des entreprises de sécurité privées aux États-Unis, dopées par la hantise de l'agression violente qu'alimentent les médias : 40 % des Américains ont peur de se promener seuls près de chez eux, alors même que le taux de criminalité a beaucoup baissé depuis trente ans. (Vol. 349, n° 2092, septembre, mensuel, 7,99 dollars. — New York, États-Unis.)

❑ **MONTHLY REVIEW.** Le rôle « sous-impérialiste » de l'Inde en Asie. Un entretien de la revue avec son rédacteur en chef, John Bellamy Foster, qui revient sur son travail sur Karl Marx et l'écologie. (Vol. 76, n° 4, septembre, mensuel, 4,50 euros. — New York, États-Unis.)

❑ **PROSPECT.** L'extrême droite anglaise et le « nouveau fascisme » ; une réélection de M. Donald Trump menacerait-elle l'intégration européenne ? ; plus de deux tiers des journalistes britanniques de la presse locale n'exercent plus ; géopolitique de la guerre en Arctique. (N° 331, mensuel, octobre, 8,99 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

❑ **NEW BLOOM MAGAZINE.** Les nombreux conflits sociaux (pêcheurs, cheminots, chauffeurs de bus…) qui agitent Taïwan, loin des radars médiatiques. (Gratuit en ligne. — Taïwan.)

❑ **MADE IN CHINA JOURNAL.** Une livraison consistante (plus de 270 pages) qui traite aussi bien de la monnaie numérique que du contrôle des naissances, de l'islam en Chine ou du roman *Le Problème à trois corps,* de Liu Cixin. (Vol. 9, n° 1, janvier-juin, semestriel, 60 dollars australiens. — Canberra, Australie.)

❑ **THE ASIA-PACIFIC JOURNAL : JAPAN FOCUS.** Pourquoi le terme « Indopacifique » incarne-t-il l'essence structurelle de la géopolitique contemporaine, comme celui de « guerre froide » dans les années 1950 et celui de « moment unipolaire » dans les années 1990 ? (Vol. 22, n° 7, juillet, mensuel, gratuit en ligne. — Ithaca, États-Unis.)

❑ **THE DIPLOMAT.** Quelle est la politique de Pékin concernant la guerre en Birmanie ? New Delhi lève l'interdiction pour les membres de l'organisation suprémaciste hindoue Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) de devenir fonctionnaires. (N° 118, septembre, mensuel, abonnement annuel : 30 dollars. — Washington, DC, États-Unis.)

❑ **MELBOURNE ASIA REVIEW.** Une livraison consacrée au rôle de la « société civile » dans la transparence parlementaire, de Taïwan à Bangkok en passant par Séoul. À noter, un article tirant les leçons de l'Amérique latine utiles pour l'Asie sur cette question. (N° 19, septembre, mensuel, gratuit en ligne. — Melbourne, Australie.)

❑ **LATIN AMERICAN PERSPECTIVES.** Au XX^e^ siècle, la question agraire fut au cœur des débats stratégiques et de l'action révolutionnaires. Au XXI^e^ siècle, l'écologie politique s'en empare à son tour pour remettre en cause le modèle capitaliste « extractiviste » latino-américain. (Vol. 51, n° 254, janvier, bimensuel, 74 dollars par an. — Thousand Oaks, États-Unis.)

❑ **AMERICA LATINA HOY.** La revue universitaire propose un bilan des politiques publiques latino-américaines en matière de reconnaissance légale des questions de genre dans plusieurs domaines (représentation politique, violences sexuelles, justice). (Vol. 94, publication annuelle, gratuit en ligne. — Salamanque, Espagne.)

❑ **FALMAG.** Un dossier consacré à la question des prisonniers politiques en Amérique latine. Plusieurs situations sont étudiées en Argentine, au Chili, en Colombie, au Nicaragua, au Pérou et au Venezuela. Deux articles reviennent sur les élections présidentielles au Mexique et au Panamá. (N° 157, juin, trimestriel, 5 euros. — Paris.)

❑ **NUEVA SOCIEDAD.** Cinquante nuances d'extrême droite dans le monde ; analyse de l'ultra-droite latino-américaine. Quelles sont ses axes programmatiques, ses particularités par rapport aux autres courants de cette mouvance internationale, ses liens avec elle ? (N° 312, juillet-août, bimestriel, abonnement un an : 120 dollars. — Buenos Aires, Argentine.)

❑ **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES.** Sociologie des groupes d'intérêts européens ; le cinéma français et le monde ; la réduction du rôle des bailleurs d'aide internationale en Bolivie ; enquête sur l'intervention militaire de la France au Mali. (N° 253-254, trimestriel, septembre, 23 euros. — Paris.)

❑ **POLITIQUES DE COMMUNICATION.** Assiste-t-on à une droitisation de l'espace médiatique français ? Un article analyse la professionnalisation de la communication numérique et la recherche d'attention journalistique du Rassemblement national. (N° 20-21, semestriel, 25 euros. — Grenoble.)

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

DANS LES REVUES

❑ **Naqd.** Les déportations dans un contexte colonial sont la thématique unique de cette livraison de la revue algérienne d'études et de critiques sociales. C'est ainsi le cas d'insurgés algériens déportés en Nouvelle-Calédonie après la révolte de 1871 (N° 43, semestriel, premier semestre, disponible sur Cairn. — Alger.)

❑ **La Pensée.** Étude et critique étayée de quelques arguments en vogue chez les tenants de l'obsolescence du matérialisme historique – discours eschatologique, monisme économique… Un ensemble consacré à l'histoire des équipements urbains, et un point sur l'armée à la Libération. (N° 419, juillet-septembre, trimestriel, 20 euros. — Paris.)

❑ **Esprit.** Face aux idéologies inégalitaires; nostalgies d'époque et vote pour le Rassemblement national; les films consacrés à l'école et aux enseignants. (N° 513, mensuel, septembre, 20 euros. — Paris.)

❑ **Fondation Res Publica.** Les actes de ce colloque sur la politique étrangère de la France dans lequel interviennent Thierry de Montbrial, Pierre Lellouche et Renaud Girard, mais aussi François Gouyette à propos de la Libye, permettent de comprendre qu'un des intervenants ait réagi ainsi : *«Ça nous change de LCI!»* (N° 153, juin, publication irrégulière, sur demande. — Paris.)

❑ **La Chronique d'Amnesty international.** En France, les associations de défense des droits humains subissent des attaques en règle, relayées par certains médias : *«Cette Déclaration des droits de l'homme n'est-elle pas caduque dans la France d'aujourd'hui?»*, entendait-on le 15 juin dernier sur CNews. (N° 454, septembre, mensuel, 3,60 euros. — Paris.)

❑ **Confluences.** Une livraison divisée en deux thèmes : où en est Chypre, cinquante ans après sa partition, alors que les stigmates de la crise de 1974 demeurent? Et les ravages de la corruption au Proche-Orient. (N° 129, été, trimestriel, 20 euros. — Paris.)

❑ **Inflexions.** Un numéro consacré à la question de la norme notamment dans le monde des armées : guerres, matériel mais aussi – pour ceux qui gardent en mémoire leur service militaire – la fameuse «P4», synonyme de réforme pour raisons psychiatriques. (N° 57, 2024/3, quadrimestriel, 13 euros. — Paris.)

❑ **À bâbord!** Ce centième numéro revient sur le regroupement de dix médias critiques de gauche au Québec. Également au sommaire : transphobie et éducation, Palestine et censure. (N° 100, trimestriel, été, 45 dollars canadiens par an. — Montréal, Québec, Canada.)

❑ **La Décroissance.** Pour refonder la gauche, explique Alain Accardo, il faudrait pouvoir *«s'adresser à une population dotée d'une culture historique, et plus largement d'une culture générale suffisante pour savoir d'où elle vient et mettre le présent en perspective»*. (N° 212, septembre, mensuel, 4 euros. — Lyon.)

❑ **Étincelles.** L'historienne Anne Morelli analyse le recul de la liberté d'expression depuis les années 1960-1970 en s'appuyant sur le cinéma, de Luis Buñuel et des Monty Python aux *Bronzés 3*. (N° 59, septembre, trimestriel, 8 euros. — Lens.)

❑ **CQFD.** Les priorités politiques de l'antiterrorisme allemand : arrêter une ancienne militante de la Fraction armée rouge âgée de 65 ans, et laisser s'épanouir les groupuscules néonazis. (N° 233, septembre, mensuel, 4 euros. — Marseille.)

❑ **Regards.** Que signifie le fait d'avoir «du cœur à gauche» dans le contexte actuel de divisions? À lire aussi un entretien avec Alain Gresh à propos de la situation à Gaza. (N° 61, second semestre, 22 euros. — Paris.)

❑ **Mouvement.** Récit de trois semaines à bord de l'*Ocean Viking*, navire de sauvetage qui sillonne la Méditerranée depuis 2019. Migrants sauvés des eaux, miliciens libyens dont l'embarcation rôde : une odyssée édifiante. (N° 123, septembre-octobre, trimestriel, 10 euros. — Paris.)

❑ **La Topette.** Le nombre d'établissements d'enseignement supérieur privés explose. Ces formations prospèrent grâce à l'alternance et à l'apprentissage, un secteur libéralisé en 2018 : enquête à Angers. (N° 17, septembre-novembre, trimestriel, 3 euros. — Angers.)

❑ **La Couleur des jours.** Une évocation poétique du travail de Klavdij Sluban, photographe né dans l'ex-Yougoslavie. Et un extrait d'un projet – original – en cours sur les rues homonymes de Paris et de Genève. (N° 52, automne, trimestriel, 9 euros. — Genève, Suisse.)

❑ **Tsounami.** Quelle place le cinéma accorde-t-il aux parents, et comment traite-t-il de la question de la filiation ou de la famille nombreuse? (N° 14, trimestriel, 6 euros. — Nanterre.)

❑ **Critique.** Sons : de la musique aux arts sonores, du manifeste futuriste «L'art des bruits» paru au début du XXe siècle aux «études sonores» universitaires, en passant par l'enregistrement de terrain et le design. (N° 927-928, mars, mensuel, 12 euros. — Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues :
www.monde-diplomatique.fr/revues

Musique

Si chers concerts

Faudra-t-il un jour s'endetter pour voir Taylor Swift sur scène ou applaudir Oasis, dont la prochaine tournée a provoqué une flambée des prix des billets? La concentration du secteur de l'organisation de concerts et la revente des tickets sur Internet expliquent cette spirale inflationniste, qui n'existe aussi que parce que les fans le veulent bien.

Par Jean-Christophe Servant *

EMEK.NET

EMEK. – Affiche pour le groupe de rock américain Dead & Company, 2019

Dans les coulisses des festivals de l'été, c'était le grand sujet de conversation : Ticketmaster, la filiale billetterie du californien Live Nation, l'acteur le plus important du monde du spectacle vivant, est poursuivie par la division antitrust du ministère de la justice américain (1). La multinationale est accusée d'exercer un monopole illégal, entaché de menaces et de pressions, sur le marché des concerts aux États-Unis, au détriment des fans, des artistes, des petits promoteurs et des exploitants de salles. Live Nation contrôle plus de 80% des ventes de billets outre-Atlantique et en assure l'exclusivité pour ses propres salles et pour les artistes dont elle produit les tournées. L'action en justice fédérale – qui pourrait déboucher sur le démantèlement de Ticketmaster – devrait conduire à un remodelage occidental de l'écosystème du concert et du festival au profit de ses concurrents. D'abord aux États-Unis, mais aussi dans l'Union européenne et en France, son exception culturelle, son maillage territorial unique, ses 7,7 millions de festivaliers (2023) et son économie mixte, largement associative, compris.

L'année dernière, Live Nation, coté à la Bourse de New York, valorisé à 23 milliards de dollars, a produit 50 000 événements musicaux de par le monde devant 145 millions de spectateurs. Il pratique une stratégie verticale d'achats et d'accords à 360 degrés – englobant acquisition de salles, de festivals et de tourneurs, ainsi que la constitution d'une écurie d'artistes. Un «portefeuille» de plus de 3 300 groupes en tournée, 373 salles dans le monde, sans oublier Ticketmaster, sa «machine à cash», aux données clients monétisables, acquise en 2010 : voilà ce qui lui permet de contrôler l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur.

Au début des années 2000, marquées par la crise de la musique enregistrée, est intervenu un mouvement de reconfiguration capitalistique dans une économie jusqu'alors largement marchande et artisanale. Le *music business* se cherche de nouveaux relais de croissance : ce seront le concert, l'édition et le catalogue d'artistes – à titre d'exemple : le catalogue musical de Queen vient d'être vendu par les ayants droit à Sony pour 1 milliard de livres sterling (1,18 milliard d'euros). Les cachets commencent à s'envoler et stimulent l'intérêt d'investisseurs objectivement porteurs de valeurs éloignées de celles qu'affichent ces rassemblements festifs. C'est le cas du libertarien John C. Malone, qui est, via son groupe Liberty Media, l'actionnaire majoritaire de Live Nation. La société de gestion d'actifs BlackRock et le fonds souverain d'Arabie saoudite sont eux aussi présents dans le capital de la multinationale du spectacle vivant.

En France, sa filiale, opérationnelle depuis 2007, s'est concentrée sur l'organisation de tournées tout en reprenant les rênes du festival Main Square d'Arras, et en créant les déclinaisons françaises du Lollapalooza américain et du I Love Techno belge. C'est peu, comparé aux 1 700 festivals de musiques actuelles recensés en 2023 dans l'Hexagone. *«Mais avec leurs catalogues d'artistes, ces géants peuvent, même sans investir dans des festivals, avoir une influence déterminante sur leur programmation, comme par exemple les Eurockéennes* (2)», souligne Emmanuel Négrier, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Un point de vue confirmé par M. Florent Sanseigne, cofondateur et directeur du rendez-vous jurassien No Logo, tourné vers le reggae et ses héritages, dont la onzième édition vient une nouvelle fois d'être montée *«sans bénévoles ni aucune aide extérieure publique ou privée». «Mais si l'on veut une pointure,* explique-t-il, *on est forcés de passer par Live Nation ou par AEG* [Anschutz Entertainment Group]… *En fait, nous mettons tous des pièces dans la machine, même les plus indépendants et farouchement anti-fonds de pension!»*

Live Nation, en France comme au Royaume-Uni ou en Allemagne, se livre à une compétition acharnée avec AEG, lui aussi californien. Outre ses vingt-cinq festivals, dont Coachella, l'un des plus importants des États-Unis, ce groupe compte un impressionnant ensemble de salles – de l'O2 Arena de Londres au Staples Center de Los Angeles – et une écurie d'artistes en tournée allant des Rolling Stones au rappeur Tyler, The Creator. Mais la concurrence n'empêche pas les arrangements. Si Ticketmaster a assuré la billetterie de la tournée mondiale de l'Américaine Taylor Swift – non sans polémiques, notamment sur les prix des billets –, c'est la filiale française d'AEG qui a organisé ses six récentes représentations françaises. Il est à se demander d'ailleurs si le *music business* n'aurait pas une forte aptitude aux arrangements dans toutes sortes de domaines. Le patron d'AEG, M. Philip Anschutz, à la tête d'une fortune bâtie dans les ressources fossiles et le rail, est un républicain ultra-conservateur «pro-vie» et climato-sceptique. Sous le mandat du socialiste Bertrand Delanoë, sa multinationale a d'abord obtenu un contrat de délégation de service public de la mairie de Paris. Depuis 2013, AEG est le coactionnaire à 43% du Palais omnisports de Paris-Bercy (POPB), renommé Accor Arena, avec ses vingt mille places. Qu'importe que la chambre régionale des comptes (CRC) reproche à la Ville de Paris d'avoir *«abandonné [à AEG] sa prééminence sur la gouvernance»* de la salle, *«bien que sa participation au capital social reste majoritaire et que son soutien financier aille très au-delà»* (3)… AEG, via la société d'économie mixte codétenue avec la Ville de Paris, a pu en 2022 mettre un pied dans l'historique Bataclan, où elle produit des concerts, comme dans le nouvel Adidas Arena, enceinte couverte vouée aux sports et à la culture. Moins surprenant, AEG a su se trouver d'autres alliés, quoique éventuellement concurrents, comme M. Vincent Bolloré ou M. Marc Ladreit de Lacharrière – engagés sur la nouvelle frontière du live et des salles de concert, beaucoup moins taxés que le disque (à peine 9%, contre 20%) : l'Olympia et une dizaine de festivals en France et au Royaume-Uni pour le premier, propriétaire de Vivendi Village, filiale du groupe Vivendi; la salle Pleyel et plusieurs Zénith, entre autres, pour le second, patron de la société de holding Fimalac. AEG codétient aussi Rock en Seine, aux côtés de M. Matthieu Pigasse, président de Combat Media, groupe indépendant, qui compte parmi ses actifs Radio Nova et *Les Inrockuptibles*. Autant de «synergies» qui se sont mises en place.

Inflation de concerts, un festival sur quatre affichant complet et 85% annonçant une affluence record : 2023 a été marquée par l'*«euphorie retrouvée»* (*Le Monde*, 10 février 2024) des professionnels. Largement subventionné, le duo de tête – Les Eurockéennes de Belfort, Les Vieilles Charrues, réunis dans la fédération internationale De Concert! (vingt-neuf membres) – ne se plaint pas. Mais il s'interroge. Car l'écosystème français est entré dans une crise financière durable qui menace les acteurs de deuxième ligne. Parmi les festivals indépendants adhérents du Syndicat des musiques actuelles (SMA), 43% ont terminé l'année 2023 déficitaires, plombés par l'inflation des cachets – une augmentation de près de 50% entre 2015 et 2022 – et la hausse des frais généraux, liée au renforcement de la sécurité et au coût de l'énergie. *«Là où il fallait, avant le Covid, une jauge à 95%* [pour être rentable], explique M. Philippe Gautier, secrétaire général du SNAM-CGT (Union nationale des syndicats d'artistes musiciens-Confédération générale du travail), *il faut désormais 97 à 99%.»* De quoi aviver l'intérêt des mastodontes du secteur, qui cherchent désormais à s'implanter en dehors de la région parisienne.

Au SMA, on s'inquiète particulièrement du devenir des festivals intermédiaires généralistes, qui peuvent réunir de 30 000 à 50 000 personnes sur trois jours. S'ils pouvaient jadis proposer des affiches internationales, ce n'est plus le cas, confirme M. Stéphane Krasniewski, directeur du Festival Les Suds, à Arles, et vice-président du syndicat. Dorénavant, une tête d'affiche française (Indochine, Orelsan, Aya Nakamura…) peut exiger un cachet de plus de 300 000 euros, et les artistes internationaux franchissent régulièrement le million – 1,5 million d'euros pour Billie Eilish à Rock en Seine en 2023. Dans le même temps, *«les subventions publiques – des régions aux métropoles – n'ont pas augmenté, voire ont baissé sous l'effet de l'inflation»*, poursuit M. Krasniewski. Enfin, dans un contexte où les collectivités locales soutiennent les festivals qui leur paraissent capables de servir leur marketing territorial, *«les logiques de subvention tendent à être remplacées par celles des appels à projets, qui garantissent moins d'autonomie et d'indépendance artistique»*. Tout en favorisant les propositions clés en main des multinationales.

De 2017 à 2021, le festival marseillais Marsatac, défricheur de musiques urbaines depuis 1999, s'est associé à Live Nation France *«pour prendre plus de risques économiques sans que notre programmation soit dénaturée»*, selon Mme Béatrice Desgranges, sa cofondatrice. En d'autres termes, il s'agissait d'une coproduction. Mais, depuis la sortie du Covid en 2022, l'équipe refait cavalier seul : *«Nous ne voulions plus rentrer dans cette course à l'échalote du toujours plus gros, toujours plus grand.»* Le festival a changé de site, la jauge a été revue à la baisse – de 21 000 à 15 000 personnes par jour. Mais *«2024 risque de marquer un point de rupture pour de nombreux petits festivals face à la surenchère des gros concerts et événements»*, s'inquiète Mme Desgranges. Dernier en date, Golden Coast, monté par l'équipe de M. Pigasse à Dijon, qui s'est tenu les 13 et 14 septembre derniers. Ambitionnant de devenir le «Hellfest du rap», le festival a été subventionné à hauteur de 150 000 euros par la métropole présidée par M. François Rebsamen tout en s'appuyant largement sur l'emploi du «pass culture» – alloué par l'État aux 15-18 ans – pour vendre ses propres «pass 2 jours» à 139 euros.

Entre 2019 et 2022, le Stade de France, 80 000 places, a doublé le nombre de ses représentations. Pendant ce temps, les salles de moins de 1 000 places, la plus grosse partie du parc français, ont vu leurs recettes fondre de 38%. Si les grosses tournées – dans des enceintes de plus de 6 000 places – représentaient il y a dix ans 30% des billets vendus, ce taux a atteint 42% en 2023. Des billets dont les prix, selon notamment le Centre national de la musique (CNM), ont augmenté en moyenne de 15% depuis 2019. Et jusqu'à 31% pour les stars internationales se produisant dans des stades et certains festivals. Flambée similaire côté nourriture, boissons et produits dérivés…

Depuis la fin de la pandémie, le public français privilégie à l'évidence les succès commerciaux à la découverte d'artistes émergents… qui ne peuvent pourtant compter que sur la scène pour survivre. Le festivalier, issu à 60% des classes supérieures (contre 13% des classes populaires), participe ainsi de plus en plus à l'instauration d'une monoculture pop marquée par la suprématie des musiques urbaines, et largement relayée par les plates-formes de streaming. Pour Mme Desgranges, un public de jeunes adultes émerge, *«plus consumériste que la génération précédente, grâce aux liens tissés avec ses artistes préférés sur les réseaux sociaux et les plates-formes à la Spotify, qui dictent les tendances»*. Ce que confirme le journaliste musical Sophian Fanen, collaborateur des *Jours* : *«Nous sommes entrés dans l'économie du fan. On ne va plus écouter un artiste, on va voir un événement. Et cette "expérience" doit être partagée en direct sur les réseaux sociaux.»* Or cette monoculture correspond aux propositions des gros opérateurs, dont l'offensive en France se précise, avertit à nouveau Emmanuel Négrier, car *«ils anticipent la déréglementation et la baisse des subventions publiques mais aussi la mise en œuvre de traités commerciaux, comme le CETA* [Accord économique et commercial global, entre l'Union européenne et le Canada], *qui exclut le secteur musical du champ d'application de l'exception culturelle…».*

Quid des artistes? M. Krasniewski confie : *«Il devrait y avoir plus de questionnement quand on signe avec AEG, Combat, Bolloré ou Live Nation.»*

* Journaliste.

(1) Véronique Le Billon, «Musique : l'antitrust américain poursuit Live Nation en justice», *Les Échos*, Paris, 23 mai 2024.

(2) Les propos cités proviennent d'un entretien avec l'auteur. *Cf.* aussi Emmanuel Négrier, «La musique dans le viseur des groupes industriels», echosciences-sud.fr, 17 janvier 2019.

(3) *Cf.* notamment Christine Henry, «Paris : la Ville épinglée par la Chambre régionale des comptes sur l'Accor Arena», *Le Parisien*, 4 août 2020.

bookys-ebooks.com

bookys-ebooks.com

LE MONDE *diplomatique*

Affaire Telegram, la France asservie

PAR MATT TAIBBI *

LE lundi 21 octobre 2013, l'ambassadeur des États-Unis en France est convoqué au ministère des affaires étrangères. *Le Monde* vient de publier (1) divers extraits des révélations du lanceur d'alerte Edward Snowden qui mettent en lumière l'interception, en un mois, de *« 70,3 millions d'enregistrements de données téléphoniques de Français »* par l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) : une surveillance *« à grande échelle »*.

Premier ministre à l'époque, M. Jean-Marc Ayrault exige des *« réponses claires »* de Washington et insiste pour que les États-Unis travaillent avec la France à créer *« les conditions de la transparence pour qu'il soit mis fin [à ces pratiques] »*. En amont d'un rendez-vous avec le secrétaire d'État américain John Kerry, qui se trouve à Paris au moment de la publication des extraits, M. Laurent Fabius, alors ministre des affaires étrangères, bout de colère. Il convient, explique-t-il, de *« s'assurer, très rapidement »*, que cette surveillance *« totalement inacceptable »* cesse. Une semaine plus tard, M. Kerry admet que l'espionnage américain *« est allé trop loin »* (2).

Environ dix ans avant l'arrestation par la France (le 24 août) de M. Pavel Durov, le fondateur de la messagerie Telegram, les dirigeants européens feignent donc l'outrage face au régime de surveillance de leur allié, qui a pris des proportions considérables sous la direction du vice-président Richard (« Dick ») Cheney (2001-2009). Après les attentats du 11-Septembre, de nombreux hauts fonctionnaires américains ont en effet décrété que le respect de la vie privée était un luxe qu'ils ne pouvaient plus se permettre de protéger. Ceux qui, aux États-Unis, restaient attachés à cette valeur – le plus souvent des progressistes – se réjouissaient alors que l'Europe couvre Washington de honte. Peut-être un tel traitement ramènerait-il leur pays à la raison ?

Quand l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel découvre que le gouvernement de M. Barack Obama fouine dans son téléphone portable en 2013 (3), elle déclare que *« s'espionner entre amis, cela ne se fait pas »*. En 2015, lorsque WikiLeaks publie un rapport intitulé « Espionnage Élysée » (4) dévoilant que Jacques Chirac ainsi que MM. Nicolas Sarkozy et François Hollande ont été visés, les progressistes américains applaudissent une nouvelle fois l'indignation française. Nombre d'entre eux se félicitent de la seconde tournée d'excuses que M. Obama se voit contraint d'adresser à M. Hollande par téléphone (la première avait eu lieu en 2013, à la suite des révélations du *Monde*). Il faut dire que, sur les captures d'écran mises en ligne par WikiLeaks, apparaissait noir sur blanc une entrée « FR PRES CELL » (FR[ench] PRES[ident] CELL [phone] : téléphone portable du président français). Un beau malaise dans la « communauté internationale »…

À l'époque, le fondateur de WikiLeaks, M. Julian Assange, est en liberté. Il explique que les États-Unis *« procèdent à l'espionnage économique de la France depuis plus d'une décennie »* : ils ont recours à des outils de surveillance afin de donner un avantage à leurs banques, à leurs constructeurs automobiles et à leurs entreprises du secteur de l'énergie lors de la négociation de contrats. Selon WikiLeaks, ces pratiques ont déjà pris pour cible BNP Paribas, AXA, le Crédit agricole, Peugeot, Renault, Total, Orange, et même des associations agricoles. Cerise sur le gâteau, les informations obtenues ont été communiquées aux concurrents britanniques de la France.

Dix ans plus tard, l'indignation française s'est évanouie. L'Hexagone incarne même désormais la pointe avancée de la surveillance mondiale, se comportant comme le « caniche » des États-Unis. Il y a quelques semaines, la procureure de la République du tribunal judiciaire de Paris a rendu publique la liste des chefs d'accusation retenus contre M. Durov (5). Il en ressort que le gouvernement français exige de pouvoir mettre en œuvre une surveillance du même type que celle qui avait suscité son ire lors des incidents NSA-Snowden. Laquelle serait rendue impossible par Telegram, comme en témoignent quelques-uns des éléments d'accusation : *« fourniture de prestations de cryptologie visant à assurer des fonctions de confidentialité sans déclaration conforme »* ; *« fourniture d'un moyen de cryptologie n'assurant pas exclusivement des fonctions d'authentification ou de contrôle d'intégrité sans déclaration préalable »* ; *« refus de communiquer, sur demandes des autorités habilitées, les informations ou documents nécessaires pour la réalisation et l'exploitation des interceptions autorisées par la loi »*.

Peu de gens le savent en dehors des États-Unis mais, au cours des cinq dernières années, la vie politique américaine a été marquée par une bataille violente à propos de la censure numérique. Les bureaucraties mises sur pied par l'armée et les agences d'espionnage afin de contrer les communications en ligne de groupes comme Al-Qaida ou l'Organisation de l'État islamique (OEI) ont été mises à profit pour faire face à une autre « menace », intérieure cette fois. Ainsi la surveillance est-elle passée de l'antiterrorisme à l'« antipopulisme ».

Il n'est écrit nulle part qu'aux États-Unis la liberté d'expression garantie par le premier amendement de la Constitution doive être réservée aux entreprises, aux riches et aux puissants, comme MM. Durov et Elon Musk. Mais, sur les plates-formes privées que sont les réseaux sociaux détenus par des milliardaires, les citoyens américains ne disposent d'aucun premier amendement pour défendre leurs droits et sont donc exposés à la censure de leurs diffuseurs. Plutôt que de démanteler les quasi-monopoles tels que X, ou de créer un espace public en ligne, les autorités américaines souhaitent maintenir ces plates-formes sous contrôle privé, puisque de tels espaces leur permettent de contourner la législation sur les libertés individuelles.

Ainsi, aux États-Unis, si deux personnes échangent des documents dans un parc public, les agences fédérales du type Bureau fédéral d'investigation (FBI) n'ont pas le droit d'en prendre connaissance ou de les détruire. Toutefois, si ces personnes s'envoient les mêmes documents en ligne, l'État s'autorise à faire pression sur la plate-forme utilisée pour les obtenir. Les agences fédérales affirment qu'elles sont en droit d'exiger que les messages soient décryptés, ou supprimés, en cas de non-conformité avec les conditions d'utilisation. Si X, Telegram, YouTube ou encore Facebook étaient des services publics, l'État se mettrait hors la loi. Mais rien ne l'empêche de procéder de la sorte dans le cadre d'un espace de publication privé.

© ADAGP, PARIS, 2024 - BRIDGEMAN IMAGES

RENÉ MAGRITTE. – « Sans titre », 1956

TOUT cela n'a rien d'anecdotique. Peu après l'arrestation de M. Durov, un Mark Zuckerberg de toute évidence en proie à la nervosité a écrit au Congrès américain, admettant qu'en 2021 des membres du gouvernement de M. Joseph (« Joe ») Biden avaient *« exercé des pressions répétées sur [ses] équipes pendant des mois pour qu'elles censurent certains contenus relatifs au Covid-19, humoristiques et satiriques notamment »* (6). Le président-directeur général (PDG) de Meta a également déclaré avoir été mis en garde par le FBI, qui prétendait qu'un article de désinformation visant M. Hunter Biden, le fils du président américain, était d'origine russe. Dans un cas de censure sans précédent aux États-Unis, Facebook et X ont tous deux restreint la diffusion de l'article en question, dont le contenu s'est pourtant par la suite révélé véridique.

L'affaire des « Twitter Files », une fuite dans la correspondance interne de X lorsque la société s'appelait encore Twitter, couverte par l'auteur de ces lignes, s'inscrit dans la même veine. Elle a mis en lumière les innombrables « requêtes » de suppression de contenu émanant des autorités américaines, avant l'acquisition de la plate-forme par M. Musk. Les courriels et textos diffusés ont levé le voile sur un FBI et un département d'État soucieux de contrôler le flux d'informations, qu'il s'agisse des « gilets jaunes », de M. Donald Trump ou encore du Brexit. Une génération plus tôt, outre-Atlantique, la population s'insurgeait en apprenant que le FBI avait envoyé une simple lettre à la maison de disques qui avait produit un tube du groupe de rap NWA dénonçant les violences policières (7). Or les « Twitter Files » ne faisaient pas la lumière sur une missive, mais sur des milliers.

La fermeté des États dans les conflits relatifs à la liberté d'expression en France, au Brésil, au Royaume-Uni et ailleurs a été présentée comme illustrant leur détermination à contraindre des milliardaires odieux et peu enclins à rendre des comptes à cesser de propager la haine et la désinformation. Mais aucune capitale n'a proposé d'approfondir la démocratisation d'Internet. Leur projet consiste en réalité à faire de la liberté d'expression un privilège sous contrôle privé, et à ériger les milliardaires qui détiennent les plates-formes en partenaires de la surveillance et de la censure d'État. Avec l'interpellation de M. Durov, la France apporte une contribution de poids au projet.

L'arrestation du fondateur de Telegram, coupable d'avoir *« assuré le respect de la confidentialité »* et gêné les *« interceptions »*, a surpris les progressistes américains qui jubilaient il n'y a pas si longtemps de voir Paris s'opposer aux programmes de surveillance de Washington. En 2014, au moment même où les États-Unis essuyaient l'indignation suscitée par la mise au jour de l'espionnage de leurs alliés, M. Durov était forcé de quitter la Russie pour avoir refusé de fournir à Moscou des informations sur les utilisateurs de son réseau social VKontakte. Revient donc à la France, qui avait tenu tête à la NSA en 2013, l'insigne honneur d'être le premier pays européen à marcher dans les traces du président russe Vladimir Poutine…

Il est évident que les conceptions américaine et européenne de la liberté d'expression diffèrent. Aux États-Unis, le premier amendement établit que les citoyens jouissent naturellement de la liberté de culte, de presse et d'expression, ainsi que du droit de se réunir pacifiquement ; il restreint le pouvoir du Congrès sur ces droits « inaliénables ». Dans la tradition française, l'État est invité à jouer un rôle dans la quête d'un équilibre entre libertés individuelles et droit collectif à la sécurité.

Une troisième approche – celle qui émerge actuellement – combine ce que les deux précédentes options offrent de pire. Dans la plupart des pays, la liberté d'expression s'inscrira bientôt dans un environnement contrôlé par le secteur privé, et où la liberté des citoyens sera encadrée. Derrière les façades de ces entreprises, les espions qui farfouillaient il y a dix ans dans les communications privées des banques françaises ou de la chancelière allemande prendront pour cible les gens ordinaires, quel que soit leur pays, profitant des possibilités presque illimitées qu'offrent leurs « partenaires » privés en matière de surveillance et de manipulation. Les récents événements ne doivent pas être lus comme le rappel à l'ordre de milliardaires menaçants : ils participent à l'absorption de ces acteurs au cœur même de l'appareil d'État, sans possibilité pour le public d'obtenir des comptes. S'agit-il vraiment là d'un projet auquel la France veut contribuer ?

(Traduit de l'américain par Anne Albinet.)

* Journaliste.

(1) Jacques Follorou et Glenn Greenwald, « Comment la NSA espionne la France », *Le Monde*, 21 octobre 2013.

(2) « Espionnage : John Kerry reconnaît que les États-Unis sont allés "trop loin" », France 24, 1er novembre 2013.

(3) « Allegation of US spying on Merkel puts Obama at crossroads », *The New York Times*, 24 octobre 2013.

(4) « Espionnage Élysée », WikiLeaks, 29 juin 2015.

(5) Communiqué de presse, parquet de Mme la procureure de la République, Paris, 26 août 2024.

(6) « Mark Zuckerberg just admitted three things », post de la commission judiciaire de la Chambre des représentants des États-Unis sur X, 27 août 2024.

(7) Jack Whatley, « The threatening letter the FBI sent to NWA », Hip Hop Hero, 27 octobre 2021.

SOMMAIRE

Octobre 2024

PAGE 2 :
« L'Amérique d'abord » ? – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.

PAGE 3 :
Où est passé l'inconscient ?, par **EVELYNE PIEILLER**.

PAGES 4 ET 5 :
Trois scénarios pour un attentat, par **FABIAN SCHEIDLER**. – BHL, trente ans de plus **(S. H. ET P. R.)**.

PAGE 6 :
Pourquoi Moscou ne négocie pas, par **ARNAUD DUBIEN**.

PAGE 7 :
Au Venezuela, une crise sans fin, suite de l'article de **CHRISTOPHE VENTURA**.

PAGES 8 ET 9 :
Kamala Harris ou l'illusion du changement, par **THOMAS FRANK**.

www.monde-diplomatique.fr

PAGES 10 ET 11 :
Bangladesh, aux racines du soulèvement, par **NAFIS HASAN**.

PAGES 12 ET 13 :
Là où le cricket est plus qu'un sport, par **DAVID GARCIA**.

PAGES 14 ET 15 :
L'histoire face aux manipulateurs, suite de l'article de **BENOÎT BRÉVILLE**.

PAGE 16 :
Pillage du patrimoine palestinien, par **OLIVIER PIRONET**.

PAGE 17 :
En Israël, l'arbre est aussi un outil colonial, par **AÏDA DELPUECH**.

PAGE 18 :
Le Liban au cœur de la tempête, par **AKRAM BELKAÏD**.

PAGE 19 :
Mystifications mitterrandiennes, par **THOMAS DELTOMBE**.

PAGE 20 :
La France malade de ses institutions, par **ANDRÉ BELLON**.

PAGE 21 :
L'art de la diffamation politique, suite de l'article de **SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT**.

PAGES 22 ET 23 :
Le livre-marchandise, un danger écologique, par **CLAIRE LECOEUVRE**.

PAGES 24 À 26 :
LES LIVRES DU MOIS : « Quand tombent les montagnes », de Tchinguiz Aïtmatov, par **MARINA DA SILVA**. – « MANIAC », de Benjamín Labatut, par **BAPTISTE DERICQUEBOURG**. – « Krazy Kat » et Ku Klux Klan, par **PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER**. – Intelligences sous surveillance, par **CHRISTOPHER POLLMANN**. – Camarade Pablo Neruda, présent !, par **CARLOS PARDO**. – Histoires tordues, Amérique déglinguée, par **HUBERT PROLONGEAU**. – Enquêtes sur un cauchemar, par **ARNAUD DE MONTJOYE**. – Dans les revues.

PAGE 27 :
Si chers concerts, par **JEAN-CHRISTOPHE SERVANT**.

Le Monde diplomatique du mois de septembre 2024 a été tiré à 200 714 exemplaires.

bookys-ebooks.com